



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

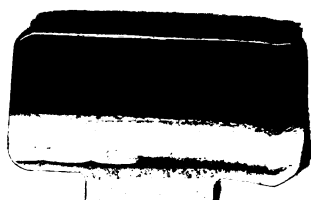
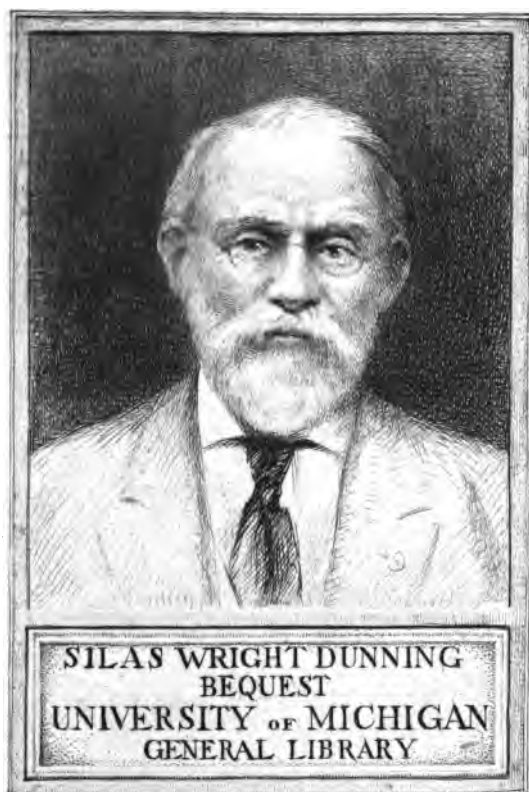
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

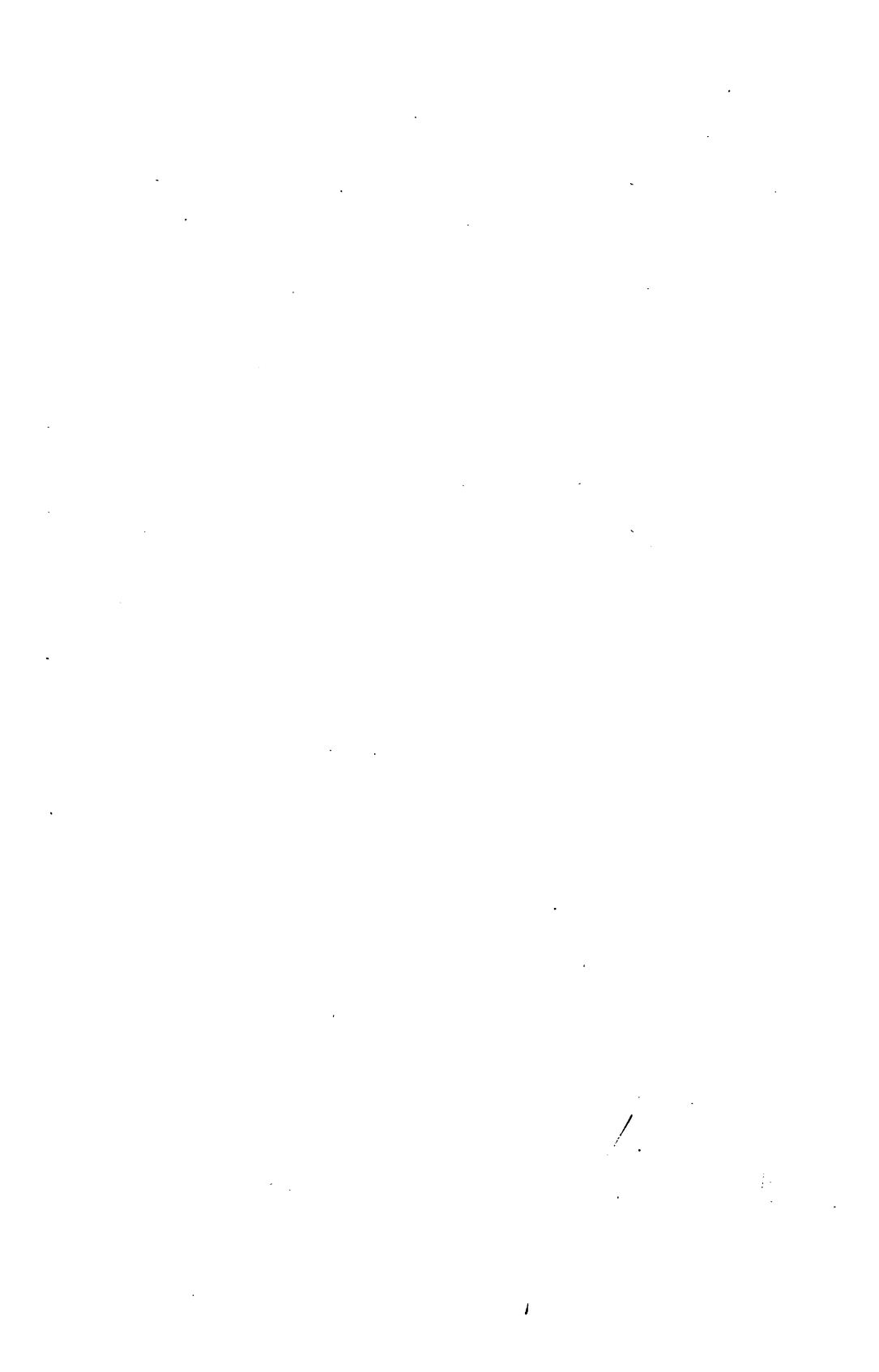
## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A 687,916









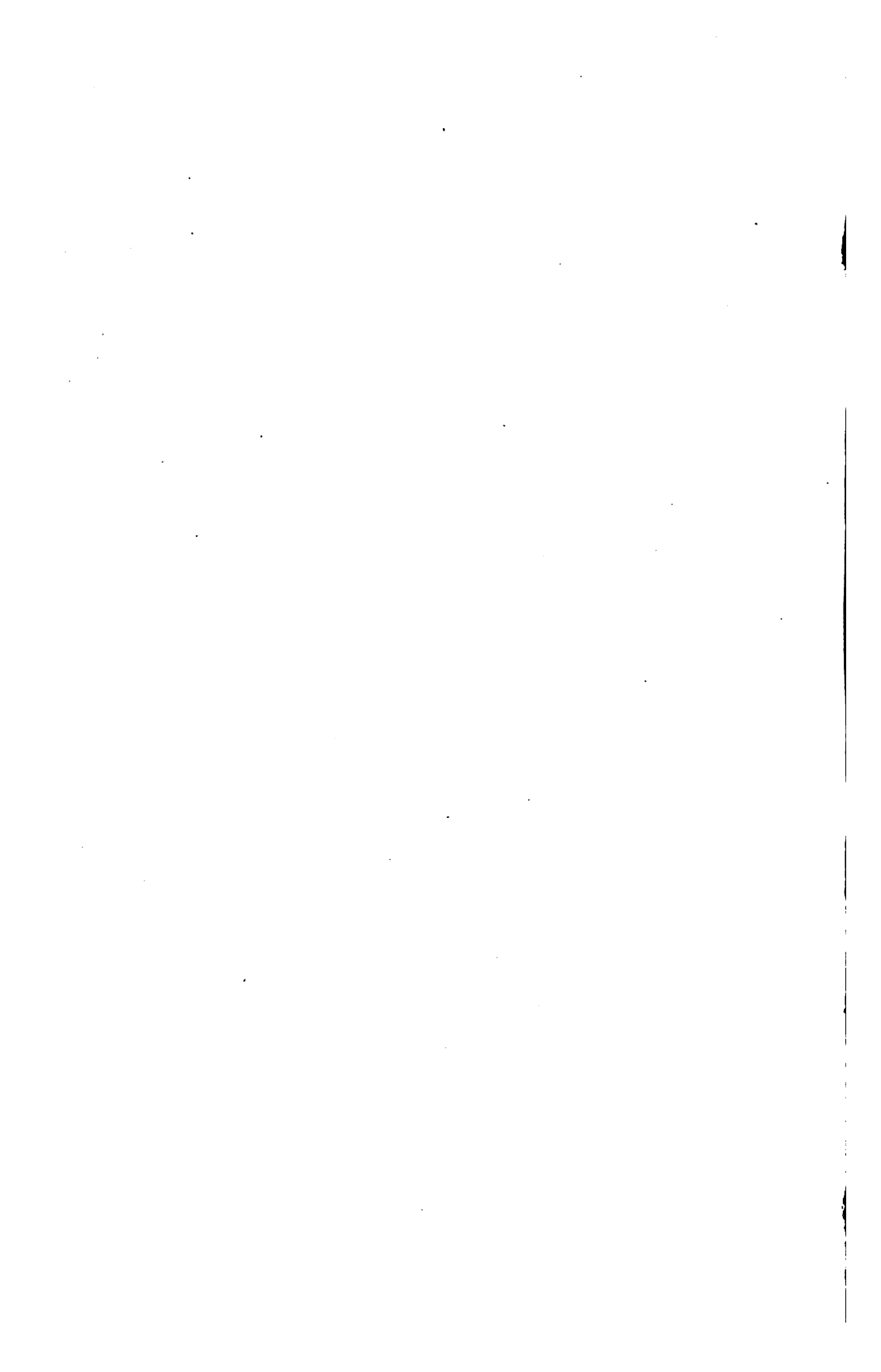
LA

# REVUE OCCIDENTALE

PHILOSOPHIQUE

30

SOCIALE ET POLITIQUE



LA  
**REVUE OCCIDENTALE**

PHILOSOPHIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE

**ORGANE DU POSITIVISME**

PARAISSANT HUIT FOIS PAR AN

FONDATEUR : PIERRE LAFFITTE

ORDRE ET PROGRÈS

---

**SECONDE SÉRIE — TOME XXX**

116 — 1904

DEUXIÈME SEMESTRE

---

PARIS  
**SOCIÉTÉ POSITIVISTE**

10, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 10

---

1904

B  
831  
A2  
R44  
ser. 2  
v. 30

## ALTRUISME

---

La formule de Comte, *Vivre pour Autrui*, a été interprétée par M. Spencer et d'autres critiques comme une condamnation de toute action procédant de motifs personnels. S'il en était ainsi, l'enseignement moral de Comte devrait être regardé non seulement comme chimérique, mais encore comme positivement erroné et dangereux. Il n'est heureusement pas difficile de montrer que la critique de M. Spencer repose ici, comme dans tant d'autres cas, sur une fausse conception de la pensée de Comte. M. Spencer appuie avec une grande insistance sur la nécessité de la persistance de l'égoïsme. Brièvement établi, son point de départ est qu'une créature doit vivre avant d'agir. Les actes par lesquels chaque être maintient sa propre existence doivent, généralement parlant, précéder en exigence tous les autres actes dont il est capable. Le Progrès signifie que chaque individu profitera d'une plus grande capacité pour remplir ses fonctions. Une bonne santé ayant pour conséquence des descendants bien portants, implique le soin intelligent de sa personne. Par les bonnes dispositions qui l'accompagnent, elle répand le bonheur à l'entour. D'autre part, l'indifférence pour soi-même, en diminuant toutes les fonctions vitales, répand une atmosphère de misère et rend inapte au service des autres. Finalement, l'altruisme imprudent, inspiré par une indulgence aveugle, produit l'égoïsme chez les autres.

Des considérations de cette nature, dont pour la plupart la vérité saute aux yeux, sont développées avec une

longueur que beaucoup de personnes jugeront inutile dans *Data of Ethics*, de M. Spencer. Elles proviennent de la supposition que la règle de conduite prescrite par Comte implique la suppression de l'égoïsme, erreur qu'aucun lecteur sérieux de ses écrits ne peut commettre. Comte dit subordination et non suppression. Le passage suivant du « Catéchisme positiviste » montre combien profondément ces deux termes diffèrent : « ... L'unité altruiste n'exige point, comme l'unité égoïste, l'entier sacrifice des penchants contraires à son principe, mais seulement leur sage subordination à l'affection prépondérante. En condensant toute la saine morale dans la loi *Vivre pour Autrui*, le positivisme consacre la juste satisfaction permanente des divers instincts personnels, en tant qu'indispensables à notre existence matérielle, sur laquelle reposent toujours nos attributs supérieurs ». Dès lors, il blâme, quoique souvent inspirées par des motifs respectables, les pratiques trop austères qui, diminuant nos forces, nous rendent moins propres au service d'autrui. La destination sociale au nom de laquelle il recommande les soins personnels doit à la fois les ennoblir et les régler, en évitant également une préoccupation exagérée et une vicieuse négligence.

Quels sont les moyens par lesquels a été réalisée, bien que très imparfaitement, cette discipline méthodique des émotions humaines ? Ici, comme dans tout autre développement vital, nous avons à étudier l'action réciproque de l'organisme et du milieu. Dans le cas dont il s'agit, l'organisme c'est l'individu, et le milieu c'est l'état social. La société impose par ses deux formes de gouvernement, civil et religieux, un long et laborieux enseignement de la morale pratique. Le gouvernement, par les formes plus sévères et plus rudimentaires de la règle militaire et despotique, assure la soumission de l'individu à la volonté sociale. Par ses plus hautes formes de



juridiction équitable, il permet la libre action de tous, dans les limites imposées par la juste liberté des autres. Il a, outre ses effets directs, des conséquences indirectes beaucoup plus considérables en empêchant des actes manifestement inspirés par des émotions personnelles, tels que le vol, le meurtre, l'adultère et d'autres; il tend à la fois à produire une forte prévention et une aversion instinctive envers les passions d'où procèdent de tels actes, prévention et aversion basées non seulement sur une formulation légale, mais encore sur la condamnation des concitoyens. Cependant la religion, de ses premières à ses dernières paroles, fait un appel direct aux plus fortes émotions altruistes, c'est-à-dire au respect envers les pouvoirs invisibles qui contrôlent la vie humaine.

Nous sommes ainsi ramenés à la conclusion à laquelle depuis longtemps était arrivé Aristote et qu'il formule ainsi à la fin de son traité de morale : pour maintenir l'ascendant continu des penchants les plus élevés sur les plus bas, nous avons besoin de la discipline et de l'éducation données par une société bien ordonnée. La Morale est fondée sur la Sociologie. Nous vivons par l'Humanité dans le but de vivre pour l'Humanité.

Telles sont les influences stimulantes du milieu. Remarquons maintenant qu'elles seront sans effets s'il ne se trouve pas un organisme correspondant pour répondre à ces stimulants. De même que la lumière, la chaleur, l'électricité, la gravitation, agissant dans des périodes illimitées, ne peuvent créer la plante ou l'animal le plus infime, il en est de même de la nature psychique de l'homme : si elle ne contient pas les germes des plus hautes comme des plus basses passions, aucun législateur, quelque éloquent ou sage qu'il soit, aucun gouvernement, qu'il soit despotique ou républicain, ne pourra les créer. Dans une réunion d'êtres égoïstes, nulle action

utile ou nuisible ne peut provenir d'aucun motif autre que la crainte de la douleur ou le vif espoir du profit. La philosophie théologique affirme l'absolue corruption de la nature humaine, elle enferme la moralité dans un paradoxe : la grâce nous venant du dehors comme un don divin, toute action spontanée ne peut être que vicieuse. « Nous ne doutons pas », dit le treizième article de l'Église Anglicane, « que les œuvres faites avant la grâce du Christ n'aient la nature du péché ». La démonstration du fait que les impulsions bienveillantes font partie de la structure du cerveau, est une découverte du progrès moderne et c'est une des pierres angulaires de la science morale.

*Vivre pour Autrui* est donc le résultat final de l'action et de la réaction de l'organisme moral et du milieu moral. Reconnaisant ce que nous devons à la Famille, à la Patrie, à l'Humanité, nous nous efforçons, dans la mesure de nos moyens, d'acquitter notre dette, c'est-à-dire de réagir sur eux pour leur bien. Nous envisageons ce devoir, non comme le seul but de la vie, mais comme celui auquel tous les autres doivent être subordonnés.

En considérant le cours de l'histoire humaine, nous ne pouvons que remarquer combien les premiers commencements de moralité furent minimes et combien son développement fut lent. Par quelle voie ces premiers éléments furent-ils obtenus ? Par révélation surnaturelle ? Si non, comment ? Ne peuvent-ils être conçus comme le résultat d'un mode de penser positif ? Ici, il faut établir un principe important. La loi de Comte sur les trois états par laquelle les faits du monde qui nous entoure et ceux de la vie humaine sont d'abord considérés comme produits par des agents surnaturels ; puis sont ensuite envisagés comme des entités métaphysiques, pour être finalement regardés comme procédant de lois

fixes. Cette loi des trois états est généralement considérée comme impliquant que l'esprit positif est une création des temps modernes, tout à fait inconnue aux âges primitifs de l'homme ; mais cette vue est très éloignée de la vérité. L'esprit positif a existé dès le début. Nous pouvons en retrouver la trace non seulement chez l'homme primitif, mais aussi chez les animaux supérieurs. C'est ce qu'a fait remarquer Comte dans le quatrième volume de sa *Philosophie positive* (p. 554 de la 5<sup>e</sup> édition) :

« A proprement parler, la philosophie théologique, même dans notre première enfance, individuelle ou sociale, n'a jamais pu être rigoureusement universelle, c'est-à-dire que, pour tous les ordres quelconques de phénomènes, les faits les plus simples et les plus communs ont toujours été regardés comme essentiellement assujettis à des lois naturelles, au lieu d'être attribués à l'arbitraire volonté des agents surnaturels. L'illustre Adam Smith a, par exemple, très heureusement remarqué, dans ses *Essais philosophiques*, qu'on ne trouvait, en aucun temps, ni en aucun pays, un dieu pour la pesanteur. Il en est ainsi, en général, même à l'égard des sujets les plus compliqués, envers tous les phénomènes assez élémentaires et assez familiers pour que la parfaite invariabilité de leurs relations effectives ait toujours dû frapper spontanément l'observateur le moins préparé. Dans l'ordre moral et social, qu'une vaine opposition voudrait aujourd'hui systématiquement interdire à la philosophie positive, il y a eu nécessairement, en tout temps, la pensée des lois naturelles, relativement aux plus simples phénomènes de la vie journalière, comme l'exige évidemment la conduite générale de notre existence réelle, individuelle ou sociale, qui n'aurait pu jamais comporter aucune prévoyance quelconque, si tous les phénomènes humains avaient été rigoureusement attribués à des agents surnaturels, puisque dès lors la prière aurait logiquement constitué la seule ressource imaginable pour influencer sur le cours habituel des actions humaines. On doit même remarquer, à ce sujet, que c'est, au contraire, l'ébauche spontanée des premières lois naturelles propres aux actes individuels ou sociaux qui, fictivement transportée à tous les phénomènes du monde extérieur, a d'abord fourni, d'après nos explications précédentes, le

vrai principe fondamental de la philosophie théologique. Ainsi, le germe élémentaire de la philosophie positive est certainement tout aussi primitif, au fond, que celui de la philosophie théologique elle-même, quoiqu'il n'ait pu se développer que beaucoup plus tard. Une telle notion importe extrêmement à la parfaite rationalité de notre théorie sociologique, puisque, la vie humaine ne pouvant jamais offrir aucune véritable création quelconque, mais toujours une simple évolution graduelle, l'essor final de l'esprit positif deviendrait scientifiquement incompréhensible, si, dès l'origine, on n'en concevait, à tous égards, les premiers rudiments nécessaires. »

En appliquant cette vérité au premier degré de la science morale, nous trouvons que les fondements d'Éthique établis par l'astrolâtrie primitive et par les théocraties de la Chine, de l'Inde, de l'Assyrie et de l'Égypte, transmis par elles aux nations occidentales, résultaient aussi complètement de la méthode positive que les découvertes les plus systématiques effectuées de notre propre temps. Que ces fondements aient été appuyés et inculqués par les méthodes théologiques, qu'ils aient été liés à des théories surnaturelles de l'univers, cela est certain. Il est également certain que ces premiers législateurs, pénétrés d'une noble ardeur sociale, virent, avec le même instinct inductif qui guida un Képler ou un Faraday, que les éléments de la société peuvent être ralliés, que la vie humaine ne peut être élevée au-dessus du niveau animal que par la simple reconnaissance de lois telles que celle-ci : Tu honoreras tes père et mère, tu ne commettras pas d'adultère, tu ne voleras pas, tu ne tueras pas.

Ces vérités, toujours discernées par l'esprit positif dès le début, furent propagées et augmentées par l'inspiration théologique. Les législateurs primitifs respirant la même atmosphère intellectuelle que leurs disciples, partageant entièrement leurs conceptions théologiques de

l'univers, pouvaient seuls regarder ces vérités morales comme résultant de l'inspiration divine; d'autant plus qu'elles viennent pour la plupart dans des moments de grande tension nerveuse, accompagnée de rêves, de visions et d'hallucinations de toutes sortes. C'est ainsi que Moïse et Élias les présentèrent aux Hébreux, saint Paul à ses disciples, Mahomet aux Arabes. Lorsque les théories surnaturelles du monde disparurent devant les théories positives, ces théories primitives n'en restèrent pas moins inaltérables. Faut-il supposer qu'en retirant l'échafaudage préliminaire on rendra la maison moins stable? et que la sanction de toute action morale disparaîtra? Non, elle reste essentiellement ce qu'elle était : paix ou remords intérieurs, fortifiés par l'approbation ou la désapprobation de ceux avec qui nous vivons et travaillons. Les terreurs surnaturelles n'ont joué qu'un rôle très secondaire dans l'accomplissement du devoir. A l'époque de leur plus grande influence, ne furent-elles pas impuissantes à réprimer le duel. La défense de l'honneur fut plus forte qu'elles. Dépouillé de tout ce qui lui est étranger et placé devant nous en termes simples, le problème Éthique, quoique ne pouvant jamais être complètement résolu, est encore plus rapproché de sa solution. Au lieu des deux tables de la loi renfermant les dix commandements de Moïse — adoration d'un pouvoir omnipotent et incompréhensible, et amour du prochain — nous avons acceptation respectueuse des bienfaits moraux et matériels de l'Humanité, et résolution de vouer notre vie au service d'autrui.

J. H. BRIDGES.

(Traduit de *The Positivist Review*, par M<sup>me</sup> Émile Antoine.)

---

# LA SCIENCE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

(Suite).

---

## CHIMIE

En chimie, nous sommes frappés tout d'abord par la généralisation la plus importante qui ait été faite dans cette science ; je veux parler de la Théorie atomique qui a été la base sur laquelle la chimie moderne s'est édifiée. Pour comprendre la nature de l'œuvre de Dalton, nous devons, au préalable, jeter un coup d'œil rapide sur ce qu'était la chimie avant qu'il commençât ses recherches. Toutes les substances chimiques avaient été classées en corps simples ou composés et la découverte de l'oxygène par Priestley et Scheele avait conduit Lavoisier à donner la véritable explication du phénomène de la combustion et à renverser par conséquent la doctrine du phlogistique ; d'autre part, Black, Lavoisier et d'autres établissaient définitivement le principe de la conservation de la masse. Il était également démontré que les corps composés ont une composition fixe, quant aux poids respectifs de leurs constituants. Le vieux système alchimique qui consistait à dénommer les substances d'après leur aspect physique extérieur, faisait place à la nomenclature scientifique qui fut l'apport de la chimie à la méthode positive, de même que l'expérimentation et l'observation avaient respectivement caractérisé la physique et l'astronomie. Cette nouvelle nomenclature permit une classification des corps composés, basée sur leurs caractères

chimiques et telle que le nom d'une substance rappelle en même temps sa composition.

La nature de l'attraction ou affinité chimique avait retenu l'attention des chimistes. Les premiers essais systématiques furent ceux de Geoffroy et Bergmann dont les tables d'affinité classaient les substances suivant leur attraction réciproque. Pour Bergmann, la cause de l'affinité était la gravitation, modifiée naturellement par le rapprochement étroit et la petitesse des particules ; l'attraction entre deux substances, toutes conditions égales, étant de valeur constante et indépendante des masses. Les vues de Bergmann furent généralement acceptées ; mais, en 1803, Berthollet publia son *Essai de statique chimique* dans lequel il reconnaissait également la gravitation comme la cause de l'affinité, mais avec cette considération que cette dernière était, comme la première, proportionnelle aux masses des substances en réaction. Berthollet était, sans aucun doute, influencé par les travaux des astronomes, ses contemporains, qui cherchaient alors à consolider la théorie de la gravitation ; et il s'efforça d'établir une corrélation entre ce phénomène et l'affinité, tout en se rendant compte de la différence des modes d'action due à l'intervention de conditions spéciales propres à la chimie. L'affinité étant fonction des masses, il s'ensuivait, contrairement à ce que pensait Bergmann, que les éléments des corps composés étaient susceptibles de s'unir dans toutes les proportions possibles. Berthollet eut encore le grand mérite de reconnaître que les modifications chimiques étaient influencées par des facteurs nombreux tels que masse, température, cohésion, volatilité, etc... ; et en montrant que l'affinité n'était qu'un de ces multiples facteurs, il prouva l'inutilité des tables de ses prédécesseurs en tant qu'elles prétendaient donner une mesure absolue du phénomène de l'affinité.

La « Statique chimique » est aussi très importante au point de vue philosophique. Aug. Comte appréciait beaucoup ce travail qu'il plaça dans la Bibliothèque Positiviste, section des Sciences. Il considérait son auteur comme le plus grand penseur dans le domaine de la chimie. Mais Berthollet insistait énergiquement sur l'influence de la masse dans la détermination des modifications chimiques, et sa conception de la variabilité de la composition chimique se trouva en opposition avec les faits que ses contemporains et prédécesseurs avaient mis en lumière. Son œuvre tomba donc en désuétude, surtout quand on la vit inconciliable avec la Théorie chimique. Mais, comme nous le verrons plus loin, cet ostracisme, que Comte regretta tant, n'existe plus et les mérites extraordinaires de ce chimiste philosophe sont aujourd'hui universellement reconnus.

L'adversaire de Berthollet fut Proust qui montrait que le fer et l'étain formaient un oxyde de composition fixe, mais qu'on ne connaissait pas d'autres oxydes de constitution intermédiaire. Lorsque, dans la combinaison de deux éléments, l'un deux y entraient trop forte proportion, l'excédent se précipitait immédiatement, selon Proust ; Berthollet prétendait, au contraire, qu'il se retrouvait en excès dans le composé résultant. Finalement, la doctrine de Proust l'emporta, à savoir que les corps composés ont une constitution définie ; mais, malgré tout, il restait bien des obscurités dans les relations des phénomènes. L'explication en était réservée au génie de Dalton.

Dalton établit que lorsque deux éléments se combinent, chacun d'eux ne peut le faire que dans certaines proportions telles que les quantités supérieures sont des multiples exacts des supérieures. Exemple : un même poids d'étain s'unit à deux poids différents d'oxygène pour former deux oxydes ; mais les quantités d'oxygène sont entre elles comme un est à deux et il ne peut exister d'oxyde



intermédiaire. Dalton fut le premier qui se rendit compte de la signification réelle de ces proportions définies et multiples qu'il explique avec sa Théorie chimique. On suppose généralement que cette vaste construction lui a été suggérée par ses recherches sur les propriétés physiques du gaz. En réfléchissant sur les combinaisons chimiques et les lois des proportions multiples et définies, Dalton pensa qu'on pourrait les expliquer en supposant chaque élément constitué de particules homogènes invisibles et douées d'un poids propre. Ces particules ou atomes étant indivisibles, leurs combinaisons avec celles appartenant à d'autres éléments se faisaient suivant des proportions de poids fixes.

La seule différence essentielle entre les conceptions de Dalton et les nôtres consiste en ce qu'il désignait comme atome ce que nous considérons comme molécule, c'est-à-dire la plus petite particule physique d'un élément ou d'un composé, susceptible d'existence séparée ; et tandis que Dalton supposait que la combinaison chimique se fait entre ces molécules, nous pensons au contraire qu'elle se produit entre particules plus petites encore, auxquelles nous réservons le nom d'atome.

Autrement dit, dans une modification chimique, la molécule physique se divise en atomes chimiques. Or, Dalton ignorait cette distinction et n'utilisait que le terme « atome » pour désigner les parties les plus petites des composés et des corps simples. Pour plus de clarté, Dalton adopta l'usage de symboles pour les différents corps, chaque symbole représentant un atome, et il appliqua à chacun d'eux un poids relatif qui fut le poids atomique déterminé par expérience. L'hydrogène, qui est le plus léger des corps, fut choisi comme unité et le poids atomique des autres fut le poids de leur atome comparé à celui de ce gaz.

Il restait à trouver ces poids atomiques. Dalton s'y

essaya, mais commit quantité d'erreurs. Ce fut au talent analytique de Berzelius, son contemporain, que nous devons la première liste de poids atomiques qui soit digne de confiance. Et ses recherches furent si consciencieuses que ses chiffres n'ont pour ainsi dire pas été modifiés de nos jours.

Nous lui devons aussi notre système de notation chimique. Il prenait, comme symbole d'un corps simple, l'initiale du nom.

A ces symboles il ajoutait des chiffres représentant les atomes et, de la sorte, la constitution d'un composé se lisait sur une simple formule.

Dès le début, la loi des proportions définies ne s'appliqua qu'aux solides. Puis Gay-Lussac étudia l'effet de la chaleur sur le volume d'un gaz et il prouva que, sous une pression constante, les gaz se dilatent et se contractent dans d'égales proportions. Cette découverte combinée à la Loi de Bayle permit de mesurer exactement le volume des gaz. En 1805, Gay-Lussac et Humboldt trouvèrent que deux volumes d'hydrogène se combinent exactement avec un d'oxygène et forment deux volumes de vapeur. Et en 1809, Gay-Lussac montra que d'autres gaz s'unissent en proportions fixes, un excès de l'un ou de l'autre ne se combinant pas. La loi des proportions définies s'appliquait donc également aux solides et aux gaz. Puis, en 1811, paraît la Loi d'Avogadro qui explique, non seulement que les gaz se dilatent et se contractent dans des proportions définies et que leurs volumes sont en raison inverse des pressions ; elle nous donne aussi un mode meilleur pour déterminer leurs poids atomiques. Il résulte, en effet, de cette loi, que le poids des molécules de deux gaz sont directement proportionnels aux poids de volumes égaux de ces gaz ; c'est-à-dire que les poids moléculaires sont proportionnels aux densités ; d'où résulte la possibilité de déterminer le poids atomique, la

densité étant connue. La distinction établie ci-dessus entre l'atome et la molécule se trouve également confirmée par cette loi. Mais les vues d'Avogadro ne furent acceptées que vers le milieu du siècle, époque à laquelle elles servirent à la revision des poids atomiques.

Le nom de Berzélius est attaché à la théorie électro-chimique de l'affinité qui conduit au dualisme de la molécule. L'originalité de cette vue appartient cependant à Davy qui démontra qu'un composé était formé d'éléments aux électricités contraires et que si un courant parvenait à le décomposer, cela prouvait que l'attraction des piles de la batterie était plus forte que l'attraction entre les deux éléments positif et négatif. Il pensa que certaines substances classées jusqu'alors comme corps simples, étaient peut-être susceptibles de se dédoubler sous l'influence d'un courant puissant. Dans cet ordre d'idées, il expérimenta sur la potasse et la soude et obtint le potassium et le sodium. Le baryum, le calcium, le strontium furent aussi séparés de leurs oxydes correspondants. Berzélius accepta les vues de Davy, sauf quelques modifications et les développa dans la théorie du dualisme. Au lieu de croire, comme Davy, que les électricités contraires étaient dues au contact d'atomes dissemblables, il avança que les atomes de tous les corps simples possédaient la propriété intrinsèque de la polarité électrique et il dressa une liste de corps, établie de telle sorte que chacun d'eux se trouvait électro-positif à l'égard des uns et électro-négatif vis-à-vis des autres. Le dernier ouvrage de Faraday sur la relation entre le courant et la décomposition chimique semblait confirmer cette hypothèse. Néanmoins, cette idée ne pouvait être acceptée plus longtemps comme explication générale, d'autant plus que Berzélius poussait son dualisme au-delà des faits vérifiables. Comte, qui écrivait au moment où les doctrines de Berzélius étaient en faveur, quoique

légèrement ébranlées, adopta l'hypothèse dualistique, mais en faisant cette réserve qu'il l'acceptait, non pas à cause d'une identité supposée entre l'attraction électrique et l'affinité, mais seulement comme artifice logique. Il la regardait comme une construction subjective, mais non comme une loi de la nature.

Le dualisme de Berzélius dura assez longtemps; il se discrédita au fur et à mesure que de nouveaux faits l'infirmaient. Sa ruine fut consommée par l'œuvre de Dumas et Liebig en chimie organique, nouvelle branche de la science, que nous devons maintenant considérer. Pendant nombre d'années, on supposa que les composés chimiques formés par l'intermédiaire des plantes et des animaux se distinguaient des composés inorganiques, en ce sens qu'ils exigeaient pour leur formation la mystérieuse « force vitale ». Mais, en 1828, Wöhler découvrit que l'urée, produit animal, pouvait être constitué avec des matériaux exclusivement inorganiques sans l'intermédiaire d'un organisme vivant. Ce fut la première synthèse d'un composé organique, faite dans le laboratoire. Elle stimula l'étude dans cette nouvelle voie et graduellement on vit disparaître la vieille distinction entre la chimie organique et morganique, que Comte avait lui-même combattue énergiquement. Il estimait que la Chimie organique appartient autant à la Physiologie qu'à la Chimie proprement dite. Dans la Politique, il précise davantage en insistant sur les états de vie et de mort. C'est ainsi, par exemple, que l'étude du sang appartient au physiologiste et celle des acides organiques au chimiste.

En 1830, Liebig présenta son appareil pour l'analyse quantitative exacte des composés organiques. On apprit bientôt l'existence d'un grand nombre d'alcools, ne différant les uns des autres que par les quantités relatives de carbone et d'hydrogène. Les séries établies permettent

de voir leurs différences constitutives. Subséquemment, d'autres séries furent découvertes dans d'autres classes de composés carbonés. On les qualifia « d'homologues ». Cette méthode de comparaison fut naturellement empruntée aux systèmes biologiques de classification des plantes et des animaux et eut le grand avantage de mettre l'ordre et la régularité là où on n'aurait constaté autrefois qu'un enchevêtrement désespéré de faits chimiques discontinus.

(A suivre).

H. GORDON JONES.

(Traduit de la *Positivist Review*, par G. TRIDON).

---

# BULLETIN D'ANGLETERRE

---

## LONDRES

*Saint-Grégoire-le-Grand, 13 Saint-Paul 116*

(1<sup>er</sup> juin 1904).

Le Traité ou plutôt la Convention signée par M. Delcassé et Lord Landsdowne règle tous les différends qui existaient depuis longtemps entre les deux pays. Ces questions n'étaient pas en elles-mêmes peut-être très importantes, mais elles étaient une cause de difficultés entre les deux nations. Songez que la Convention s'occupe de l'Égypte, du Maroc, de la Tunisie, de la Côte occidentale de l'Afrique, de Madagascar, de Siam et de Terre-Neuve, et vous verrez sans peine que les pêcheurs en eau trouble, des deux côtés du détroit, pouvaient facilement trouver des motifs pour envenimer les choses. Nous autres positivistes, nous avons toujours été partisans, non seulement d'une entente cordiale entre nos deux pays, mais d'une alliance, et c'est pour nous une douce joie de constater que le pays abonde en ce sens. Nous avons jeté le bon grain et nous sommes heureux de voir que la récolte sera belle et nous paiera au centuple pour tous nos efforts.

Nous avons encore la guerre au Somaliland. Nous avons même bombardé et pris un village situé dans le Somaliland italien, avec l'assentiment des Italiens. Je ne sais pas au juste pourquoi, mais ce qui est certain, c'est que nous avons tué pas mal de Somalis et même des femmes et des enfants. On voit d'ailleurs, par les lettres de marins qu'ont publiés les journaux, que ceux qui font cette triste besogne n'en sont pas fiers. Mais le Mullah, — celui qui est fou — n'est encore pas pris, bien que toujours on soit prêt à le prendre. Cependant, on assure qu'on va retirer la plus grande partie

de nos troupes, laissant seulement quelques détachements en observation. Comme résultat de cette campagne, nous avons perdu des hommes, tué bien des sauvages et dépensé une cinquantaine de millions. Tant que nous aurons un Empire, il faudra s'attendre à des crimes pareils.

L'expédition du Tibet continue sa marche. On dit maintenant qu'elle ira jusqu'à la capitale du pays, Lhassa, qui n'a été visitée encore que par trois Européens depuis des siècles. Il y a eu plusieurs batailles ; je devrais plutôt dire des massacres, car les gens du Tibet ne sont pas armés et ne connaissent rien de la guerre. Aussi en tuons-nous des centaines sans perdre un seul homme. C'est une grande honte pour notre pays et je crois que, sous bien des rapports, le crime est plus abominable que celui que nous avons commis en Afrique. Le plus triste de l'affaire, est que l'opinion publique ne dit rien. A part quelques radicaux, des socialistes et des positivistes, on ne trouve personne qui condamne cette expédition criminelle. Notre collègue, Sir Henry Cotton, qui a été fonctionnaire aux Indes pendant bien longtemps, mène une campagne très active contre l'action du gouvernement et démontre avec une grande éloquence que le Tibet n'a jamais rien fait qui puisse justifier en aucune manière notre action dans ce pays. Et, le plus scandaleux de l'affaire, c'est que les frais de la guerre sont à la charge, non du gouvernement de l'Angleterre, mais de celui de l'Inde. Le pauvre Indien est écrasé par les impôts, réduit à la famine, et, par surcroît, on lui fait payer les frais d'une guerre sur l'opportunité de laquelle on ne l'a naturellement pas consulté.

Les Chinois vont travailler dans les mines du Transvaal ; je devrais plutôt dire des esclaves chinois, car les malheureux prolétaires seront traités comme tels. Et dire qu'il y a quelques années à peine, l'on nous disait que nous allions au Transvaal pour chasser les tyrans ! L'âge d'or allait régner sur la terre ; tous les sans-travail de l'Empire pourraient trouver à s'occuper dans la nouvelle colonie. En fin de compte, il se trouve que pour changer nous rétablissons

la traite — des jaunes. — On a pu voir par cette affaire la grande puissance de l'argent : les rois de l'or au Transvaal ont réussi à être maîtres.

Notre budget est en déficit ; on a dû augmenter l'impôt sur le revenu et l'impôt sur le thé et le tabac. Mais le budget n'est pas protectionniste, quoique le ministre des finances, M. A. Chamberlain — le fils de notre grand tribun — le soit. La campagne protectionniste est suspendue. Elle reprendra en automne, mais je crois que, sauf des événements imprévus, les protectionnistes seront battus. Du moins, tout ce qui est arrivé depuis que cette question est agitée fait prévoir cette solution. — La question de l'éducation donne toujours lieu à bien des polémiques. Les nonconformistes se plaignent que les écoles placées sous la direction des membres de l'Église officielle soient favorisées, mais cela n'a pas une grande importance. La vraie solution est que les écoles soient laïques et non confessionnelles, et je crois qu'elle a beaucoup plus de chance de prévaloir que par le passé. Plus les nonconformistes seront persécutés — puisqu'ils se servent de ce mot — mieux cela vaudra.

Le gouvernement propose une loi relative aux étrangers, mais cette loi est destinée à jeter de la poudre aux yeux des électeurs. Je ne crois pas que, dans la pratique, elle sera appliquée. Elle permettrait au gouvernement d'expulser des étrangers qui auraient été condamnés par une cour de justice pour crimes de droit commun ; chacun approuvera ce paragraphe de la loi.

PAUL DESCOURS.

(Texte revu par M. BUSMEY.)

---



# BULLETIN DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

---

## ÉVOLUTION ET ÉDUCATION RELIGIEUSE

Conférence faite par le Dr J. Alfredo Ferreira au Centre libéral de Mercedes (Buenos-Ayres).

---

MESDAMES, MESSIEURS,

C'est un grand honneur pour moi d'occuper aujourd'hui cette tribune, qui a été honorée par des hommes d'une intelligence aussi robuste qu'originale, et qui, grâce à l'activité de ceux qui l'ont créée, semble devoir passer au rang des fondations durables.

La *Tribune*, pour vulgariser la religion, la science, la politique et l'art, est une création aussi civilisatrice que la *bibliothèque* qui attire à elle des lecteurs, que les *journaux* qui vont à eux, que l'*école* qui donne le baptême de la sociabilité. Elle joue le même rôle, dans les limites de la société où nous agissons, que, dans la maison, la constante *conversation*, entre les parents et les enfants, entre frères et sœurs, qui constitue le milieu caractéristique de chaque famille.

Parmi tant de tribunes, celle-ci a réussi à mettre en lumière des personnalités de valeur. Bon nombre de paroles, qui en sont tombées, ont eu leur influence sur les problèmes locaux et vitaux qui préoccupent l'âme contemporaine, et ont même déjà franchi les limites de la sympathique ville de Mercedes, où j'ai eu la bonne fortune de vivre un an et demi, courte période qui constitue, sans contredit, une de celles de ma vie qui ont le plus influé sur ma modeste orientation spirituelle. Notre vision intime regarde les jours heureux du passé comme une promesse aussi poétique qu'irréalisable du paradis futur que chaque enfant ou chaque adolescent se

forge dans la vie. Ordinairement nous nous plaignons des illusions perdues et c'est à tort. Les choses du monde ont toujours été et seront toujours gouvernées par de sages lois, et c'est uniquement de notre faute si la poésie enfantine leur a attribué un sens erroné ; le monde ne correspondant pas à une illusion, cela tient donc à notre fausse appréciation intellectuelle. Pourtant le milieu nous est favorable et en nous assujettissant à une réalité non moins relative qu'inéludable, il adapte à des lois non arbitraires nos aspirations du début. C'est pour cela, qu'à bien considérer, les illusions ne meurent pas, mais se transforment ; elles obéissent à la loi de Darwin, qui, dans sa majesté newtonienne, pourrait s'appeler la loi d'attraction universelle des êtres et des événements. Les rayons de la lune, — à la lumière desquels Guido Spano voyait les pâles voyageuses languissantes ou mortes, sur le navire silencieux qui passait dans les eaux silencieuses — ne sont qu'une évolution des rayons du soleil ; et les ténèbres de la nuit ne sont qu'une évolution encore plus accentuée de ces derniers.

Une Tribune permanente a l'importance d'une école, d'un journal, je dirais presque d'un livre.

En recherchant les origines de l'éducation populaire dans le monde, j'ai cru les avoir trouvées dans l'initiative prise par Pestalozzi d'une école pour tous, surtout pour les enfants du peuple — fait réalisé avec une si grande extension sur l'organisme puissant de sa patrie, par Horace Mann. — Mais je fais une équivoque.

Avec la Chaire sacrée d'abord, ensuite avec le catéchisme, le catholicisme ébaucha, en effet, pour la première fois, un vaste plan d'enseignement universel. Les religions antérieures n'eurent pas de système de prédication systématique, tandis que dans la Chaire tous les prédicateurs font entendre leur parole, depuis saint Paul, l'admirable organisateur, jusqu'à Bossuet, qui représente pour l'époque, non quant à la personne, la digne décadence de cette immense construction ; depuis Lacordaire, qui était applaudi dans l'Église, jusqu'aux humbles prédicateurs de campagne qui, plus d'une fois, évoquèrent les scènes ingénues de l'Évangile.

Cette première Chaire a poussé à la création de la Tribune politique permanente, depuis l'organisation parlementaire, ayant un précédent dans le Sénat romain, jusqu'à la chaire universitaire d'abord et ensuite à celles des Humanités et de l'école primaire ; elle a poussé aussi à l'institution de la Tribune populaire qui, aujourd'hui, se constitue d'une manière stable, sous forme d'associations comme celle-ci, et qui, chez les peuples actifs, comme ceux des États-Unis, s'improvise dans les salons, dans les rues, sur les places, dans les wagons de chemin de fer, pour populariser une doctrine, défendre un candidat ou recueillir une souscription.

La Chaire a fait des merveilles : bien avant l'invention de l'imprimerie, les fidèles de tout âge, de tout sexe, de toute catégorie sociale, sachant lire et surtout ne sachant pas lire, arrivèrent à s'instruire complètement dans la doctrine catholique, dans ses dogmes les plus confus, dans son histoire, dans son culte, etc. — C'est ainsi que, pendant plus de dix-sept siècles, ont passé, d'une génération d'auditeurs à une autre, les contes et les légendes, les haines et les amours, le savoir et les absurdités.

La Chaire populaire triomphe de toute part : à elle aboutissent toutes les autres.

Le membre du Congrès ne parle pas seulement à ses collègues, mais aussi à toute l'opinion publique, qui, comme disait Sarmiento, a aussi ses devoirs constitutionnels.

Le professeur des aristocratiques universités, — fermées comme une synagogue, il y a peu d'années — non seulement cause avec ses élèves préférés, mais aussi avec des milliers d'assistants spontanés, recrutés dans tous les milieux, qui vont dans ces établissements compléter leur éducation, éveiller une vocation ou passer un moment de communication intellectuelle afin de détruire la monotonie de la vie journalière.

Le vaste mouvement ouvrier qui lutte avec ardeur en vue de son incorporation à la société contemporaine — a organisé, de toutes parts, des tribunes, démontrant ainsi, comme on l'a dit, que l'universelle émancipation de la parole est indispensable à l'organisation de la nouvelle spiritualité, et

détruisant pour toujours l'usurpation théorique des puissances temporelles.

Donc, malgré la glorification du silence et des lois restrictives de la parole, l'expression orale s'impose comme un fait incontestable dans le moment actuel ; elle s'ajoute à la parole télégraphique, postale, à la presse pour augmenter la vulgarisation des idées, et faire pressentir, comme un idéal réalisable et assez proche, la solidarité d'opinions de toute la planète.

Avec ces idées, j'ose croire que l'un de mes humbles services rendus au pays a été la création d'une Chaire d'enseignement populaire dans la capitale de Corrientes.

Là, hebdomadairement ou chaque quinze jours, parlent, depuis neuf ans, non seulement des professeurs, mais des notoriétés provinciales et des personnalités nationales, comme l'ex-gouverneur Virasoro, le naturaliste Holmberg, le docteur Gutiérrez, les propagandistes Gori, Pizzariello, un descendant de Sarmiento, etc. La dernière personne entendue a été le Président du Conseil Général de l'Éducation, récompensant d'une médaille d'or, donnée au nom des écoles, l'action héroïque du jeune Quintana pour le sauvetage du sergent de sa compagnie, qui se noyait dans la rivière Parana ; ce fut un acte émouvant où était unie la tendresse reconnaissante de l'homme à la virile intégrité du soldat.

A juger par la durée de cette tribune, par le prestige qu'elle a acquis, et par la persistance, malgré des Directeurs d'opinions diverses, des pratiques initiales, mais aussi grâce à ce qu'on y a toujours parlé avec l'indépendance d'un membre du Parlement usant du privilège qu'octroie la liberté de pensée contemporaine, on peut fortement espérer qu'elle se consolidera d'une façon définitive.

Quant à moi, dans cette occasion, ce serait un manque de gratitude pour l'honorable sympathie dont j'ai été l'objet de la part de mes amis du Centre Libéral, si je n'exprimais pas mes idées avec la plus entière confiance ; elles sont, j'en suis sûr, en harmonie mentale avec l'esprit des membres de cette

association que je connais personnellement. D'autre part, j'ai comme incomparables auxiliaires les penseurs fondamentaux de notre temps, qui ont vu le plus loin, qui ont jeté un coup d'œil au-delà des phénomènes sociaux transitoires, lesquels, parcequ'ils sont plus compréhensibles et plus proches, tendent à captiver et à absorber trop exclusivement notre observation et notre méditation. Du fait que ces penseurs sont des créateurs originaux qui savent énergiquement contrarier les préjugés des lettrés, beaucoup plus persistants que ceux de l'ignorance, — leurs idées s'ouvrent péniblement leur chemin, ainsi que les premiers filets d'eau, qui, grossis de proche en proche, sont destinés cependant à former les grands fleuves.

Les Centres libéraux sont, en général, irrégieux ; c'est tout au plus s'ils restent dans un vague déisme sans conséquence, mais en général ils se montrent hostiles à toute religion systématique et vont jusqu'à penser que la religion est de trop dans une époque qui, comme la nôtre, représente une période de développement scientifique.

Cela, d'ailleurs, ne leur est pas spécial, et tient plutôt au milieu dans lequel se développe actuellement la société. De plus, vient-on à observer plus attentivement le phénomène, qu'on ne tarde pas à s'apercevoir que l'irréligion est plus dans la forme que dans le fond de l'âme collective et individuelle.

Il est vrai, néanmoins, qu'avec le concours des incontestables progrès scientifiques et industriels, la propagande irrégieuse s'est développée à ce point que, comme le disait un homme politique français, « aujourd'hui il faut plus de courage pour parler d'une providence quelconque, qu'autrefois pour ne pas en parler ».

La religion est morte, dit-on, et la science suffit pour la remplacer : les religions successives n'ont amené qu'un retour en arrière, l'hypocrisie et la corruption ; l'état normal de l'avenir sera l'irréligion, le sacerdoce n'est qu'un élément de rétrogradation ; les époques futures se caractériseront par la suppression de tout culte et de tout pouvoir sacerdotal ; chaque homme aura son culte personnel, sans nécessité d'aucun ralliement.

En parlant ainsi, on confond la religion avec des systèmes religieux très démodés aujourd'hui, et on méconnaît la nature humaine qui a des aptitudes religieuses, au même titre qu'elle a des aptitudes poétiques et industrielles. Il est vrai que les religions sont des produits éminemment humains et non pas surnaturels, mais sous prétexte de surnaturel on combat, à l'aide d'une catégorie de préjugés vraiment négatifs, une classe de préjugés réellement positifs.

Le puissant Zola, tombé inopinément en pleine gloire, qui nous a enseigné comment l'insignifiante activité d'une fourmi, répétée tous les jours, peut accumuler d'immenses matériaux capables d'augmenter la vigueur de l'ouvrier, nous a donné la dernière formule de cette manière de penser sur les religions dans son incomparable roman *Travail* : Un jour, pendant la messe récitée par l'évêque, l'Église s'effondre sur son peuple fourmiériste de l'avenir ; le dernier temple de la terre tombe, sur le dernier sacerdoce, officiant la dernière messe.

J'admire ce prodigieux talent qui a rendu tant d'hommage à la science biologique et aux questions humanitaires, qui montra un courage irréductible pendant son développement et son triomphe, qui socialisa la poésie, comme d'autres ont socialisé la science et comme seront socialisés, demain, la production matérielle et ses auxiliaires. Mais, comme on vient de le voir, c'est plutôt un superbe descripteur et polémiste qu'un vrai penseur abstrait, car sa pensée n'a pu embrasser une conception positive de la religion, partie la plus sublime de la conception scientifique et philosophique ; lui-même l'avait confessé : « Je ne suis qu'un romancier qui a beaucoup vu et beaucoup travaillé ». Cependant les reflets des clartés qui sont les conséquences d'une puissante évolution n'ont pu échapper à sa profonde observation.

Parlant à l'Association des Étudiants de Paris, peu d'années avant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il signalait dans des paroles incisives l'évolution de la peinture française pendant une période de quarante ans. « Je me rappelle, disait-il, des « expositions académiques et romantiques de 1863 : le plein « air n'avait pas triomphé, la note générale était bitumi-

« neuse, les demi-teintes, celles de l'atelier. — Une quinzaine d'années plus tard, après l'influence victorieuse et si contestée de Manet, je me souviens des nouvelles expositions, où resplendissait la lumière du soleil ; la lumière domine, chaque tableau était une fenêtre ouverte sur la nature baignée de clarté. — Et hier, après quinze ans, il est possible, toutefois, de constater qu'au travers de la limpide fraîcheur des œuvres, il apparaît une sorte de nuage mystique. Le soin de faire de la peinture claire existe toujours, mais la réalité se déforme, les figures s'élargissent, la nécessité de quelque chose de nouveau porte l'artiste à se rapprocher du rêve ».

Plus près du rêve, a dit Zola ; il n'a pas voulu dire plus près de la réalité, parce que nous sentons qu'il existe dans l'univers des choses et des forces que nous ne connaissons pas, que même certaines de ces forces seront toujours totalement inconnues de nos débiles sens, malgré leur spécialisation croissante et malgré qu'on les aide à l'aide d'instruments qui ont réussi à photographier l'impression invisible des fluides de notre corps sur l'éther.

Et même le livre de Zola, *Travail*, qui contient tant de vues géniales, se termine par une immense bataille mystique, qui rappelle les batailles angéliques du Paradis Perdu, et dans laquelle la nombreuse armée des Bons se choque victorieusement, au milieu des lueurs d'incendie, contre la grande armée des Mauvais.

Mais, malgré tout, l'irréligion existe comme un phénomène social explicable par la caducité des dogmes de nos vieilles religions ; par l'absorbante occupation et préoccupation scientifique et industrielle du monde contemporain ; par l'efficacité prouvée des méthodes objectives à nous donner la rapide possession de la terre ; par la lutte vaste et intense qui prépare une décisive évolution économique ; par le peu de diffusion des notions sociologiques, comparativement aux notions mathématiques, physiques, chimiques, et de physiologie corporelle, qui nous sont familières.

Il est évident que nous ne pouvons demander à notre

époque *activo-intellectuelle* ce que doivent nous donner les temps futurs qui évolueront de nouveau dans la voie du sentiment.

Nous sommes donc dans un de ces soi-disant *ricorsos* historiques, dont l'observation conduisit Vico à formuler sa prétendue loi du mouvement circulaire des événements humains.

La coordination des productions de l'intelligence, de l'activité et du sentiment, avec ou sans l'aide d'intervention surnaturelle, tel est le but de toutes les grandes synthèses sociales, qui se sont constituées successivement, et qui se nomment fétichisme, polythéisme, monothéisme, et peut-être positivisme dans l'avenir.

Chaque époque sociale donne un aspect spécial à notre cerveau et à nos spéculations ; c'est ce qui constitue l'aspect intellectuel et moral de chaque époque ; c'est ce qu'a voulu dire Drapper quand il remarque que les hommes d'une même époque se ressemblent plus que des frères.

Notre temps étant *scientifico-industriel*, il combine à sa manière les civilisations grecque et romaine.

Le polythéisme grec fut principalement intellectuel avec ses géomètres, ses penseurs, ses poètes ; le polythéisme romain a été surtout actif, guerrier, incorporateur et dominateur. Le premier fut caractérisé par la poésie avec Homère, par la philosophie avec Aristote, et par la science avec Archimède ; le second fut représenté par la synthèse de l'action politique et guerrière, avec César.

Au point de vue intellectuel, notre temps est une Grèce augmentée et corrigée par l'influence de l'intelligence : cette dernière a formulé l'échelle scientifique, systématisé le savoir réel, et fait produire à l'observation et à l'expérience des résultats merveilleux, malgré la date récente de leur emploi systématique, ainsi que le note Pasteur.

Au point de vue actif, notre époque est aussi une Rome corrigée et augmentée, car elle a transformé le mouvement militaire en un vaste mouvement industriel.

Les nations scientifico-industrielles se sont ainsi mises à la tête de l'Humanité, remplaçant les nations où prédominent



le sentiment. Ainsi s'explique encore que le sentiment qui continuera certainement à engendrer des formes religieuses nouvelles en harmonie avec les nouvelles conceptions de l'Univers et de la société — soit aujourd'hui mis au second rang, et soit même, aux yeux de quelques-uns, définitivement rétrograde et enterré.

A cette fausse appréciation, je préfère, malgré ses défauts, l'erreur de géométrie sociale de Vico, qui prévôt d'une manière sagace la relativité des époques, quant à leur caractère et durée, et l'emploi prépondérant et successif, quoique renouvelé, des trois grandes facultés humaines pour les caractériser.

Hier fut une époque poétique et les nations possédant le plus d'aptitudes esthétiques comme les patries d'Homère, de Dante, de Shakespeare et de Calderon, ont été les organes de l'Humanité civilisée. Ensuite vinrent des temps de caractère surtout politique, où les patries de César, de Charlemagne, de Frédéric jouent le rôle prépondérant. Aujourd'hui, nous sommes dans une époque scientifico-industrielle, où l'Allemagne, les États-Unis et l'Angleterre marchent en tête. Demain viendra une époque profondément religieuse — comme il est déjà facile de le prévoir — fondée sur la plus grande quantité possible de vérités relatives découvertes, et sur la suppression du travail et de la fatigue corporelle, remplacés par le machinisme — et dans laquelle les peuples qui occuperont le premier rang seront ceux qui, assujétissant au sentiment l'intelligence et l'activité, montreront le plus d'aptitudes à se convertir en organes occasionnels de cette évolution.

Cette même erreur, relativement à la religion, existe chez le peuple et même presque officiellement, quant à l'éducation.

On a considéré que l'enseignement scientifico-industriel était le dernier mot ; cela tient à la confusion qu'on fait de cet enseignement avec l'éducation pratique, dont la signification est plus compréhensible et plus vaste, puisque les travaux politiques et esthétiques peuvent être aussi pratiques que les travaux purement matériels.

Sous l'influence de l'absorbante tendance actuelle on a été même, un moment, jusqu'à douter de la propre nature humaine, objet de la didactique. Si les facultés concrètes sont réelles, les facultés abstraites ne le sont pas moins ; elles sont dominatrices parce qu'elles produisent la volonté et l'intelligence collectives. C'est grâce aux facultés abstraites, créées par l'action continue du système nerveux, que sont formulées les grandes lois universelles, qui donnent la raison d'être aux observations partielles, lesquelles sont dispersives et par elles-mêmes de peu d'importance. Les aptitudes concrètes se distinguent des facultés abstraites, comme l'horizon sensible de l'horizon rationnel. Elles nécessitent l'emploi de la déduction et de l'induction, si l'on ne veut atrophier ce que la nature présente comme ses dernières évolutions mentales. Heureusement, l'organisme exerce ses fonctions en dépit des équivoques conventionnelles et accidentelles, pour finalement exhiber ses résultats à la perspicace observation et à l'adroite utilisation. Le jour où l'empirisme a voulu imposer une solution définitive de l'éducation nationale, il a été vaincu par lui-même en raison des abstractions qu'il a été obligé de présenter pour se défendre : donnant ainsi la preuve que l'abstrait est indispensable, même pour prouver le concret. Le fait a vaincu le principe.

La méthode subjective est aussi inéludable que la méthode objective, et leur prudente combinaison, ainsi que leur usage simultané, ont donné naissance à des systèmes didactiques basés sur une vue d'ensemble de la nature humaine, personnelle et sociale.

*Aider la nature*, telle est la formule du médecin, du maître, du laboratoire, de l'atelier : nous avons tous le même but, et nos contradictions momentanées sur ce grand principe proviennent plus de notre ignorance que de notre volonté. La méthode est découverte et suivie, et si souvent nous nous en écartons, c'est, la plupart du temps, à notre insu.

D'autre part, il est facile de prévoir que le principe explicable et justifiable de la laïcité de l'enseignement, inscrit dans nos règlements scolaires, après un siècle d'idées révolutionnaires (depuis 1789), — reformera fondamentalement

sa direction, dans le sens de la science et non plus de la théologie. Une fois la forme réformée, l'enseignement sera religieux.

Pour ce qui est maintenant, il faut reconnaître que, tout en n'étant pas laïque, l'école nord-américaine a fait triompher un nouveau principe de didactique sociale : l'éducation générale de tous, à la place de l'éducation aristocratique de quelques-uns. En Europe, jusqu'alors, c'était la prépondérance des docteurs de la loi sur la masse populaire. Après cinquante ans, la population européenne commence à agir, en demandant la socialisation de l'école, ce qui, certainement, ne se fera pas au milieu du négativisme religieux, comme ce serait inacceptable avec un négativisme scientifique.

Par suite de l'impulsion égoïste provoquée par les premières victoires scientifiques et industrielles, on a été amené à regarder et à reléguer le sentiment, comme étant de qualité inférieure.

Essentiellement propre à une époque presque exclusivement intellectuelle, cette irrationnelle appréciation ne pourra empêcher que le sentiment social de l'homme et surtout de l'ensemble social, soit une vaste faculté naturelle, née avant les autres, avec les centres nerveux correspondants, et ayant des siècles de développement et d'usage.

Quoique le sentiment soit aujourd'hui considéré comme une fonction cérébrale, c'est pour cette raison que, suivant l'expression du philosophe, il aura toujours pour symbole le noble terme « cœur », qui signifie à la fois tendresse, dévouement et courage.

(Traduction par L. SIMON.)

(A suivre).

# BULLETIN DE FRANCE

---

## SOCIÉTÉ POSITIVISTE D'ENSEIGNEMENT POPULAIRE

---

Une nouvelle Réunion plénière de la Société positiviste d'Enseignement populaire a eu lieu à l'Hôtel des Sociétés Savantes, rue Serpente, le mardi 3 mai, à huit heures et demie du soir.

L'ordre du jour était le suivant :

1° M. PAUL BOELL : Analyse des publications périodiques, françaises ou étrangères, qui sont de nature à intéresser le Positivisme.

2° M. FAGNOT : Appréciation du livre de M. Cantecor : *Le Positivisme*.

3° M. AHMED-RIZA : *La Question de la Macédoine*.

Après l'analyse, par M. Paul Boell, du dernier numéro de la *Positivist Review*, puis du bulletin de la *Coopération des idées*, et enfin de l'œuvre poursuivie par M. Molenaar en France et en Allemagne, M. Fagnot a pris la parole pour sa communication sur le *Positivisme* (1), petit ouvrage publié récemment par M. G. Cantecor, agrégé de philosophie, professeur au lycée de Reims.

L'ouvrage fait partie d'une collection sur les philosophes de tous les temps. Les auteurs, professeurs de l'Université, s'adressent au grand public. Ils ont voulu « mettre en valeur, dans chaque système, ce qui en demeure vivant, ce qui doit durer, ce qui peut orienter toute pensée en travail ». Sont publiés : Socrate, Platon, Spinoza, Descartes, Épicure et le Positivisme ; en préparation : Aristote, les Stoïciens, Kant,

(1) Brochure in-12, de 144 p. — Paris, Delaplane, 48, rue Monsieur-le-Prince ; 1 franc.

Hume, Leibnitz, Fichte. Émanant de professeurs de carrière, cette énumération a de quoi surprendre. Sans le moindre souci de l'ordre historique et, par suite, de l'évolution générale des idées, la collection va de Platon à Spinoza et Descartes pour revenir à Épicure. On parle ensuite d'Auguste Comte. Quant à Aristote, il est encore en préparation. Au moins, voilà une collection méthodiquement conçue !

L'ouvrage de M. Cantecor comprend une introduction, deux chapitres et une conclusion.

On lit, dans l'introduction, ce portrait peu flatté de notre maître : « Homme d'énergique labeur et de vaste science, esprit puissant sinon fécond, mais orgueilleux, entêté et de bonne heure maniaque ». Sur l'ensemble de l'œuvre, l'auteur porte ce jugement : « C'est, à la forme et au développement près, le même fonds d'idées que l'on retrouve dans les opuscules de la jeunesse de Comte, dans le Cours de philosophie positive ou même dans le Système de politique : l'ordre, l'esprit et l'intention varient seuls d'un ouvrage à l'autre ». Ainsi, quelles que soient les opinions de l'auteur sur l'œuvre elle-même, il reconnaît qu'elle est une. A cet égard, les critiques abandonnent les opinions de Littré pour se rallier délibérément à celles que les disciples fidèles n'ont cessé de soutenir dès la première heure. Il semble bien que, sur ce point, il y ait désormais chose jugée.

M. Cantecor admet l'unité de l'œuvre d'Auguste Comte, mais il affirme que cette œuvre n'est qu'un « vaste programme ». « Préoccupé d'appliquer ses idées, et plus encore d'en louer à satiété l'utilité et l'opportunité, A. Comte oublie le plus souvent de les exposer et surtout de les démontrer. Il y a dans son œuvre tous les éléments d'une philosophie vraie ou fausse, mais enfin suffisamment ample et riche. Seulement, elle y est éparse et diffuse, à l'état d'indication ou de projet. C'est une chose admirable qu'il n'est jamais question, dans les écrits de Comte, que de ce que le positivisme fera ou permettra de faire : comment, par exemple, il réorganisera, en les pénétrant d'un nouvel esprit, la science, la morale, la philosophie ».

Auguste Comte, sans aucun doute, se préoccupe sans cesse

de l'application de ses idées. Il ne cultive pas l'art pour l'art ni la philosophie pour la philosophie. C'est pour l'homme et la société qu'il travaille et non pas seulement pour satisfaire son inclination et ses goûts personnels. Malgré cette préoccupation constante, peut-on dire qu'il n'a pas exposé et démontré ses conceptions ? Et en admettant que l'observation puisse en partie s'appliquer à la Politique positive, peut-on sans exagération l'appliquer à la Philosophie ? Ce qui est exact, c'est qu'Auguste Comte néglige le côté didactique, d'où une assez grande difficulté à suivre sa pensée. Mais c'est un philosophe élaborant des idées et non un professeur de philosophie parlant des idées d'autrui.

Dans « la genèse et l'économie de l'œuvre », objet du premier chapitre, l'auteur résume clairement les motifs qui conduisent le philosophe, après la découverte de la loi des trois états, à reconnaître qu'il faut avant tout fonder la philosophie positive, c'est-à-dire appliquer à la philosophie les méthodes scientifiques.

Conformément à son plan, Auguste Comte fonde, dans le Cours, la philosophie positive ou plutôt la philosophie des sciences ; il examine chacune des sciences existantes au double point de vue de la méthode et de la doctrine ; ayant accompli cette tâche préparatoire, il fonde une nouvelle science, la sociologie. Ainsi « ce que Galilée avait fait pour la physique, Newton pour l'astronomie et Lavoisier pour la chimie, Comte l'a fait à son tour pour la sociologie ». En même temps que le Cours de philosophie clôt une ère, celle de la science, il inaugure du même coup un ère nouvelle, celle de la philosophie, dont la sociologie donne les principes, Auguste Comte ayant découvert que la sociologie n'est pas toute la philosophie nécessaire ou même qu'elle suppose une philosophie proprement dite.

Avant d'apprécier le *Système de politique positive* où, d'après l'auteur, se trouve l'élaboration définitive de l'idée de philosophie, il note le discours d'introduction. « Nous ne savons rien dans son œuvre qui, par l'ampleur des vues et la solidité de la systématisation, surpasse ou même égale le *Discours sur l'ensemble du positivisme* ».

Dans l'intervalle de temps qui va de la fin du Cours de Philosophie à la publication du *Système de politique*, — de 1842 à 1851 — Auguste Comte, alors en possession de la plénitude de son génie, se rend exactement compte que pour atteindre ses fins et réorganiser la société, la philosophie des sciences ne suffit pas. Outre une philosophie des sciences, c'est-à-dire une logique, il faut établir une morale et une politique. L'établissement de ces trois disciplines ne suffit pas non plus, car elles ne peuvent donner des résultats pratiques qu'à une double condition : d'abord ces trois disciplines supposent une philosophie générale, c'est-à-dire un certain nombre de conceptions préalables sur l'homme et la société, sur les lois de la connaissance et les fins de l'action. En second lieu, de cette philosophie générale doit se dégager un principe suprême qui domine toutes les conceptions régulatrices de la pensée. — Ce principe suprême, le *Système de politique* le donne : c'est l'humanité. En même temps qu'il découvre ce principe, Auguste Comte se persuade que le sentiment est le facteur essentiel de la vie et que la tâche urgente entre toutes c'est la constitution d'une discipline des sentiments, ou d'une morale.

En résumé, pour atteindre le but qu'il s'est proposé dès ses premiers écrits, Auguste Comte est logiquement amené, après avoir fondé la sociologie, à établir un principe suprême et régulateur, l'humanité. De même, ayant fait intervenir la nécessité d'une discipline des sentiments, il en arrive, sans contradiction, à proposer à l'homme, non plus seulement de connaître l'humanité, mais de l'aimer et même de l'adorer. « Or, soumettre ainsi l'existence entière à un principe unique, objet d'adoration, de devoir et de foi, c'est constituer une religion » — et A. Comte aboutit, en effet, à fonder une religion dans laquelle l'Humanité remplace Dieu.

« Nous avons dit et nous maintenons, déclare M. Cantecor, page 39, qu'en élevant l'Humanité à la fonction de principe suprême de la vie, Comte ne s'était nullement contredit ».

Mais s'il n'y a pas contradiction, le *Système de politique* et surtout la *Synthèse subjective* contiennent des singularités qui

accusent une déviation ou une altération attristante. On constate une sentimentalité et une religiosité dont le Cours de philosophie ne présente aucune trace. Comte imagine la terre bienveillante et l'espace favorable à l'homme; il aime les planètes et le soleil; le calcul symbolise l'espace; la géométrie, la terre et la mécanique, l'humanité; il lui paraît bon de concevoir une âme complaisante jusque dans les courbes et les équations. Dès lors, il n'est pas étonnant que, dans sa construction définitive, il ait institué avec précision le régime et le culte, tandis que le dogme est seulement indiqué à grands traits. Aussi, conclut l'auteur, « après avoir passé sa vie à chercher ce que doit être la philosophie nécessaire et sur quel principe elle doit se fonder, Comte, lorsqu'il en est venu à l'exécution, ne s'est plus trouvé en état de la construire d'une manière acceptable et durable ».

Nous verrons tout à l'heure que cette « philosophie nécessaire », qu'Auguste Comte n'aurait pas édifiée, laissant ainsi une œuvre incomplète ou même « irrémédiablement manquée », n'est autre que la philosophie première.

\*  
\* \* \*

Si Auguste Comte a plus ou moins manqué son but, M. Cantecor veut bien reconnaître que l'œuvre du philosophe contient, mais à l'état dispersif, les éléments du système qu'il n'a pu construire. Et c'est à recueillir ces éléments épars — avec la prétention à peine dissimulée de les coordonner — que l'auteur consacre son second chapitre qui a pour titre : Les idées maîtresses du système.

L'esprit positif est la première de ces idées maîtresses. Ici, l'auteur n'hésite pas à dire qu'Aug. Comte a abandonné la tradition scientifique en donnant l'esprit positif comme la méthode unique et universelle que l'on doit appliquer dorénavant à l'étude de toutes les questions, y compris les faits sociaux, la philosophie, la morale ou la religion. — Décidément, M. Cantecor n'aime point l'audace d'esprit, ni la pensée nouvelle et originale; et l'on peut se demander si, au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, il n'eût pas été avec les adversaires de Descartes qui,



lui non plus, n'a pas respecté la pensée traditionnelle lorsqu'il a fondé la philosophie sur des bases scientifiques.

Quoi qu'il en soit, M. Cantecor va jusqu'à prétendre que Auguste Comte aurait subordonné la notion objective du réel, du vrai, à la notion subjective du relatif, de l'utile et même de l'utopique. Non, Auguste Comte n'a pas subordonné l'objectif au subjectif. Il a concilié l'antagonisme qui, avant lui, existait entre ces deux contraires et, par cette conciliation, — l'un des traits essentiels de son œuvre, — il a donné à la fois satisfaction au matérialisme et au spiritualisme. La solution du problème philosophique de tous les temps, manquée par Descartes, ébauchée par Kant, fut ainsi trouvée par Auguste Comte.

La philosophie des sciences est la deuxième idée maîtresse. L'article est l'un des plus importants de l'ouvrage. L'auteur accepte la division des lois naturelles en statiques et dynamiques. Il n'admet pas la division en lois de succession et lois de similitude. Ce dernier terme lui paraît équivoque et inadéquat. Il expose en quoi les conceptions d'Auguste Comte complètent celles de Descartes et de Kant et aussi en quoi elles en diffèrent, spécialement en ce qui touche la relativité de la connaissance. Sur ces considérations, il nous dit qu'Auguste Comte a finalement esquissé une véritable philosophie, — c'est-à-dire ce que M. Cantecor considère comme étant le principe même de la philosophie : « une théorie abstraite de l'être et de la pensée ». — Cette philosophie véritable, c'est la philosophie première dont il énumère les quinze lois, sans d'ailleurs les critiquer, ni même les exposer avec quelque développement. A ce propos, nous regrettons qu'il n'ait point donné son avis sur la *Philosophie première* de Pierre Laffitte, — ouvrage que M. Cantecor ne semble pas même connaître.

Dans la « philosophie du réel », l'auteur insiste sur ce fait qu'une véritable philosophie existe dans l'œuvre d'Auguste Comte et que cette philosophie repose sur l'idée d'humanité qui remplace l'idée de Dieu. Et l'auteur en arrive à considérer Auguste Comte comme un spiritualiste, d'un genre particulier, en ce sens que le positivisme serait, par sa philoso-

phie, une explication finaliste du monde et de l'homme : la cause finale, c'est l'Humanité, « fin suprême de la vie et de la réalité ».

A. Comte spiritualiste et métaphysicien ! Cette opinion nous semble aussi étrange qu'inexacte. Elle est pourtant partagée par M. Gabriel Séailles, qui y trouve d'ailleurs un motif de plus en faveur des idées du maître. Mais, est-ce que cette opinion ne résulterait pas d'un malentendu ? Sans vouloir résoudre ce difficile problème, nous remarquerons seulement que le malentendu peut provenir du fait qu'Auguste Comte, après avoir affirmé, — et démontré, selon nous, — qu'une synthèse objective est à la fois impossible et sans efficacité sociale et morale, a édifié une synthèse subjective, c'est-à-dire une synthèse dans laquelle l'homme, ou mieux l'Humanité, est à la fois le but et le couronnement de sa doctrine.

Il n'en reste pas moins que la prépondérance de cette synthèse subjective soulève, il faut le reconnaître, un gros problème philosophique. A ce titre, on ne s'explique guère qu'un critique avisé comme M. Cantecor n'ait pas placé la synthèse subjective, — c'est-à-dire le lien humain rattachant le monde extérieur à l'homme — au nombre des idées maîtresses du système.

L'article consacré à la sociologie est fort bien traité et il contient des observations suggestives. Les caractères généraux de la morale positive et de son principe, l'altruisme, sont fidèlement résumés. C'est un raccourci fouillé que n'altèrent pas les critiques secondaires de l'auteur.

Nous arrivons ainsi à la religion de l'Humanité. Sur ce sujet tant discuté, M. Cantecor, abandonnant les sentiers battus, émet une opinion que l'on n'avait pas encore trouvée sous la plume d'un commentateur.

« Nous avons déjà montré que l'institution d'une religion n'avait rien de contraire à l'esprit de la philosophie positive, du moment que l'on s'oblige à en prendre le principe dans le domaine de l'expérience. Cette invention n'est pas plus ridicule qu'elle n'est contradictoire. Nous pensons, au contraire, que l'intention en est raisonnable et légitime, si

l'exécution a pu laisser beaucoup à désirer. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer ce qu'il faut entendre par religion...

« En fondant la religion de l'Humanité, Comte s'est donc très légitimement et très sûrement placé au centre de la vie humaine, et jamais il ne s'est montré plus philosophe qu'au moment où il paraît, à de superficiels commentateurs, abandonner la méthode philosophique...

« C'est pourquoi il faut admettre la religion positive ou renoncer à toute religion... »

M. Cantecor — cette citation le prouve — a parfaitement compris l'idée positiviste de la religion; de plus, il admet que la religion de l'Humanité découle logiquement du système philosophique, étant données les fins pratiques, ou sociales et morales, de celui-ci. La sagacité du critique est d'autant plus réelle qu'il entend rester un observateur du Positivisme et non devenir l'un de ses adeptes.

Il faut également citer les réflexions que le culte positiviste lui suggère : « Remarquons simplement que, si ce culte a été jugé, non sans quelque raison, ridicule, ce n'est pas précisément parce que c'est un culte. Seulement celui que Comte a imaginé a d'abord le défaut d'être artificiel, de ne répondre à aucun sentiment profond et général. Mais peut-être est-ce dire simplement qu'il a le tort de n'avoir pas réussi. Si nous partageons, avec les disciples orthodoxes de Comte, la foi démontrée, ces pratiques, sauf peut-être le détail trop minutieux des prescriptions, nous paraîtraient sans doute nécessaires et moralement fortifiantes. On pourrait se demander cependant si, même pour un positiviste, au cas où il aurait gardé quelque liberté d'esprit, ce culte n'aurait pas le défaut, qui est pour nous rédhibitoire, d'être aussi peu en harmonie que possible avec les habitudes morales de notre temps. Comte renouvelle en bloc les pratiques d'une religion près de vingt fois séculaire sans songer que, tout extérieures et symboliques, elles ne répondent plus ni à notre besoin de sérieux et de recueillement inté-

rieur, ni à notre goût de la réalité directement aperçue et maniée. Pour l'homme de nos jours, le culte se résout presque entièrement dans les œuvres où s'exprime, de la seule façon qui lui convienne, la foi profonde et sincère ».

Cette fine critique n'est pas sans contenir de judicieuses observations, à notre avis du moins. Le reproche qu'on peut lui faire est de porter exclusivement sur les conceptions théoriques d'Auguste Comte et, par suite, de ne pas tenir compte de l'application très mesurée que ces conceptions ont reçue de la part des disciples de l'école positiviste.

Ne serait-ce que pour renseigner M. Cantecor, nous pouvons bien dire que, en dehors de quelques rares cérémonies familiales, le culte des grands hommes — considérés à la fois comme les pionniers du progrès et les représentants d'une époque de civilisation — est le seul que pratiquent la plupart des positivistes. Et ce culte consiste uniquement en une conférence et, autant que possible, en une visite d'un monument ou d'un musée. En d'autres termes, le culte positiviste, dans la mesure où il est pratiqué actuellement, n'est autre chose que le culte des grands souvenirs historiques. Sous cette forme, M. Cantecor voudra sans doute reconnaître que, loin d'être artificiel, ce culte est en pleine harmonie avec les habitudes morales de notre temps.

Sur l'organisation sociale proposée par Aug. Comte, l'auteur hésite à prononcer un jugement, encore que cette organisation lui paraisse aboutir à la tyrannie, surtout morale, en raison de la puissance illimitée dont jouirait, en fait, le pouvoir spirituel.

Il suffit de répondre à M. Cantecor que si cette organisation sociale — esquissée par Aug. Comte et susceptible de modifications dans sa propre pensée — ne tient pas compte des multiples facteurs d'un problème pratique aussi complexe, variant avec les latitudes et le degré de civilisation de chaque pays, nos arrière-neveux, même positivistes, sauront parfaitement rectifier, élaguer ou compléter ce plan théorique afin de l'adapter aux besoins pratiques de leur temps et de leur société politique. Pour être rassuré à cet

.

égard, l'auteur n'aurait qu'à lire les études de Pierre Laffitte sur le suffrage universel (1).

Dans ses conclusions, l'auteur examine sommairement « l'origine du comtisme » — qu'il présente avec M. Georges Dumas comme un simple développement (et aussi une réalisation effective) des vues de Saint-Simon — et « l'action de la philosophie de Comte » sur la pensée contemporaine, action qui lui paraît beaucoup plus restreinte que ne l'ont prétendu le R. P. Grüber et même M. Lévy-Brühl. « Mais enfin, déclare M. Cantecor, le comtisme n'est qu'un épisode, parmi beaucoup d'autres, du développement de l'esprit positif, et on pourrait l'en supposer retranché, sans que la physionomie du siècle s'en trouvât sensiblement modifiée ».

Quoique adepte du positivisme et, à ce titre, suspect de partialité aux yeux de M. Cantecor, il nous permettra de lui dire qu'il est tombé ici dans le dénigrement. Qu'Auguste Comte ait ou non fondé une philosophie (suivant le principe et les règles que la philosophie exige, d'après M. Cantecor), il n'en reste pas moins qu'il a fondé la sociologie ou, si l'on veut, qu'il a posé les bases scientifiques de la sociologie ; or, la place de plus en plus grande que la sociologie occupe chez les penseurs de notre temps ne permet pas de dire, sans quelque injustice, que l'œuvre d'Auguste Comte, y compris la Philosophie positive, pourrait être retranchée du XIX<sup>e</sup> siècle sans en modifier la physionomie.

Si cette appréciation nous paraît injuste, elle ne saurait nous empêcher de penser et de reconnaître que le petit livre de M. Cantecor, fruit d'un travail sérieux et d'une critique pénétrante, contribuera à propager — en raison peut-être du ton indépendant et quelquefois dur de l'ouvrage — les conceptions d'Auguste Comte dans les milieux intellectuels et spécialement chez les universitaires.

M. Corra félicite chaleureusement M. Fagnot de son intéressante étude, d'autant plus digne d'être applaudie qu'il ne l'a accomplie qu'en faisant violence à sa modestie ; d'abord,

(1) Voir notamment : la Représentation de la France, in *Revue Occidentale*, janv. 1893, p. 1.

en effet, il a refusé de s'en charger, parce qu'il craignait de ne pouvoir la mener à bonne fin. Or, M. Fagnot vient, au contraire, de démontrer qu'outre ses qualités pratiques et son dévouement social, depuis longtemps appréciés, il peut aborder les questions philosophiques ; il nous prouve aussi que l'éducation universitaire n'est nullement indispensable pour acquérir des connaissances générales et pour juger, avec une grande sûreté, des questions théoriques fort délicates.

La parole est ensuite donnée à M. Ahmed Riza, pour sa communication relative à la question de la Macédoine.

### Question de la Macédoine

M. Admed Riza expose d'abord que la Macédoine, cette contrée de l'ancienne Grèce, devenue province romaine et plus tard vilayet turc, est aujourd'hui partagée entre la Turquie, la Bulgarie, la Grèce et l'Autriche.

La partie turque est peuplée de représentants des nationalités grecque, serbe, bulgare, valaque, israélite, albanaise, turque, tous sujets de la Sublime Porte. Aucun de ces peuples ne forme séparément une majorité considérable dans la contrée qui est divisée actuellement en trois vilayets : Salonique, Monastir et Kanovo. Elle renferme un peu plus de trois millions d'habitants dont 1.300.000 musulmans.

Dans presque toutes les localités on trouve des éléments de ces diverses nationalités et chacune de celles-ci comprend, en outre, des musulmans et des chrétiens. Il y a par exemple des Albanais chrétiens et des Albanais musulmans habitant le même pays. Chaque nationalité poursuit un idéal différent et ne prend jamais part à l'insurrection de l'autre. La plupart préfèrent le *statu quo* au triomphe d'une race rivale. Car les Turcs, loin de chercher à dénationaliser leurs sujets, leur ont laissé la liberté de développer leurs sentiments nationaux et religieux et d'enseigner leur langue maternelle.

M. Ahmed Riza énumère ensuite les diverses concessions faites aux sujets ottomans non musulmans. Ces concessions

ainsi qu'une foule de privilèges (capitulations) accordés aux étrangers résidant en Turquie ont été octroyés, dit-il, volontairement et librement comme une faveur au moment où le gouvernement turc était tout puissant et nullement menacé.

M. Ahmed Riza attribue le don de ces privilèges aux principes de tolérance qui animent les Turcs.

Plus tard, dit-il, lorsque l'autorité a perdu son ancienne force, les sujets et les étrangers privilégiés ont créé des difficultés qui entravèrent l'action du gouvernement. Plusieurs passages du mémorandum des Grands-Vizirs Aali Pacha et Midhat Pacha sont cités par lui à l'appui de cette thèse.

M. Ahmed Riza développe dans le même ordre d'idées une autre thèse indiquant les origines de l'hostilité de l'Europe contre la puissance islamique et particulièrement contre l'Empire ottoman. Les missionnaires ont troublé le calme déjà précaire des différentes nationalités en semant entre elles des haines et des discordes. Ils ont promis et provoqué l'appui et la garantie des Puissances chrétiennes en faveur des convertis.

Désorganiser la Turquie, démembrer son autorité politique aussi bien que ses provinces, tel a été et tel est encore le plan des ennemis des Turcs et particulièrement celui de la Russie.

L'Europe ayant des vues intéressées, son intervention dans les affaires intérieures de la Turquie a été naturellement nuisible aux intérêts réels de l'Empire. Les divers projets de réformes présentés au Sultan n'étaient point exempts de partialité ; l'esprit chrétien y dominait par dessus tout ; la satisfaction immédiate des appétits matériels y était seule recherchée.

M. Ahmed Riza condamne et rejette ces projets de réforme qui ne sont pas du tout en harmonie avec l'ensemble des besoins réels de son pays. Les réformes, conclut-il, doivent être générales et appliquées dans tout l'Empire, en Macédoine et dans les contrées habitées par les Arméniens. C'est la vie collective qu'il s'agit d'améliorer. Toute réforme, par conséquent, si peu importante soit-elle, doit faire partie d'un plan d'ensemble. Les droits acquis doivent être également

respectés si l'ont veut faire œuvre durable et donner le calme au pays. La prépondérance du pouvoir central sur le pouvoir local est nécessaire en présence de l'anarchie actuelle. Le gouvernement ottoman a laissé une assez grande autonomie pour la gestion de leurs affaires locales, d'une part aux municipalités et, de l'autre, aux communautés religieuses non musulmanes. Cela suffit en ce qui concerne la décentralisation administrative. Des lois sages et salutaires, des lois protectrices et libérales existent en Turquie. Il y a également une foule d'institutions organisées en vue de moraliser l'homme et de soulager ses souffrances. Notre devoir est d'assurer le fonctionnement normal de ces nombreux éléments de progrès qui sont paralysés aujourd'hui par l'intervention arbitraire du Sultan et celle des États européens.

C'est dans ce sens que les hommes d'État ottomans se sont toujours orientés pour réorganiser l'Empire ; et c'est pour limiter l'absolutisme du Sultan et pour former une unité nationale qu'ils ont promulgué la Constitution. Cette Constitution demande à tous les Ottomans, sans distinction de race et de religion, de remplir les mêmes devoirs et de recueillir les avantages sociaux dans la même proportion ; elle favorise en outre les diverses nationalités et leur permet de vivre les unes pour les autres afin de revivre dans l'Empire.

Les Grandes Puissances, au lieu de proposer des projets de réformes aussi absurdes qu'inapplicables, auraient dû appuyer cette Constitution qui fait partie des lois et qui a été déjà si avantageusement appliquée. Mais les positivistes savent, mieux que personne, combien ces Puissances sont encore peu disposées à subordonner leur politique à la morale.

Cette communication donne lieu à un échange d'observations entre MM. Grimanelli et Ahmed Riza ; mais, en raison de l'heure avancée, M. Corra prononce la clôture de la discussion et conclut que si des réserves peuvent être formulées par les Occidentaux, en ce qui concerne quelques-unes des opinions émises par M. Ahmed Riza, il n'y en a aucune à faire quant à la noblesse des sentiments qui animent ce vaillant coreligionnaire dans ses efforts opiniâtres pour



obtenir que la Turquie elle-même réalise des réformes pratiques, propres à améliorer le sort des habitants de ce pays et à les faire jouir de l'ensemble des bienfaits d'une civilisation supérieure.

Au surplus, la solution du problème paraît à M. Corra très bien posée, au point de vue théorique, par M. Ahmed Riza ; la réforme de l'administration turque ne sera certainement féconde que si elle a un caractère général.

\* \*

La Société positiviste d'Enseignement populaire a tenu, le mardi 7 juin, une autre réunion plénière dont nous rendrons compte dans notre prochain numéro.

---

# PAGES LIBRES

---

## NÉCESSITÉ DE L'ADOPTION

D'UNE

LANGUE AUXILIAIRE INTERNATIONALE (1)

---

### I

L'idée de l'adoption d'une langue internationale, instrument universel de communication entre les divers groupes humains répartis sur la surface de la planète, écrivant et parlant les langues les plus différentes, a longtemps paru chimérique et paraît peut-être encore telle au plus grand nombre.

Beaucoup la traitent couramment d'utopie, sans connaître les premiers éléments de la question, sans réfléchir non plus que les utopies dédaignées de la veille deviennent très souvent les réalités bienfaisantes du lendemain.

Le besoin de communiquer de peuple à peuple par l'écriture et la parole s'est fait sentir depuis longtemps dans notre monde occidental.

Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, le latin fit, pour les savants et lettrés de tous pays, l'office de langue intermédiaire provisoire, écrit et parlé qu'il était alors par le plus grand nombre des privilégiés de l'instruction.

(1) Communication faite à la *Société positiviste d'Enseignement populaire*, dans sa séance du 7 juin 1904.

Dès le xvii<sup>e</sup> siècle, cependant, le progrès sensible des sciences et la nécessité de nouveaux vocabulaires scientifiques commençaient à le rendre insuffisant. Aussi, en 1629, l'attention de notre grand Descartes était-elle appelée sur une proposition, dont l'auteur est resté inconnu, relative à l'établissement d'une langue universelle. Dans une lettre au P. Marsenne, l'illustre philosophe, en discutant les six points de cette proposition, était conduit à esquisser lui-même le plan général d'une telle langue, *régulière, pratique* et susceptible d'être comprise en quelques heures, à l'aide du seul dictionnaire.

La même préoccupation a suscité, depuis, l'éclosion d'un grand nombre de projets très divers dont MM. Couturat et Leau, le premier docteur ès-lettres, le second docteur ès-sciences, nous présentent l'historique à peu près complet dans un très beau volume de près de 600 pages in-8°, que la maison Hachette vient d'éditer sous ce titre : *Histoire de la langue universelle*.

Ces savants auteurs y passent en revue, en les appréciant avec autant d'impartialité que de compétence, chacun de ces projets, depuis celui de l'illustre père de la philosophie moderne, qui, disent-ils, avait conçu et prévu les deux principaux systèmes de langue universelle, jusqu'aux derniers projets élaborés, parmi lesquels l'*Esperanto*, à l'étude duquel ils ne consacrent pas moins de 160 pages, — ce qui suffit à montrer l'importance qu'ils attachent à cette langue internationale.

Mais, avant d'en venir à l'exposé des projets qui, de nos jours, se disputent la prééminence, il convient d'énumérer rapidement les principaux systèmes présentés antérieurement.

J'essaierai ensuite de montrer que ce qui n'était jadis qu'utile et désirable est devenu aujourd'hui absolument indispensable ; et, après avoir précisé, avec MM. Couturat et Leau, les conditions essentielles auxquelles doit

satisfaire une bonne langue internationale, je m'efforcerai d'établir la possibilité, en même temps que la nécessité, pour notre monde civilisé actuel, sous peine de manquer à tous ses devoirs envers les générations futures et de commettre un véritable crime de lèse civilisation, d'adopter d'urgence celui des systèmes existants ou à créer qui, après examen approfondi, aura été proclamé le meilleur par le comité arbitral compétent, émané des sociétés savantes du monde entier, qu'il s'agit de constituer et à la formation duquel on travaille activement.

## II

Peu après Descartes, Leibnitz, qui depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à la fin de son existence si laborieuse, fut constamment obsédé par cette idée d'une langue universelle à établir entre les hommes, y consacra de nombreuses études disséminées dans plusieurs manuscrits, dont quelques-uns seulement, les principaux, ont été récemment reproduits ou publiés pour la première fois dans deux savants ouvrages de M. Couturat : *La Logique de Leibnitz*, — *Opuscules et fragments inédits de Leibnitz*.

Comme Descartes, Leibnitz rêvait d'une langue universelle, *vraiment philosophique*, qui fût l'expression adéquate de la pensée et de la raison humaine ; mais il allait plus loin encore, et, poussant son système de représentation exacte des idées par le langage jusqu'à l'*absolu* mathématique, il le rendit par là *absolument* impraticable.

Pourtant l'application de ce grand esprit à l'étude de ce problème philologique n'est pas demeurée vaine. Il a, en effet, bien établi la possibilité de créer une langue rationnelle extrêmement simplifiée, quant aux déclinaisons.

sons, aux genres et aux conjugaisons, comme en ce qui concerne l'emploi des flexions, des particules et des affixes.

Je ne fais qu'indiquer les projets également *à priori*, c'est-à-dire fabriqués de toutes pièces, de l'Écossais Dalgarno et de l'anglais Wilkins, tous deux contemporains de Leibnitz, qui, sur plus d'un point, s'en inspira, et celui de notre compatriote Delormel, qui, en 1795, présenta à la Convention un projet de langue universelle, non sans mérite, mais toujours *à priori* et bien trop compliquée pour avoir chance d'aboutir.

Au *xix<sup>e</sup>* siècle, les projets abondent. Ils abondent même tellement que je ne puis pas les mentionner ici et que je dois me borner à citer les suivants : le *Solrèsol* ou système de langue musicale universelle, que M. Sudre imagina en 1817 et qui, à raison peut-être de son originalité même, eut, presque jusqu'à nos jours, dans certains milieux, une sorte de vogue relative, encore que, d'après MM. Couturat et Leau, ce soit « la plus pauvre, la plus artificielle et la plus impraticable de toutes les langues *à priori* » ; le projet *Letellier* et le *Sotos Ochando*, qui, quoique très savants et très curieux en théorie, l'un et l'autre, présentaient le même grave inconvénient, commun à tous les systèmes *à priori*, d'être d'une complexité telle qu'il faudrait, pour les pratiquer, une de ces mémoires comme il ne s'en rencontre qu'à l'état d'exception.

C'est là, il faut le reconnaître, un vice rédhibitoire qui condamne définitivement toutes les langues *à priori* imaginées depuis Descartes jusqu'à nos jours par des Anglais, des Allemands, des Espagnols et de nombreux Français.

Ce n'est que dans la seconde moitié du *xix<sup>e</sup>* siècle qu'avec l'illustre philologue J. Von Grimm, dont le programme de 1860 fut une véritable orientation nouvelle,

que commencent à apparaître ce que MM. Couturat et Leau appellent, avec M. Gaston Moch, *des systèmes mixtes*, c'est-à-dire à *posteriori*, tout en restant encore, par certains côtés, des systèmes à *priori*.

C'est d'abord, en 1880, le *Volapük* de M. Schleyer, — un polyglotte allemand extraordinaire, auquel ses admirateurs attribuent la connaissance de 83 langues. — Son système, qui fit grand bruit dans le monde et souleva même des enthousiasmes, ne tarda pas (1889) à sombrer, dans un naufrage d'autant plus déplorable qu'il en est résulté un préjugé très fort, très difficile à déraciner des esprits, contre tout projet, quel qu'il soit, de langue internationale.

Bien peu, en effet, sont en état d'analyser, comme il convient, les causes logiques de cet inévitable échec.

Le *Volapük*, encore qu'il constituât une expérience intéressante, et, à certains égards, un progrès très sensible sur les systèmes antérieurs, ne renfermait pas moins en lui-même des vices fondamentaux, qui ne pouvaient manquer d'apparaître et de s'accroître dans la pratique.

C'était d'abord un fâcheux mélange d'à *priori* et d'à *posteriori*, une absence de *principes fixes et constants* qui devaient fatalement le conduire à des incohérences et à de graves difficultés d'application. C'était encore le manque d'internationalité réelle de son vocabulaire. L'arbitraire le plus complet y préside en effet, comme dans les systèmes purement aprioristiques, au choix des radicaux et à la formation des mots. Le mécanisme monotone et tout subjectif des flexions grammaticales détourne la mémoire, au lieu de lui venir en aide. Enfin et surtout l'aspect rébarbatif du *Volapük écrit* (on n'a pas compté moins de 116 k, en moyenne, dans 100 mots de cette langue), n'a pas peu contribué non plus à rebuter la plupart de ceux qui en ont abordé l'étude.

Ces défauts, pour ne parler que de ceux-là, se retrouvent tous ou presque tous dans le *Volapük* amélioré de M. Kerckhoffs, et dans les nombreux systèmes mixtes ultérieurs qui ont vainement tenté de le ressusciter en le perfectionnant.

### III

Faut-il donc renoncer à l'espoir de trouver et de faire adopter, sinon d'emblée par l'humanité tout entière, par l'Europe d'abord, puis par les deux Amériques, l'instrument de communication et d'entente internationales depuis si longtemps cherché?...

MM. Couturat et Leau, et avec eux un certain nombre de savants, de lettrés, de touristes, de commerçants, ne l'ont pas pensé. Ils se sont dit que l'insuccès de la tentative du *Volapük* tenait à des causes spéciales, qu'il était possible d'éviter, que, d'ailleurs, le besoin d'une langue internationale, qui se faisait déjà si vivement sentir, depuis plusieurs siècles, allait toujours grandissant, qu'au rapprochement progressif des peuples les uns des autres, grâce à la multiplication des moyens de communication — tels que voies ferrées, télégraphes avec ou sans fil, téléphones, automobiles, etc., — et au développement croissant des relations commerciales, artistiques, littéraires, scientifiques, philosophiques, qui en étaient la conséquence, devait forcément correspondre un moyen qui permit aux humains, ou du moins aux plus civilisés d'entre eux, de se comprendre.

Cette nécessité leur est apparue impérieuse, pendant la tenue des congrès internationaux de l'Exposition Universelle de 1900, dont ils faisaient partie. Et ils se sont unis dans la ferme résolution de tenter un nouvel effort, qu'ils jugent avec raison, semble-t-il, devoir, cette fois, aboutir au succès définitif.

Les circonstances sont, en effet, incontestablement très différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient, il y a un demi-siècle, et même il y a 20 ans.

D'une part le terrain est déblayé d'éléments défectueux et d'idées fausses, qui constituaient de graves *impedimenta*. Les entreprises avortées ont servi à montrer la voie qu'il faut suivre et à l'éclairer.

D'autre part, sous l'influence des progrès accélérés de la science, de l'industrie, des arts, de la civilisation sous toutes ses formes, par la force des choses, les relations internationales de toutes sortes s'étendent en tous sens, dans une proportion en quelque sorte géométrique. Comme le disent MM. Couturat et Leau, dans la préface de leur livre, « on pourra bientôt faire le tour du monde en 40 jours : on télégraphie (même sans fil) d'un côté à l'autre de l'Atlantique; on téléphone de Paris à Londres, à Berlin, à Turin. Ces facilités de communication ont entraîné une extension correspondante des relations économiques : le marché européen s'étend sur toute la terre, et c'est sur tous les points du globe que les principaux pays producteurs entrent en concurrence.

« Les grandes nations possèdent des colonies jusqu'aux antipodes et elles ont des intérêts dans les pays les plus lointains. Leur politique n'est plus confinée sur l'échiquier européen : elle devient coloniale et mondiale. Toujours pour la même raison, elles sont de plus en plus obligées de s'entendre et de s'unir, soit dans un intérêt commercial, soit dans un intérêt moral. »

Une solidarité de plus en plus étroite s'établit ainsi entre les peuples, fondée sur la communauté des idées et des intérêts.

Mais c'est peut-être dans le domaine scientifique que ce phénomène s'observe depuis quelques années avec le plus d'intensité. Tous les esprits éclairés constatent, avec MM. Couturat et Leau, un besoin croissant d'entente et



de coopération entre les savants de tous pays. Voici ce qu'en disait en 1901, dans le *Journal des Savants*, l'éminent secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, M. Darboux : « Le mouvement scientifique qui, au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, se limitait à un petit nombre de nations, s'étend aujourd'hui au monde entier; de plus, au sein même de chaque nation, son importance s'est accrue dans des proportions dont on peut à peine se faire une idée... Qui ne voit que, *sous peine de revenir à la tour de Babel*, une si énorme production scientifique doit être unifiée et coordonnée? Que de temps perdu pour les chercheurs, que de recherches inutiles et par cela même nuisibles, *si les nomenclatures changent avec les nations*, si les classifications ne sont pas concordantes, si les instruments choisis pour effectuer les mêmes mesures donnent dans les différents pays des indications qui ne soient pas comparables, si les définitions ne sont pas les mêmes, si les unités adoptées sont différentes, si les travaux accomplis en des points différents concourent au même but et entraînent ainsi de regrettables doubles emplois! »

A propos du *Bureau international des Poids et Mesures de l'Association géodésique internationale*, de l'entreprise internationale aussi, au premier chef, de la *Carte du Ciel*, etc., etc. : « Il est impossible, dit encore M. Darboux, de ne pas être frappé de la rapidité avec laquelle se multiplient ces organismes internationaux. »

En soulignant ces observations, MM. Couturat et Leau font remarquer, à leur tour, que la première condition de l'organisation du travail scientifique dans le monde est *l'uniformité de la nomenclature*, c'est-à-dire *d'un vocabulaire scientifique international*, ce qui, ajoutent-ils, *est la moitié d'une langue internationale*.

Dans cet ordre d'idées signalé par M. Darboux, l'entente d'un grand nombre de savants spécialistes de tous

pays a déjà réalisé d'importantes innovations. Tel est, comme ils le rappellent avec raison, le *système d'unités C. G. S.* adopté et promulgué par le *Congrès International des Électriciens*, tenu à Paris en 1881 ; telle est encore la *nomenclature de la chimie organique*, dont la réforme, décidée par le *Congrès International de Chimie*, tenu à Paris en 1889, a été réalisée par une commission internationale, réunie à Genève en 1892.

Il ne s'agit, en définitive, que de généraliser, en adoptant une langue internationale unique, des procédés d'unification déjà employés à l'état partiel et fragmentaire.

La diversité des langues est évidemment le principal obstacle à la bonne entente des savants, à une utile coordination de leurs travaux, à leur synthétisation par les philosophes, comme au développement des relations internationales dans tous les domaines de notre activité, à l'accord progressif des esprits dans la positivité et à l'acheminement normal des divers groupes ethniques vers la pacification finale universelle.

Cela ne pouvait échapper à l'esprit pénétrant du génial fondateur du Positivisme. Voici dans quels termes Auguste Comte, à la page 260 du tome II de la *Politique positive*, proclame la nécessité d'une langue universelle, indispensable véhicule pour propager partout, sur la planète, la philosophie positive et la religion de l'humanité, ainsi que pour l'établissement par lui rêvé de l'universelle harmonie : « Instrument universel de nos communications mutuelles, dit-il, le langage doit toujours suivre la même marche qu'elles. Sa destinée se règle donc sur celle de la société humaine, dont j'ai déjà caractérisé l'évolution nécessaire. Comme elle, il doit d'abord subir une longue initiation, où son caractère reste essentiellement partiel, pour tendre ensuite vers une active universalité à mesure que nos relations se consolident et se développent. Ainsi, l'unité constitue l'état final du

langage, aussi nécessairement que celui de la civilisation et de la religion, auxquelles il adhère intimement. Un système de communication mentale et morale ne saurait demeurer toujours une source de séparation collective, si les opinions et les mœurs deviennent suffisamment conformes. »

Les positivistes qui, tous, quelles que puissent être leurs divergences sur d'autres points, sont convaincus que l'avenir appartient à leurs doctrines et qu'elles ne peuvent par suite que bénéficier grandement du merveilleux instrument de propagande que serait une langue universelle (quelle que fût d'ailleurs cette langue), devraient donc logiquement favoriser de tout leur pouvoir son adoption. Ne risquent-ils pas de se laisser distancer dans leur action, et de perdre de leur légitime influence dans le monde, s'ils s'abstiennent de prendre part aux travaux préparatoires et à l'élaboration du vocabulaire philosophique, qui ne tardera probablement pas à être entreprise?... Toutes les religions, toutes les philosophies, toutes les écoles, quelles que soient leur nature et leur objet, qui aspirent à la conquête des esprits et qui ont foi dans l'avenir de leurs destinées, ont le plus manifeste intérêt à user de cet incomparable agent de propagande.

Les moyens de communication intellectuels, s'écriait avec raison M. Couturat, en 1901, dans son éloquent plaidoyer *Pour la langue internationale* (1), — œuvre d'une puissance de condensation et d'argumentation peu commune, qui devrait être connue de tous — sont en retard d'une manière choquante sur les moyens de communication matériels... « On n'a rapproché que les corps ; on n'a rien fait pour rapprocher les esprits. »... « A quoi bon, ajoute-t-il dans son livre, pouvoir se trans-

(1) Paris, Hachette, 1901.

porter en quelques heures dans un pays étranger si l'on ne peut ni comprendre les habitants, ni se faire comprendre d'eux? A quoi bon pouvoir télégraphier d'un continent à l'autre, et téléphoner d'un pays à l'autre, si les deux correspondants n'ont pas de langue commune dans laquelle ils puissent écrire ou converser? »

Comment, d'ailleurs, dans chaque pays, les lettrés, les savants, les philosophes, les industriels et les commerçants eux-mêmes pourraient-ils aujourd'hui se tenir au courant des travaux, des productions, des inventions nouvelles, qui, à tout instant, paraissent dans les autres pays, — et dans un nombre grandissant de pays?

En apprenant à lire, à écrire, à comprendre et à parler les cinq ou six langues — allemand, anglais, espagnol, italien, français, russe — qui, actuellement, sont les plus usitées dans le monde civilisé?... Cela est impossible assurément au plus grand nombre, on peut même dire à tous... ou du moins à presque tous. Ni le temps, ni l'argent, ni les aptitudes cérébrales dont ils disposent, pour la plupart, n'y sauraient suffire.

Et quelle effroyable surcharge imposée aux cerveaux jeunes ou vieux, qui déjà plient et succombent sous le faix d'un surmenage intolérable!... Ceux-là mêmes, — et ils sont rares, — qu'un tel polyglottisme ne rendrait pas incapables de tout autre travail appliqué et personnel, de compositions littéraires ou artistiques, de recherches scientifiques ou autres, ne sentiraient-ils pas bientôt l'insuffisance des cinq ou six instruments de communication internationale qu'ils seraient parvenus à acquérir?...

De nouveaux peuples accèdent et accéderont de plus en plus à la civilisation, avec lesquels on devra compter dans les lettres, les sciences, l'industrie et les arts... y compris celui de la guerre. On parle déjà d'une *vingtaine de langues*, qu'il faudrait acquérir, pour que tout

le monde se comprit dans les congrès internationaux.

C'est donc à une impossibilité absolue qu'on se heurte dans cette voie du polyglottisme.

Serait-ce d'ailleurs une solution raisonnable ? Ne serait-ce pas une véritable folie, au contraire, de gaspiller son temps, ses forces et sa santé à apprendre des langues, qui ne seraient après tout que d'inutiles instruments, puisque leur acquisition ne pourrait s'obtenir, comme l'a fait remarquer M. Couturat, qu'au détriment des connaissances positives (science — histoire) et même de la véritable culture littéraire ?

Tandis qu'il serait si facile, en apprenant une seule langue, commune à tous les peuples, de consacrer l'intégralité de son temps et de ses facultés à d'utiles travaux !

Telles sont les principales considérations, de l'ordre le plus général et le plus élevé, qui nécessitent l'établissement d'une langue internationale.

Il en est d'autres, plus spéciales et accessoires, qui ont néanmoins leur importance et sur lesquelles il convient d'appeler aussi l'attention.

Actuellement, quand une œuvre scientifique ou littéraire paraît dans un pays, il faut, pour qu'elle se répande dans les autres, qu'il se rencontre en chacun d'eux un traducteur et un éditeur décidés à affronter des risques d'autant plus grands que le champ de la vente est plus restreint. Dans ces conditions, quelle qu'en soit la valeur, il y a bien des chances pour qu'elle ne sorte pas du pays qui l'a vue naître ou n'en sorte qu'au bout d'un très long temps.

« Voici, dit M. Couturat, un ouvrage de haute science; il intéresse un millier de savants dans le monde, soit en moyenne deux cents dans chacune des principales langues. Si on le traduisait dans chacune d'elles,

aucune de ces traductions ne ferait ses frais; donc on ne le traduira pas. Mais si on le traduit dans la langue internationale, cette traduction trouvera un débouché suffisant. Ajoutez à cela qu'on aura économisé le temps et la peine de *quatre* ou *cinq* traducteurs (surtout si l'auteur écrit directement dans la langue internationale) et qu'on aura mis l'ouvrage d'un seul coup à la portée de tout le public international, alors qu'il serait longtemps, peut-être même toujours, ignoré d'une bonne moitié ».

Un tel avantage n'est certes point à dédaigner.

GEORGES LAFARGUE.

(A suivre).

---

## LA MALADIE CONTEMPORAINE

(3<sup>e</sup> article) (1)

---

Dans les pages précédentes, je me suis efforcé de faire voir comment l'esprit révolutionnaire est incompatible avec l'esprit scientifique qui est uniquement évolutif, et avec la philosophie positive qui repose sur l'idée de loi naturelle, comment il est foncièrement inorganique, comment il ne connaît que la Force et ne croit qu'en elle; tout cela dérive de ce qu'il est avant tout un esprit de révolte.

Ici je dois mettre le lecteur en garde contre une confusion possible; j'ai toujours employé l'expression *esprit*

(1) Voir *Revue Occidentale*, mars et mai 1904.

*révolutionnaire* dans le sens que lui ont donné Aug. Comte et P. Laffitte, et qui est *insurrection contre le passé*.

Il ne faudrait pas penser qu'il veut dire *esprit de la Révolution* par un grand R ; quoique beaucoup se soient employés à l'exégèse de la grande Révolution française, elle est encore très peu comprise ; j'en dirai mon opinion quand l'occasion s'en présentera, mais pour le moment je ne la vise pas spécialement ; je la considère tout simplement comme une phase, la plus significative, il est vrai, de ce grand mouvement qui a commencé à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et qui n'est pas près de finir.

Même, si l'on voulait être tout à fait exact, il faudrait faire remonter la première origine beaucoup plus haut.

Quoi qu'il ne soit pas très facile de se prononcer ainsi à distance, on peut dire que *l'esprit d'insurrection* fait sa première apparition dans l'histoire de notre civilisation occidentale, au passage de ce que Comte a appelé polythéisme conservateur, à ce qu'il a appelé polythéisme progressif ou militaire.

Auparavant, semble-t-il, l'espèce humaine avait tâtonné et vécu empiriquement : par l'institution des théocraties elle a fait un premier essai d'organisation systématique, admirable sous une foule de rapports, mais bien prématuré, et qui avait le grand tort de vouloir figer dans l'immobilité l'impatient activité humaine.

Tout cela n'est devenu nettement visible que de nos jours, pour ainsi dire, et l'essai avorté de la théocratie catholique est ce qui peut le mieux nous faire comprendre la naissance de l'esprit révolutionnaire dans le passé.

A partir de cette première étape, on le revoit bien souvent, poursuivant sa marche, notamment dans les Républiques grecques et dans la République romaine ; il a présidé enfin à l'éclosion et au développement du Christianisme ; si nous le suivons, dans ces études, plus particulièrement à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, c'est que c'est là le commencement de la grande crise où nous sommes engagés à l'heure qu'il est.

Depuis cette époque, après diverses péripéties dont je

dirai quelques mots tout à l'heure, il a produit la Révolution française, a rempli tout le XIX<sup>e</sup> siècle, et son dernier aboutissement est l'état révolutionnaire où nous sommes plongés, état de conflit aigu entre les patrons et les ouvriers, entre les employeurs et les employés, entre les gouvernants et les gouvernés, entre le spirituel ancien et la pensée moderne, souvent même encore entre le temporel et l'ancien spirituel, enfin entre l'homme et la femme, ce qui constitue ce quadruple duel : duel économique, duel politique, duel philosophique et religieux, duel domestique.

Je me propose, dans l'article d'aujourd'hui et les suivants, de montrer par quelques exemples que la maladie révolutionnaire s'est en effet généralisée comme je viens de l'avancer, qu'elle a gagné toutes les parties du corps social, atteint toutes les personnes, et qu'elle est en train de passer à l'état chronique.

D'abord, comme nous l'a montré Aug. Comte, elle a agi sourdement pendant 200 ans, avant d'être *maladie déclarée* au XVI<sup>e</sup> siècle : décomposition intérieure et spontanée du régime tout entier ; mouvement séparatiste des divers Temporels qui s'éloignent d'un abri réputé tutélaire jusqu'alors, mais visiblement devenu une prison intolérable ; enfin modification profonde du spirituel lui-même, tels sont les caractères principaux de cette Révolution.

La révolte a commencé par les Rois contre le Pape, et l'aspiration, nullement déguisée à la Théocratie, était bien faite pour la justifier.

En relisant la vie de ces grands papes, Grégoire VII (Hildebrand), le plus grand de tous, Innocent III et Boniface VIII, on est frappé de leurs vastes capacités, de leur volonté de fer, et de la grandeur incomparable à laquelle ils ont su porter l'Église ; mais on sent du même coup quelle menace effrayante cette domination du Ciel était pour les *Libertés* du monde ; sans vouloir revenir sur toute cette histoire des plus passionnantes, il importe de mettre le doigt sur le point délicat de la thèse catholique qui est celui-ci :

Il y a une âme et un corps ; de là deux gouvernements,



celui des âmes et celui des corps ; le gouvernement des âmes l'emporte sur celui des corps, nul ne saurait en douter, et il appartient de droit à l'Église ; le gouvernement des corps est abandonné au Temporel, pour tout ce qui ne touche pas aux suprêmes intérêts de l'homme, qui sont ceux de l'autre vie ; si le pouvoir temporel ose enfreindre ces règles, l'Église peut et doit déposer Rois et Empereurs et donner leurs États à de plus dignes.

Cette thèse est encore exposée d'une manière très transparente dans la théorie suivante, émanée aussi du Saint-Siège, la théorie des deux Luminaires :

Vous entendez bien que ces deux luminaires sont le Soleil et la Lune ; le Soleil qui éclaire les jours, la Lune qui éclaire les nuits ; le Soleil qui réchauffe, vivifie et embrase, la Lune qui n'est qu'un pâle reflet ; vous entendez bien aussi, n'est-ce pas ? que la Lune c'est le pouvoir temporel, et le Soleil, le pouvoir spirituel.

Et, pour ne pas laisser le moindre doute sur le sens des théories, l'application suivait et quelquefois même précédait avec une vigueur extraordinaire.

Rappelons-nous Henri IV, l'empereur d'Allemagne, passant les Alpes en plein hiver pour venir implorer Grégoire VII, enfermé au château de Canossa, qui appartenait à la comtesse Mathilde ; et ce même Henri IV se morfondant pendant trois jours, les pieds nus, à la porte du château, sans pouvoir obtenir d'y être admis.

Rappelons-nous Boniface VIII, nommé pape, et faisant à Rome une entrée solennelle qui égala par sa magnificence le Triomphe des empereurs romains revenant victorieux d'une campagne difficile ; la bride de sa haquenée tenue par deux rois, ceux de Hongrie et de Sicile, ces mêmes rois admis à l'honneur de le servir à table....

Il fallait assurément aux pouvoirs temporels une dose de patience peu ordinaire pour supporter d'aussi arrogantes prétentions ; du reste elle se lassait par moments, et alors, comme on le voit par l'exemple de ce même Henri IV, dont il vient d'être question, et d'autres encore, aux excommunications et dépositions d'empereurs et de rois répondaient

des convocations de Conciles nationaux à l'effet de déposer les Papes ; les <sup>xii</sup>e et <sup>xiii</sup>e siècles et la fin du <sup>xi</sup>e sont pleins de ces luttes ardentes qu'explique la ferveur encore très vive de la foi religieuse.

Au commencement du <sup>xiv</sup>e siècle la patience était à bout, paraît-il. On sait comment le légiste Nogaret, envoyé par Philippe-le-Bel, alla trouver Boniface VIII réfugié dans Anagni, sa ville natale, pour le citer devant le Concile de Lyon, comment il se fit accompagner de Colonna dont le pape s'était acharné à ruiner la famille, lequel Colonna se laissa emporter à des violences envers ce vieillard.

On sait la suite, le transfert de la Papauté à Avignon, le schisme, etc.

Toujours est-il qu'une fois les Principes ébranlés, la porte était ouverte à toutes les violations ; le respect de l'Église et de ses Pontifes était le support du Droit divin des rois et des Seigneurs. Les violences exercées par la Royauté contre la Papauté lui furent rendues à elle-même avec usure par les pouvoirs temporels dont elle était suzeraine. L'histoire moderne n'est que le déroulement de ces révoltes de princes et de grands seigneurs.

Je ne retiens que ces violations de toutes les règles, qui s'appellent la cassation du testament de Louis XIII par le Parlement, au profit d'Anne d'Autriche, et l'autre cassation encore plus criante du testament de Louis XIV par ce même Parlement et par le duc d'Orléans ; je crois qu'il n'y a pas à méconnaître l'esprit révolutionnaire dans ces deux circonstances ; dans l'intervalle il y en avait eu un spécimen assez remarquable aussi : c'était la Fronde ; c'est-à-dire cette fois la révolte des belles Duchesses, assistées des Princes et du Parlement toujours.

Ces exemples suffisent pour le but que je me propose ; on sait que peu de temps après la mort du Grand Roi, le branle-bas a commencé ; mais avant de dire un mot du mouvement philosophique du <sup>xviii</sup>e siècle, il est intéressant de voir ce qui s'était passé dans le sein du pouvoir spirituel lui-même.

Après les hérésies et les schismes survient, au <sup>xvi</sup>e

siècle, la grande scission du Protestantisme, à la fois révolte du temporel contre le spirituel, et insurrection d'un nouveau spirituel contre l'ancien qu'il prétend remplacer.

Ce serait retracer tous les événements de l'histoire moderne, que de suivre ce mouvement de la Libre Pensée chrétienne aboutissant en fin de compte au rationalisme et à la campagne philosophique qui ruina tout l'ancien régime.

Je ne veux pas m'engager dans ce détail interminable ; ce que je veux signaler, c'est un fait qui a été moins remarqué, et qui consiste en ceci que le spirituel catholique lui-même a subi dans sa texture intime le contre-coup de cet esprit de révolte dont le vent venait de l'ébranler.

Pour ne citer qu'un cas, l'exemple de Bossuet n'est-il pas une preuve frappante de la modification profonde que les changements politico-religieux des siècles précédents avaient produite dans les idées du haut Clergé, sans qu'il s'en doutât ? Bossuet, qui eût été un des Pères de l'Église, s'il eût vécu à la bonne époque ; Bossuet, l'ennemi des Protestants et des Jansénistes, n'a-t-il pas, en rédigeant les quatre articles de la fameuse Déclaration du Clergé de 1682, c'est-à-dire en arborant le Gallicanisme, montré que le xvii<sup>e</sup> siècle catholique ne comprenait plus la grande pensée de Hildebrand, ou la désavouait secrètement ?

Qu'on ne se méprenne pas sur ma pensée ; je suis rétrospectivement de cœur avec Louis XIV, défendant les droits de sa couronne, c'est-à-dire de la France, contre les prétentions du Saint-Siège ; j'eusse été Gallican au xvii<sup>e</sup> siècle, rien n'est plus certain.

Je dis seulement qu'étant donnés le monothéisme chrétien et la séparation des deux pouvoirs, comme elle était entendue alors, il me semble de toute évidence, à moi profane, que Hildebrand, Innocent III et Boniface VIII étaient dans la *vérité catholique*, en affirmant la prééminence du pouvoir spirituel sur le temporel.

Il est malheureusement trop vrai que plus leur autorité se montrait logique, plus elle apparaissait comme exorbitante.

Mais à leur point de vue, un même spirituel, celui qu'ils avaient formulé, devait s'imposer, sans altération ni privilèges particuliers, à tous les temporels, et le Gallicanisme était une révolte contre l'autorité du Saint-Siège; être Gallican, c'était imiter les Hérésiarques, les Protestants, les Jansénistes; accepter le Gallicanisme eût été pour le Saint-Siège passer condamnation sur tous les événements douloureux des *xiv<sup>e</sup>*, *xv<sup>e</sup>* et *xvi<sup>e</sup>* siècles.

Donc l'esprit révolutionnaire a atteint tous les temporels et le spirituel catholique lui-même, en plein *xvii<sup>e</sup>* siècle; c'est ce que je voulais établir; car qu'il y ait fait quelques ravages dans le *xviii<sup>e</sup>* siècle, qui a été nommé le siècle de *l'irrespect universel*, cela n'a rien de bien étonnant; qu'au *xix<sup>e</sup>*, il y ait eu un Catholicisme libéral, que maintenant il y ait une Évolution catholique, tout cela s'admet aisément; mais que chez la nation qui a mérité le titre de *filie aînée de l'Église*, de la part d'un roi très chrétien et gouverné par des Jésuites, et de la part d'un Bossuet, assurément une des lumières du Catholicisme, il y ait eu une résistance obstinée au chef de l'Église, cela semble au premier abord tout à fait extraordinaire.

Il faut admettre, pour le comprendre, que par suite des changements survenus dans les affaires terrestres, la mentalité générale était tellement modifiée, que même dans l'esprit des plus intéressés à ce que cela ne fût pas vrai, le rêve des grands Papes apparaissait comme insensé.

Passons maintenant au mouvement philosophique qui fait la gloire du *xviii<sup>e</sup>* siècle; il vient évidemment en droite ligne du Libre Examen, c'est-à-dire de la révolte Protestante; il s'est attaqué à l'autel et par suite au trône, et bientôt les fondements métaphysiques de tout gouvernement, soit céleste, soit terrestre, y ont aussi passé.

Certes, cette élaboration des philosophes de l'Encyclopédie fut splendide, et nous ne saurions trop admirer surtout celui d'eux tous qui sut le mieux deviner l'avenir et la dignité du travail manuel, l'étonnant Diderot; mais on ne peut pas nier que parmi tant d'idées fécondes et généreuses qui ont coulé de cette source, il n'y en ait eu

d'autres dangereuses et même complètement erronées, comme je l'ai fait remarquer dans les pages précédentes ; et surtout il est évident que le tout était réaction passionnée contre l'état de choses préexistant ; c'est la seule chose que je me proposais de faire voir aujourd'hui.

Si nous cherchons maintenant les conséquences politiques et sociales de cet état révolutionnaire, nous retrouvons les discordes intestines du pouvoir temporel, les luttes de la Cour et du Parlement, etc., etc.

Tout cela était masqué par le bruit de la fête qui a succédé à l'austère ennui du règne de M<sup>me</sup> de Maintenon et qui s'est continuée tout le siècle, par l'éclat d'une Cour qui ne fut jamais plus brillante...

« Quiconque n'a pas vécu en France à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, a dit une femme (1), ne connaît pas la douceur de « vivre » ; je le crois volontiers, seulement il faut remarquer que cette « douceur de vivre » ne devait être ressentie qu'à une certaine altitude ; et malgré tout le charme dégagé de ce brillant mouvement philosophique qui rayonnait sur le monde entier, de cette littérature, de ces salons féminins, une iniquité constitutionnelle minait le grand organisme, et un mécontentement légitime s'amassait dans les profondeurs.

Taine, dans son livre sur les *Origines de la France contemporaine*, n'est pas tendre pour la Révolution ; mais il ne dissimule pas non plus les vices de l'ancien Régime. Joseph de Maistre lui-même avoue que la chute de la Royauté fut due à la dégradation de la noblesse.

Rappelons-nous enfin que les États-Généraux n'avaient pas été convoqués depuis 1614 ; et nous ne pourrions pas faire autrement que de conclure avec Comte que cette Révolution, aussi Européenne que Française, fut tout à fait inévitable.

Il trouve même qu'elle fut indispensable pour faire toucher du doigt la nature du problème à résoudre, qui est une rénovation des Principes et des Institutions ; en cons-

(1) On attribue aussi ce mot à Talleyrand.

tatant combien la portée de ce grand événement est encore mal appréciée, malgré l'énorme commotion produite, on peut bien être convaincu que, sans elle, on aurait pu s'agiter encore longtemps, tout en ressentant un malaise social, dont on ne se serait pas du tout expliqué les causes.

Sans vouloir reproduire ici les discussions auxquelles a donné lieu la terrible Convention, je dirai seulement, parce que cela rentre complètement dans mon sujet, qu'une certaine école historique, dont est Lavallée par exemple, admet que la dictature jacobine fut nécessaire; Comte est aussi de cet avis, tout en restreignant les limites de temps entre lesquelles cette dictature s'imposait suivant lui; je m'explique ces manières de voir, en raison des circonstances exceptionnellement critiques où se trouva la France pendant un moment; mais il me paraît curieux de rapprocher de ces jugements celui d'un homme qu'on n'accusera certainement pas de *modérantisme*, de Proudhon (1); voici ce qu'il dit à ce sujet :

« C'est par la dictature que les Jacobins se vantent  
« d'avoir sauvé en 93 la France et la Révolution; or, plus  
« on étudie cette histoire de 93, plus on reste convaincu  
« que le péril est venu surtout des Jacobins, et que si la  
« France s'est tirée à la fois de leurs mains et de celles de  
« l'Étranger, la Liberté et le Droit, grâce à eux, sont restés  
« sur le champ de bataille. »

Voici maintenant comment il définit le Jacobinisme :  
« Le Jacobinisme, tel qu'il s'est manifesté à diverses  
« reprises en France depuis la Révolution de 1789, est le  
« produit d'une idée superficielle, suggérée en partie par  
« la lecture du *contrat social*, et que l'on peut ainsi for-  
« muler : le droit divin qui régissait l'ancienne Société  
« ayant été aboli et remplacé par le droit de l'homme, il  
« suffit, pour la Révolution, que le mécanisme gouver-  
« nemental qui auparavant fonctionnait par et pour la  
« Cour, fonctionne à l'avenir au profit du véritable Souve-

(1) J.-P. PROUDHON. *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*.  
Édition belge, 1860.

« rain qui est le Peuple, et par le ministère de ses élus ;  
« voici en quelques mots, et au point de vue seulement des  
« Principes, tout le Jacobinisme. Une Révolution, nous  
« disait un des plus illustres Jacobins de notre époque, est  
« pour un parti une occasion de se venger de ses ennemis. »

Voilà qui est net, et il est difficile de ne pas reconnaître dans ce portrait la grande majorité du parti révolutionnaire ; les Républicains veulent se venger des Royalistes ; les démocrates en veulent aux aristocrates....

« Ainsi, poursuit Proudhon, le Jacobinisme, en tant  
« qu'idée, se réduit à un *qui pro quo* ; c'est la substitution  
« du peuple souverain au souverain de droit divin, d'une  
« fiction à une autre fiction ; ce qui se résout toujours,  
« toute idée de rénovation organique étant écartée, en  
« absolutisme. »

« Toute idée de rénovation organique étant écartée », voilà encore qui est clair ; et l'on retrouve déjà ici quelques-uns des traits que nous avons reconnus être l'apanage de l'esprit révolutionnaire ; le Jacobinisme, en effet, est la dernière incarnation de cet esprit ; on n'en voit pas trace avant 1789 ; il ne remonte vraiment qu'à Robespierre, donc à l'école de Rousseau ; mais par exemple depuis Robespierre il n'a jamais quitté la scène politique, et notre radicalisme en offre des spécimens nombreux.

Proudhon, poursuivant son étude, remarque que vingt fois depuis l'origine, la raison publique a confondu le Jacobinisme, en a démontré à satiété l'*illogisme*, l'*inanité*, l'*impuissance*, mais que, malgré tout, la secte subsiste, et il en cherche les raisons :

« C'est, que, dit-il, le Jacobinisme n'est pas seulement  
« une idée ; ce serait bientôt fait de lui s'il en était réduit  
« à vivre de cette pauvre petite idée ; lui-même n'a jamais  
« osé se définir et formuler son programme. Dans la sphère  
« des idées, il ne sait que tenir le large et faire ses réserves.  
« Le Jacobinisme est surtout une *affection*, une *maladie*,  
« une sorte de *pestilence morale*, particulière au tempérament français. »

On ne pourrait certainement pas mieux exprimer ma pensée ; c'est bien là, en effet, la maladie contemporaine pour tout ce qui concerne la politique ; je n'avais pas relu ce morceau depuis de bien longues années, et j'y retrouve de point en point la confirmation de mes propres observations.

Continuant la biographie qu'il a entamée, Proudhon remarque ensuite « que les Jacobins sont de toute classe et « condition, de toute profession, de toute religion, de toute « école ; ils se recrutent à tous les degrés de l'échelle « sociale, non point par la propagande des idées, mais par « une certaine *humeur contagieuse* ; ce n'est pas une doctrine qui les sollicite, c'est, répète-t-il, « une affection « *maligne* tout à la fois du cœur et du cerveau. »

« Comme l'idée Jacobine est d'une excessive simplicité « (j'avais dit *simplisme*), puisqu'elle consiste à user du « pouvoir tel que l'a laissé l'ancien régime et sans rien « changer à sa **Notion**, mais seulement dans d'autres « vues et pour une autre fin, elle séduit les masses qui ne « saisissent pas les idées de *pondération*, de *garanties*, qui « sont impatientes d'agir et que leurs *tribuns excitent* ; « elles se rejettent de préférence vers les partis qui leur « semblent les plus expéditifs et les plus simples, peu soucieuses de méthode et de légalité, pourvu que leur besoin « d'exécution soit assouvi. »

Vous voyez-là que le démocrate Proudhon ne confond pas du tout démocratie et démagogie.

Il dit encore :

« Le Jacobinisme, par la ferveur dont il est possédé, « par ce *Zélotisme* renouvelé des Juifs qui le caractérise, « est avant tout *dictatorial*, *inquisitorial*, *terroriste* ; il se « soucie peu du Droit ; il procède volontiers par mesures « violentes, exécutions sommaires ; c'est ce qu'il appelle « gouverner *révolutionnairement*.

« La Révolution, pour lui, ce sont les coups de foudre, « les razzias, les réquisitions, l'emprunt forcé, le maximum, les épurations, la Terreur. N'est-ce pas ainsi, après



« tout, qu'agissait l'ancien régime? Qu'y pourrait-on trouver  
« à redire, lorsqu'il s'agit de terrasser ce régime et de sauver  
« le peuple? Le crime du Gouvernement Provisoire en 1848,  
« aux yeux des Jacobins, est de n'avoir pas su user du pou-  
« voir, de n'avoir pas été *révolutionnaire*; malheureusement  
« la Révolution de 1848 avait été faite précisément contre le  
« *gouvernement personnel*; ce qui fait le crime du Gouver-  
« nement Provisoire devant le Jacobinisme est ce qui fera  
« son mérite devant l'histoire. »

Vous comprenez, d'après cela, comment Proudhon a dû passer pour un trouble-fête, un faux-frère, j'allais dire un rétrograde.

Il continue :

« Ce que veut le Jacobin est de gouverner par les ins-  
« tincts, les passions, les appétits, les préjugés; le Jaco-  
« bin n'est pas un instructeur de la multitude : c'est un  
« *Rhétteur* et un *Charlatan*, qui à la place des idées met  
« des images, et, au lieu de chercher la Conviction, fait  
« de l'Agitation. »

Il se demande alors :

« A quoi donc, d'après les Jacobins, se reconnaissent les  
« vrais révolutionnaires?

« La Révolution, répond Robespierre, est là où sont les  
« bons citoyens; les bons citoyens sont ceux qui sont  
« munis d'une carte de Civisme : Les cartes de Civisme  
« se distribuent à la Société des Jacobins où se fait l'épura-  
« tion des *Suspects*.

« Cela vous semble aussi stupide qu'atrocé; mais prenez  
« garde, cela n'en est pas moins profond et formidable;  
« c'est ainsi que la France a été gouvernée du 31 mai 1793  
« au 28 juillet 1794; c'est l'incarnation de l'absolutisme  
« dans la Souveraineté du Peuple.

« *Défiant*, hostile aux idées, partisan de la *Raison d'État*,  
« décorée maintenant du nom de *Salut public*, vivant sur  
« l'équivoque, le Jacobinisme tourne facilement à l'hypo-  
« crisie et au Machiavélisme : Les Jacobins sont les Jésuites  
« de la Révolution. »

Remarquez toujours que c'est le révolutionnaire Proudhon qui parle ainsi, Proudhon, la terreur des bourgeois en 1848.

Il dit ensuite :

« En fait d'opinions religieuses, le Jacobin témoigne en général d'une grande horreur pour la *Superstition* ; le Jacobin, généralement déiste, s'est ménagé dans sa foi religieuse, comme dans ses opinions politiques, le plus complet arbitraire ; mais il a retenu des dévots le *bigotisme* et l'*intolérance* : Robespierre, dit Michelet, était un prêtre. »

« J'ai dit qu'en politique le Jacobin portait plus loin que tout autre le zèle de la Révolution et la haine de l'ancien régime ; mais comme il ne s'agit pour lui en tout cela que d'un simple déplacement, ce zèle et cette haine s'arrêtent aux noms ; il ne remonte pas jusqu'aux institutions. Aussitôt après son usurpation, Napoléon devint l'idole du Jacobinisme ; aussi l'a-t-on surnommé *Robespierre à cheval* ; son 18 Brumaire peut être regardé comme une revanche du 9 Thermidor ; il remplit de Jacobins ses conseils, ses états-majors, son administration, et les anoblit tous ; qu'on relise de sang-froid l'histoire de ce Despote ; c'est le pur gouvernement, la pure politique, la pure pensée du Jacobinisme. — Aussi la secte s'est montrée pour lui reconnaissante ; elle a inventé (merveilleux inventeurs que ces Jacobins !) la formule de consécration : *l'Empereur, c'est la Révolution ; l'Empereur, c'est la Démocratie* ; ça se redit de Napoléon III et par les mêmes hommes. »

Il fait alors cette remarque curieuse : « Dans la chanson qui a pour titre *Nostradamus*, le personnage auquel Béranger fait faire l'aumône *au dernier de nos rois* est un *régicide* ; mais il est en même temps *Sénateur*, il a un *palais*, remarquez cela ; il exècre *Bourbon*, mais il adore *Bonaparte* ; il abomine l'ancienne noblesse, mais il goûte fort la nouvelle ; à l'assassinat du duc d'Enghien il dit *Amen*, mais il élève une statue au maréchal Ney. »

Et il conclut :

« Hypocrite, machiavéliste, déiste et démagogue, au fond sans croyances, sans respect de Dieu ni des hommes, le Jacobin est au plus haut degré un politiqueur à bascule, un doctrinaire. »

Et voyez comme cet esprit simpliste correspond bien à celui des masses ; qu'un soldat de la Révolution arrive sous Napoléon à décrocher un titre de Comte, de Prince, ou bien un trône, le bon peuple trouve ça tout naturel : *il l'a bien gagné*, dit-il ; selon lui, on gagne une couronne comme on gagne un prix aux courses, ou une petite fortune dans le commerce des huiles ; et, quand il voit les opprimés de la veille devenir les maîtres le lendemain : *C'est bien leur tour*, s'écrie-t-il ; selon lui, il y a un tour pour opprimer ; ça échoit tantôt aux uns, tantôt aux autres, et il ne veut pas que ses amis perdent leur tour, vous sentez bien ; on ne peut pas avoir meilleur cœur.

En somme, *défiance, suspicion, haine* (désir de vengeance), *action violente, terreur au besoin, simplisme des idées, changement d'étiquettes, substitution de titulaires, impuissance*, toutes ces qualités négatives que nous avons reconnues dans l'esprit révolutionnaire, tout y est.

Cette nouvelle forme dont s'est enrichi l'esprit révolutionnaire depuis 1789 est bien de même essence que le reste, mais a cela de particulier qu'on chercherait en vain une création utile qu'on pût lui attribuer ; qu'est-ce donc ? une affection maligne, une peste morale, nous dit Proudhon ; avais-je tort de l'appeler maladie contemporaine ? J'aurai à signaler d'autres formes de cette maladie, particulièrement dans les mœurs ; mais le Jacobinisme est bien la forme politique de cet esprit chez nous Français, et je n'aurai plus rien à ajouter sur ce sujet.

Je dois faire ici une remarque au sujet du mot *bascule* que nous avons trouvé dans le portrait du Jacobin ; la bascule est la caractéristique de toute la politique moderne, forcée de tenir compte de l'esprit ancien et de complaire à l'esprit nouveau ; elle a servi de nom propre au régime de 1830, en même temps que celui de *Doctrine*, mais elle n'est

pas particulière à notre pays ; c'est le *flux et le reflux* de la marée révolutionnaire ; c'est aussi le mouvement du *Pendule* ; c'est la recherche de l'Équilibre.

En Angleterre, ne voyez-vous pas le balancier politique osciller constamment des Whigs aux Torys ou inversement ? et aux États-Unis des Républicains aux Démocrates, et des Démocrates aux Républicains ? et même là, tous les quatre ans, quand les pouvoirs d'un Président expirent, et qu'il est remplacé par un autre, tout le fonctionnarisme s'en ressent, et l'on procède au *partage des dépouilles* ; l'expression n'est pas de moi ; elle est avouée et presque officielle ; nous n'en sommes pas encore tout à fait là en France, mais nous y marchons ; et pensez-vous que cela diffère énormément de la *peine du talion*, du précepte *œil pour œil, dent pour dent* des anciens Juifs ? c'est tout au moins l'ancien *droit de la guerre* appliqué à la politique intérieure.

Notre civilisation ne serait-elle pas aussi parfaite que nous nous plaisons à nous le dire ?

(A suivre).

E. DE LACOMBE.

## TERRE ET PEUPLES

(Suite).

**Rôle du facteur géographique sur les formations nationales et les constitutions politiques.**

**FORMATION DE LA SPIRITUALITÉ POSITIVE  
EN OCCIDENT**

Cantonnée dans la vallée du Rhin, dans le haut bassin danubien, ou dispersée dans les marais polonais pendant les guerres internationales ou civiles de la veillée médiévale,

a civilisation s'épanouissait dans l'hémisphère toscano-latin et dans la vallée du Pô; de là elle glissait : en Espagne, sous l'ombreuse serre ecclésiastique ; en France, par la pompe de la Maison Royale. Elle sourdait directement, par dessous le Chenal, en Angleterre, sous la protection des seigneuries aristocratiques.

Bien des raisons dévoluèrent à l'Italie septentrionale ce privilège sociocratique d'offrir un champ synthétique d'épanouissement à cette pleine maturité catholique. C'était tout d'abord la parfaite communauté des idées religieuses ; c'était aussi le pieux désir de surpasser en grandeur et beauté les œuvres toujours debout du paganisme antique. Le vieil orgueil romain, jamais assouvi, avait comme laissé cet héritage à l'opulente Papauté. Il existait aussi un besoin populaire d'objectiver les visions ultra-terrestres du grand Florentin. Enfin, c'était la molle douceur du climat, propice, à la vie extérieure ; c'était, on l'a dit maintes fois, la pureté du ciel, mère des vives couleurs et des lignes harmonieuses.

Par conséquence, ce milieu artistique devenait très favorable au progrès de la science abstraite. D'ardentes discussions s'élevaient publiquement. On y critiquait, sans danger, les *formes* nouvelles que le génie primesautier des architectes devinait. Aux questions d'art se greffaient les controverses sur la solidité des édifices. Le souvenir des écroulements de quelques monuments trop hardis — l'acrobatie architecturale des *porte-à-faux* n'était déjà plus de mode (1) — poussait les esprit spéculatifs à formuler les règles rationnelles de la construction. On ne peut oublier que ces discussions avaient lieu sur la place publique : circonstance qui, excitant l'amour-propre des contradicteurs, et même des rivaux (2), forçait à motiver et préciser les innovations.

La Grèce avait déjà vu pareil spectacle. Aussi les études de stéréostatique, inaugurées jadis par Archimède, étaient-

(1) Cela avait été la manie du XIII<sup>e</sup> siècle comme le montrent les cathédrales *françaises* de Reims, Amiens, Beauvais. (Cf. CORROYER. *Loc. cit.*, VII.)

(2) Querelle Vinci-Michel-Ange.

elles reprises par les mathématiciens italiens (Commandino, Léonard, Galilée) et les ingénieurs des villes libres de la Flandre.

Campanile religieux et beffroi bourgeois appelaient, en effet, une même théorie mécanique. Aussi, dans le milieu batave, au centre de la vie communale des Flandres, Stévin fut le type, sociologiquement prédestiné, de cette activité technique. Comme ses confrères italiens, il avait à s'occuper de la construction de fortifications, bateaux, écluses ; et même, spécialité de ces pays plats, de locomotion à voile.

Deux motifs d'ordre pratique, non moins stimulants que la découverte des règles architecturales, poussait spécialement en Italie au développement des sciences physiques. C'était, d'une part, la lutte contre les débordements du Pô ; d'autre part, l'approvisionnement d'eau potable. Or, l'étude du régime des eaux exigeait une étude plus complète que la recherche des répartitions des pressions hydrostatiques. C'est pourquoi les savants se livrèrent avec prédilection aux problèmes de dynamique. Et c'est ainsi que Tartaglia ébauche, dès le seuil du XVI<sup>e</sup> siècle, les théories que Galilée fondera, en les incorporant à l'hydrodynamique ; et que Torricelli généralisera, en les étendant aux fluides gazeux.

Parallèlement à ces facteurs esthétiques et économiques, engendrés par le milieu géographique, la musique, fille du culte civique et religieux, donnait corps à la science acoustique.

Car ce n'est certainement point un hasard qui fit du fils de l'observateur des ondes sonores, et découvreur des principales lois de vibrations des cordes (1), l'un des créateurs de l'opéra moderne.

H. Lavoix a bien fait ressortir (*Histoire de la musique*, de la Bibliothèque de l'enseignement des Beaux-Arts) combien

(1) Voyez, à ce sujet, POGGENDORFF (*Loc. cit.*, § 117) ; puis, faute de l'édition complète des *Œuvres de Galilée* dont, à la honte des sociétés scientifiques, nous n'avons pas encore de traduction française, voir *Les Nouvelles pensées de Galilée, Mathématicien et INGÉNIEUR du duc de Florence* : Paris, 1639, chez Rocolet, pp. 90 à 110.

les fêtes données à Florence en octobre 1600, pour célébrer le mariage de Marie de Médicis, sont importantes dans l'histoire de la musique : « Que s'est-il donc passé ? dit-il, p. 160. Rien, ou peu de chose ; l'opéra moderne était né. » M. Lavoix avait plus raison encore qu'il le pensait.

Parmi « les œuvres les plus célèbres du genre *récitatif* il cite (p. 144) l'épisode d'*Ugolin*, de Dante, mis en musique par Vincent Galilée, fils du célèbre Galilée » ; et plus loin (p. 154), en présentant l'école musicale de Florence, « où les musiciens se préparent à opérer une révolution dans la musique », il rappelle (p. 155) le nom de « Vincent Galilée, fils du grand Galilée, théoricien et compositeur ». Or, on remarque que ce Vincent, fils naturel de Galilée, fut un fils respectueux du Maître : « il assista, en effet, son père dans ses derniers travaux (Poggendorff, § 93) et hérita de ses manuscrits qui furent plus tard soumis à bien des vicissitudes... Son nom mérite d'être mentionné dans l'histoire de la physique. »

N'aurait-on point le droit de tirer cette conclusion que la science, issue des arts « serviles » PROVOQUÉS PAR LA NÉCESSITÉ GÉOGRAPHIQUE, ne fut pas étrangère au progrès de la musique ; c'est-à-dire du plus abstrait, du plus noble, du plus religieux des arts « libéraux » ?

A la vérité, Lavoix fait peut-être confusion. Le père de Galilée, florentin, se nommait aussi *Vincenzo*. C'était (Poggendorff, § 89 et 320) un « homme très versé dans les mathématiques, et dont nous possédons un ouvrage sur la musique ancienne et moderne intitulé : *Dialoghi della musica antiqua e nuova* (Firenze, 1582). Mais loin d'infirmer le déterminisme ci-dessus invoqué, ce surgissement de Galilée dans une famille de musiciens fait mieux saillir l'influence générique du milieu. Il n'est pas jusqu'à la forme didactique du *dialogue* choisi par le père qui ne démontre cette directe filiation intellectuelle. Les deux principaux ouvrages de Galilée ont pour titre : *DIALOGUES sur les systèmes du monde de Ptolémée et de Copernic* (1632), et *DIALOGUES sur le mouvement et sur la résistance des fluides* (1638).

Ce fut de même la médecine qui inspira à Galilée (1) l'invention du thermomètre, la combinaison du microscope composé, la destination du pendule à la mesure du pouls. Ainsi cet art avait, par un même cerveau et dans des conditions sociales convenables, engendré la thermologie positive, suscité la formation de l'optique, trouvé l'instrument le plus parfait de la chronométrie, base de toutes les études dynamiques (2).

Toutefois, il ne convient pas d'exagérer l'apport italien dans la création de l'optique. Des besoins pratiques intenses avaient provoqué ailleurs l'éclosion précoce — et, en se souvenant des labeurs de Kléper, on pourrait peut-être écrire *prématurée*, — des arts de la vision. Cette physique spéciale DEVAIT PRENDRE NAISSANCE CHEZ UNE POPULATION MARITIME. La Hollande vit les premières lunettes ; elle fut aussi le berceau de Snellius, le véritable fondateur de la dioptrique. Cette découverte d'un instrument multiplicateur de la vision répondait à une aspiration si générale qu'elle se répandit avec une extrême rapidité surtout chez les populations maritimes. C'est à Venise (3) que Galilée apprit l'invention des nouveaux télescopes dont son ami, le mathématicien Cavalieri, donnera plus tard la théorie.

Ce déterminisme maritime resterait vrai lors même que Descartes aurait le premier énoncé la loi de la réfraction. Dès 1629, il était réfugié en Hollande. Mais ce grand homme a trop de titres à la gloire, pour que, dans un but faussement patriotique, nous essayions de dénier à Willebrord Snell l'honneur de cette découverte.

(1) Dans la notice que la solide et sérieuse science de M. le D<sup>r</sup> Bridges a consacrée à Galilée, dans le *Calendrier positiviste concret*, notre vénéré coreligionnaire remarque que le pendule fut « peut-être le premier instrument qui ait jamais été construit pour l'observation précise des phénomènes relatifs à un organisme vivant. » La remarque reste vraie malgré ce rapprochement des mesures thermométriques. La découverte du pendule date de 1583 ; celle du thermomètre, de 1603, ou, tout au plus tôt, de 1597.

(2) Par action réciproque, on sait que le pendule sert aujourd'hui aux observations les plus précises sur la constitution du globe. Mais, pour cette application, il fallait la découverte des lois newtoniennes.

(3) POGGENDORFF, § 90, p. 123.



Ainsi se trouvaient établies les notions primordiales de physique terrestre. Pour les coordonner, il suffisait de les préciser par des expériences plus variées et de les éclairer par la concision de la logique mathématique.

La persistance du « pluriel », infligé, par les grammairiens officiels, à la catégorie *mathématique*, est un vestige linguistique de l'histoire de cette science. La numération due au sacerdoce fétichiste (1), se combina chez les astrolâtres avec la théorie des « nombres sacrés » (2). Dès le temps des grandes civilisations polythéistes, naquit ainsi la science du calcul qui, dans le delta ganétique (3), grandit jusqu'à cet état chronique de débauche intellectuelle qui fit la *devinette* (4). Faute de destination sociale, la science devenait un passe-temps dont la plus haute figuration traditionnelle nous a été conservée sous la forme du *jeu d'échec*. La despotie égyptienne vit, sous la forme de l'arpentage, le développement de la géométrie concrète, nécessaire au lotissement annuel des alluvions « donnés en présent » par le Fleuve nourricier. Dans la sérénité de son ciel, la plaine chaldéenne ébaucha la Cosmographie. La mécanique pratique, ce que nous appelons aujourd'hui le *machinisme*, trouva surtout sa raison d'être dans les despoties conquérantes tant pour le siège des places que pour l'édification des monuments commémoratifs et royaux.

La poliorcétique des anciens acquit un développement prodigieux. Le Musée français de l'Armée se devrait de reconstituer cet art par-delà la période franque. Le musée gallo-romain de Saint-Germain forme déjà un « anneau » de cet enchaînement stratégique.

En note au § 336 de la *Physique sociale* (T. V, p. 133 de la 5<sup>e</sup> édit. du *Cours de Phil. positive*), Comte fait le parallèle entre les industries militaires chez les anciens et chez les

(1) *Synthèse subjective* : § 69 à 74.

(2) *Id.* : § 43 à 47.

(3) Il faut rattacher le fait à l'intensité de la vie dans ce milieu tropical et pluvieux. (Voir plus haut, page 62.)

(4) Je n'ai plus sous les yeux le célèbre ouvrage du sieur de Méziriac : *Problèmes plaisants et délectables qui se font sur les nombres*. Mais je crois me rappeler qu'il donne plusieurs de ces devinettes hindoues.

modernes. Il rapporte combien son ami le capitaine Montgéry déplorait l'infériorité moderne de « l'art de détruire » sur « l'art de produire » ; et il ajoute : « Si ce militaire vraiment philosophe eût suffisamment complété son intéressante observation, comme son érudition spéciale, aussi judicieuse qu'étendue, le lui eût aisément permis, en reconnaissant que, chez les anciens, la relation était essentiellement inverse, il y eût aperçu une nouvelle confirmation de cette heureuse transformation sociale qui, chez les modernes, faisant de plus en plus de la guerre une affaire habituellement accessoire, ne détourne ordinairement à cet usage que la moindre partie des efforts intellectuels, comme je l'expliquai ailleurs ».

Michélet dit poétiquement que « l'histoire est une résurrection ». Cette résurrection du matériel d'artillerie des sociétés mésopotamiennes et de la romaine serait évidemment mieux placée, suivant la bonne conception rétrospective de M. Corra, au Trocadéro, au Louvre, à Guimet, où les reliques des mœurs ancestrales trouvent, dans un beau désordre que l'art n'explique pas, un insuffisant asile. Mais ces difficiles reconstitutions ne peuvent être confiées qu'à des hommes du métier. Nos érudits conservateurs, peu ferrés sans doute sur la mécanique, ne peuvent guère prétendre qu'à la voix consultative. Quoi qu'il en soit, le principal est de continuer la tentative de Saint-Germain. Notre éminent coreligionnaire, M. le général André, voudrait-il entendre notre très humble requête ? N'étant pas du « bâtiment », je m'enhardis à formuler ce vœu sociolâtrique !

D'autre part, en comparant les architectures orientales et occidentales, le premier fait qui frappe, c'est l'aspect massif des premières et la sveltesse des secondes. En Orient, on ne trouve que la caverne, la hutte ou la tente primitives, amplifiées et transformées. Sur son sol alluvial, la Chine ne bâtit qu'en bois ou en porcelaine. De là, ces ingénieux assemblages de pièces qui font des Chinois et des Japonais les premiers charpentiers et vanniers du monde. Égyptiens, Aztèques et Incas construisirent par *superposition* leurs

palais et leurs temples cyclopéens. Les Indiens et les Mésopotamiens, instruits par les géomètres chaldéens osèrent, les premiers, jeter dans les airs, d'abord les timides anneaux plats des pagodes, puis les voûtes audacieuses des palais du Despote (Palais de Sarvistan : Cf. Corroyer : *Architecture romaine*, p. 42 et 43) et Violet-le-Duc : *Histoire de l'Habitation*, p. 138-143). Cette architecture par équilibres latéraux est donc due à la première grande civilisation militaire de l'antiquité. Elle est si bien en rapport avec ce régime primitif de l'activité humaine, qu'elle sera abandonnée par les savants hellènes pour n'être reprise et développée que par les successeurs romains ; menée enfin à son ultime floraison gothique par les batailleurs féodaux.

Il est bien vrai que la grande civilisation pacifique chinoise combina bien des mécanismes ingénieux, trouva — combien de siècles avant l'Europe ! — la plupart des inventions dont l'Occident est justement fier, construisit des œuvres d'art qui, par leur masse, le travail d'entretien, jamais interrompu depuis des millénaires, distancent de beaucoup les constructions babyloniennes et égyptiennes. Mais l'isolement géographique de la Chine préservant ce pays de la guerre chronique, arrêta, *faute de la concurrence destructive de l'ennemi*, le développement régulier de ces *trouvailles*. Aussi la Chine, géographiquement excentrique, reste elle le type inaltéré de l'enfance sociologique. Pourtant dit, L. Metchnikoff, « les pyramides de Gizeh, les murailles de Babylone, les digues de la baie d'Hangtcheou, et tant d'autres merveilleuses créations de ce que Herbert Spencer entend par *économisme*, représentent plus de sang et de larmes, plus de souffrances et d'iniquités que tous les champs de bataille du globe, depuis Kadech jusqu'à Sedan et Plewna ». C'est donc bien la *concurrence militaire* et non le défaut d'exercice qui étia le machinisme des Chinois et des Égyptiens d'avant les invasions hycsouses.

Ainsi, la fondation de la science abstraite était incompatible avec un régime de servitude pacifique. L'extrême développement de la vénération envers les Ancêtres, propre à l'ère patriarcale, arrêta aussi l'essor des innovations et

atrophiait l'esprit d'initiative. Enfin, les prêtres de l'Inde et de l'Égypte, enrégimentés dans les castes ou les corporations, avaient intérêt à conserver au Temple des secrets lucratifs. Telles sont les raisons prépondérantes qui désignaient les peuplades maritimes grecques, libres et rivales, comme agents de cette grande évolution scientifique et technique. Tant que les Égyptiens restèrent pleinement autonomes, ils cachèrent à tous les vérités géométriques transmises, avec un appareil redoutable, dans les cryptes les plus mystérieuses du Temple. Mais quand la conquête persane menaça de submerger Égypte et Grèce, il se noua d'étroites alliances entre les peuples menacés. L'Égypte s'ouvrit au commerce grec (1) ; et le commis-voyageur Thalès, rusé comme un marchand, fin comme un fils d'Ulysse, surprit les secrets sacerdotaux. La discussion publique fit le reste, par des raisons analogues à celles que nous avons trouvées pour l'Italie septentrionale.

Toutefois, la trop faible superficie de l'école restreignait le progrès scientifique. A peine importé, il émigre. De Pythagore à Apollonius, d'Apollonius à Hipparque, d'Hipparque à Diophante, mathématique et astronomie s'implantent le long des côtes ou dans les îles méditerranéennes. L'élaboration des éléments exigeait l'excitation de besoin pratique sérieux combiné avec le loisir d'individus indépendants ; d'où la nécessité d'un siège géographique vaste qu'il fallait approprier à la synergie de peuples variés.

On oublie trop d'ailleurs que les meilleurs types de la science et de la philosophie grecque ne sont pas nés ou n'ont pas vécu en Hellade, où ils avaient tout à redouter de l'intolérance et de l'inquisition démocratique.

C'est ce que Comte et M. Laffitte n'ont cessé de mettre en lumière.

Dans les deux mois du calendrier consacrés par Comte à la commémoration de la *Philosophie* et de la *Science* anciennes, on compte 70 types, titulaires ou suppléants. Or,

(1) CHAMPOLLION-FIGÉAC : *L'Égypte ancienne*, p. 368, Règne de Psamétique.

*sept* seulement appartiennent à la Grèce proprement dite, dont six, Solon, Thucydide, Antisthènes, Socrate, Saint Clément et Platon figurent au groupe philosophique, et un seul, Plutarque, au groupe scientifique. Je remarquerai, en outre, que Solon mourut en exil ; Thucydide, banni pendant vingt ans, périt, croit-on, assassiné ; Socrate but la ciguë ; la vie intellectuelle de Saint Clément se passa entièrement à Alexandrie où ce démagogue sut importer l'intolérance d'Athènes (lapidation d'Hypathie). Reste l'Éginien Platon, en pérégrination durant toute sa jeunesse, mais que les Athéniens laissèrent mourir en paix. Platon était riche et les démocraties ont le culte de la richesse. Quant à Plutarque, contemporain de Trajan, il n'avait évidemment rien à craindre au temps le plus heureux de la *pax romana*. Enfin, des deux chefs de mois choisis par Comte, l'un, Aristote, est macédonien ; l'autre, Archimède, syracusain. Homère et Saint Paul sont aussi les fils du littoral de l'Asie mineure.

La civilisation grecque n'est donc point fille de l'Hellade, mais de l'Archipel Egéen, ou, plus généralement, du bassin médian de la Méditerranée.

Née sur le littoral lydien, elle prolifère sur les rivages de la Grande Grèce ; après dépôt, au fond du golfe central dessiné par les quatre branches de la fourchette hellène, des libres prémisses de son génie adolescent.

Sociologiquement, Athènes n'est pas le germe, mais le fruit de la civilisation archipélagique. Son nom primitif était Posidonia : la Ville de Neptune. L'Athènes de Périclès ne représente dans l'histoire grecque que *l'instant* de la splendeur : le sommet de la courbe d'évolution. Il y aurait autant d'erreur et d'injustice à rapporter à Athènes toute la gloire de la civilisation hellène qu'à attribuer tout le régime catholico-féodal à la Rome de Léon X. Athènes et Rome furent surtout des pépinières de diplomates et de soldats, puis les opulentes demeures de riches aristocrates : d'où l'éclosion des artistes durant la paix. Or, malgré cette exposition exceptionnellement favorable à la maturation esthétique, on ne compte sur les dix-neuf *types* de la Poésie

grecque de qui la cité natale est, tant bien que mal connue, que neuf indigènes de la Grèce continentale, sur lesquels sept, il est vrai, appartiennent à l'Attique. Mais il est impossible de ne pas noter combien le régime démocratique athénien était, même en art, en opposition intellectuelle avec sa fonction sociale. Il était naturellement si antipathique à la floraison des plus hauts génies que sur les sept types nés en Attique, quatre, Tyrtée, Eschyle, Euripide et Phidias meurent en exil. N'échappèrent à ces tracasseries démocratiques que ce raffiné et génial gavroche d'Aristophane, et les deux impeccables Sophocle et Praxitèle.

Ces conditions font mieux ressortir l'utilité de la conquête romaine complétée par la discipline morale du catholicisme. Au Sud et à l'Est de l'Empire romain, croulant de vétusté par défaut de destination sociale, le monothéisme islamique avait, à sa manière, brassé les peuples dans une unité religieuse. Mais, faute de réserver, en marge de la société politique, une classe dévouée à l'éducation des foules, à la diplomatie internationale, et disposant des loisirs nécessaires aux spéculations désintéressées, de ressources inviolables consacrées à des œuvres surpatriotiques : humaines — c'est-à-dire à un sacerdoce douant tant de peuples divers d'une même âme, d'une même langue, de mêmes mœurs, de mêmes institutions — ce protestantisme oriental, dérivé de l'hébraïsme, manqua, malgré ses fécondes écoles kalifales de Bagdad et de Cordoue, sa mission civilisatrice. Tant d'efforts sur des nomades insuffisamment disciplinés ne parvinrent guère qu'à galvaniser, non d'ailleurs sans l'excitation nestorienne et juive, la momie grecque. Le brillant individualisme professoral n'avait su rivaliser avec l'humble et patiente action du socialisme monastique. Toutefois, la transmission arabe des chiffres démotiques (1), la coordination de l'algèbre en science distincte de l'arithmologie, le perfectionnement de la gonométrie, par la subs-

(1) Ce point historique est même controversé. Dans son *Histoire de l'Arithmétique*, Th. Henri Martin fait honneur de cette transmission (p. 5) à Boèce et à son disciple, Gerbert, qui n'aurait « été nullement le disciple des Arabes ».

titution des sinus aux cordes, sont des services que l'Occident doit à l'Islam.

Longtemps on a fait aux Phéniciens l'honneur de la découverte de nos signes numériques, Maximilien Marie, toujours consciencieux, garde à ce sujet un silence bien caractéristique. Lisez son *Appendice sur l'Origine de quelques notations mathématiques*, inséré au tome V (p. 132) de son *Hist. des Math.* Vous n'y trouverez aucune conclusion. Toutefois la filiation des systèmes égyptien et punique y est frappante. Or, il est peut-être permis d'apporter dans cette discussion un *fait nouveau* : nouveau, bien que son introduction par Champollion le Jeune remonte à plus de 65 ans. Voyez la planche 66 que nous donne *l'Égypte ancienne*, par Champollion-Figéac. Les quatre premiers nombres entiers, en écriture hiératique, ou les trois premiers, en écriture démotique y sont bien figurés en caractères pareils aux nôtres. Mais en Égypte, ils n'étaient alors que *nombres ordinaux* indiquant le quantième du mois. Ce fait est d'ailleurs intrinsèquement remarquable et confirme pleinement la théorie arithmogénique de Comte qui, dans sa *Synthèse subjective* (I. § 43) avait déjà trouvé « la preuve que les nombres furent surtout employés comme moyens de classement avant de fournir des ressources pour fixer et préciser les mesures ».

Ces caractères égyptiens, dira-t-on, étaient empruntés : soit ! Mais à qui ? Et il faudrait dater.

D'autre part, Hoefer, qui a beaucoup écrit sur l'histoire des sciences, nous a aussi donné *l'Histoire de la Chaldée, Assyrie, Médie, Babylonie, Mésopotamie, Phénicie et Palmyrène* ; et le savant historien, aussi diffus qu'érudit, omet de parler de la numération de ces antiques contrées.

Contrairement aux opinions de Sédillot et Chasles, attribuant aux latins la figure de nos chiffres ; de Woepke, la croyant provenir des Indiens ; de Ch. Henry, y voyant une invention des Modernes, il convient donc de faire remonter *l'origine* de nos chiffres jusqu'aux Égyptiens, et, pour préciser, jusqu'au sacerdoce égyptien. Mais il est possible que

d'autres milieux aient donné à cette institution une plus ample extension.

Dans son grand ouvrage de vulgarisation historique *Les premières Civilisations*, si curieusement illustré par Rochegrosse, M. Gustave Lebon en vient aux mêmes conclusions. Malheureusement, il n'indique point les sources où il a puisé. Il se contente d'énoncer : « Les prêtres, dans leur écriture hiératique, arrivèrent à adopter neuf signes spéciaux pour les neuf premiers nombres. Ce sont ces signes, imités par les Phéniciens, qui sont devenus les chiffres arabes dont nous nous servons. »

Brassant dans sa foudroyante conquête toutes les civilisations de la prime antiquité fixées au sud de la *grande muraille* orographique transeurasienne, la société musulmane ne fit que propager les résultats de l'évolution punique et que lier les divers résultats de l'évolution spéculative antérieure. Elle emmagasinait des fruits qu'elle n'avait pas même récoltés.

- D'ailleurs, Delambre ou Comte attribue la substitution des sinus aux cordes à un peuple pasteur.

L'ouverture de la tente de campement varie, en effet, soit avec la hauteur du piquet de soutien, soit avec l'éloignement du pied de ce piquet aux points d'attache de la tente au sol. Un astronome arabe, méditant sur la notion d'angle si confusément établie même de nos jours, devait, conformément à la *loi de l'hypothèse normale*, choisir pour caractéristique angulaire le simple rapport de chacune de ces deux coordonnées au développement de la tente ; ou, sous un autre point de vue, leur rapport mutuel. Un *angle de visée* croît évidemment avec la grandeur de l'objet visé et décroît avec son éloignement. Dans le cas pastoral journalier, c'est le piquet d'entrée qui représente le mieux l'ampleur de l'abri *pliant*, du *djib* (djib=σκηνη=tente=scène=pli=sinus). C'est donc lui qui sera ici son plus usuel symbole.

(A suivre).

V.-E. PÉPIN.



# BIBLIOGRAPHIE

---

## THÉORIE DE LA VIEILLESSE (1)

D'après M. ÉLIE METCHNIKOFF, Professeur à l'Institut Pasteur.

---

### I

L'ouvrage de M. Metchnikoff renferme deux parts d'un intérêt très inégal : une part positive, éminemment scientifique, qui marque un progrès dans l'étude difficile de notre décadence sénile ; puis une part théorique, imaginative, appuyée sur une abondante compilation philosophique, d'un profit moindre, malgré l'agrément qu'on y trouve.

M. Metchnikoff qui a beaucoup lu, cite un grand nombre d'autorités depuis Moïse, Confucius et Bouddha, jusqu'à MM. Nordau et Jean Finot. Mais il est un auteur qu'il ne cite nulle part et c'est précisément celui qu'il avait le plus grand intérêt à connaître, celui dont la lecture l'aurait porté au point extrême acquis avant lui, celui qui pouvait le mieux lui servir de guide dans son exploration de l'horizon philosophique.

Il n'est que trop évident que cet auteur est bien réellement inconnu à M. Metchnikoff, et c'est dommage pour lui

(1) *Études sur la nature humaine. — Essai de philosophie optimiste*, par Élie Metchnikoff. — 2<sup>e</sup> édition. — Paris, Masson et C<sup>ie</sup>, éditeurs. 1904.

Né en 1845, dans le gouvernement de Karkow, M. Metchnikoff est fils d'un officier russe. Par sa mère, il a du sang juif dans les veines. Il fit ses études à Karkow, puis en Allemagne, se spécialisa dans la zoologie et l'anatomie. Il étudia la flore et la faune marines, les organismes inférieurs et l'embryogénie comparée.

Professeur à l'Université d'Odessa, puis directeur de l'Institut antirabique de cette ville, il quitta cette position pour entrer à l'Institut Pasteur. Déjà célèbre par sa découverte du rôle des globules blancs et sa théorie de la *phagocytose*, il fut accueilli par Pasteur et M. Roux.

Il a écrit *l'Immunité dans les maladies infectieuses* (1901).

et pour nous, dont la vive et respectueuse admiration pour le savant, est souvent déconcertée par la trop grande candeur du philosophe.

Et voyez l'ironie : M. Metchnikoff arrive, à regret, je pense, dans ses conclusions, à contredire H. Spencer et Darwin qu'il connaît et admire, et il se rencontre précisément sur plus d'un point avec ce philosophe qu'il ignore, et qui, par tradition sans doute, n'est pas en honneur dans la maison de Pasteur. On a compris que je parle d'Auguste Comte.

Essayons d'extraire la substance de ce livre qui est à l'extrême avant-garde de la science, mais qui démontre qu'en philosophie, il ne suffit pas d'être aventureux pour être progressif.

## II

Il ne manque pas dans l'organisme de cellules ayant conservé beaucoup de leur indépendance, possédant une mobilité propre et capables de dévorer toutes sortes de corps solides, ce qui les a fait désigner sous le nom de phagocytes ou cellules voraces (1). Ces phagocytes sont doués d'une sensibilité propre ; ils sont attirés à distance par les produits microbiens, entourent les microbes et les dévorent. Ce sont des défenseurs toujours prêts à se mobiliser pour la destruction des germes infectieux.

On sait comment la découverte de la phagocytose a modifié nos idées sur l'inflammation et la suppuration, sur la fièvre et l'immunité et comment elle a placé M. Metchnikoff au premier rang des explorateurs dans le domaine microscopique.

Or il a découvert une nouvelle fonction de celles de ces cellules qu'on désigne sous le nom de *macrophages*. Dans la dégénérescence sénile, elles s'attaquent aux éléments les plus importants de nos parenchymes, et les dévorent. Les cellules nerveuses, les cellules hépatiques, les tubes rénaux,

(1) Pages 312 et suivantes.

etc., c'est-à-dire nos éléments les plus compliqués, les mieux différenciés disparaissent peu à peu et sont remplacés par un tissu élémentaire, le tissu conjonctif, c'est ce qu'on a appelé la sclérose. « En d'autres termes, la vieillesse se caractérise par une lutte entre les éléments nobles et les éléments simples ou primitifs de l'organisme, lutte qui se termine à l'avantage de ces derniers. »

Telle est, à ce qu'il nous semble, l'importante découverte qui a été le point de départ des méditations de notre auteur sur la vieillesse et la mort et nous a valu son suggestif ouvrage.

Ainsi nous mourons en détail, ou, comme a dit Auguste Comte, la vieillesse est une mort graduelle.

La sclérose des vieillards est connue depuis longtemps et des scléroses partielles se produisant par suite de certaines maladies ou de certaines intoxications ont été bien étudiées. De même que des plantes rustiques et vivaces, à la suite de certaines négligences de culture, étouffent les plantes sélectionnées et moins résistantes, de même le tissu conjonctif, dans son réseau épaissi et serré, étouffe les parenchymes, ôte aux parois artérielles leur élasticité et leur solidité. On le savait, mais on ignorait le processus histologique de cette transformation.

La découverte de M. Metchnikoff est grosse de conséquences. La première c'est que la vieillesse n'est pas un phénomène physiologique, telle du moins qu'elle se produit actuellement. Elle est une sorte de maladie lente, et c'est pourquoi un sentiment instinctif nous avertit qu'il y a en elle quelque chose d'anormal (1). Même quand nous mourons lentement, nous ne mourons pas sans violence.

Cette constatation amène l'auteur à rechercher quelles sont les causes de l'affaiblissement des éléments nobles, pour arriver ensuite à la recherche des moyens prophylactiques. — Dans les pages qu'il consacre à ce sujet, nous trouvons une admirable leçon de pathogénie sur les causes de la sclérose sénile.

(1) « L'artériosclérose des vieillards est une véritable maladie inflammatoire ». (Page 309).

L'analogie de la dégénérescence sénile avec les maladies atrophiques de nos organes importants permet de supposer la similitude des causes qui provoquent ces deux séries de phénomènes. La sclérose du cerveau, des reins, et du foie a souvent pour cause l'intoxication par des poisons, tels que l'alcool, le plomb, le mercure, etc. Cette sclérose est provoquée aussi par des virus, parmi lesquels celui de la syphilis joue le premier rôle. (P. 323).

Un cinquième de tous les cas d'artério-sclérose est dû à la syphilis, le quart est dû à l'alcoolisme (1). Un certain nombre de cas n'ont pas de cause avérée.

Notons que la syphilis est une maladie sûrement microbienne ; d'autre part l'alcool est un produit de fermentation, un poison préparé par l'action des levures, champignons très proches voisins des microbes.

Nous sommes donc amenés à accuser les microbes et leurs sécrétions de causer également les cas d'artério-sclérose non imputables à la syphilis et à l'alcool. Outre les maladies infectieuses, plus ou moins aiguës, auxquelles nous sommes sujets, nous portons en nous une cause permanente d'intoxication par les poisons microbiens.

En effet, notre intestin, et surtout le gros intestin, où s'emmagasinent les déchets de l'alimentation et où cesse à peu près l'action des sucs digestifs, constitue un milieu très favorable pour la pullulation des microbes.

Bouchard, dans les *Leçons sur les auto-intoxications*, Huchard, dans l'étude des maladies du cœur et de la circulation, ont insisté sur les empoisonnements de l'organisme provenant de l'alimentation et de la digestion. « Ce sont les microbes intestinaux qui élaborent ces poisons ».

L'étude comparative des faits, dans l'échelle animale, confirme cette hypothèse que la flore intestinale abondante, inutile pour la digestion, ne sert qu'à raccourcir l'existence, grâce aux poisons microbiens qui affaiblissent les éléments nobles et n'influencent pas les phagocytes.

L'homme peut-il se soustraire à ces causes de mort pré-

(1) EDGREN. *Monographie de l'artériosclérose*, cité par M. Metchnikoff.

maturée? La science reste-t-elle impuissante devant le problème de la vieillesse? Le doute n'est pas permis, en présence des résultats déjà obtenus, contre les maladies infectieuses. Si les préceptes scientifiques étaient obéis, la syphilis et l'alcoolisme seraient déjà depuis longtemps en voie de disparition.

Quant à l'auto-intoxication d'origine intestinale, nous ne sommes pas non plus sans défense. Par l'action de certains antiseptiques, par le choix d'aliments moins putrescibles, par la sobriété aussi, nous pouvons diminuer le danger. Enfin les micrographes ont à étudier cette flore complexe où nous ne comptons pas que des ennemis, où nous avons aussi des hôtes indifférents et même salutaires. Il y aura peut-être à rechercher des vaccins nouveaux. Le problème n'est pas insoluble. La sérothérapie en a résolu d'aussi urgents et d'aussi compliqués.

Bien plus, on peut espérer agir sur nos éléments de façon à fortifier les uns et à réprimer les autres, à volonté, en agissant sur le milieu interne par les *sérums cytotoxiques*, nouvellement découverts par M. J. Bordet, à l'Institut Pasteur, et qui sont encore à l'étude.

L'humanité pourra donc réaliser de grands progrès au point de vue de la longévité, rien que par la disparition de la syphilis et de l'alcoolisme. L'étude scientifique de la vieillesse et des moyens de modifier son caractère pathologique contribuera sans doute à rendre la vie plus longue et plus heureuse. « Malgré l'état imparfait de la science moderne, il n'y a donc aucune raison de maintenir des idées pessimistes ».

Tel est le point de départ scientifique de l'œuvre de M. Metchnikoff. Personne ne saurait en méconnaître la solidité (1). Tout au plus peut-on lui reprocher de n'avoir

(1) « Nous ne sommes, en tout genre, qu'au début de notre perfectionnement, même envers notre nature. La longévité, qui suscitait tant de vagues espérances chez Bacon et chez Descartes, doit nous fournir un ample domaine de conceptions et d'améliorations. Mon père spirituel allait jusqu'à rêver l'extension indéfinie. Quoique la philosophie positive écarte de telles chimères, elle confirme l'espoir continu d'un succès notable et croissant, d'après les progrès du régime humain, complétés

traité qu'un côté de la question. Il nous a montré la cellule nerveuse atteinte dans sa vitalité par les poisons et les toxines et livrée aux agressions des phagocytes. Mais il est évident que le système nerveux n'est pas voué seulement à ce rôle passif de victime désignée.

Le cerveau, par exemple, par ses perturbations propres, par le défaut d'équilibre de ses fonctions, par son épuisement sous la constante répercussion d'un milieu social instable, réagit sur les fonctions de la vie végétative. Quand il n'est pas le point de départ de la maladie, du moins il en subit le contre-coup et en prépare les complications. Il a donc sa part de responsabilité dans l'usure précoce et dans la moindre résistance de l'organisme (1).

Reconnaissons du reste que ces prémisses sont suffisantes pour préparer le lecteur à la démonstration qui fait le sujet du livre et que l'auteur, à travers mainte hypothèse hardie, gradue avec un art parfait.

### III

Nous accordons à M. Metchnikoff que, dans un avenir plus ou moins éloigné, il sera possible de modifier la vieillesse. « De douloureuse et repoussante qu'elle est, elle deviendra un vieillissement physiologique et supportable ». On arrivera aussi à prolonger la vie bien au-delà des limites actuelles.

« par l'hérédité... » (AUGUSTE COMTE. Huitième lettre au Dr Audiffrent, sur la maladie.)

(1) Croire que la maladie doit être attribuée habituellement au centre cérébral, est une opinion qui n'est plus soutenable dans sa rigueur, mais c'est un facteur qu'on ne saurait omettre.

Le médecin a beaucoup de peine à rester synthétique. Les plus vastes esprits suivent l'impression donnée par les récents progrès, et le progrès se fait toujours par découvertes partielles. Il est rare qu'on puisse ramener l'étiologie à une cause unique.

Il nous semble du reste voir s'accroître une intéressante réaction contre l'étiologie trop exclusivement fondée sur l'action des microbes ou les perversions primitives de la nutrition.

Il faut signaler une excellente leçon du Dr Paul Le Gendre, médecin des hôpitaux de Paris, à propos du cérébralisme croissant.

On s'occupe d'hygiène cérébrale, d'hygiène morale même ! ailleurs que chez les moralistes. La médecine humaine échappe donc au reproche de rester une médecine vétérinaire.

Nous le suivons sans répugnance quand il adopte l'opinion de la grande généralité des biologistes sur l'immortalité des êtres unicellulaires. Quand l'infusoire se divise en deux, il y a naissance, il n'y a pas de cadavre, et ainsi de suite quand les deux cellules se subdivisent à leur tour.

Mais, objecte M. Grasset, l'éminent professeur de Montpellier (1), il y a mort, puisqu'il y a disparition d'un individu, par sa division même. Constatons quesi c'est une mort, elle est bien peu comparable à celle des animaux supérieurs.

Et c'est par A. Comte, précisément, que nous sommes préparés à ne pas accepter comme un dogme cette opinion que la mort « est un attribut inhérent à tout organisme », et à penser au contraire, avec M. Metchnikoff, « que la mort naturelle n'est pas nécessairement liée à l'organisme ».

La mort violente existe dans la nature ; elle est contemporaine de la vie et de la lutte pour la vie, elle supprime la mort naturelle qui est très rare, si toutefois elle se rencontre, comme on est tenté d'en douter. En tous cas, chez l'homme, la mort naturelle est « plus potentielle que réelle » et l'on ne peut faire que des hypothèses sur ce que serait, disons sur ce que sera, cette mort naturelle.

L'hypothèse que fait, à son sujet, M. Metchnikoff est telle qu'il a pris pour sous-titre à son livre : *Essai de philosophie optimiste*.

Il suppose qu'au cours de la vieillesse prolongée et de la décadence lentement progressive, notre instinct de la vie disparaîtra pour faire place à un instinct nouveau, qui est en puissance en nous, mais n'a pas le temps de se manifester : l'instinct de la mort. Suivant l'expression d'une centenaire, *on sentirait le besoin de la mort, au même titre que l'on sent le besoin de dormir*.

Eh quoi ! le plus puissant et le plus persistant de nos instincts pourrait disparaître ! Cette peur de la mort, cauchemar de l'Humanité, et sans laquelle M. Metchnikoff incline à croire qu'il n'y aurait ni philosophie ni religion, qui ne furent, pense-t-il, que les efforts impuissants de

(1) D<sup>r</sup> J. GRASSET. *La Fin de la Vie. Revue de philosophie*. 1<sup>er</sup> août 1903.

l'homme pour s'y dérober, cette peur qui s'accroît et fait dire au poète :

Le plus semblable aux morts meurt le plus à regret,

se calmerait spontanément aux approches du dénouement !

Pourquoi pas ? d'autres instincts varient bien, se transforment, disparaissent ; l'instinct maternel se réveille à chaque printemps chez les oiseaux et disparaît quand les petits ont grandi et n'ont plus besoin de protection.

Le premier instinct de l'enfant est de têter avec passion le lait maternel. Or, plus tard, il vient à l'homme une répulsion pour ce même lait maternel qui n'a pourtant aucun mauvais goût.

En soi donc, l'hypothèse de M. Metchnikoff n'offre aucune impossibilité. Nous lui reprochons de contredire le système de l'évolution, alors que lui-même se montre transformiste très convaincu. Nous lui reprochons aussi de manquer de preuves directes. Il n'en apporte pas ou bien peu.

Il a visité les hospices de vieillards, et il n'a pas rencontré de vieillards aspirant à la mort. On veut échapper à la maladie, à la souffrance et à la misère ; comme le bûcheron de La Fontaine, on appelle la mort à son secours, mais pas plus que le fabuliste, notre auteur n'est dupe de ce mouvement.

Il cherche des analogies dans le monde animal, et il n'en trouve qu'une, mais combien lointaine ! avec les éphémères, ces insectes ailés qui, les soirs d'été, volent autour des lanternes. Il fouille l'histoire et ne trouve que les exemples bien anciens, bien peu authentiques, sinon tout à fait légendaires, de certains patriarches que la Bible fait mourir *rassasiés de jours*.

Pour nous familiariser avec l'idée de la nécessité et de la possibilité de « redresser l'évolution de la vie humaine », il insiste longuement sur les désharmonies de notre nature. Plusieurs instincts qui dirigent les actes de l'animal se sont perdus ou bien ont diminué chez l'homme ; des organes sont devenus inutiles et d'autres sont devenus nuisibles. « La vie humaine subit dès le commencement



l'influence néfaste des désharmonies de la nature de l'homme. Cette influence devient de plus en plus grande et amène une vieillesse pathologique et compromise ».

Nous suivons avec d'autant plus d'intérêt toute sa démonstration sur ce point, qu'elle est la vérification d'une opinion d'Auguste Comte formulée avec sa concision et sa netteté ordinaires. « Sous l'ancienne influence théologique, « on se laissait aller facilement à une admiration anti-scientifique. Cette admiration irrationnelle est stérile et préjudiciable à la science. En nous persuadant que tous les « actes organiques s'opèrent aussi parfaitement que nous « puissions le désirer, elle réprime l'expansion de nos « spéculations biologiques et nous porte à admirer des « complications qui sont évidemment nuisibles » (1).

Le transformisme fournit de ces désharmonies une explication, satisfaisante surtout comme l'apprend le positivisme, et comme paraît l'ignorer M. Metchnikoff, si l'on y ajoute l'action de l'évolution sociale.

Si notre structure anatomique elle-même, qui semblait immuable et former l'invariable base statique de notre économie, présente de très nombreux indices de variations, c'est que beaucoup d'organes qui furent utiles à nos ancêtres herbivores ou carnassiers ont cessé de l'être.

Prenons l'exemple sur lequel il insiste le plus, le tube digestif. Il fut utile autrefois à nos ancêtres anthropoïdes ou inférieurs aux anthropoïdes, d'avoir un vaste réservoir alimentaire et une grande puissance digestive. Aujourd'hui que notre subsistance est assurée, que nos repas sont fréquents, que nos aliments sont choisis et d'avance à moitié digérés par la coction, si nous ne donnons d'autre règle à notre appétit que notre capacité d'absorption, nous nous rendons malades. La longueur de notre intestin est devenue exagérée. C'est un héritage non seulement inutile, mais, comme nous l'avons vu, très onéreux.

Il est du reste en voie de régression, cet intestin. Le cæcum a diminué de longueur, comme le prouve la survivance de l'appendice vermiforme (vrai type d'organe devenu désar-

(1) Trad. de Miss MARTINEAU. I, 479.

monique); mais la régression n'a pas marché aussi vite que le changement survenu dans nos conditions d'existence, changement accéléré par le progrès social.

L'adaptation aux dures conditions de l'existence primitive exista jadis. La désharmonie actuelle est au fond le passage à une nouvelle adaptation, à des conditions devenues meilleures. Le transformisme nous donne l'explication, la science (*création sociale*), nous fournit ou nous fournira le remède. Les forces du transformisme continuent à agir, mais elles n'agissent plus seules et l'action de l'évolution sociale est venue se superposer à ces forces primitives et parfois les neutraliser.

Pour avoir le droit d'affirmer qu'il a existé autrefois et qu'il existe encore virtuellement en nous un instinct de la mort, M. Metchnikoff devrait au moins nous démontrer qu'un tel instinct a été utile à l'espèce; la lutte pour la vie, la sélection naturelle ne s'étant exercée qu'en faveur de l'espèce.

Il nous est impossible de concevoir la formation et la conservation d'un tel instinct dans l'évolution des êtres, et cela en vertu même de la théorie transformiste. A quoi aurait-il servi, puisque M. Metchnikoff nous apprend que la mort naturelle est très rare; comment se serait-il transmis, puisqu'il serait de beaucoup postérieur à l'âge de la reproduction, et surtout en quoi aurait-il servi à la survivance de l'espèce?

Si son existence était prouvée, comme résultant de l'évolution biologique, elle serait la réfutation du transformisme et un argument en faveur des causes finales. Or, tout le reste du livre proteste contre une telle tendance chez l'auteur.

Enfin, de ce que nos principales fonctions s'accompagnent normalement d'une sensation de plaisir, peut-on vraiment conclure que la mort, c'est-à-dire l'arrêt de ces fonctions, non seulement ne soit pas douloureuse, mais *s'accompagne de plaisir*?

Et c'est pourtant sur une conception si faiblement étayée et qui a tous les caractères d'une utopie métaphysique, inspirée par une préoccupation de finalité en contradiction avec tout le reste de l'ouvrage, que M. Metchnikoff prétend fonder une philosophie de la vie et une morale!

Le but ultime de l'existence humaine devrait consister, d'après lui, dans l'accomplissement du cycle complet et physiologique de la vie, avec une vieillesse normale qui aboutirait à la perte de l'instinct de la vie et à l'apparition de l'instinct de la mort naturelle.

Telle est la conclusion de M. Metchnikoff, tel est l'idéal qu'il nous propose. Ce sera la base de la morale individuelle, la raison d'être de la collaboration sociale et le principe d'une vie plus heureuse.

Et voilà ce que M. Metchnikoff appelle de l'optimisme ! De quelle qualité était donc son pessimisme, car il a, paraît-il, traversé une phase de pessimisme, avant d'arriver à cette conclusion qui le satisfait ?

Il estime que le sort de l'homme serait suffisamment heureux si la peur de la mort disparaissait. Mais il exagère beaucoup l'importance de ce sentiment dans l'histoire de la pensée humaine.

Les peuples primitifs n'ont pas craint la mort, ils n'y ont pas cru. Les rites funéraires de toutes les nations le prouvent, aussi bien les monuments égyptiens que les tombeaux préhomériques fouillés par Schliemann, que les tumuli et les dolmens de l'âge néolithique.

L'enfance de l'espèce, aussi bien que l'enfance individuelle échappe à cette peur. Et puis dans son système, la peur de la mort *prématurée* ne disparaîtrait pas ; elle ne s'effacerait que dans l'extrême vieillesse. Le profit serait donc médiocre.

Enfin Montaigne a déjà répondu : « *La mort est bien le bout non le but de la vie ; c'est sa fin, son extrémité, non pourtant son objet* » (1).

Si une plus prudente hygiène était toute la solution qu'une science aussi raffinée apporte à la destinée humaine, nous prendrions encore Montaigne pour interprète et dirions avec lui : « *Pour Dieu ! s'il en est ainsi, tenons dorénavant école d'ignorance* » (2).

(1) *Les Essais*. Livre III, chap. XII.

(2) *Ibid.* Montaigne dit : école de bêtise.

## IV

Après avoir convenablement loué dans l'ouvrage de M. Metchnikoff les chapitres où il se contente d'être un physiologiste et un hygiéniste éminent, après avoir été un observateur génial, il nous sera permis, sans être accusé de manquer à l'humilité qui nous convient, de critiquer le vague essai de philosophie qui le termine.

Son erreur capitale est de croire qu'on peut fonder directement la morale sur la biologie et d'oublier qu'entre l'homme biologique, l'ancêtre au crâne applati, aux fortes mâchoires, aux bras agiles et au corps velu (1), qui triompha de la concurrence de ses rivaux et assura la domination de la planète à ses descendants, et l'homme actuel, il y a tout l'immense développement sociologique.

L'homme social est le produit d'une évolution nouvelle superposée à l'évolution biologique; un nouveau milieu s'est créé dans lequel il puise sa vie mentale. Il boit le lait de la grande nourrice commune, créatrice des capitaux, des inventions, des arts, des sciences et de la morale, il est l'enfant de l'Humanité.

Et l'Humanité le façonne à nouveau et l'œuvre est lente et encore incomplète. Les désharmonies qui résultent de cette transformation et qui disparaîtront ou tout au moins s'atténueront de plus en plus sont nombreuses. Celles qui ont surtout fixé l'attention de notre auteur ne sont pas les plus importantes. De notre ancêtre nous ne gardons pas seulement l'inutile complication du tube digestif, nous n'avons pas encore dépouillé l'égoïste brutalité qui fit sa force.

Les instincts de sociabilité qu'il possédait à un faible degré se sont développés; la vénération et la bonté ont émoussé sa combativité, mais la lutte continue et dans notre âme incertaine l'animal le dispute encore à l'homme.

Voilà la grande désharmonie, source de nos contradictions et de nos luttes intimes. Le processus humain, comme le problème de chaque vie humaine, consiste

(1) Telle du moins qu'on se figure la race de Néanderthal.

« à subordonner de plus en plus d'énergiques impulsions individuelles à de faibles impulsions sociales » (1).

La science sociale a donc un objet très distinct et des méthodes à elle. Elle a pour base la biologie (comme celle-ci s'appuie sur la physico-chimie), sans cependant se confondre avec elle.

M. Metchnikoff parle beaucoup de *la science* et de sa toute puissance. C'est le tort de beaucoup de savants de confondre *la science* avec *leur science* particulière. La science proprement dite, c'est la synthèse des sciences, et, depuis Auguste Comte, c'est la philosophie même. La science ainsi comprise et devenue synthétique, s'oppose précisément aux empiètements des sciences particulières et aux systématisations partielles.

Le savant spécialisé est souvent aussi grand ignorant qu'il est grand savant. S'il a consacré une parcelle de son temps à étudier la classification des sciences, leur hiérarchie et leurs limites, il ne sera pas tenté, s'il est biologiste, de supprimer l'échelon nécessaire pour s'élever à la morale.

Si M. Metchnikoff ne supprime pas la sociologie, tout au moins il la simplifie singulièrement. Il le fait d'une façon piquante mais sommaire, et son procédé mérite d'être cité pour sa commodité.

On a vu quelquefois des enfants issus de parents ignorants être doués de facultés merveilleuses. Tel fut le célèbre Inaudi qui montra, dès l'âge de six ans, une aptitude remarquable à calculer les nombres, alors qu'il ne savait encore ni lire ni écrire.

« Les premiers hommes étaient probablement aussi des enfants géniaux, nés de parents anthropomorphes. Quelque singe, se trouvant dans une période de variabilité des caractères spécifiques, engendra des enfants munis de propriétés nouvelles ». L'homme est une sorte « d'avorton du singe », mais un avorton de génie (2).

(1) *Pol. Pos.*, I, p. 587.

(2) A la page 73, M. Metchnikoff présente cette idée comme une simple vue de l'esprit, mais plus loin, page 376, il est beaucoup plus affirmatif.

Ainsi aurait été improvisée une humanité par une sorte de gros lot gagné à la loterie de la naissance. A cette loterie, Inaudi avait autant de billets que d'ancêtres civilisés et rien ne prouve qu'il n'en eût pas d'éminents, mais le petit du singe...?

L'homme primitif, avons-nous dit, n'a pas connu la vieillesse et ses infirmités. Devenu faible, impropre à la lutte, il périssait. L'humanité a commencé par l'anthropophagie et le vieillard était mangé, même et surtout en famille. Il fallut la formation des provisions pour que le vieillard eût la vie sauve et mourût de sa belle mort. Voilà encore une raison décisive pour que le problème de la vieillesse ne soit pas traité seulement comme médical et physiologique, mais aussi comme sociologique et moral, puisque la vieillesse de l'homme est une création sociale.

Quant au bonheur du vieillard, s'il repose, d'une part, sur la santé de son corps, il repose aussi sur la santé de son âme. Dans son évolution progressive, l'Humanité ne renforcera pas l'une sans fortifier également l'autre. Ce double espoir se fonde sur de nombreux exemples historiques. D'une part ce sont les cas de longévité extraordinaire se renouvelant quelquefois pendant plusieurs générations, dans la même famille. D'autre part ce sont les innombrables preuves que l'homme est capable de mourir dignement et n'a pas besoin de se réfugier dans l'inconscience de l'extrême sénilité.

On a abusé des morts illustres, des Socrate et des Danton, mais le peuple, sur ce point, en remonte aux plus savants, aux plus sages et aux plus saints (1).

C'est dans la vieillesse surtout qu'éclate cette vérité que le bonheur est dans l'altruisme, dans l'oubli et le don de soi-même, dans le sentiment qu'on survivra dans autrui.

Un des plus beaux vers et des plus profonds qui aient été

(1) On a publié, l'année dernière, les lettres d'un volontaire de la République, le fourrier Jolileclerc, du Jura, tué dans une escamourche en Bretagne. — On y trouvera un bel exemple de tranquillité d'âme en face de la mort toujours menaçante, de stoïcisme, puisant sa force dans l'amour de la Famille, de la Patrie et de l'Humanité.

écrits dans notre langue, n'est-ce pas celui que La Fontaine met dans la bouche de l'octogénaire qui trouve son plaisir à planter des arbres pour ombrager ses petits-neveux :

« Cela même est un fruit que je goûte aujourd'hui. »

Il est un point sur lequel M. Metchnikoff nous paraît avoir pleinement raison. Il rappelle qu'Herbert Spencer définit la morale, en vertu de sa théorie de l'évolution et du progrès, comme une tendance vers une vie aussi pleine et aussi longue que possible, et que pour lui la plénitude est synonyme de complexité.

M. Metchnikoff trouve inexactes cette théorie du progrès et cette détermination du but de l'existence.

« La complexité beaucoup trop grande des peuples civilisés modernes, ajoute-t-il, est un signe de progrès pour Herbert Spencer, non pour nous » (1). Pour ne parler que de la nourriture, celle des peuples primitifs, plus simple, moins variée, est préférable.

Corriger les désharmonies de la nature humaine est une formule du progrès qui lui paraît meilleure. Il faut reconnaître que c'est tout au moins une des bonnes formules du progrès.

Le positivisme aussi conclut qu'il faut simplifier notre vie et restreindre nos besoins matériels, mais il ajoute qu'il faut développer nos sympathies. Il nous est agréable, malgré toutes nos critiques, de constater que, dans ses conclusions, l'auteur se rapproche du positivisme plutôt que du pur évolutionnisme.

S'il eût eu d'Auguste Comte une connaissance même succincte, nous ne doutons pas que la convergence n'eût été beaucoup plus accentuée. Les citations que nous avons faites au cours de cette étude le démontrent assez. En voici d'autres qui auraient certainement frappé l'attention de notre auteur et auraient pu lui fournir le point de départ et les limites de son sujet (2).

(1) Pages 382-383.

(2) *Système de politique positive*. Tome I, page 589. Introduction fondamentale.

« Le véritable esprit positif ne tente point d'expliquer la mort comme conséquence nécessaire de la vie. Leur vraie connexité est tellement contingente que, pendant notre longue enfance, individuelle ou collective, nous supposons volontiers l'éternité d'existence. »

« La théorie générale de la mort, quoique nécessairement fondée sur celle de la vie, en est donc, au fond, entièrement distincte. Elle se trouve jusqu'ici moins avancée, n'ayant presque jamais inspiré directement des méditations systématiques. On en peut juger aisément d'après l'extrême imperfection des règles positives sur la longévité dans l'ensemble de la hiérarchie biologique .

*« Sous le régime normal, l'obligation de mourir ne sera le plus souvent reconnue personnellement que par conscience ou par analogie jusqu'à ce que le déclin se prononce assez pour la faire directement sentir », etc., etc.*

La théorie optimiste de la vieillesse, contenue en germe dans ces dernières lignes, valait d'être discutée et comparée à la théorie de l'instinct de la mort. Mais elle se lie à la définition du régime normal, qui repose elle-même sur l'ensemble du positivisme. M. Metchnikoff, pour se rendre maître des idées de son puissant précurseur, eût été induit à étudier tout le système qui est trop fortement coordonné pour qu'on en détache facilement un fragment.

C'eût été un bagage un peu lourd, nous le reconnaissons, pour un savant en simple excursion vers des horizons nouveaux pour lui ; son *raid* y eût perdu de sa facilité. Mais il eût certainement évité un reproche qui ne lui sera pas complètement épargné, celui d'avoir, à l'instar de son illustre compatriote Tolstoï, qui fait le roman de la philosophie, fait, en un genre différent, mais en vrai slave aussi, un roman scientifique.

D<sup>r</sup> CANGALON.

---



## NÉCROLOGIE

---

### HENRY CROMPTON

La mort de M. Henry Crompton a laissé un grand vide parmi les positivistes anglais. C'était un positiviste des premiers temps ; il rendit de très grands services aux syndicats ouvriers. Lors de la douloureuse scission de 1878, il suivit le Dr Congreve et il prit une part très active dans les travaux de ce groupe. Mais il n'avait rien d'un sectaire et cherchait toujours plutôt à comprendre qu'à attaquer. Il laisse une veuve et trois enfants à qui nous adressons l'expression de notre très vive sympathie.

### Dr ALLMAN

Nous avons également à déplorer la mort de l'un de nos plus estimés coreligionnaires Irlandais, le Dr Allman, ami de MM. Bridges et Ingram, et auteur d'un ouvrage très apprécié sur l'*Histoire de la Géométrie grecque*.

P. D.

---

## INFORMATIONS

---

Nous rendrons compte, dans notre prochain numéro, de la seconde réunion du COMITÉ POSITIF OCCIDENTAL qui a eu lieu 10, rue Monsieur-le-Prince, le 24 César (15 mai), sous la présidence de M. Jeannolle, Directeur du Positivisme.

L. R.

---

## AVIS

---

*Nous informons ceux de nos lecteurs qui désirent participer à la souscription ouverte pour élever un monument à Pierre Laffitte dans son pays de Cadillac, que la souscription sera bientôt close. Les versements peuvent être faits entre les mains de M<sup>me</sup> ÉMILE ANTOINE, rue Monsieur-le-Prince, 10.*

*Le Propriétaire-Gérant : JEANNOLLE.*

# LA SOCIOLOGIE

CHEZ COMTE ET CHEZ SPENCER

---

Nous connaissons maintenant l'autobiographie de M. Herbert Spencer. Une autobiographie, lorsqu'elle est courageuse et franche, est presque toujours intéressante, et, lorsque l'auteur a joué un rôle éminent, cet intérêt est extrême. Ces deux conditions se trouvent réunies dans le livre de M. Spencer que je n'ai pas cependant l'intention de discuter aujourd'hui. Je m'y réfère uniquement parcequ'il jette une certaine lumière sur un point qui a été très discuté, la relation de la philosophie de Spencer à la philosophie de Comte.

La position de M. Spencer peut se résumer, en quelques mots, de la manière suivante : 1<sup>o</sup> Son premier ouvrage publié dans l'automne de 1850, sous le titre de *Statique Sociale*, a été écrit sans savoir que Comte avait donné un titre semblable, bien qu'avec un sens différent, à l'une des divisions de la *Philosophie Positive* ; 2<sup>o</sup> lorsque, en 1851, s'étant étroitement lié avec des étudiants passionnés de Comte, comme George Lewes et George Eliot, et persuadé par eux de lire lui-même certains passages de sa *Philosophie*, l'influence que Comte exerça alors sur lui fut, ainsi qu'il le reconnaît, très grande, mais elle se traduisit non par un accord, mais par un antagonisme. (*Autobiographie*, vol. I, p. 444-6.) L'idée de réfuter Comte fit naître en lui des conceptions qu'il n'aurait pu former d'une autre manière. Examinons successivement chacun de ces points.

Comte s'est servi de l'expression de « Statique Sociale » dans le 48<sup>e</sup> chapitre de la *Philosophie Positive*, comme l'une des deux divisions de la « Physique sociale » ou « Sociologie » ; l'autre division était dénommée « Dynamique Sociale ». La distinction entre ces deux divisions est, suivant Comte, analogue à celle qui existe en biologie entre l'organisation et la vie. Dans la pratique, elle correspond à la distinction entre l'Ordre et le Progrès. Dans le titre de la cinquantième leçon, qui est spécialement consacrée à ce sujet, la Statique Sociale est présentée comme « la théorie générale de l'ordre spontané des sociétés humaines ».

M. Spencer raconte dans son *Autobiographie* (vol. I, p. 358.9) que lorsque son propre traité sur la « Statique Sociale » fut écrit, il ne connaissait de Comte qu'une seule chose, c'est qu'il était un philosophe français. Il ajoute un peu plus loin que le titre qu'il s'était à l'origine proposé de donner à son livre était le suivant : *Système de moralité sociale et politique*. Sur le conseil de quelques amis, il modifia une première fois ce titre pour prendre celui de *Démostatique* et s'arrêta en dernier lieu à celui que l'ouvrage porte aujourd'hui.

Personne ne contredira M. Spencer lorsqu'il affirme qu'au moment où il publia son ouvrage, il n'avait aucune connaissance directe des écrits de Comte. En outre, un simple regard jeté sur la table des matières suffit pour montrer à quel point les conclusions de l'auteur diffèrent de celles de Comte dans tout ce qui concerne les fonctions du gouvernement. Mais la conception impliquée dans les mots de « Physique Sociale » — conception qui consiste à donner une base scientifique à la politique — avait été répandue par Comte dans la pensée européenne plus de vingt ans avant que Spencer ne commençât à écrire. En Angleterre, John Mill l'avait mise en évidence d'une manière remar-

quable dans les derniers chapitres de sa *Logique*, publiée en 1843. Son influence est visible dans la description que fait M. Spencer lui-même du sujet de son livre qui consistait, suivant ses propres paroles, à rechercher « comment un aggrégat de citoyens peut subsister sans tendre à un conflit ou à une rupture — comment les relations des hommes entre eux peuvent se maintenir dans un équilibre stable ; — ma croyance étant, dit-il, que la conformité des arrangements sociaux à la loi de la liberté égale pour tous ou au système d'équité qu'on peut en déduire, est suffisant pour assurer le maintien de l'équilibre. » (Vol. I, p. 359.)

Malgré tout ce que l'on peut dire de, la dernière partie de cette citation, les définitions de la Statique Sociale données par les deux penseurs ne sont pas très différentes l'une de l'autre. Le problème qui consiste à rechercher « comment un aggrégat de citoyens peut se maintenir sans tendance à produire un conflit ou une rupture » a évidemment un rapport étroit avec « la théorie générale de l'ordre spontané des sociétés humaines ».

En 1851, M. Spencer, ainsi que son *Autobiographie* nous l'apprend, se lia d'étroite amitié avec deux étudiants fameux des ouvrages de Comte : George Lewes et George Eliot. L'*Autobiographie* prouve surabondamment que durant les deux ou trois années qui suivirent cette liaison, l'attention de Spencer fut attirée sur ce qui faisait le sujet de la philosophie de Comte. Il eut, avec ses deux amis, de longues conversations sur les principes dirigeants de Comte, il étudia attentivement la traduction condensée de la *Philosophie Positive*, publiée en 1853 par Harriet Martineau. Le résumé quelque peu superficiel de M. Lewes avait paru quelques mois avant. M. Spencer nous assure que le principal effet que produisit en lui cette étude de Comte fut le désir de

le réfuter et que c'est au cours de cette réfutation que prirent naissance un grand nombre des idées qui lui sont propres. C'est ainsi, par exemple, que son désir d'exposer les erreurs de la « Classification des Sciences » de Comte le conduisit à écrire son essai sur la « Genèse de la Science » et qu'il facilita l'apparition de son système évolutionniste de Philosophie.

La distinction fondamentale entre la philosophie de Comte et celle de Spencer est clairement exposée par M. Spencer lui-même dans une lettre à G. Lewes qui se trouve au second volume de l'*Autobiographie*. Lewes avait répondu aux critiques contenues dans l'opuscule célèbre de Spencer : « Pourquoi je me sépare d'Auguste Comte ». Spencer répliqua dans une longue lettre qui forme l'appendice B et d'où j'extrais le passage suivant qui est très significatif :

« Un autre point important est celui que soulève « votre question : « Comte n'est-il pas le premier qui ait « construit une Philosophie en dehors des diverses « sciences et n'est-ce pas votre but, à vous aussi ? » « C'est là que me paraît être la principale source des « différences qui existent entre nous. Je suis porté à « croire que vous assimilez deux choses absolument « différentes en cherchant à établir une descendance en « ligne directe entre des systèmes qui ne présentent pas « seulement entre eux des différences de genre et « d'ordre, mais qui appartiennent à des classes distinctes. Quel est le but que se proposait Comte ? « Présenter un exposé cohérent de la marche des *conceptions humaines*. Quel est le but que je me propose ? « Présenter un exposé cohérent de la marche du *monde extérieur*. Comte se propose de décrire la filiation « nécessaire et réelle des *idées*. Je me propose de décrire « la filiation nécessaire et réelle des *choses*. Comte prétend interpréter la genèse de *notre connaissance de la*

« *nature*. Mon but est d'interpréter, dans la mesure où  
« cela est possible, la genèse des *phénomènes qui consti-*  
« *tuent la nature*. Le premier de ces deux buts est  
« *subjectif*. L'autre est *objectif*. Comment donc l'un  
« serait-il l'origine de l'autre ? » (P. 488).

Cet exposé de la différence qui existe entre la synthèse de Comte et celle de Spencer sera accepté par la plupart des disciples de Comte. Je me suis moi-même servi, à propos de la philosophie de Descartes (voyez le *Nouveau Calendrier des Grands Hommes*, p. 485) d'expressions qui font ressortir une distinction semblable :

« La synthèse positive de Descartes a été une synthèse  
« *objective*, une tentative pour déduire tous les phéno-  
« mènes de l'Univers d'un seul principe, suivant une  
« marche mécanique que l'on peut calculer mathémati-  
« quement. Bien que condamnée à un échec, cette tenta-  
« tive fut de la plus grande importance, à la fois comme  
« stimulant pour les spéculations mathématiques et  
« physiques du siècle qui suivit et parce qu'elle prouva  
« qu'une synthèse future devait reposer sur un principe  
« différent. Abandonnant complètement l'idée de consi-  
« dérer, et encore moins d'expliquer l'Univers dans son  
« ensemble, la synthèse finale prend ouvertement  
« l'homme comme point central et groupe autour de lui,  
« dans un ordre régulier, les phénomènes de la Nature.  
« En un mot, sans cesser d'être scientifique, elle est  
« subjective et non pas objective ».

Nous n'avons pas l'intention de rechercher ici jusqu'à quel point M. Spencer a réussi dans l'élaboration de sa Cosmogonie. Mais le fait que son but était d'expliquer l'Univers n'est pas, comme il paraît le croire, une preuve qu'il n'a pas été influencé par un penseur précédent dont le but plus modeste et plus philosophique fut d'expliquer *les relations* de l'homme vis-à-vis de l'Univers. Descartes subit l'influence de Viète, et, à son tour, il

agit puissamment sur Newton — et cependant ni Newton ni Viète ne se préoccupèrent des cosmogonies. Que Spencer ait été redevable à Comte de la conception de la Sociologie comme science distincte, reposant sur les autres sciences, et ayant pour base immédiate la science de la Biologie — cela est trop évident pour être discuté. M. Spencer reconnaît lui-même la priorité de Comte, tout en niant qu'il lui doive personnellement quelque chose. Mais la priorité en une telle matière, lorsqu'elle comprend comme ici presque toute une génération, est absolument décisive.

Ce que nous avons maintenant à examiner, c'est de savoir si l'œuvre du dernier des deux penseurs constitue un progrès réel et important sur les résultats obtenus par le premier.

La différence la plus frappante entre eux existe non pas dans la Statique Sociale, mais dans la Dynamique Sociale. Dans leur conception de la société humaine comme un organisme, présentant les deux traits caractéristiques des organismes — la spécialisation de structures et de fonctions combinées avec un *consensus* — les deux penseurs sont d'accord en substance. La plupart de ceux, sinon tous ceux qui regardent Comte comme le créateur du principe fondamental, admettront sans peine que M. Spencer a tiré de ce principe un grand nombre de développements pleins d'intérêt et de valeur. Et nous devons faire spécialement allusion ici à la collection des faits sociologiques effectuée sous sa direction et sous le titre de « Sociologie Descriptive ».

Mais lorsqu'on passe de la Statique sociale à la Dynamique sociale — de l'étude du *consensus* des différentes parties de l'organisme social à l'étude de la société considérée à l'état de mouvement progressif, on ne peut étudier Spencer sans être impressionné par une lacune singulière. La Philosophie de l'Histoire brille par son



absence. Il y a évidemment beaucoup de personnes à qui l'importance de cette omission échappe à première vue. Il est certain que dans la plupart des sociétés historiques ou des académies de notre époque, la simple mention des mots : « Philosophie de l'Histoire » produit un haussement d'épaules ou un sourire de pitié. Sans nous occuper des spécialistes, il faut essayer cependant de répondre à cette question : Que peut-on attendre de l'emploi de la méthode historique en sociologie ? Cette question est longuement examinée dans le dixième chapitre du sixième livre du *Traité de Logique* de Mill. Plus de soixante années se sont écoulées depuis qu'il a été écrit, mais elles ne lui ont absolument rien enlevé de sa valeur. Il serait heureux que M. Spencer ait pu profiter de cette lecture.

La cause immédiate, dit Mill, de chaque état de société, c'est l'état de société immédiatement antérieur. Par conséquent, le problème fondamental de la science sociale c'est de découvrir les lois suivant lesquelles un état quelconque de société produit l'état qui lui succède et qui prend sa place.

Que faut-il exactement entendre par un « état de société » ? Nous entendons par là la condition simultanée de tous les grands faits sociaux, la condition de la société à une époque donnée en ce qui touche la croyance religieuse, la dissémination de la connaissance, la distribution de la richesse, l'organisation de la famille, la culture artistique, la forme du gouvernement, les relations de classes et ainsi de suite. La Statique Sociale nous montre qu'il existe un *consensus*, une corrélation entre tous ces faits, de telle sorte que lorsque l'un d'entre eux a été déterminé séparément, les autres peuvent en être déduits avec une certaine précision, de même qu'un anatomiste, à l'aide d'un ou de plusieurs os d'un animal disparu peut en déduire le reste. Si nous passons

de cette étude aux lois qui régissent la succession des divers états de société, comment pourrons-nous les découvrir, autrement que par l'étude de l'histoire ? Sans doute, il faudra établir un type de recherche historique très différent de celui des savantes spécialités qui occupent maintenant l'attention à peu près exclusive des sociétés historiques. Avant que l'on puisse faire un grand progrès à l'application et au développement des lois de la dynamique sociale posées par Comte, il faudra établir un rapport bien plus étroit que n'ont coutume de le faire les académies et les professeurs entre les discussions au sujet du gouvernement et des institutions politiques et l'histoire de la religion, de la science, de l'art et de l'industrie. En outre, il semble évident que, dès le principe, l'attention devra surtout se concentrer sur les communautés les plus développées, dont les annales qui s'étendent à travers de nombreuses générations nous ont été conservées, plutôt qu'aux tribus sauvages ou primitives. Ce ne peut être que dans l'étude des premières que nous puiserons les données nécessaires pour examiner les lois de la filiation sociale. Quelque utilité que puisse avoir l'étude des sociétés primitives, elle ne pourra projeter qu'une faible lumière sur les lois de la continuité. Les annales authentiques et détaillées de l'histoire d'une tribu sauvage à travers une longue période n'existent pas. On pourrait donner d'autres raisons pour concentrer l'attention, principalement, sinon exclusivement, sur les nations les plus civilisées, l'une d'elles c'est que leur action sur les autres est probablement prépondérante.

De quelque façon qu'on l'aborde, le problème est évidemment très compliqué et très difficile. Mais quelles raisons avons-nous de croire que les changements d'états de la société doivent être plus faciles à analyser que les changements du radium ? Nous sommes obligés de com-

biner le point de vue statique avec le point de vue dynamique, ce qui revient à dire que nous devons ne pas perdre de vue non seulement la correspondance qui existe entre tous les éléments d'un état donné de société, mais aussi la correspondance entre les changements simultanés de ces éléments. En vérité, la complexité du problème le rendrait presque insoluble, si nous ne devions tenir compte de ce fait que l'un de ces éléments, bien qu'il soit peut-être en lui-même le moins énergique, a néanmoins la prépondérance parmi les agents de la progression sociale. Cet élément (suivant Mill lui-même) c'est « l'état des facultés spéculatives de la race humaine, manifesté dans la nature des croyances auxquelles elle est arrivée par des voies quelconques au sujet d'elle-même et du monde qui l'environne ».

Condorcet, dans son livre sur les *Progrès de l'Esprit humain*, est le premier qui ait exposé d'une manière explicite cette connexion entre les progrès de l'esprit et les progrès de la société, et c'est pour cette raison que Comte lui a donné une place si importante parmi les pionniers de la Sociologie. En tout cas, le fait que nos fonctions intellectuelles, bien que très inférieures en énergie à nos émotions et à nos penchants, sont néanmoins reconnues comme le plus puissant facteur du changement social, simplifie la discussion du problème, puisque les résultats intellectuels peuvent être séparés et nettement définis et qu'on peut en déduire les autres changements qui sont en relation avec eux.

Mais que dire d'un penseur dont la conception de la science sociologique omet le point de vue historique comme à peine digne d'être signalé ; qui arrive, par exemple, à cette conclusion qu'on ne saurait mieux exposer qu'en le citant, que « la Grèce et Rome n'eussent-elles jamais existé, la vie humaine et la conduite droite auraient été, dans leur essence, exactement ce

qu'elles sont aujourd'hui », qui, en un mot, néglige de parti pris le problème essentiel de la science sociologique, les lois qui règlent la succession des divers états sociaux ? Que pouvons-nous dire de lui, sinon de le comparer à celui qui voudrait écrire un traité d'astronomie sans s'occuper des mathématiques, au chimiste qui ignorerait la théorie atomique, ou au biologiste qui se dispenserait d'employer la méthode de comparaison ?

Le sujet a un côté moral aussi bien qu'un côté intellectuel. L'étude des lois de la Filiation Sociale peut bien occuper les plus vigoureuses intelligences des générations de l'avenir. Mais, ceci admis, nous ne devons jamais oublier que la science, là comme partout ailleurs, n'est que le bon sens développé et systématisé. Les vérités essentielles qui concernent l'essor et les progrès de l'humanité sont accessibles aux plus simples et aux plus humbles. Lorsqu'un enfant apprend à compter, on peut lui enseigner ce qu'il doit aux précurseurs Arabes et Indous et il apprendra ainsi, dès le jeune âge et pour le reste de sa vie, à surmonter les odieux préjugés de race. Chaque mot qu'il emploie, chaque outil dont son père ou les compagnons de son père se servent, une charrue, une roue, une forge, un bateau, peuvent être autant de leçons de choses pour lui montrer ce qu'il doit à nos plus lointains ancêtres. Le navire qui apporte des aliments venus d'au-delà les vastes océans raconte l'histoire d'un penseur solitaire qui fut tué à Syracuse plus de vingt siècles auparavant. Elles sont innombrables les manières dont on peut apprendre à un enfant à connaître l'Humanité, car les dons de l'Humanité sont également innombrables.

Eh bien ! de tout ceci la Philosophie Synthétique de M. Spencer ne nous dit rien. Si des sentiments de vénération peuvent être excités par quelques-uns de ses écrits, ce peut être seulement la vénération pour la

Puissance inconnue et peut-être impersonnelle qui met en mouvement « trente millions de soleils ». Il y a une mégalomanie en Philosophie aussi bien qu'en Politique — et l'illusion qu'elle engendre est aussi complète. Comparés à la vie d'un saint ou d'un héros — et même à un simple acte de dévouement héroïque — trente millions de soleils inhabités ne sont que de la poussière dans la balance.

J. H. BRIDGES.

(*Positivist Review*. — Juin 1904, trad. de L. BARADUC.)

---

# Le Traité Franco-Anglais

---

*La Positivist Review* est toujours demeurée fidèle à sa devise : elle ne s'identifie avec aucun parti politique. Et elle ne saurait mieux le prouver qu'en reconnaissant, dans la convention internationale préparée par Lord Lansdowne, une œuvre politique des plus importantes parmi celles de notre génération. La tâche présentait une difficulté particulière : elle était compliquée, se heurtait à de vieilles jalousies qui avaient tenu en échec la diplomatie de plusieurs Gouvernements successifs. On peut se demander si, depuis le Traité de Paris de 1856, un arrangement aussi important a été conclu. C'est un signe précurseur de la paix en Europe, le gage d'une ère nouvelle de conciliation et de bon sens.

Nous avons, depuis des années, soutenu que la base d'une paix permanente et d'un progrès constant en Europe ne pouvait s'obtenir que par une entente cordiale entre la France et l'Angleterre, entente fondée sur des obligations et des intérêts réciproques. Ce principe, nous l'avons énoncé non pas par pure sympathie pour la France ou avec le désir de voir les intérêts français prédominants en Europe. Cette vue était plutôt basée sur les diversités que sur les affinités entre les deux grandes puissances du Nord-Ouest de l'Europe. Dans notre livre, *International Policy*, publié il y aura bientôt 40 ans, nous développons cette thèse. Nous disions : « Depuis la fin des guerres de la Révolution, les relations de la France et de l'Angleterre représentent le pivot de la politique européenne ; dans l'union entre ces deux grandes nations réside le véritable salut de l'Europe, la garantie certaine

contre une guerre européenne ou autre, pour la liberté, la paix et le progrès. Une désunion notoire entre ces deux Puissances a toujours marqué pour l'Europe une ère d'intrigue, d'oppression et de guerre. L'ordre et le progrès ont gagné ou perdu, suivant que cette union était forte ou faible. On peut dire que, si cette dernière moitié de siècle (1815-1865) a été pour l'Europe une période de prospérité sans exemple et de calme, c'est parce que la condition essentielle — l'union entre les deux grandes nations de l'Occident — n'a jamais été si près d'être réalisée auparavant ».

Naturellement l'*entente* durant cette période ne fut jamais tout à fait *cordiale* et fut sujette à des incidents qui étaient suivis d'une grande tension. Bientôt le Bismarckisme fit son apparition et pendant dix ans au moins, les conséquences de la guerre de 1870 pesèrent sur la situation. L'occupation de l'Égypte par l'Angleterre, bien qu'entreprise sans intention hostile pour la France, donna naissance à toute une période de zizanies, de conflits que Bismarck fomenta, et qui menacèrent de dégénérer en une guerre.

Mais il reste acquis qu'il y a maintenant 90 ans que les troupes françaises et anglaises n'ont combattu les unes contre les autres. Depuis Waterloo, il y a eu 4 guerres au cours desquelles Anglais et Français ont lutté côte à côte. Et, dans les négociations diplomatiques, les deux nations ont coopéré également le double de fois. La nouvelle Convention est un retour aux relations amicales qui, bien que fréquemment interrompues, constituent l'attitude normale des deux pays, telle qu'elle résulte des traditions différentes et des intérêts divergents des deux grandes Puissances Occidentales. L'Angleterre et la France sont essentiellement sujettes à un développement parallèle, mais non hostile. L'Angleterre représente la tradition, la liberté individuelle, la loi, l'industrialisme,

et l'indépendance nationale. La France représente la Révolution et ses principes ; la fusion des classes ; la réorganisation du système politique et social ; la refonte des institutions sociales ; le droit des nationalités ; le gouvernement à la fois populaire dans ses origines (c'est-à-dire républicain), aussi bien que populaire par son but. Ces deux Puissances, qui se complètent mutuellement, ne peuvent combiner leurs influences vers un but durable et élevé en Europe que pour l'avantage de tous. Une fois unies, leurs heureuses tendances se fortifient, tandis que les autres se neutralisent. L'Angleterre et la France — la Puissance teutonique, protestante, parlementaire et industrielle, côte à côte avec la puissance latine, catholique, républicaine et dictatoriale, — l'Angleterre et la France représentent des principes si variés et comprennent si bien presque toutes les forces dominantes qu'une politique sur laquelle elles se sont mises d'accord est sûre de renfermer, sans en sacrifier aucun, tous les éléments vitaux et de les harmoniser.

Cela est si évident que depuis un demi-siècle, depuis la guerre de Crimée, l'Angleterre et la France ne se sont guère trouvées en opposition directe dans une question vraiment européenne. L'Angleterre tendait à se rapprocher de l'Italie et du Portugal ; la France de la Russie et du Danemark. Mais en Europe il n'y a eu aucune lutte directe, même diplomatique, entre les deux pays.

Ailleurs qu'en Europe il n'en a pas été de même. L'Égypte a longtemps été une question irritante, et le Maroc aussi ; le Siam était un point délicat, l'Afrique Centrale un autre ; et quant à Terre-Neuve, il y a là un conflit séculaire.

Maintenant enfin, après plusieurs tentatives au cours d'une génération entière, et, pour ce qui est de Terre-Neuve, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, les ministres des Affaires étrangères en France et en Angleterre, après des négocia-



tions qui se sont prolongées au-delà d'une année, ont résolu ces questions épineuses par une heureuse convention. Le résultat obtenu fait honneur au Roi et à M. Loubet. Cet arrangement doit être considéré, comme Lord Lansdowne le fait remarquer dans ses dépêches si claires et si dignes, comme un plan destiné à améliorer les relations des deux grands pays et non comme une série de transactions séparées. Cet arrangement doit être considéré dans son ensemble, et, comme disait Bismarck, un « *do ut des* ». Chaque pays fait une concession et reçoit quelque chose en échange. C'est un compromis loyal, un échange de concessions équivalentes.

Ce n'est pas ici le lieu (l'espace nous manquant) d'analyser un projet étendu qui comprend cinq parties bien distinctes relatives à l'Afrique, à l'Asie et à l'Amérique. Tout cela est un ensemble de règlements locaux ; et les détails, pour la plupart, ne sont pas encore arrêtés. On ne saurait vraiment essayer d'examiner toutes ces clauses embrouillées si on ne possède à fond l'histoire de ces disputes internationales et les doctrines juridiques internationales. Pour moi, qui étudie cette histoire et le système juridique qui s'y rapporte depuis quarante ans environ, je reconnais dans la remarquable dépêche du 8 avril une appréciation sincère et complète de la situation. Si cette dépêche a provoqué la hausse des fonds en Europe, elle doit aussi rassurer les amis de la paix et du progrès.

Le trait principal de la Convention est évidemment celui qui touche à l'Égypte et à la côte méditerranéenne d'Afrique, mais surtout l'Égypte. En tant que Société, nous avons protesté dès le début contre l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre et nous n'avons jamais cessé de protester. Si la Convention se bornait à sanctionner l'occupation permanente de l'Égypte par l'Angleterre elle nous apparaîtrait comme funeste. Mais elle ne

revient à dire simplement que ceci : la France cessera de faire des difficultés au Gouvernement anglais dans l'administration de l'Égypte. Sans contredit, la résistance continuelle et chicanière que la diplomatie française a opposée à toutes les réformes en Égypte a été un malheur pour ce pays et n'a produit pour la France aucun avantage. En même temps l'affirmation de ces prétentions était aussi une menace pour la paix, une sorte de mine souterraine qui pouvait à chaque instant mettre en péril l'existence de notre Empire.

De même, l'hostilité manifestée par la diplomatie britannique contre l'influence française au Maroc ne reposait pas le moins du monde sur un sentiment de sympathie pour les Marocains ou l'indépendance du Sultan, elle était uniquement dictée par l'intérêt britannique. Si la Convention approuvait une agression future de la part de la France ou préparait la voie à l'absorption du Maroc, devenu alors une colonie française, ce serait là une concession impardonnable. Au contraire, la Convention contient une déclaration formelle d'après laquelle la République française ne cherche pas à troubler l'état des choses au Maroc. Ni pour l'Égypte, ni pour le Maroc, la Convention ne contient rien de contraire aux intérêts des Égyptiens ou des Maures.

L'Angleterre et la France continuent à assumer la responsabilité de leurs actes passés, présents et futurs. La Convention signifie simplement que ni l'Égypte ni le Maroc ne seront à l'avenir une cause de troubles, de conflit ou de guerre éventuelle.

Les autres questions, telles que le Siam, les Nouvelles-Hébrides, le Niger, la Gambie et Madagascar, sont éminemment techniques et fourmillent de détails locaux qu'il est impossible de discuter ici. La déclaration des deux pays s'opposant à toute annexion de territoire au Siam est importante et des plus satisfaisantes. On peut

en dire autant de l'idée de renvoyer à une Commission d'experts l'étude des compensations à fixer. Cette Commission réussira-t-elle à donner satisfaction aux habitants de Terre-Neuve ou aux pêcheurs français ? c'est là un point à discuter. Mais il y a là un louable effort en vue de régler ce différend séculaire.

La Convention, on le sait, n'embrasse pas les détails ; elle n'est pas encore ratifiée par les Parlements anglais ou français et ne contient aucune sanction générale européenne. Et le règlement des problèmes internationaux n'est pas effectué, comme nous le comprenons, dans le sens de la moralité publique.

Mais en tant que loyale tentative destinée à trouver un « *modus vivendi* » qui puisse faire disparaître des jalousies chroniques, des froissements, et diminuer le risque d'une rupture entre les deux pays, c'est un effort qui mérite notre approbation et notre sympathie la plus efficace. Espérons que cette œuvre n'avortera pas, soit en Angleterre, soit en France, par suite des ambitions de parti ou d'une attaque captieuse sur une de ses nombreuses questions de détail.

FRÉDÉRIC HARRISON.

(Traduit de la *Positivist Review*, par J. La C.).

---

# BULLETIN DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

---

## ÉVOLUTION ET ÉDUCATION RELIGIEUSE

Conférence faite par le Dr J. Alfredo Ferreira au Centre libéral de Mercedes (Buenos-Ayres).

(Fin).

---

Il est évident que la décrépitude des vieux dogmes religieux est la cause principale de l'irreligion contemporaine, puisqu'on n'est pas encore arrivé à substituer de nouvelles formes à ces systèmes caducs.

L'évolution catholique elle-même — religion de la race blanche, — ne présente pas seulement des principes défectueux, mais commet une injustice par le jugement qu'elle porte sur les religions antérieures, en niant leur efficacité et les services qu'elles ont rendu, tentant ainsi de rompre l'unité et la continuité historique. Cependant, se débarrassant de toute idée d'intervention surnaturelle, inutile pour expliquer les événements religieux, un large esprit d'impartialité réagit actuellement, reconnaissant l'importance de chacune de ces créations capitales que le génie collectif a établies en vue d'organiser la vie morale des hommes et d'unifier leurs âmes. On commence maintenant à étudier l'organisme de l'Humanité, dans sa structure, dans ses fonctions et dans son développement, sans haine, et avec le même intérêt que l'on observe l'organisme individuel, dans ses actions et réactions successives.

Avec ces sentiments, le Fétichisme lui-même a été réhabilité. Il a fondé la méthode objective, en observant les êtres et les choses, quoique d'une façon superficielle, et en développant les sens des sociétés primitives qui formulaient ses

rudimentaires inductions. L'adoration des animaux produisit la domestication et développa la reconnaissance que l'homme doit à ses utiles compagnons ou collaborateurs, qui, un jour aussi, seront affranchis définitivement du travail corporel. Les sociétés protectrices écrivent une histoire commencée par les fétichistes qui attribuaient de l'intelligence et du sentiment aux plantes et aux animaux, bien avant que la science se mit en voie de le constater. L'adoration du sol, base matérielle de la vie terrestre, est beaucoup plus rationnelle que beaucoup d'autres conceptions postérieures, et l'adoration des astres n'est autre chose qu'un bel empirisme, (auquel les astronomes ont donné de la réalité), provoquant l'admiration réelle pour les liaisons géométriques qui dominent les différents mondes. Ce que toute religion postérieure ne pourra nier, c'est que les populations fétichiques avaient leurs connaissances, leur civilisation et du cœur.

Le téléphone qui a des oreilles ; le phonographe qui a une langue ; les ondes électriques qui se dirigent conformément à la volonté humaine ; les organes d'une locomotive qui se meuvent seuls, la photographie du mouvement et des ombres, prouvent que la matière a plus d'activité que l'on avait pensé, rendant ainsi une tardive justice aux fétichistes.

Si nous apprécions le fétichisme quant à sa durée, c'est la plus divine des religions, puisqu'elle persiste, malgré tout, après des milliers d'années. Si adorer des objets, en leur donnant une vie subjective, est du fétichisme, quel sens devons-nous donner à notre vénération pour la tombe de nos prédécesseurs privés ou publics ? Le drapeau est le signe le plus sacré des plus puissantes nations de la terre ! Le général Belgrano a beaucoup ajouté à l'immortalité de ses dévouements par la création de notre drapeau, et personne n'ignore que Sarmiento a dit de très belles choses sur ces emblèmes que l'on nomme des drapeaux. Lamartine gardait avec une émotion religieuse une barbe de la plume d'Alfiéri, et dans le Musée pestalozzien de Zurich on conserve intacts les souliers du déréglé réformateur. De même, la petite maison où vécut et mourut Comte a été transformée en une sorte de petit

temple, où l'on administre les sacrements sociaux à ceux qui, modestement, et avec le concours du monde philosophique, l'achetèrent.

Le fétichisme ébaucha l'esclavage ; bienheureuse institution sociale qui supprime l'exécution du vaincu, partage le travail social entre la classe des guerriers et celle des ouvriers, et qui initie l'organisation de l'industrie. On voit donc que même les institutions qui nous semblent les pires sont bonnes, quand elles existent au moment opportun.

Je ne dois pas oublier de vous signaler, outre ces services rendus, celui que nous lui devons quant à l'investigation humaine, en observant les choses et en faisant les hypothèses les plus simples et les plus sympathiques. Plus qu'aucun autre état, il a suivi cette importante loi de la spéculation ; c'est pour cela, comme l'a dit Comte, que la candide ignorance des humbles penseurs de l'Afrique centrale, quant aux spéculations supérieures, est plus estimable et plus rationnelle que les incompréhensibles hypothèses des docteurs allemands.

Mais sa postérieure incapacité morale et par suite politique produisit son irrémédiable décadence et lui interdit dorénavant toute direction des destinées humaines.

Le Polythéisme qui se compose de phases successives et progressives, fut certainement un élément de perfectionnement. En concevant un dieu pour chaque force de la nature, il élevait de plusieurs degrés la valeur intellectuelle du fétichisme, et en établissant une divinité pour chaque passion humaine, même les plus élevées, il détruisait l'immobile égoïsme qui rapportait tout à des impulsions personnelles. Les dieux étaient des forces, des idées et des passions en action. Le polythéisme fit vivre, par conséquent, sous forme d'images, les premières abstractions mentales et morales ; c'est ainsi que dans la lutte des dieux de l'Olympe, dans laquelle souvent les plus méchants triomphaient, on voit reproduits le combat et la prépondérance de certaines passions sur les autres, ainsi que cela a lieu dans la société.

Par là même que les dieux étaient fictifs, les esprits supé-

rieurs pouvaient les utiliser pour diriger les aspirations les plus élevées ; c'est là un des plus grands services rendus par les religions. Le polythéisme ébaucha le sacerdoce avec l'oracle ; il fut plus sage que Zola qui voulait une religion sans sacerdoce, comme si une fonction pouvait exister sans l'organe correspondant. L'oracle était l'intermédiaire visible du Destin ; cette conception est une des institutions les plus puissantes du génie religieux de l'Humanité, car le Destin, plus puissant que Jupiter lui-même, représente les fatalités, les forces externes soit biologiques, soit sociales, qui pèsent sur l'homme, qui le dominent, et qui déterminent son chemin dans la vie, chemin dont il ne peut se détourner que par des courbes insignifiantes, malgré notre si prétendue et si factice liberté, et dont les rayons pourront, peut-être, un jour, être déterminés.

Le polythéisme organisa la vie publique, qui fut pour lui une source de poésie ; tantôt glorifiant la guerre et l'héroïsme avec Homère ; tantôt les évolutions qui naissent et qui meurent avec Prométhée, victime du misonéisme du sacerdoce, qui doit renouveler les hypothèses religieuses d'accord avec les nouvelles conceptions et sentiments, s'il ne veut pas mourir consumé par le feu, qui, de temps en temps, est vomé par les cieux ou surgit de la terre.

La sculpture, bien plus que l'architecture, atteint alors une perfection idéale, car les corps nus se montraient alors dans les jeux publics institués comme jamais ils ne le furent ; les amours eurent leur idéalisation dans les strophes de Sapho, que l'on sent revivre après vingt siècles, comme les descriptions naturalistes de Zola, lesquelles peignent aussi une société en décomposition morale et religieuse qui présage une inévitable et énergique reconstitution.

Le polythéisme a perfectionné la mathématique, depuis la multiplication fétichique jusqu'à la géométrie constituée avec Thalès, Pythagore, Archimède et Euclide, type éternel du véritable pédagogue, qui nous donne même la méthode à suivre pour l'enseigner aux élèves.

Mais, par contre, il a eu des immenses lacunes morales qui démontrèrent rapidement son insuffisance, même aux

esprits de son temps, et surtout à Socrate, principal représentant du monothéisme en Grèce, qui prévint l'évolution de la pluralité des dieux vers un dieu unique. Le polythéisme, surtout grec, n'eut pas de vie domestique : c'est pour cela que la *Nouvelle*, genre qui idéalise ses tendances et passions, ne naquit pas à cette période, et que la femme ne fut pas dignifiée ; les déesses mêmes de l'Olympe n'étaient pas des modèles de correction, et l'exceptionnelle Pénélope était supérieure à Vénus, Junon et autres déesses perturbatrices du ciel et de la terre.

Le polythéisme fut plutôt intellectuel que moral ; il légua à la postérité son plus complet représentant avec Aristote, dont les conceptions logiques furent reprises par le moyen-âge, dont les conceptions biologiques ne furent appréciées qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, et dont les conceptions sur la statique sociale ont ressuscité après plus de deux mille ans, pendant le siècle qui vient de finir. L'histoire ne présente pas d'exemple de plus grande capacité intellectuelle ; Dante le représente dans le Limbe, entouré de *spiritus magnos* et l'appelle le *Maître de ceux qui savent*.

Mais les dieux locaux du polythéisme se discréditaient les uns après les autres, et leur multiplicité devint contraire à la tendance du genre humain vers l'unité, en tenant compte de la variabilité de l'espèce. Ce fut aussi une rétrogradation morale, comme en témoigne l'institution de l'ostracisme des hommes dévoués qui étaient bannis quand ils n'étaient pas absolument nécessaires, pour leur substituer, ainsi que nous le voyons souvent dans notre histoire, des médiocrités intrigantes et actives.

Le polythéisme était donc devenu impuissant comme directeur social, mais l'Humanité ne pouvait pas marcher, ainsi qu'on le croit aujourd'hui, sans un régulateur externe qui gouvernât sa vie morale. Le passage du polythéisme à un dieu unique, en raison de la tendance de l'esprit humain à l'unité, était tout indiqué. Grâce à une idée commune fondamentale, le monothéisme, sous sa forme la plus élevée, c'est-à-dire le catholicisme, satisfait pleinement à ce besoin de rénovation dans le rayon géographique où il domina.



Le Catholicisme est certainement une synthèse religieuse digne de l'époque de l'histoire où il apparut après les deux merveilleuses civilisations grecque et romaine. Il est de beaucoup supérieur au monothéisme juдаïque, dont il s'appropriä les traditions et les doctrines, parce qu'il humanisa la théorie surnaturelle à l'aide d'un intermédiaire éminent dont la vie et la mort ont donné de l'autorité à l'organisation et à l'organisateur de la doctrine et qui fit naître des milliers de martyrs ; or, un martyr consacre mieux une idée que dix démonstrations. Ce type, à la fois réel et idéalisé, servit de base au dogme et de modèle au perfectionnement de la vie intérieure. *L'Imitation de Jésus-Christ* et la *Divine Comédie* incarnent religieusement et poétiquement cette incomparable construction.

Fonder la religion universelle, tel fut alors le but des penseurs, des apôtres et des politiques ; tentative complète, mais prématurée. La critique historique et surtout les ébauches fondamentales de sociologie ont expliqué l'opportunité, les origines, le développement et la digne décadence du système catholique.

Son apparition fut opportune et fut la conséquence de :

1° L'unité politique et administrative de l'empire romain ; sa prétention d'organiser son vaste pays sous un seul gouvernement, sous une seule loi et une seule langue ;

2° Une grande concentration de forces sans but extérieur, dont la direction fut prise par le catholicisme (Comte) ;

3° La corruption des mœurs coïncidant avec la décadence des conceptions polythéiques ; comme ce qui arrive aujourd'hui par suite de l'abandon des conceptions catholiques ;

4° L'intervention de la Grèce philosophique, pour opérer le contact de l'évolution religieuse juive avec l'Occident, théâtre de l'évolution du catholicisme.

Établie opportunément, la prépondérance catholique fut encore facilitée par la dispersion du pouvoir politique féodal et la concentration de l'autorité organique entre les mains de la papauté, à laquelle, du reste, le catholicisme devait toute sa force. A l'opposé de toutes les monarchies, dans lesquelles la naissance, avec ou sans mérite, s'impose, le gouvernement de

la papauté est une monarchie élective où le mérite domine la naissance ; son système électoral est un modèle ; les inférieurs n'élisent pas les supérieurs, comme le préconisent nos démocraties, où le suffrage universel est fait, volontairement ou non, au profit de quelques hommes à la tête du gouvernement ou de l'opinion, mais les inférieurs sont élus par les supérieurs : le Pape surgit du conclave des cardinaux qui doivent nommer un des leurs, tous hommes politiques plus ou moins habiles en politique romaine, soit par hérédité, soit par pratique. L'Église universelle ne doit et ne peut être présidée par un curé de campagne ou par un aventurier quelconque, et les nominations ne doivent pas être analogues à celles avec lesquelles nos familières démocraties ont l'habitude de nous surprendre.

Ayant compris que toute religion doit avoir son sacerdoce, aucune ne l'a organisé comme le catholicisme l'a fait avec une admirable précision et solidité. Il établit le célibat des prêtres et la vie monastique, assurant ainsi, dans la limite du possible, l'indépendance du clergé et sa subordination presque absolue à la congrégation de l'Église.

Au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, avec le génie politique du pape Grégoire VII, le catholicisme réussit à dominer toute l'occidentalité civilisée, résultat qui n'avait été antérieurement atteint que par l'empire romain au temps de César et d'Auguste. Ce pouvoir si intelligemment organisé, qui, certainement, aura un équivalent dans les temps futurs, avec une doctrine vraiment planétaire, et qui fut une source puissante de consciences et de volontés, commença à décliner à partir du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, faisant place au mouvement qui aboutit à la Révolution française.

Les fiefs se fondirent dans les grandes nationalités, limitant ainsi le pouvoir de l'Église ; les découvertes géographiques, scientifiques, en général, démentaient les dogmes absolus basés sur une science antérieure qui, elle, évoluait ; l'activité sociale protestait contre l'ascétisme ; les conceptions de Bacon et de Descartes détruisaient l'éminente philosophie de saint Thomas ; l'administration ecclésiastique se corrompait de tant de siècles de triomphe ; Luther, de son bâton de

moine réaliste, traçait de nouvelles limites à la géographie religieuse de l'Europe ; les convictions mêmes du sacerdoce devenant moins vives avec les nouvelles démonstrations, la courageuse initiative de Loyola, qui voulait empêcher une désertion juste et inévitable, ne put diminuer le rapide déclin du catholicisme.

Tel est, Messieurs, en résumé, l'évolution du régime catholique, qui, malgré la caducité de ses dogmes, étend encore son pouvoir spirituel, comme le soleil des pôles pendant un long crépuscule ; cela tient, évidemment, au manque de tout autre régime qui le remplace avantageusement, ainsi qu'à son influence sociale et politique, à la perte du pouvoir temporel qui a purifié et étendu son pouvoir spirituel, à la savante organisation de son gouvernement, assuré de tomber toujours en des mains capables d'adapter ses principes absolus aux faits relatifs, ainsi que l'a fait Léon XIII, qui a traité avec Bismarck, avec l'Angleterre, avec la Russie, se contentant de raffermir les partis catholiques internes, du moment qu'il ne peut plus ranimer la foi théologique dans les consciences. Je dois dire ici un mot. Si l'on juge le catholicisme d'après les opposants qui l'attaquent, tout y est ridicule et immoral. Eh bien, Messieurs, je tiens à vous apporter ici un écho de la justice que la science sociale lui a noblement rendue, espérant contribuer ainsi à la fraternisation de toutes les époques de l'histoire, ce qui est beaucoup plus important que la seule fraternité des hommes et des peuples dans le présent.

Auguste Comté racontait que les deux éminents géomètres français, Fourier et Laplace, causant un jour ensemble, se demandaient réciproquement quel était le dogme catholique qui leur semblait le plus absurde. Fourier répondit que ce lui semblait être celui du péché originel, d'après lequel, par suite de la désobéissance des pères, les plus reculés descendants devaient en souffrir les conséquences ; Laplace prétendait que c'était celui de présence réelle, d'après lequel l'hostie n'est pas seulement un symbole religieux, mais aussi le propre corps matériel du Christ. Comte ajoutait que ces dif-

férentes réponses montraient bien le tempérament moral de l'un, à qui répugnait une éternelle injustice pour des descendants innocents, et le caractère sèchement mental de l'autre, qui était choqué par une si étrange invention, et de ce que d'un symbole purement poétique et idéal, on eût voulu faire une réalité aussi impossible qu'absurde.

Eh bien, Messieurs, en observant avec l'esprit social et politique un quelconque des plus étranges dogmes catholiques, comme ceux de la chute et de la régénération, de la vie future, du jugement dernier et de la résurrection de la chair, de l'Enfer, du Purgatoire et du Paradis, on voit que non seulement on possède leur signification, mais qu'il a aussi fallu une connaissance très sagace de la nature humaine pour pouvoir les implanter avec succès et jusqu'à nos jours; ils ont un sens réel, si on les interprète à l'aide de la critique humaine et évolutionniste.

Prenons, par exemple, le dogme eucharistique qui semblait si absurde à Laplace. Il synthétise la nature religieuse du Christ, sa naissance, sa vie et son martyr; si c'est comme le corps même de Jésus-Christ qu'on considère l'hostie, il en résulte que c'est, comme sur l'autel polythéiste, un véritable sacrifice, mais sans épanchement de sang: l'humanité évolutive et purifie le sacrifice antique. C'était donc une institution moralisatrice qui, pratiquée journellement, obligeait les prêtres de bonne foi, à la purification. Politiquement ce fut le fondement véritable de l'indépendance du pouvoir spirituel, et même de sa prépondérance sur le pouvoir temporel. Le sacerdoce seul et ses fidèles étaient en communication directe avec le fils de Dieu, dont la foi s'étendait aux chefs civils. Le grand Charlemagne ne considérait pas son pouvoir comme complet, sans la consécration par le pape; cérémonie qui a été répétée de nos jours, par le roi d'Angleterre, quoique mécaniquement, et comme une scène de cinématographe.

Le catholicisme combiné avec les autres forces sociales du Moyen Age qui est loin d'être une période d'obscurantisme, est une des périodes les plus brillantes de l'histoire.

Le catholicisme contribue à des progrès décisifs : il incorpore l'Angleterre, l'Allemagne à la civilisation latine ; ébauche la division des deux pouvoirs, temporel et spirituel, que l'antiquité ne connaissait pas et qui sera complètement opérée dans les temps futurs, comme on peut déjà le déduire de la pensée de Spencer, qui, en répondant par un refus à l'offre d'un siège à la Chambre des Lords, disait que, comme penseur, son devoir était plutôt de formuler des lois pour le monde que pour l'Angleterre.

Comme corollaire à cette division, le catholicisme le premier se mit sur la voie de subordonner la politique à la morale, chose difficile sans doute, car les phénomènes les plus nobles, comme les phénomènes moraux, sont subordonnés aux plus grossiers, comme les phénomènes politiques caractérisés par la combinaison des forces surtout matérielles d'une société. Il a obtenu l'émancipation des travailleurs, opération faite dix siècles après que le grand Aristote considérait comme impossible une industrie sans esclaves ; ce qui montre que les évolutions sociales échappent, même aux plus profondes prévisions. Il a eu une influence sur l'émancipation domestique de la femme et a perfectionné le régime de la famille en prescrivant l'indissolubilité du lien conjugal, salubre discipline extérieure, qui dorénavant n'est plus nécessaire pour que la famille augmente spontanément sa cohésion et perfectionne sa structure.

Le catholicisme a conservé le jeûne judaïque et même polythéiste, comme règlement de la vie nutritive ; il développe jusqu'à l'exagération la chasteté, et établit un culte de la pureté peu en rapport avec le développement beaucoup plus lent de la biologie.

Il a constitué la culture directe des sentiments, et organisé la vie subjective, en exaltant l'amour de Dieu et en établissant les peines et les récompenses futures. Il initia un plan d'éducation universelle, avec la chaire d'abord et le catéchisme ensuite, ce dernier résolvant la difficulté d'enseigner beaucoup avec peu de chose. Nos meilleurs systèmes scientifiques ont suivi sa méthode, et il est question, dans l'enseignement actuel, de condenser l'instruction, afin d'obtenir

un extrait mental et moral aussi nutritif qu'un extrait alimentaire.

Mais une des plus grandes lacunes du catholicisme fut son caractère personnel et sa tendance à la perfection purement égoïste des vertus humaines, comme la communication trop directe de l'individu avec son Dieu, ce qui poussait à l'isoler de la société dont il fait partie comme une cellule ; mais il est juste de dire, que la science de son temps ne put l'aider à faire d'autres inductions, et les divinations religieuses et poétiques empêchaient autant ses divagations, comme son évolution.

Arrivée jusqu'à nous, cette synthèse sociale réconforte encore la foi de plusieurs millions d'hommes, malgré ses dogmes décadents depuis près de six siècles ; cependant elle évolue quant au régime plus que quant à la base. Grâce à son organisation pacifique et habile, elle a même transigé avec le régime républicain, après avoir formulé, à un moment donné, que le pouvoir absolu vient de Dieu.

Cette persistance montre que les événements sont plus sages que les hommes ; que les organismes ne doivent pas mourir sans être remplacés, et que les directeurs temporels de la société doivent profiter des meilleurs éléments pour raffermir les institutions efficaces.

C'est ainsi que l'a considéré Waldeck-Rousseau, qui, considérant les communautés religieuses comme un danger pour la République, les a cependant respectées et même s'est appuyé sur le clergé séculier qui, avec ses principes surnaturels qui n'ont aucune influence pernicieuse, parce qu'ils n'influencent pas sur les croyances, se montre comme étant assimilable à la société civile.

Dans la République Argentine, nos meilleurs hommes d'État ont été libéraux : Rivadavia, Mitre, Sarmiento, qui, en possession du gouvernement, ont porté de sérieuses attaques au clergé, qui, rétrograde un moment, a repris la trace perdue. Tant qu'il n'y a pas de violence, la paix leur appartient, et leur politique, qui se sert de moyens célestes et terrestres, triomphe.

Après des attaques intermittentes, les libéraux se sont

fatigués, leurs organisations accidentelles s'anarchisent, et ils finissent eux-mêmes à mettre leurs enfants dans les collèges catholiques. Cela prouve donc que les oppositions négatives qui n'ont derrière elles aucune fondation organique sont insuffisantes et même perturbatrices ; une construction sociale se combat et se remplace par une autre ; le reste est de la vaine déclamation.

Ni les attaques d'hommes exaltés qui un jour brûlèrent un collège catholique, ni les mesures policières de la France, faisant fermer des écoles de Frères, ne produiront de résultats que si on donne à l'opposition un caractère positif ; ce sont ces faits qui motivent les saines observations de sociologues désintéressés, comme Ferrero, qui fait remarquer combien sont inutiles et négatives les forces matérielles quand le milieu permet l'existence et le développement de certains organismes.

En présence de l'impuissance du négativisme, révélée par l'ensemble du passé historique, les vrais sociologues doivent donc se préoccuper de la création d'une nouvelle synthèse religieuse qui coordonne toutes les forces existantes, car, en tant que produit et aptitude humaine, la religion, comme la poésie, la science, l'industrie et la politique, ne meurt pas, mais se transforme d'accord avec les conditions du milieu.

Le terme *religion*, ainsi que l'indique Comte, est un des mots de l'idiome humain qui soit le mieux constitué ; il a la double signification de *régler*, de discipliner les aptitudes individuelles, et de *relier*, de lier les individus afin d'en former un tout collectif et homogène.

A mesure que la société se complique et que les facultés cérébrales se développent et se combinent, l'homme a de plus en plus besoin d'un régulateur externe qui organise l'ensemble de sa vie réelle et de sa vie idéale (non moins réelle que la première) et la lie à celle de ses semblables, à l'aide de principes démontrables et démontrés.

Comte, le penseur qui a contribué le plus à donner une direction aux conceptions du XIX<sup>e</sup> siècle, et qui a apporté le plus de lumière sur l'ensemble de nos destinées, a formulé

son hypothèse religieuse, dans laquelle la providence concrète, réelle et immédiate de l'homme, est l'Humanité dont ce dernier dépend comme une cellule, et dont il reçoit et son caractère et son aptitude morale et physique ; cette conception détruit ainsi tout théologisme et tout surnaturel, et rejette toute question de causes premières et finales.

Il fonde sa doctrine sur ces trois solides bases :

1<sup>o</sup> L'Humanité, au sein de laquelle nous naissons, mourons, et même ressuscitons personnellement ou collectivement, est notre providence directe, à qui nous devons notre vie et le milieu propre à notre action et réaction théorique et pratique ;

2<sup>o</sup> Toutes les conceptions religieuses successives ou simultanées existantes dans le passé historique, quoiqu'ayant poursuivi un but surnaturel et le service théologique, n'ont fait autre chose que servir l'Humanité, chacune d'elles apparaissant dans l'évolution humaine au moment opportun ; en prétendant aimer et servir les dieux, elles n'ont eu que des résultats humains. La mentalité actuelle, libre de ces préjugés, peut abandonner ces méthodes et préparer le service direct de la providence terrestre ;

3<sup>o</sup> Quoique la terre ne soit qu'une partie de l'Univers, la multiplicité des innombrables phénomènes peut se classer à l'aide d'un petit nombre de catégories de lois, depuis les mathématiques qui sont relatives aux phénomènes les plus simples, jusqu'aux faits sociaux et moraux les plus compliqués, qui contiennent tous les précédents, de même que la formation et l'évolution de l'homme résume toute l'échelle zoologique, à la tête de laquelle il se trouve. Par suite, l'organisation de la vie morale comprend, subjectivement et même objectivement, l'organisation de la vie physique et mentale.

Le dogme de la nouvelle synthèse, pour arriver à ce résultat, serait la science même avec ses principes relatifs et susceptibles de progrès.

Le culte serait l'ensemble de tous les arts, depuis les plus plastiques jusqu'aux plus subjectifs, culte qui trouve dans l'incessant progrès de l'Humanité des thèmes esthétiques qui se renouvellent constamment.



Le régime serait l'organisation de l'activité et du gouvernement en vue du service continu de l'Humanité, depuis les simples ouvriers matériels, jusqu'au sacerdoce, ensemble de penseurs qui auraient, ainsi que l'a dit Spencer, pour but de populariser l'enseignement scientifique, philosophique et religieux, et de formuler des lois morales et sociales, en rapport avec la nature humaine et son degré d'évolution dans chaque période historique.

Cette providence aurait trois phases : une réelle et deux idéales. L'Humanité passée, disparue, dont les meilleures productions matérielles, mentales et morales, profitent à l'Humanité présente pour constituer les Humanités successives de l'avenir, formées d'hommes dont les aptitudes musculaires et nerveuses sont à peine concevables pour nous à l'heure actuelle.

D'autres penseurs ont cru que l'Humanité, quoiqu'étant une providence immédiate aussi incontestable que l'est une mère pour son enfant, est très petite et imparfaite comparée à l'ensemble des forces de l'Univers qui ont une influence sur elle, ainsi que sur la terre et sur toutes les terres. L'aptitude religieuse de l'homme ainsi que son aptitude poétique ou d'idéalisation étant innée chez l'homme, ils ont pensé que si son savoir et si sa puissance ont quelque importance, elle est presque insignifiante comparée à l'espace inconnu, et éternellement inconnaissable, quel que soit le temps que dure le progrès sur la terre. Avec ou sans humanités terrestres, ces forces continueront à gouverner l'Univers et les organismes qui y surgissent et qui suivent leur perpétuelle évolution.

Ils en ont conclu qu'une synthèse subjective de ces forces constituerait un Dieu aussi invisible que réel, qui, comme les antérieurs, serait partout, saurait tout et serait tout puissant, et qui aurait une influence directe sur les organismes inférieurs, supérieurs et collectifs, suivant des lois que l'homme a la possibilité de découvrir petit à petit, les utilisant ensuite pour son perfectionnement et sa commodité.

On détruirait ainsi le surnaturel, sans nier l'inconnu,

acceptant à l'avance la fatalité des forces qu'il nous est donné seulement de modifier et non pas de détruire. La tradition du Dieu serait continuée ; on ne ferait que changer son caractère personnel et arbitraire des synthèses antérieures en des lois aussi régulières que sages.

Rien n'empêcherait que cette synthèse subjective eût son culte externe en harmonie avec le caractère humain, à l'imitation des expositions, des fêtes publiques, représentations théâtrales et autres créations sociales, qui, par l'intervention du sentiment et des images, donnent de l'éclat et relèvent les froides conceptions de la science.

Je n'ai pas la prétention de donner ou de démontrer quelle sera la véritable forme religieuse de l'avenir ; j'ai seulement eu pour but de vulgariser quelques-unes des questions qui préoccupent les directeurs spirituels, et constater ou mettre sous les yeux certaines tendances et certains faits ; tels sont les suivants :

1° L'insuffisance du combat négatif pour vaincre des systèmes sociaux organisés, existant cependant parce qu'ils sont nécessaires ;

2° La religion se transforme comme tous les organismes, et il serait moins absurde de concevoir une société sans gouvernement que sans religion ;

3° Toute religion a son sacerdoce, comme toute fonction son organe ;

4° L'aptitude religieuse de l'homme et des communautés sociales est plus profonde et plus étendue que les aptitudes scientifiques et même philosophiques ; c'est avec raison que Brunetière a proclamé la faillite de cette science qui ne veut pas sortir du phénomène démontré et prouvé, et qui a la prétention de détruire la méthode subjective et de remplacer la religion. Comte, quoique profond mathématicien et fondateur de la philosophie scientifique, avait émis la même conception et, en 1857, il écrivait, à peu près en ces termes, à l'un de ses disciples, médecin distingué :

« Spontanément désillusionné des savants, vous devez systématiquement vous émanciper de la science, comme

« de la métaphysique et de la théologie. Le point de vue  
« pratique qui domine naturellement vos études médicales,  
« vous fait involontairement sentir l'inefficacité des spécula-  
« tions biologiques... En relisant mon œuvre, vous étendrez  
« cette appréciation en reconnaissant l'impuissance des con-  
« ceptions mathématiques. A moins que vous ne vous déga-  
« giez de tout prestige théorique, vous ne pourrez acquérir la  
« pleine liberté d'esprit qu'exige la régénération finale. Toutes  
« les sciences n'ont de valeur que comme préparant l'étude  
« de la nature humaine ; aucune d'elles n'est véritablement  
« systématisable qu'en la ramenant à sa destination sociale,  
« du perfectionnement de l'homme. Tout le reste est vanité » ;

5° Si le polythéisme s'est substitué au fétichisme et le catho-  
licisme au polythéisme, c'est parce qu'ils présentèrent des  
systèmes plus coordonnés et mieux en harmonie avec les  
conceptions et les sentiments des époques respectives ; ils  
nous enseignent comment triompheront les régimes futurs ;

6° L'évolution religieuse, qui se prépare spontanément,  
trouvera finalement sa synthèse après la révolution écono-  
mique, la colonisation de l'Afrique et l'essor de l'immobile  
société asiatique, ainsi que nous montre le rapide dévelop-  
pement du Japon. Le triomphe d'une foi planétaire sera  
alors facile, et constituera ainsi l'universalité à laquelle ont  
aspiré, mais en vain, les conceptions antérieures ;

7° Malgré l'irreligion défendue par les athées et les maté-  
rialistes, notre époque de transition est suffisamment reli-  
gieuse et réalise les aspirations formulées par des systèmes  
antérieurs.

La guerre matérielle déchoit et tend vers son complet  
abandon par suite de l'évolution des idées, des sentiments  
et les divers perfectionnement des arts. Le tzar de la Russie  
aura finalement raison, et alors s'accomplira la noble pré-  
tention de l'antique Rome d'organiser la paix universelle. La  
guerre morale et mentale s'apaisera, malgré l'essor de l'or-  
gueilleux individualisme et l'anarchie des idées, qui sont  
provoquées par la situation actuelle et qui entretiennent et  
sont les causes de ce conflit.

Le sentiment d'humilité augmente, à mesure que la struc-

ture cérébrale se modifie et que les forces naturelles et sociales qui systématisent notre pauvre individualité deviennent plus évidentes.

Les études psychiques ont amené la connaissance de la constitution cérébrale de l'homme et même justifié ses actes, ses progressions et les rétrogradations des natures arriérées, plus dignes par cela même des soins médicaux et didactiques. On a donné ainsi un coup mortel au sentiment de haine et, par suite, on évolue vers l'amour, même des ennemis, comme l'avaient déjà désiré ardemment les meilleures prévisions religieuses.

Le développement de la sociologie porte l'homme à apprécier, avec sympathie et l'intérêt de celui qui étudie un phénomène naturel, les faits sociaux, quelque antipathiques qu'ils soient, afin de chercher à les diriger et à les perfectionner par des moyens collectifs, mais en se résignant sans regret et sans chagrin à ce que les phénomènes suivent leur immuable évolution respective.

Une saine distribution de la richesse matérielle, à l'exemple de ce que nous voyons déjà, quant à la production scientifique et poétique, ne sera pas seulement un acte de justice rendu aux classes actuellement déshéritées, mais sera aussi un véritable triomphe religieux, parce qu'elle augmentera la solidarité entre les hommes, ainsi que le fait déjà entrevoir une philanthropie puissante quoique désorganisée.

A mesure que l'aptitude altruiste s'affermir, la mort elle-même, si on la considère comme une institution de progrès et un renouvellement des forces qui assurent le bonheur successif de l'ensemble, la mort, si elle n'est pas considérée comme une délivrance, cesse d'être terrifiante.

Vouloir diminuer l'anarchie qui tourmente les âmes, surtout dans les époques de transition, en cherchant à s'appuyer sur des vérités qui lient et réconfortent, vérités qui comprennent le connu et donnent une formule algébrique de l'inconnu, c'est là une tendance digne des hommes.

J'invoque cette raison comme excuse de l'exceptionnel abus que je fais de l'attention d'une assemblée si choisie et si bienveillante, car mon désir a été celui de contribuer, par

cette modeste vulgarisation, à améliorer les méditations sociales, auxquelles nous nous livrons tous dans les loisirs que nous laisse notre tâche quotidienne.

(Traduction par L. SIMON.)

---

# BULLETIN D'ANGLETERRE

---

LONDRES

*Cervantes, le 4 Dante 116*

(18 juillet 1904).

Nous sommes toujours en guerre dans le Somaliland ; ce Mullah, le malin, ne veut ni se laisser prendre, ni risquer son va-tout dans une bataille décisive ; c'est très mal de sa part, mais on n'est jamais sûr de rien avec des « sauvages » qui ne veulent pas faire la guerre suivant les règles. Il serait facile, il est vrai, de laisser ces gens-là se débrouiller eux-mêmes entre eux. Mais l'impérialisme aime à penser en grand et ses adeptes ne sont heureux que s'ils peuvent attaquer quelqu'un — un peuple faible de préférence. La chose la plus curieuse est que nous voyons clairement que les autres peuples ont tort en agissant de la sorte, mais pour nous c'est une autre histoire, bien que nous nous vantions de beaucoup connaître les Saintes Écritures et d'être un peuple vertueux. Je me demande avec terreur ce que cela serait si nous n'avions pas atteint notre degré de moralité actuel.

Les massacres continuent au Thibet ; l'expédition avance lentement, livrant souvent des combats dans lesquels on réussit naturellement à tuer un grand nombre d'habitants du pays. On dit maintenant que les troupes anglaises iront jusqu'à Lhassa, bien qu'au début de cette mission pacifique, le premier ministre, M. Balfour, ait assuré à la Chambre des Communes que non seulement le gouvernement anglais n'avait pas l'intention d'aller aussi loin, mais qu'il considérerait même que cela serait un grand malheur, si on devait y aller. On a voulu naturellement prétendre que la Russie intrigue au Thibet, mais on ne sait rien de précis à ce sujet. Ce sont de pures hypothèses invérifiables, et quand même il y aurait des intrigues, cela ne justifierait en aucune manière notre action dans ce pays.

Le Transvaal est toujours dans une mauvaise situation, et Lord Milner est actuellement très impopulaire là-bas. La première cargaison de Chinois est arrivée et il est étrange de lire le récit du débarquement de ces « travailleurs libres ». A la descente du paquebot, ils sont cernés par les agents de police, armés de revolvers, et parqués dans des wagons de chemin de fer, sous la garde d'hommes armés de fusils. Il faut avouer que cela ressemble beaucoup à l'esclavage. Mais il se pourrait très bien que le Chinois donnât du fil à retordre aux rois de l'or et qu'il ne soit pas l'ouvrier docile qu'ils attendent.

L'agitation protectionniste de notre illustre tribun a cessé pour le moment, et M. Chamberlain accorde son concours au ministère. Il y a probablement une entente avec M. Balfour, à ce sujet, et l'agitation recommencera lorsque le Parlement sera en congé. Le Gouvernement perd des sièges aux élections partielles, mais le Premier Ministre — qui, s'il n'est pas philosophe, a du moins coqueté avec la philosophie — ne s'en soucie aucunement. Il a toujours une majorité d'une cinquantaine de voix et cela lui suffit. Cette résignation plaît à ses adhérents, car beaucoup d'entre eux craignent une dissolution, sachant qu'ils n'auraient pas grande chance d'être réélus si le Parlement était dissous. Tout fait prévoir que, lors des élections générales, le parti libéral remportera une belle victoire, victoire qui serait beaucoup plus efficace si ce parti avait un programme ; mais, au contraire, ses membres sont très divisés, sur la question du *Home Rule* notamment. Aussi le groupe irlandais tiendra-t-il probablement la balance dans le nouveau Parlement. Les organes de M. Chamberlain, et le grand homme lui-même, ont fait remarquer que le protectionnisme n'est pas hostile à l'Irlande. Il serait piquant que le *Home Rule*, — qu'on appellerait naturellement d'un autre nom, fût accordé par un ministère conservateur ou chamberlaniste. C'est un des points curieux de la situation et il nous montre qu'il serait désirable — qu'une fois l'*Home Rule* accordé — les députés irlandais ne siègassent plus au Parlement. Tant qu'ils seront là, ils seront toujours prêts à se joindre tantôt à un parti, tantôt à un autre, pour obtenir ce qu'ils désirent. Je ne les blâme en aucune manière, mais je voudrais bien qu'on eût enfin le temps de s'occuper un peu des affaires de l'Angleterre elle-même.

Notre Église anglicane traverse une crise. Il y a, parmi son clergé, une minorité qui voudrait bien rejeter des dogmes tels que la naissance miraculeuse de Jésus-Christ et sa résurrection, d'autres clergymen n'aiment pas entendre parler de la damnation éternelle, d'autres voudraient bien emprunter quelques rites au Catholicisme. Les différents partis s'agitent, mais il est peu probable que le Parlement — composé d'hommes de toutes sortes de religions — ait le temps de s'occuper de ces questions. Toutefois, le Gouvernement a nommé une Commission. C'est une manière d'enterrer la question. Le vrai remède serait de briser tout lien entre l'État et l'Église et de séculariser les revenus de cette dernière, mais cette réforme est encore éloignée.

Le Bill sur les étrangers a été retiré. Ce projet de loi n'était pas sérieux, ce n'était qu'un trompe-l'œil, une manœuvre polique.

Le Parlement, en ce moment, discute une loi sur les débits de boissons. Jusqu'à présent, les cabaretiers devaient renouveler leur patente tous les ans, et, si elle ne l'était pas, ils ne recevaient aucune indemnité en cas de fermeture. Nous avons un très grand nombre de cabarets (*public houses*); dernièrement, on en avait supprimé un petit nombre. Les cabaretiers, ou plutôt les grands brasseurs, qui sont généralement les propriétaires des *public houses*, se sont émus et ils ont obtenu que le projet de loi en discussion prévoie une indemnité si un cabaret venait à être supprimé. Comme le projet fut très attaqué, M. Balfour a proposé la clôture de la discussion. La question de l'alcolisme est surtout une question de morale et la loi projetée paraît être un progrès à ce point de vue. Mais en réalité, elle est rétrograde, parce qu'elle consacre un droit de propriété qui n'existait pas jusqu'ici. Seulement le gouvernement aime ses amis et les cabaretiers lui ont rendu de très grands services dans le pays.

Nous avons fait un pèlerinage au village de High Laver où le philosophe John Locke est enterré. M. Swinny a prononcé une belle allocution sur sa tombe.

PAUL DESCOURS.

(Texte revu par M. BUSMEY.)

---



# BULLETIN DE FRANCE

---

## SOCIÉTÉ POSITIVISTE D'ENSEIGNEMENT POPULAIRE

---

*Réunion plénière du 7 juin 1904.*

---

Une nouvelle réunion plénière de la Société positiviste d'Enseignement populaire a eu lieu le mardi 7 juin, à l'Hôtel des Sociétés Savantes.

L'ordre du jour était le suivant :

1° M. PAUL BOELL : Analyse des publications périodiques, françaises ou étrangères, qui sont de nature à intéresser le Positivisme.

2° Capitaine DUTRUT : Appréciation du livre du général Frey, sur l'armée Chinoise et de l'œuvre de la mission laïque Française.

3° M. LAFARGUE : La nécessité d'une Langue internationale.

Mais, par suite de l'importance des deuxième et troisième questions, M. Paul Boell a remis ses communications à une date ultérieure et la parole a été immédiatement donnée au capitaine Dutrut.

\* \* \*

Voici l'analyse de la communication de M. DUTRUT :

Il n'est pas douteux que l'action des Européens en Extrême-Orient n'ait été perturbatrice. P. Laffitte, dans sa pénétrante analyse de la Civilisation Chinoise, l'avait bien prévu. Il n'est pas, par suite, difficile de concevoir une politique plus morale et moins dangereuse que celle qui a consisté, pour les gouvernements occidentaux, à pousser en avant des marchands et des missionnaires qui ne pouvaient être que l'avant-garde des expéditions militaires. Il n'est donc pas étonnant que nous assistions à une crise militariste en Chine. Les patriotes chinois ne veulent plus être à la merci

des puissances étrangères. La transformation militaire de la Chine peut d'ailleurs, si elle est limitée et bien dirigée, avoir des conséquences heureuses en rendant plus prudents les Occidentaux, et en mettant plus de sécurité à l'intérieur.

Si la Chine n'a pas, comme le Japon, les moyens de créer rapidement une grande force militaire, elle en a les éléments fondamentaux ; c'est ce que montre très bien le livre du général Frey : *L'Armée Chinoise*. Comme il fallait s'y attendre de la part d'une population essentiellement pacifique, n'ayant pas, comme au Japon, une caste militaire pénétrée de l'idée de progrès, mais, au contraire, des mandarins et des lettrés n'ayant que mépris pour tout ce qui a trait à l'art de la guerre, c'est la formation du corps d'officiers qui sera longue. Or, cette formation des officiers se rattache essentiellement à l'introduction d'une éducation scientifique qui, on le sait, manque au Chinois.

Cette éducation scientifique, ainsi que les progrès matériels en fait d'assistance, de travaux publics, etc., les étrangers, les Japonais plus ou moins bien intentionnés, avec des visées plus ou moins honnêtes, voudront les apporter. Ne serait-il pas heureux pour tous, Chinois et Occidentaux, que les Français interviennent systématiquement, aussi bien pour la rénovation militaire que pour les œuvres d'éducation scientifique ? S'il n'en est pas ainsi, cette action se fera fatalement sans nous et contre nous. Déjà des instructeurs allemands ont essayé de s'installer au Yunnan ; ils ont été, paraît-il, remplacés par des Japonais, et il y a maintenant une armée chinoise solide dans cette province où débutent nos entreprises économiques. Que de complications pour l'avenir, si nous ne savons pas prévoir ! Nous ne prétendons pas qu'une nation doive — *a priori* — faire de l'apostolat sur tous les points de la planète, mais enfin cette action ne doit pas non plus être repoussée *a priori*, car c'est le devoir des nations plus avancées d'aider celles qui sont restées en arrière. Il y a manière d'aider — voilà tout. En tous cas, ce n'est pas en s'abandonnant à l'incohérence des actions particulières, en attendant les événements, en ne voulant rien, qu'on fera œuvre utile.

Il est donc nécessaire de signaler une œuvre qui a pour but de coordonner les bonnes volontés éparses. La *Mission laïque française*, pour répondre aux missions enseignantes de tout culte, se propose de propager l'enseignement laïque dans les colonies et à l'étranger. Loin de poursuivre la transformation immédiate des indigènes, de les déraciner, son enseignement sera approprié à leur état intellectuel, moral et social, il sera toujours scientifique et rationnel. Pour viser au plus urgent, la Mission se préoccupe avant tout d'assurer le meilleur recrutement possible des instituteurs officiels des colonies. A cet effet, elle a créé à Paris une école d'enseignement colonial, l'École Jules Ferry, 6, rue des Ursulines, où on prépare les instituteurs et institutrices d'une manière à la fois très élevée et très pratique à être de bons éducateurs des indigènes et d'actifs auxiliaires de la colonisation.

La Congrégation a toujours prétendu qu'elle seule était capable de fournir pour ces tâches lointaines et difficiles des hommes assez dévoués.

La réponse est nette : tandis que l'École Jules Ferry ne disposait que d'une douzaine de places pour la première promotion, plus de 400 candidats répondaient à son appel.

Ce ne sont donc pas les hommes qui manquent, mais les ressources. Bien que la Mission, fondée en 1902, ait déjà 4.000 membres et 100 comités, qu'est-ce que son budget de quelques milliers de francs en face des 20 millions dont disposent les missions catholiques et protestantes ? Grâce au bon vouloir du Ministre des Colonies et du général Galliéni, elle a déjà envoyé des instituteurs et institutrices à Madagascar et en Afrique Occidentale, et elle compte bientôt agir en Chine et au Maroc.

En dehors des adhésions individuelles, en dehors de l'envoi de brochures et de la *Revue Occidentale* à la bibliothèque de l'École, n'y aurait-il pas intérêt pour les deux Sociétés — Positiviste et Mission laïque — à entrer en relations plus intimes, afin que l'enseignement du Positivisme trouvât sa place à l'École Jules Ferry ?

M. CORRA remercie le capitaine Dutrut de sa très intéress-

sante communication, d'autant plus méritoire qu'une récente chute de cheval et une fracture du poignet n'ont pas empêché son auteur de tenir sa promesse de la faire.

Cette communication mérite d'autant mieux de retenir l'attention des positivistes qu'elle prouve que, du côté de la Chine, autant que du côté du Japon, les Européens auront désormais à compter avec des peuples résolus à ne pas les laisser continuer impunément leurs opérations de brigandage.

Certes, il est fâcheux que l'intervention égoïste et inconsidérée de l'Europe suscite, en Extrême-Orient, une activité militaire aussi intense ; mais un pareil résultat était inévitable ; il est justifié par l'offensive des Européens, et il peut avoir de très heureuses conséquences en obligeant, d'une part, les gouvernements occidentaux à se soucier désormais de la morale dans leurs rapports avec les peuples de ces contrées, et, d'autre part, à réaliser peut-être ces États-Unis d'Europe, cette République Occidentale, dont Auguste Comte, le premier, a proclamé la nécessité en se fondant sur la philosophie de l'histoire.

. . .

La communication du capitaine Dutrut a été suivie par celle de M. LAFARGUE sur la nécessité d'une Langue internationale.

L'étude de M. Lafargue a été reproduite dans le précédent numéro de la *Revue Occidentale* et la publication s'en termine dans celui-ci ; nous renvoyons donc le lecteur à cette reproduction intégrale, en ajoutant qu'elle a été suivie d'une discussion à laquelle ont principalement pris part MM. Grimanelli, Pépin et Lafargue.

M. GRIMANELLI déclare qu'il n'a aucun parti pris contre le projet d'une *Langue auxiliaire internationale*. Les travaux dont M. Lafargue vient de rendre compte lui paraissent très intéressants et dignes de la plus grande attention. Le principe d'une langue qui, superposée simplement aux langues nationales et historiques, n'en entraverait pas le développement

spontané, mais servirait d'instrument commun de communication à tous les peuples, du moins à tous les peuples civilisés, ne trouve pas en lui un adversaire. Les avantages éventuels d'un pareil instrument pour les communications théoriques et pratiques paraissent sérieux et désirables. On peut aussi en faire valoir les avantages moraux, car tout ce qui permet aux hommes de mieux *communiquer* entre eux les conduit à mieux *sympathiser*.

Ce n'est donc pas une opposition de principe que M. P. Grimanelli apporte, mais des réserves quant à l'application. Il se bornera du reste, vu l'heure avancée, à faire une remarque et à traduire une préoccupation.

La constatation à faire est que, parmi les combinaisons jusqu'ici proposées, la plus avancée, l'*Esperanto*, ne présente que partiellement le caractère d'internationalité. Son vocabulaire n'est extrait que des langues appelées à tort ou à raison *aryennes* ou *indo-européennes*. Il n'a rien de commun avec un autre groupe considérable de langues dites à flexion, celui des langues *sémitiques* (*hébreu*, *arabe*, etc.), ni avec l'ensemble des langues agglutinantes, dont quelques-unes, depuis le *magyar* et le *turc* jusqu'au *japonais*, ne manquent pas d'importance, ni enfin avec les grandes langues monosyllabiques parmi lesquelles le *chinois* et l'*annamite* présentent un intérêt particulier.

On sent bien tout ce qui peut être répondu à cette remarque, mais si elle ne constitue pas une objection péremptoire, elle est nécessaire pour bien mettre au point l'état actuel de la question.

M. Grimanelli a, d'autre part, une préoccupation. En admettant qu'à la différence de tout ce qui a été expérimenté jusqu'à ce jour, une vraie langue puisse être formée artificiellement de toutes pièces et entrer avec ce caractère dans la pratique commune des peuples divers — ce que l'expérience ultérieure nous apprendra seule d'une façon décisive — il faudra la conserver et la défendre contre tous les risques de différenciation. Or il est permis de songer à ce propos à la formation des diverses langues romanes. Elles sont nées du latin populaire par voie de modifications pro-

gressives. Et d'où viennent ces modifications qui à la longue aboutissent à de véritables langues distinctes ? Elles vinrent en partie de ce que le latin vulgaire fut de plus en plus parlé et prononcé différemment par les populations différentes qui l'employèrent. Est-il sûr qu'à la longue aussi l'*Esperanto* ne pourra pas, pour des raisons analogues, subir dans une certaine mesure une évolution semblable ? M. Grimanelli ne résout pas la question ; il la pose seulement comme un point d'interrogation en souhaitant des faits une réponse favorable.

Dans la critique que vient de nous exposer M. Grimanelli, dit, au contraire, M. PÉPIN, je distingue deux points principaux. L'un touche la solution espérantiste ; l'autre attaque le principe même de toute langue conventionnelle internationale.

En ce qui concerne l'*Esperanto*, je partage la manière de voir de notre confrère. Avec lui je regrette qu'on écarte systématiquement de cette langue artificielle les radicaux des langues asiatiques ; et, en particulier, des dialectes tartares, chinois et japonais. J'ai pourtant déjà fait remarquer, dans la *Revue Occidentale*, le soin pris par le Dr Zamenhof, de conserver dix sons-lettres de plus que dans la langue occidentale la plus simple, c'est-à-dire l'italien. Ces dix sons supplémentaires suffisent à l'assimilation des langues orientales. Même au seul point de vue espérantiste, il y aurait intérêt à étendre le « jardin des racines » sélectionnées. Non seulement on obtiendrait ainsi des éléments linguistiques plus simples, mais on accueillerait des monosyllabes bien différenciés d'avec les affixes de la syntaxe grammaticale. D'ailleurs je ne crois pas à l'irréductibilité fondamentale des langues. M. Frey, dont M. le capitaine Dutrut vient d'analyser devant nous une des dernières publications, a essayé de montrer, depuis 1889, que la langue annamite est la Mère des langues. Pour des raisons d'ordre géographique et historique, je pense que la thèse de M. Frey serre de près la réalité. L'*Esperanto* a tout à gagner à rejeter tout parti pris d'exclusion.

Quant à la crainte, manifestée par M. Grimanelli, de voir

la variété des races, la diversité des sites, l'étendue de la planète, déformer la langue internationale, je ne la puis partager.

Que, comme tout ce qui existe, la langue universelle s'assouplisse à l'évolution générale, c'est inévitable. La parole, signe de l'idée, se concise, se clarifie et se nuance au fur et à mesure que l'esprit positif se renforce par l'acquisition de renseignements plus précis sur le monde extérieur. Cette évolution du langage n'est pas seulement inévitable : elle est indispensable. Son terme ultime, réalisé dans la nomenclature chimique, est l'identification du mot et de l'idée : d'où le fameux Verbe.

Mais, cette transformation progressive n'est pas arbitraire. Si les siècles ont infligé tant de malformations aux langues profanes occidentales, c'est qu'ils n'ont été que des siècles d'assimilation politique et d'éducation religieuse. Peu amateurs de culture intellectuelle, ils n'essayaient pas de fixer par l'écriture le bas-latin des légionnaires ; et c'est ainsi que se forma la *langue romane*, d'où, en bourgeons vivaces, dérivèrent, à l'heure des différenciations nationales de notre Péninsule accidentée, les langues européennes. Cette réédition moderne du miracle de Babel tient au négativisme religieux qui secoue, depuis dix siècles « les populations d'avant-garde ». Le mouvement scientifique, rétablissant peu à peu la communion intellectuelle des peuples, la langue propre aux notions positives tend à s'uniformiser et à se répandre. C'est ce que prouve surabondamment l'adoption universelle des mêmes termes techniques, définis par de multiples congrès internationaux. Toute la cosmologie se trouve dès maintenant codifiée par le système C. G. S.

Ainsi, une langue peut progresser sans rien perdre de son pouvoir d'internoncialité internationale. Le doigt du scribe rectifie les écarts de la langue parlée.

Au reste, nous avons un exemple historique d'une langue qui, durant plus de deux mille ans, a conservé un puissant caractère d'internationalité, sans cesser un moment d'évoluer. Je parle de cette langue si calomniée : le Latin.

De l'idiome de *la loi des Douze-Tables* à la langue du clergé

catholique, il y a sans doute quelque distance : quelque chose comme la distance du vieux français de Louis le Débonnaire à notre langue populaire contemporaine. Et cependant, depuis Scipion tout au moins, la langue de l'aristocratique Sénat n'a cessé d'être entendue du littoral de l'Atlantique aux rives de l'Océan Indien, et de l'Ultima Thule aux déserts lybiens, et bientôt jusqu'à la Terre de Feu. Suivant les circonstances, elle a servi aux soldats, aux historiens, aux prêtres, aux ambassadeurs, aux légistes, aux orateurs, aux poètes, aux médecins, aux savants et aux philosophes ; et même à ces tristes blasés que le piment, inaccessible ou usé, des bonnes vieilles gauloiseries incite à braver discrètement l'honnêteté. On fait même au latin l'honneur, hélas immérité, d'avoir pénétré jusqu'à la cuisine !

Au contraire, après Chateaubriand, Ozanam et Comte, il convient de remarquer l'art avec lequel la civilisation catholique, respectueuse de l'antique lexique, transforma la langue classique sans la défigurer. Il faut être sourd pour ne pas aimer la douceur calme des versets liturgiques ; et inerte, pour ne pas se laisser aller au charme entraînant de leur rythme. Ni les plus admirables vers virgiliens, ni les strophes écourtées d'Horace ne se prêtaient, en effet, comme la traduction dansante des psaumes, ou les petits versets des hymnes d'Ambroise, d'Augustin, de Grégoire, de Thomas d'Aquin, de Langton, de François d'Assise, de Bernard, etc., ou comme les sentences pénétrantes de l'*Imitation*, à la ravissante ascension de la musique religieuse.

La désuétude du latin est un regrès que nous devons à la déclamation protestante. En préconisant une langue universelle, la science linguistique répare l'œuvre séculaire sapée par Martin Luther.

Tels sont les motifs qui, contre le sentiment de M. Grimaldi, me permettent de croire à la possibilité d'une langue conventionnelle qui mariera l'ordre lexicographique au progrès positif.

M. LAFARGUE a répondu à son tour de la manière suivante :



Sans contester l'utilité d'une langue internationale et en se défendant de vouloir combattre la thèse que j'avais exposée devant vous, notre éminent collègue, M. Grimanelli, vient d'appeler notre attention sur certains points particuliers et sur certaines difficultés d'application.

— Sa première observation, appuyée par M. Pépin, concerne l'insuffisance d'internationalité ou le défaut d'universalité réelle des langues internationales proposées.

Ces langues, en effet, ne prennent généralement leurs racines que dans les langues indo-européennes, laissant en dehors celles d'autres races qui ne sont pas sans importance dans l'ensemble de l'humanité, telles que la race arabe, la race jaune, etc.

On peut regretter sans doute que la langue internationale ne semble pas pouvoir être formée d'éléments empruntés à la généralité des langues, même les plus dissemblables, écrites et parlées dans le monde ; mais il faut bien s'y résigner, si c'est une impossibilité.

On peut aussi, cependant, s'efforcer de donner à sa base le plus d'extension possible, en augmentant son internationalité ; mais c'est à la condition de ne pas tomber dans l'inconvénient, beaucoup plus grave, de sacrifier sa régularité.

Faute de pouvoir atteindre à l'idéal rêvé, allons-nous renoncer à une amélioration sociale aussi considérable et ajourner indéfiniment la réalisation d'un progrès humain qui s'impose à nous comme une impérieuse nécessité ?... La perfection absolue est-elle de ce monde ? Ne devons-nous pas, pour être pratiques, ici comme en toutes choses, nous contenter du relatif ?

A vouloir trop bien faire, on risquerait de n'arriver à rien ou même de compliquer la situation et de la rendre inextricable.

L'Europe n'est-elle pas, après tout, le foyer de science et de civilisation qui rayonne aujourd'hui sur l'humanité tout entière ?

N'est-il pas dès lors naturel et légitime que ce soit elle aussi qui élabore et qui apporte aux autres peuples la langue

universelle destinée à véhiculer partout les produits de cette science et de cette civilisation, qui est son œuvre ?...

Il n'y a pas d'apparence que ni les peuples de race arabe ni ceux de race jaune ou d'aucune autre race élèvent jamais la prétention de nous imposer une langue internationale composée avec les éléments de leurs propres langues. Et, loin de faire obstacle à l'adoption d'une langue internationale d'origine indo-européenne, comme l'*Esperanto*, par exemple, ils ne pourraient que s'en féliciter, au contraire, et s'empresseur d'user d'un instrument de communication qui, en les dispensant de l'étude coûteuse et difficile de six ou sept langues européennes, leur permettrait de s'entendre avec tous beaucoup plus aisément. La simplification pour eux serait aussi grande que pour nous. Et, au lieu de s'en plaindre, ils ne pourraient que nous remercier de cette innovation comme d'un vrai bienfait.

— Le second point traité par M. Grimanelli vise la difficulté d'obtenir une prononciation uniforme chez des peuples de langues très différentes.

On s'exagère beaucoup cette difficulté et les inconvénients qui pourraient résulter de prononciations quelque peu dissemblables.

Est-ce que les différences d'accents de province à province empêchent, en chaque pays, les nationaux de se comprendre ? — Il en sera de même de pays à pays, avec la langue universelle.

Sans doute, la nationalité de ceux qui en useront se trahira souvent, au moins dans les débuts, comme se trahit quelquefois, entre nationaux de chaque pays, la diversité d'origines provinciales de chacun d'eux. Mais où donc est l'inconvénient, si l'on parvient néanmoins à s'entendre ?

On se comprendra toujours infiniment mieux, entre gens parlant une langue internationale unique, qu'on ne se comprend aujourd'hui entre gens de nationalités différentes, parlant des langues étrangères qu'ils connaissent ou croient connaître. Il faudrait, pour en douter, n'avoir jamais assisté à un de ces Congrès internationaux, si fréquents aujourd'hui, où l'on souffre de voir des hommes éminents dans la science,

la littérature ou les arts, bafouiller péniblement des phrases inintelligibles et perdre ainsi presque toute autorité.

Ce qui prouve péremptoirement qu'on n'aura pas de peine à se comprendre, entre gens de toutes nationalités parlant la future langue internationale : c'est, d'une part, qu'on s'est très bien compris, sinon très bien entendu, au témoignage de ceux qui y ont assisté, aux Congrès internationaux de *Volapükistes* de 1887 et 1889, composés d'hommes appartenant à presque tous les pays du monde, et où il n'était permis de s'exprimer qu'en volapük — langue encore assez difficile ; — c'est, d'autre part, qu'en de récentes expériences, qui ont eu lieu entre Espérantistes de nationalités fort différentes, on s'est admirablement compris.

Mais, dira-t-on peut-être, s'il est possible, facile même à des savants, à des lettrés, d'acquérir la prononciation convenue ou d'en approcher suffisamment pour se faire comprendre, en sera-t-il de même des gens d'instruction moyenne et surtout des masses ignorantes de la population en tous pays ?

Il est certain que plus la langue internationale s'étendra dans les régions lointaines et pénétrera dans les couches profondes, plus le danger d'altération apparaîtra. On aura assurément des précautions à prendre et une active surveillance à exercer. Ce sera la mission du *Comité de propagande et de surveillance internationale* qui devra être constitué. Il sera puissamment aidé dans sa tâche par l'adoption de *graphophones* ou *phonographes* perfectionnés, appareils dont se servent déjà très utilement les explorateurs, pour noter le langage, la musique et les chants des indigènes qu'ils visitent.

Le graphophone est appelé à rendre, pour l'unification et le maintien de la pureté du langage international, des services analogues à ceux que rend l'étalon du mètre, en préservant de toute altération notre système de mesures, de plus en plus adopté dans le monde.

L'enseignement de la langue internationale deviendra forcément obligatoire dans les écoles de tous degrés, en tous pays. Rien ne sera plus facile que de les doter d'un graphophone, pour assurer partout le même langage et la même prononciation.

Enfin, comme le fait observer M. Hillemand, de même qu'en raison de la pénétration croissante des populations les unes par les autres, les idiomes ou patois provinciaux, ainsi que les accents particuliers, tendent à disparaître au sein des pays civilisés, de même, entre chacun de ceux-ci, par un phénomène analogue, tendra à s'établir une prononciation de plus en plus uniforme de la langue commune à tous.

---

# PAGES LIBRES

---

## NÉCESSITÉ DE L'ADOPTION

D'UNE

LANGUE AUXILIAIRE INTERNATIONALE

(Fin).

---

### IV

Ainsi, l'utilité et la nécessité d'une langue internationale sont évidentes; et nul ne peut de bonne foi les contester.

Mais comment, par quels moyens en procurer l'adoption? — C'est la question que se sont posée ceux qui, avec MM. Leau et Couturat, ont créé, en 1901, la *Délégation pour l'adoption d'une langue auxiliaire internationale*.

Ils y ont répondu, d'abord, en déterminant avec précision les conditions essentielles auxquelles doit satisfaire une langue internationale.

Ces conditions sont les suivantes :

1<sup>re</sup> condition. — Être capable de servir aux relations habituelles de la vie sociale, aux échanges commerciaux et aux rapports scientifiques et philosophiques ;

2<sup>e</sup> condition. — Être d'une acquisition aisée pour toute personne d'instruction élémentaire moyenne et spécialement pour les personnes de civilisation européenne ;

3<sup>e</sup> condition. — Ne pas être l'une des langues nationales.

Ils y ont répondu en outre en proclamant que la langue internationale devait être une langue AUXILIAIRE « destinée non pas à remplacer, dans la vie industrielle de chaque peuple, les idiomes nationaux, mais à servir aux relations écrites et orales entre personnes de langues maternelles différentes »; — (c'est un point capital pour le succès.)

En décidant qu'il serait organisé « une *Délégation générale* représentant l'ensemble des personnes qui comprennent la nécessité ainsi que la possibilité d'une langue auxiliaire et sont intéressées à son emploi »;

Que cette délégation nommerait un *Comité*, auquel, à défaut de prompt solution par un autre moyen, appartiendrait le choix de la langue auxiliaire internationale;

Qu'il appartiendrait, dans tous les cas, à ce Comité de créer une *Société de propagande* destinée à répandre l'usage de la langue auxiliaire qui aurait été choisie;

Que la Délégation, composée, à l'origine, de membres délégués par divers congrès et sociétés, ferait des démarches auprès de toutes les sociétés savantes, commerciales et de touristes, pour obtenir leur adhésion au présent projet ;

Que seraient admis à faire partie de la Délégation les représentants des sociétés régulièrement constituées qui auraient adhéré à cette Déclaration.

Ce programme est pratique et sagement conçu. — Il établit en premier lieu, de la façon la plus nette, prévenant ainsi toute fâcheuse équivoque, qu'il ne s'agit pas de substituer une langue universelle aux idiomes nationaux, mais seulement de leur juxtaposer une langue *auxiliaire* internationale. Aucun peuple ne se trouve donc menacé dans sa langue maternelle. Tout au contraire, n'ayant plus à apprendre *qu'une seule langue étrangère* commune à tous, les nationaux de tous pays

auront bien plus de temps à consacrer à leur propre langue nationale.

Cette langue auxiliaire devra être à la fois *écrite et parlée*, comme les langues naturelles, de manière à servir aussi bien, comme le dit M. Couturat, à la conversation qu'à la correspondance. « J'ajoute, poursuit-il, en commentant la déclaration, une condition bien naturelle, et plus nécessaire qu'on ne croit : on devra pouvoir *parler et entendre* la langue internationale dès qu'on saura *l'écrire et la lire* couramment. En effet, on aura beaucoup moins d'occasions de la parler que de l'écrire ; et tout le travail intellectuel, dépensé pour apprendre à l'écrire, deviendrait inutile, s'il fallait un nouvel apprentissage pour l'usage *oral*. Cette condition exclut, par exemple, toute langue *idéographique* analogue au chinois ».

Puis, afin de prévenir les graves inconvénients qui résulteraient de l'adoption de plusieurs organes de communications internationales, suivant les différents besoins scientifiques ou littéraires ou commerciaux, auxquels il s'agit de satisfaire, il est formellement spécifié qu'une *seule langue auxiliaire internationale* devra servir aux relations de toute nature entre les hommes. Cette langue doit être *facile* et à la portée de tous. Cette condition se justifie d'elle-même.

Elle doit enfin ne pas être l'une des langues nationales.

Ici une explication est nécessaire.

La solution qui se présente tout d'abord à l'esprit, en effet, celle qui paraissait la plus naturelle et la plus simple, quand on ne se trouvait en présence que de langues artificielles *a priori* très peu pratiques, c'est ou c'était de choisir, pour faire office de langue internationale, celle d'entre les langues actuellement vivantes qui, soit par le fait de sa diffusion dans le monde, soit par ses qualités de clarté ou d'harmonie, paraîtrait devoir le mieux convenir pour cet usage.

Mais la situation n'est plus la même aujourd'hui, et, si l'on va au fond des choses, on reconnaît bien vite que, de toutes les solutions, c'est la plus irréalisable et que la Délégation a très sagement fait de l'éliminer radicalement, pour plusieurs motifs péremptoires.

D'abord aucune langue naturelle vivante ne réunit les conditions de simplicité, de régularité et de facilité qu'une langue internationale doit avoir. Toutes présentent, au contraire, comme le dit fort bien M. Couturat, des difficultés diverses, mais à peu près équivalentes, des complications inutiles, des exceptions sans nombre, des lacunes et des bizarreries.

Il est d'ailleurs *impossible*, comme le fait observer le même auteur, « que tous les peuples se mettent d'accord pour adopter la langue de l'un quelconque d'entre eux. Un tel choix se heurterait non-seulement à l'amour-propre légitime des diverses nations, mais encore à leurs intérêts politiques et économiques, car il conférerait à la nation favorisée un avantage énorme sur ses rivales, dans les relations commerciales et même scientifiques. La langue d'un peuple est le véhicule de ses idées, de son influence, de ses produits et même de ses modes ; elle est aussi l'incarnation de son esprit, le symbole de son unité nationale, de son indépendance et de sa suprématie. Jamais les grandes nations ne consentiront à baisser pavillon devant l'une d'entre elles, à lui reconnaître une espèce d'hégémonie, et à devenir en quelque sorte ses tributaires.

« Ajoutons qu'aucune langue nationale ne peut prétendre à une supériorité marquée sur toutes les autres. Lors même que les philologues de tous les pays mettraient de côté leur amour-propre national, pour ne considérer que les qualités logiques des différentes langues, ils ne parviendraient pas à se mettre d'accord sur la meilleure de toutes. Puis donc que toute entente inter-



nationale est manifestement impossible sur ce point, il faut que, dans leur intérêt commun, tous les peuples renoncent à des espérances chimériques et à des prétentions injustifiables, et adoptent une langue *neutre* qui ne coûtera aucun sacrifice à leur vanité. »

Le programme de la Délégation, qui exclut les langues vivantes, n'exclut pas *à priori* les *langues mortes*. Beaucoup d'universitaires et de lettrés, en tous pays, sont en effet encore imbus de l'idée qu'une de ces langues, le latin, pourrait, en la réformant pour la simplifier, en complétant et modernisant son vocabulaire, redevenir ce qu'elle a été jadis : langue internationale, tout au moins du monde savant.

Plusieurs tentatives ont été faites en ce sens. Les unes s'efforçaient d'adapter le latin classique à cet usage, en l'enrichissant de mots nouveaux (Ch. Richet), les autres, comme Henderson dans le *Phoenix*, Julien Havet, etc., cherchaient à utiliser le latin du moyen-âge, en l'adaptant aux besoins nouveaux, et se rapprochaient du latin « culinaire » réclamé par Beermann et par d'autres savants. Toutes ont échoué. Les revues qui en étaient les organes ont cessé de paraître.

Il ne faut pas s'en étonner.

Même simplifié, le latin, que l'élite des élèves de l'enseignement secondaire ne parvient pas à écrire couramment, et encore moins à parler, en neuf années, reste une langue compliquée et malaisée pour la généralité des savants. A plus forte raison, ne peut-il convenir aux autres, c'est-à-dire à l'immense majorité de ceux qui éprouvent le besoin d'une langue internationale. « Elle doit, déclare M. Couturat, être accessible à toute personne d'instruction moyenne, en particulier à ceux qui ne savent que leur langue maternelle, aux adultes et aux femmes. On doit donc pouvoir l'apprendre seul et sans maître. Or aucune de ces conditions n'est remplie par le

latin, qui est aussi difficile que les plus difficiles des langues vivantes, et qui offre les mêmes inconvénients : une grammaire et une syntaxe compliquées et irrégulières. Il n'a qu'un seul avantage sur elles : c'est d'être une langue *neutre*. Mais il a en revanche un désavantage énorme : c'est d'être une langue *morte* ; sa structure et son vocabulaire correspondent à un état de civilisation passé et irrévocablement dépassé. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'usage s'en est perdu parmi les savants, qui pourtant le possédaient si bien. On ne remonte pas le cours des siècles ; on ne ressuscite pas les morts. »

Ajoutons que, sous les déguisements, plus ou moins ridicules, qu'on est forcé de lui faire subir, pour l'adapter à notre époque, les meilleurs latinistes sont ceux qui répugnent le plus à l'accepter.

En sorte que *latins réformés* ou langues *néo-latines*, mécontentent à la fois lettrés et non lettrés.

Tout ce qui vient d'être dit du latin s'applique également au grec et au néo-grec, dont l'helléniste Gustave d'Eichthal s'est fait l'apôtre entre 1870 et 1880. « Tout ce qu'on peut dire en faveur du latin et du grec, conclut avec raison M. Couturat, c'est que ces deux langues ayant fourni les *racines* de la plupart des mots scientifiques, il convient que la langue internationale leur emprunte son vocabulaire scientifique, d'autant qu'un tel vocabulaire est déjà en grande partie international. Mais il faut se garder de tout exclusivisme, et ne pas vouloir emprunter *toutes* les racines aux *seules* langues mortes : un tel vocabulaire ne serait pas assez international (pour ceux qui ne savent que leur langue maternelle), ni vraiment *neutre* ; car il favoriserait trop les peuples de langue romane, et risquerait de n'être pas accepté par les peuples germaniques et slaves. »

## V

Si les langues vivantes sont seules expressément écartées par la troisième des conditions que formule la Délégation pour l'adoption d'une langue auxiliaire internationale, la plupart des systèmes *à priori* ou mixtes, dont il a été parlé plus haut, ne s'en trouvent pas moins, de même que les langues mortes, implicitement condamnés eux-mêmes par la première et la deuxième conditions (généralité et facilité d'acquisition). Il ne reste plus dès lors réellement en présence qu'une vingtaine de systèmes sur les soixante environ qui ont été présentés. Ce sont : quelques-unes des langues mixtes, comme le *Volapük* et la *Langue Bleue* de M. Bollack et toutes les langues *à posteriori*.

Le Volapük, même amélioré, ne compte plus guère de partisans.

Quant à la *Langue Bleue*, bien que constituant, à certains égards, un progrès sur d'autres, c'est toujours une langue mixte, qui a presque tous les défauts de celles-ci, qui est arbitraire et difficile, parce que trop aprioristique, et qui, de plus, a le non moins grave inconvénient d'être surtout destinée aux relations commerciales et usuelles, ce qui est contraire à la 1<sup>re</sup> et à la 2<sup>e</sup> conditions.

Restent les systèmes *à posteriori* : Ce sont ceux qui, à la différence des systèmes *à priori*, forgés de toutes pièces par leurs auteurs, s'inspirent plus ou moins d'un principe objectif, celui de l'*internationalité des éléments lexicologiques*, qu'ils puisent dans une ou plusieurs langues naturelles, vivantes ou mortes.

Ce principe paraît le seul pratique et le seul admissible.

Il est conforme à la méthode qui a prévalu dans les sciences — méthode à laquelle elles doivent leurs mer-

veilleux progrès — et consacre, en le régularisant, le procédé même de la nature, que nous révèle l'observation des faits. Partout, en effet, où, par la force des choses, se produisent de très fréquents contacts entre des hommes de nationalité et de langues différentes, on voit se former spontanément des langues auxiliaires artificielles composées d'éléments empruntés à plusieurs idiomes. C'est surtout dans les régions maritimes très fréquentées que se produit ce phénomène curieux à observer. Le plus connu de ces jargons est le *sabir* ou *lingua franca*, en usage depuis des siècles dans les ports de la Méditerranée orientale. Il y a encore : le *Pidgin English*, fait d'un mélange d'anglais, de chinois et de portugais, qui est couramment employé dans les ports des mers de Chine; le *Bichelamar*, composé d'anglais, de français, de canaque, que l'on trouve en Polynésie, etc., etc.

Nos langues modernes européennes sont elles-mêmes, au surplus, des *langues composites* faites de pièces et de morceaux. On connaît les multiples sources du français. L'anglais est lui-même une mixture romano-saxonne où les éléments latins, d'après Max Müller, entrent pour les deux tiers, mais qui renferme encore bien d'autres éléments français, flamand, etc. De même, l'allemand, le russe, etc., etc. Comme le font observer MM. Couturat et Leau : « S'il y a au monde une langue homogène et pure, ce ne peut être que celle de quelque peuplade sauvage habitant une île déserte, et sans relations avec le reste du monde. Mais on peut être sûr qu'elle est aussi très pauvre (ce qui ne veut pas dire qu'elle soit régulière et simple); ce n'est donc pas une langue à envier, ni un modèle à suivre pour la langue internationale. Celle-ci sera donc composite comme toutes nos langues : la nature, l'histoire, les progrès de la civilisation le veulent ainsi. »

« C'est là, ajoutent-ils, le seul moyen de constituer un

vocabulaire, à la fois *international* et *neutre*, d'autant plus facile à apprendre pour tous les Européens — ce qui est l'essentiel — qu'il réunira un plus grand nombre de mots ou de radicaux déjà connus de la plupart d'entre eux. »

Or, de très nombreux radicaux sont communs à plusieurs de nos langues, les uns à 2 ou 3, les autres à 3 ou 4, certains à 5 ou 6 d'entre elles ou même à toutes. Ce sont ceux qu'il convient d'adopter, en choisissant de préférence ceux d'entre eux qui présentent le *maximum d'internationalité*. Les termes scientifiques et techniques, empruntés pour la plupart au latin et au grec, sont généralement communs à toutes les langues européennes. Il en est de même d'un grand nombre de mots usuels, communs à toutes ou à plusieurs.

Ce sera le noyau du vocabulaire international. Les autres radicaux seront puisés soit dans les langues mortes, soit dans les principales langues européennes, en ayant bien soin de choisir « les plus courts, les plus distincts et les plus harmonieux. »

Ces radicaux serviront à former les mots dérivés et composés, suivant des règles absolument générales, constantes et uniformes.

La *régularité*, en effet, n'est pas moins indispensable que l'*internationalité*, pour la facile compréhension et pour la diffusion universelle de la Langue Internationale.

L'invariabilité des racines et des affixes permettra, dit M. Couturat, de lire *immédiatement* un texte, à l'aide du dictionnaire seul, ce qui n'est possible pour aucune langue vivante.

Un autre avantage, dit-il encore, que presque aucune langue ne possède est une *orthographe rigoureusement phonétique* ou une prononciation absolument conforme à l'écriture.

Sur la formation de l'alphabet, sur celle des vocabulaires techniques de chaque science et de leur synthèse générale ou philosophique, sur les simplifications de la grammaire et de la syntaxe, etc., M. Couturat donne encore des indications du plus grand intérêt, que je regrette d'être obligé de passer sous silence, car elles font très bien comprendre l'affirmation de l'illustre linguiste Max Muller : « *qu'une langue artificielle peut être beaucoup plus régulière, plus parfaite, plus facile à apprendre que n'importe laquelle des langues naturelles de l'humanité.* »

Comme les systèmes *à priori* et mixtes, les systèmes *à posteriori* sont trop nombreux pour que je puisse les exposer ici. Ceux qui désireront les connaître, afin de les comparer, devront se reporter au grand ouvrage de MM. Couturat et Leau. Les meilleurs sont, à mon avis, ceux qui se rapprochent le plus de l'idéal si bien tracé par la Délégation et par les savants auteurs qui l'inspirent.

Depuis le premier système *à posteriori* : la langue nouvelle de Faiguet (1765) (ce n'était, à vrai dire, qu'une ébauche), qu'on retrouve dans la célèbre *Encyclopédie* du XVIII<sup>e</sup> siècle, les divers projets qui se sont succédé ont pris pour base, tantôt le latin seulement, ce qui est le cas le plus fréquent, tantôt le latin et le grec, tantôt une langue néo-latine, l'espagnol ou l'italien, tantôt l'anglais, ou l'anglais et le français réunis, tantôt les 5 langues romanes, tantôt, comme l'*Idiom Neutral* et l'*Esperanto*, l'ensemble des langues européennes.

L'*Idiom Neutral* est né du Volapük. Il est l'œuvre collective de M. Rosenberger et de l'*Académie internationale de langue universelle*, instituée par les deux congrès internationaux de Volapükistes (1887-1889) pour la réforme et le perfectionnement du Volapük.

Mais, s'il est issu historiquement de cette langue, il faut bien reconnaître que les changements apportés à la

création de M. Schleyer en font une langue tout autre. D'*a priori*, elle est devenue *à posteriori* et même, d'après MM. Couturat et Leau, exagérément *à posteriori*, car la régularité y est constamment sacrifiée à l'*internationalité*, ce qui a pour effet de la rendre plus compliquée et plus difficile.

Tout en reconnaissant la compétence et le grand mérite des auteurs de ce projet, l'un des mieux étudiés et des plus complets qui aient été proposés depuis l'échec du Volapük, MM. Couturat et Leau constatent cette défectuosité. Ils lui reprochent en outre de subordonner le graphisme, qui est international, à la prononciation, qui est plutôt nationale, tandis que, dans une langue commune à tous, c'est le contraire qui devrait être. « Ce défaut, disent-ils, vient de la pauvreté de l'alphabet ; un alphabet un peu plus riche permettrait de mieux atteindre le maximum d'internationalité à la fois graphique et phonétique. » Ils lui reprochent encore l'absence de tout article défini ou indéfini, ce qui leur paraît être un très grave défaut, ainsi qu'un trop grand nombre d'homonymies et de doublets, qui prêtent à la confusion et augmentent inutilement la quantité de mots à apprendre. Ils lui reprochent enfin une imitation trop servile des langues romanes. « Plus on calque servilement, disent-ils, les formes nationales, plus la langue risque de perdre sa régularité et sa simplicité, pour offrir l'apparence disgracieuse et choquante d'une langue estropiée. »

Malgré ces réserves et ces critiques, l'*Idiom Neutral* qui, tel quel, réalise un immense progrès sur l'ancien Volapük, n'en reste pas moins une des langues universelles susceptibles d'être prises en considération.

C'est à l'*Esperanto* que MM. Couturat et Leau consacrent l'examen le plus détaillé et le plus approfondi.

Bien intéressant l'historique de l'œuvre du docteur russe Zamenhof, qui longtemps a signé ses écrits *Dok-*

*tor Esperanto*, nom qui lui est resté. C'est sous l'empire des mobiles les plus nobles et les plus humanitaires qu'il consacra sa vie à la longue élaboration de cette belle langue internationale, qui, après des débuts obscurs et lents, tend aujourd'hui à conquérir de plus en plus l'opinion du monde. Chose digne de remarque : la même évolution que nous avons constatée dans l'histoire des projets de langue universelle s'est produite dans l'esprit et dans l'œuvre du Dr Zamenhof, qui, de l'idée de restauration du latin, est successivement passé à celle de langue *à priori*, pour aboutir finalement à son projet définitif de langue *à posteriori*.

Ce projet, fondé sur les deux principes essentiels harmonieusement combinés du *maximum d'internationalité* et de l'*invariabilité des éléments lexicologiques*, paraît, comme le disent MM. Couturat et Leau, réunir et fondre ensemble de façon très heureuse les propriétés et les avantages des langues agglutinatives et des langues à flexions.

Non seulement, il est entièrement conforme aux trois conditions posées par la Délégation, mais il paraît répondre en outre à presque tous les *desiderata* exprimés par MM. Couturat et Leau, en dehors de la Délégation.

De plus, fait significatif : durant ces dernières années, des adhésions considérables sont venues à l'*Esperanto*. Parmi elles, il convient de citer : celles de l'illustre Tols-toï, de l'éminent philosophe Max Müller, qui n'a pas hésité à abandonner des projets d'abord encouragés par lui, pour attribuer à la langue du Dr Zamenhof « la première place parmi ses concurrentes », enfin et surtout celle de M. George Henderson, auteur lui-même de trois projets de langues internationales d'une réelle valeur, l'*Anglo-Franca*, la *Lingua* et le *Latinesce*, qui, avec un bien rare et bien noble désintéressement, s'est rallié en ces termes à l'*Esperanto* : « De tous les projets de langues artificielles, l'*Esperanto* est décidément le meilleur, et je



suis convaincu que, s'il avait paru avant le *Volapük*... il aurait gagné l'adhésion non seulement de ceux qui adoptèrent le *Volapük*, mais de milliers d'autres. »

Malgré ce concert d'éloges des plus autorisés, sur plus d'un point, des critiques de détail plus ou moins justifiées ont été faites à l'*Esperanto*. MM. Couturat et Leau les reproduisent, en suggérant à son auteur d'utiles améliorations, qui ont d'autant plus de chances d'être adoptées que M. le Dr Zamenhof ne s'est jamais montré, comme M. Schleyer, intransigeant.

Les principales portent sur l'*alphabet*, qui serait peut-être susceptible de simplifications, sur certaines consonances défectueuses, sur les *modes*, qui pourraient presque tous être supprimés et remplacés, selon le vœu de Leibniz, par des conjonctions, comme les *cas* le sont par des prépositions, etc.

« Malgré ces imperfections aisées à corriger, disent MM. Couturat et Leau, le système de formation des mots en *Esperanto* est d'une régularité et d'une fécondité admirables. C'est lui qui contribue surtout à lui donner ce caractère merveilleux de « langue naturelle », de « langue vivante » que de bons juges lui reconnaissent. C'est vraiment une langue autonome, qui possède des ressources intrinsèques et illimitées, qui a une physionomie originale et un « esprit » propre... Ainsi, ce n'est pas une langue artificielle, figée et morte, simple décalque de nos langues; c'est une langue capable de vivre, de se développer, et de dépasser en richesse, en souplesse et en variété, les langues naturelles. Enfin, c'est une langue susceptible d'élégance et de style, s'il est vrai que la véritable élégance consiste dans la simplicité et la clarté, et que le style n'est que l'ordre qu'on met dans l'expression de la pensée ».

Aussi l'*Esperanto* a-t-il rencontré en tous pays des partisans convaincus. Citons en France : MM. de Beau-

front, Gaston Moch, général Sebert, Laisant, Bourlet, entre autres, qui s'en sont faits les ardents apôtres.

De la Russie, où elle a pris naissance et s'est tout d'abord répandue, cette langue a successivement pénétré dans les autres pays slaves, puis en Allemagne, en Suède, en Norvège, en France, où elle a fait depuis quelques années de rapides progrès, en Angleterre, en Italie, en Autriche, dans les deux Amériques, etc.

On compte actuellement, d'après M. Bourlet, 150 *Sociétés de propagande de l'Esperanto*, réparties sur toute la surface du globe; 16 journaux espérantistes, dont, depuis peu, une *Revue Scientifique en Esperanto*, patronnée par des hommes éminents dans la science, qu'édite la maison Hachette. Il existe déjà des manuels d'Esperanto en vingt-deux langues; et plus de cent-cinquante ouvrages ont été publiés en Esperanto, parmi lesquels des traductions de nombreux ouvrages de toutes sortes, depuis l'*Iliade* et *Hamlet*, jusqu'à la *Monadologie* de Leibniz.

De nombreux cours ont été ouverts de tous côtés, dont une trentaine à Paris, organisés principalement par le *Touring-Club*. On évalue à 50,000 au moins le nombre des Espérantistes pratiquants aujourd'hui dans le monde; et il s'accroît rapidement.

## VI

Des éléments que je viens de décrire, il s'agit de dégager une langue auxiliaire internationale unique et de la faire accepter par l'ensemble des peuples civilisés.

C'est la mission qu'a très courageusement entreprise et très activement conduite la Délégation dont M. Leau est le secrétaire et M. Couturat le trésorier.

Le succès a répondu à ses efforts.

Plus de 150 Sociétés de savants, de touristes, de com-

merçants et d'ouvriers, 400 professeurs d'Universités des plus éminents de tous pays ont déjà répondu à son appel et adhéré à son programme.

Un certain nombre d'Académies des sciences, celles d'Anvers, de Bruxelles, d'Erfurt, de Vienne, ont tout récemment manifesté leurs sympathies au principe de l'adoption universelle d'une langue auxiliaire commune et unique.

La dernière, l'*Académie impériale des Sciences de Vienne*, a même chargé officiellement un de ses membres, M. le professeur Hugo Schuchardt — l'illustre philologue qui, en plein succès du *Volapük*, avait porté sur lui un jugement défavorable et prophétisé sa chute, — « de suivre le mouvement relatif à la création d'une langue auxiliaire internationale et de lui en rendre compte ».

Par un premier rapport, du 10 décembre 1903, qu'a publié la *Revue internationale de l'Enseignement* du 15 mars dernier, M. Hugo Schuchardt a exposé, devant cette Académie, l'état de la question, en louant le plan d'action de la Délégation, sortie des Congrès internationaux de l'Exposition universelle de 1900, point de départ d'un « mouvement qui, dit-il, selon toute apparence, ne se laissera pas refouler ».

La délégation espère trouver dans l'*Association internationale des Académies*, instituée en 1900, à l'occasion de notre dernière Exposition universelle, la haute autorité capable de procéder au choix définitif d'une langue internationale, et de faire accepter ce choix par tous, gouvernements comme particuliers.

Mais, en cas de refus ou d'insuccès, rien ne serait définitivement compromis. Prévoyant cette éventualité, MM. Couturat et Leau ont pris leurs précautions. « La réalisation d'une réforme si importante pour le progrès des sciences et de la civilisation, ne peut évidemment dépendre, déclarent-ils, dans leur Préface, d'une circonstance

accidentelle. Il est inadmissible que les vœux de l'Humanité qui travaille et qui pense puissent être tenus en échec par une autorité officielle, si haute qu'elle soit ».

Aussi la Délégation a-t-elle résolu de passer outre, si le cas se produit. Forte des adhésions de plus en plus nombreuses, qui lui viennent de tous pays, représentant dès lors l'universalité des intéressés, elle constituera elle-même un *Comité international* comprenant « des personnes d'une compétence et d'une autorité exceptionnelles, choisies, autant que possible, dans toutes les nations, et prises, au besoin, en dehors de la Délégation ».

La décision souveraine qui sera prise, après un examen approfondi des projets qui lui auront été soumis, fera loi pour toutes les sociétés adhérentes, et ne tardera pas à s'imposer partout aux préoccupations des pouvoirs publics.

Les gouvernements d'Europe et d'Amérique pourraient sans doute prendre eux-mêmes l'initiative de s'entendre pour l'établissement d'une Commission internationale spéciale (car ils sont personnellement incompétents, dans une question qui est surtout du ressort de la philologie) et se prononcer ensuite officiellement par une convention diplomatique.

Mais cette intervention ne risquerait-elle pas de se faire attendre indéfiniment, sans l'initiative privée des intéressés, et sans la formation de courants d'opinion publique assez forts pour entraîner et promouvoir les dirigeants en tous pays ?

Quoiqu'il en soit, tôt ou tard, l'intervention des gouvernements devra se produire, à l'effet de donner la sanction officielle et légale aux décisions qui auront été prises par la Commission compétente, émanée, soit de l'initiative éventuelle du concert inter-gouvernemental dont je viens de parler, soit de celle déjà existante d'une sorte de syndicat des intéressés.

La langue internationale sera alors nécessairement

rendue obligatoire, à tous les degrés de l'enseignement, dans chacun des pays qui auront adhéré ou qui adhéreront ultérieurement à la convention dont s'agit. Alors même qu'il en devrait résulter un léger surcroît de travail, pour les élèves comme pour les maîtres, il n'y aurait pas à hésiter, en raison de l'immense avantage qui découlerait de son acquisition. Mais pour ceux, tout au moins, de l'enseignement secondaire, c'est au contraire un allègement considérable que leur vaudra la substitution de l'unique langue internationale, simple et facile, aux multiples langues vivantes dont l'étude, très laborieuse, jointe à celle des langues mortes et des sciences indispensables, surcharge outre mesure la mémoire de nos enfants. C'est même le seul moyen de remédier au grave inconvénient dont se plaignent avec raison les pères et mères de famille et que déplorent les maîtres eux-mêmes, d'un labeur démesuré, de santés altérées par le surmenage, sans même qu'il y ait la compensation de bons résultats éducatifs. Quant aux élèves et aux maîtres de l'enseignement primaire, « l'étude de la langue internationale sera pour eux, toute proportion gardée, comme l'a dit quelque part M. Couturat, un exercice d'esprit comparable à l'étude des langues mortes (quoique beaucoup plus facile) ; elle apprendra à analyser la pensée, à la dégager des formes illogiques ou équivoques de la langue maternelle et à la dépouiller des idiotismes qui la défigurent. »

Quelle simplification dans nos existences, si encombrées par l'étude des langues vivantes ou mortes, *qui en absorbent plus du tiers*, au détriment de l'emmagasinement des connaissances utiles et du travail productif, le jour où, pour être compris de tous ses semblables, chaque homme n'aurait plus à apprendre qu'une seule langue commune avec sa langue maternelle ! Ce serait, en réalité, selon le mot très profond et très vrai de Leibniz, *un tiers de vie ajouté à nos vies*.

Certes, nous sommes loin encore de cet idéal, rêvé par nous, et rêvé déjà par nos pères, ou du moins par quelques-uns d'entre eux, qui n'étaient pas des moindres, tels que Bacon, Descartes, Pascal, Leibniz et Concorcet. Qui ne voit poindre cependant une espérance, un commencement même de réalisation ? « La question de la langue internationale, disent avec raison MM. Couturat et Leau, dans leur préface, est sortie de la période des tâtonnements, des tentatives individuelles, des efforts isolés et divergents ; elle entre dans une période d'action pratique, concordante et organisée ».

J'ajoute qu'il s'opère actuellement dans les esprits une agitation salubre autour de cette grande question. Le nombre des projets s'accroît sans cesse.

Il ne faut pas toutefois se dissimuler que cette concurrence et ces efforts de propagande, s'ils devaient se prolonger longtemps, sans aboutir à une solution, créeraient un grand péril, et, au lieu d'améliorer les choses, ne feraient que les aggraver.

L'essentiel, en effet, n'est pas tant de réussir à faire adopter la meilleure des langues internationales existantes ou possibles, que d'empêcher qu'il en soit adopté plusieurs. Si, dans l'attente indéfinie d'une décision arbitrale, plusieurs langues, même intrinsèquement excellentes, continuaient à se propager librement, et, à force de recruter des adeptes, en venaient à se partager le monde, qui ne voit ce qui arriverait ?

Au lieu de remédier à la pluralité des langues *nationales*, on n'aurait abouti, comme le font remarquer MM. Couturat et Leau, qu'à la pluralité des langues *internationales* ; au lieu de détruire la tour de Babel existante, on en aurait élevé une autre, à côté de la première.

Sans doute, les relations pourraient s'en trouver facilitées, à l'intérieur de chacun des groupements de peuples qui se constitueraient, sous l'influence de ce nouveau

classement philologique ; mais on aurait pour longtemps, sinon pour toujours, ajourné la vraie solution : une seule langue internationale, à côté de leur langue maternelle, pour la communication entre tous les humains.

Il importe donc, avant tout, pour éviter ce grave inconvénient, qui aurait des conséquences incalculables, d'adopter sans retard et sans hésitations une langue internationale vraiment universelle, en lui conférant, ainsi que le demande instamment M. Schuchardt, le *privilege de l'exclusivité*.

L'humanité est arrivée à un point de son évolution où cette résolution s'impose à elle, comme une nécessité impérieuse et comme un grand devoir.

La morale sociale et intersociale, qui est ou devient de plus en plus la morale humaine, fondée sur la solidarité, dans l'espace et dans le temps, de toutes les générations dont elle se compose, oblige tous les membres conscients de la nôtre à favoriser de tout leur pouvoir la solution de ce grave problème, dont dépendent, pour une bonne part, son avenir et ses destinées.

Ce serait, je n'hésite pas à le répéter, un véritable crime de lèse-civilisation, que de condamner, par notre inertie volontaire ou par un scepticisme injustifié, les futures générations aux longs piétinements, aux fausses directions, aux impasses, aux situations sans issue, aux désaccords fatals, aux luttes persistantes, — tandis qu'un vigoureux effort de notre part, en même temps qu'il nous vaudrait à nous-mêmes d'inappréciables avantages, assurerait, du même coup, la marche normale en avant, l'entente et l'harmonie progressives de l'humanité tout entière.

Je dirai, pour conclure, avec M. Couturat : la langue internationale « réalisera de plus en plus l'unité de la science ; elle incarnera et symbolisera l'unité de l'esprit humain. On nous objecte souvent que les langues vivantes ont un contenu intellectuel et moral, à savoir

l'esprit, le caractère « et l'âme » d'un peuple. Mais la langue internationale aura un contenu plus riche et plus précieux encore : l'ensemble des vérités philosophiques et morales, scientifiques et pratiques qui forment le patrimoine commun de l'humanité.

« Il serait sans doute excessif de prétendre qu'elle suffira à donner aux hommes la conscience de leur fraternité, à empêcher entre les nations tout conflit sanglant et à remplacer le règne de la force par celui du droit. Mais du moins elle aidera les peuples à se mieux conduire, à se fréquenter davantage, à se comprendre, à s'estimer et à se respecter. Elle pourra dissiper bien des préjugés et des malentendus qui les séparent, resserrer et multiplier entre eux des relations, non seulement d'intérêt, mais de sympathie, qui contribueront à affermir la concorde et la paix. « Nos devanciers, s'est écrié un jour M. Boutroux, ont créé la conscience familiale, la conscience de la cité, la conscience nationale. Il nous appartient de créer la conscience de l'humanité. » Cette conscience de l'humanité, qui commence à se former et à se manifester, trouvera, dans la langue internationale, un organe et un véhicule indispensables ».

Il dépend de chacun de nous, en suivant le noble exemple de MM. de Beaufront, Max Müller, Henderson et autres, en abdiquant nos préférences personnelles, en les subordonnant du moins à l'intérêt supérieur de l'idée commune, au choix décisif d'une autorité compétente, impartiale, acceptée d'avance, « de hâter cette grande réforme, qui marquera dans l'histoire de l'humanité une époque comparable à celle de l'invention de l'imprimerie, et qui contribuera puissamment aux progrès de la science et de la civilisation (1) ».

GEORGES LAFARGUE.

(1) COUTURAT. *Pour la Langue internationale*. Paris, Hachette, 1901.

---



## TERRE ET PEUPLES

(Suite).

---

### Rôle du facteur géographique sur les formations nationales et les constitutions politiques.

---

#### FORMATION DE LA SPIRITUALITÉ POSITIVE EN OCCIDENT

Quoiqu'il en soit, les modernes reprennent la géométrie au point même où l'avait laissée l'École d'Alexandrie. Viète et Descartes semblent deux disciples immédiats de Diophante et de Pappus. Mais les treize siècles qui séparent ces grands hommes n'ont pas seulement opéré des changements dans les constitutions sociales. L'esprit humain s'est agrandi. De même que, sans réussir, il a visé, sous la forme *catholique* à l'*universalité* dogmatique, il continue à poursuivre et, ayant rejoint la positivité, il réussit à fonder la généralité théorique. Viète crée l'algèbre, c'est-à-dire la science générale du calcul ; Descartes, coupant court aux recherches innombrables de la géométrie spéciale (1) « réduit à une même construction tous les problèmes d'un même

(1) Les Anciens reprenaient pour l'étude de chaque courbe des questions toujours analogues ; s'occupant plus de l'*individualité* de la ligne que de ses propriétés *spéciales* ou spécifiques. C'est ce qui fait dire à Descartes en fin de ces *sept* pages qui condensent toute sa géométrie : « On peut construire tous les problèmes de la géométrie ordinaire sans faire autre chose que le peu qui est compris dans les quatre figures que j'ai expliquées. Ce que je ne crois pas que les anciens aient remarqué ; car autrement ils n'eussent pas pris la peine d'en écrire tant de gros livres où le seul ordre de leurs propositions nous fait connaître qu'ils n'ont point eu la vraie méthode pour les trouver toutes, mais qu'ils ont seulement ramassé celles qu'ils ont rencontrées. »

genre » (1). Il ne restait qu'à fixer et dénombrer les *genres* de problèmes pour constituer avec Comte la géométrie générale (2). Marquons, en passant, que la rénovation cartésienne devait suivre et ne pouvait guère précéder l'œuvre phoronomique (3) de Képler et de Galilée.

Le jaugeage des tonneaux avait déjà appris (*Nova Stereometria Doliorum*, 1615) à l'ancien cabaretier Képler la commodité de la vieille méthode d'analyse géométrique de l'ingénieur Archimède. Le praticien allemand considérait déjà le cercle comme composé d'un nombre infini de triangles égaux, adjacents chacun à chacun, et ayant leur base sur la circonférence, et leur commun sommet au centre.

On n'a pas, à ma connaissance, remarqué combien cette conception analytique est en corrélation avec la découverte de la première loi du grand astronome. Les secteurs elliptiques de la *loi des aires* dont la subite introduction classique fait quelquefois l'étonnement de l'élève, sont logiquement bien proches parents des secteurs circulaires ou des onglets du jaugeur de tonneaux. Il est bien vrai que la publication de la découverte astronomique eut lieu (en 1609) six ans plus tôt que celle de la nouvelle *Stéréométrie*. Mais il est aisé d'attribuer cette postériorité de l'exposition mathématique, moins à la subséquence, pourtant possible, de cette théorie géométrique, qu'à sa relative importance aux yeux de l'astronome. Une lecture attentive des œuvres complètes de Képler permettrait sans doute d'élucider cette intéressante question de l'histoire de l'esprit humain.

Cependant, que la formule stéréométrique ait mené à la *loi des aires*, ou que la géométrie céleste ait inspiré, par la recherche de mesures directement pratiques, la *méthode*

(1) *La Géométrie* : dernier paragraphe.

(2) Comte est le seul géomètre qui ait su donner à la question 10 du livre II de la *Géométrie* cartésienne toute son ampleur. Voir son traité spécial de *Géométrie analytique* et sa rectification dans sa *Synthèse subjective*.

(3) Vocabulaire proposé par Comte (*Ph. math.*, note du § 457) pour désigner la mécanique abstraite.

infinitésimale, il est logiquement intéressant de noter dans un cas précis, et même abstraction faite de toute considération historique; cette interdépendance des théories scientifiques, fussent-elles taxologiquement lointaines.

Si de l'aire de la section méridienne d'un tonneau on passe à la vitesse angulaire des planètes, on saisit sur le fait le déterminisme psychique d'une des découvertes cosmologiques les plus ardues. C'est là un bien bel argument pour la *conception matérialiste de l'histoire*.

Mais si la cosmographie contribue aussi directement, avec une telle rapidité, et dans un même cerveau, au perfectionnement de la technique humaine, on conclura qu'il n'est point d'études superflues, et que les théories relatives aux phénomènes les plus lointains sont souvent grosses de perfectionnements pratiques; même dans les choses les plus vulgaires — c'est-à-dire les plus utiles. Elles suggèrent également des méthodes inédites qui seront bientôt, pour l'esprit scientifique, comme de puissantes machines, créatrices de nouvelles richesses intellectuelles. C'est là, d'ailleurs, un enseignement que nous avait déjà donné la découverte de l'analyse spectrale.

En cette circonstance, Maximilien Marie n'a pas rendu à Képler une suffisante justice. C'est l'estimable Hallam qui, dans son *Histoire de la littérature de l'Europe* (t. IV, p. 6 de l'édition française), rappelle, d'après Fabroni, les droits de Képler à la priorité de la conception infinitésimale. Pourtant Marie a signalé l'originale analyse géométrique du grand savant wurtembourgeois. Mais ses malencontreuses fonctions universitaires lui ayant désappris à séparer des résultats erronés la méthode juste qui les avait suggérés — toute méthode a pour interprète un homme faillible — le professeur officiel s'est exagéré l'importance d'erreurs fortuites, et a reporté sur Cavalieri, premier *spécialiste* de la nouvelle théorie, le mérite d'initiateur qu'il n'eut pas. Par sa réduction hétérogène des volumes à des surfaces, des surfaces à des lignes, et des lignes à des points, le mathématicien milanais déformait, et l'on pourrait ajouter *dégradait* la haute pensée du philosophe allemand.

Cette attribution de paternité possède encore un autre intérêt philosophique. C'est aussitôt après Képler que commença la différenciation moderne de la géométrie d'avec la cosmologie.

Tandis que les génies les plus abstraits affinent, dans le sens de Descartes et de Leibnitz, l'instrument de logique mathématique, les esprits plus pratiques scrutent le Monde, et construisent avec Galilée, Huggheens et Newton, les principes expérimentaux de la philosophie naturelle. Aussi les deux écoles continueront à diverger jusqu'à ce que le subjectivisme de l'une acquiert assez de vigueur pour enchâsser l'ensemble des renseignements objectifs obtenus.

Ce travail de coordination constitue précisément la principale mission d'un positivisme vivant.

Pour Képler, le cône devenait une somme de pyramides ; le cylindre une somme de prismes. D'une façon générale, il voyait tous les *corps ronds* comme la somme d'un nombre infini de feuillets égaux au feuillet générateur tournant.

Les erreurs de calcul échappées à cet impatient esprit reportèrent donc injustement sur Cavalieri la paternité de la *méthode des indivisibles*.

Cependant Galilée suivait la voie de Képler. Par sa réduction des mouvements accélérés à une suraddition continue de mouvements uniformes persistant sans troubles mutuels dans le mouvement résultant, le géomètre florentin avait non seulement simplifié l'étude des combinaisons dynamiques, mais en figurant concrètement les rétrogradations autant que les progressions, il exprimait *implicitement* la *règle des signes*. L'*explicite* formulation de cette règle sera bientôt due à Albert Girard (*Trigonométrie* : La Haye, 1626), à qui Descartes s'empressa de l'emprunter trop discrètement (*Géométrie* : Paris, 1636, après retour de Hollande).

La mécanique venait ainsi perfectionner, par réaction, l'algèbre à la constitution fondamentale de laquelle il ne manquait plus que l'interprétation des expressions symboliques.

Une fois de plus se trouvait donc vérifiée la loi logique

*des intermédiaires* qui ne permet de différencier les existences moyennes qu'après la distinction des existences extrêmes qu'elles relient immédiatement.

Pourtant, loin d'avoir extrait des lois galiléennes toutes leurs conséquences logiques, Descartes, dans l'ivresse bien excusable de sa propre conception de la MÉTHODE générale de recherches, laisse à un successeur immédiat la gloire d'en dégager « la plus haute pensée de l'esprit humain » (1). L'étude des mouvements dus aux forces continues, et en particulier à celle de la pesanteur, avait également suscité chez Galilée la considération de forces et de vitesses infinitésimales. Mais il n'avait osé passer que par des artifices géométriques, des *vitesses virtuelles* aux mouvements réels. Cependant, son ami Cavalieri, reprenant la méthode inaugurée par Képler, substituait résolument, tant pour les aires que pour les lignes, à l'étude directe des courbes, la considération des « infiniment petits » éléments inscrits. Presqu'en même temps (2), Descartes touchait la solution en donnant sa méthode des *isopérimètres*. A l'exemple d'Archimède, et d'une manière plus explicite que le procédé « du plus grand des purs géomètres » (3), il concevait donc le cercle comme la *limite* de polygone de périmètre constant d'un nombre infini de côtés. Du *cercle* il ne passa cependant pas à la *courbe*. Sans doute il convient d'attribuer son échec autant à un excès de scrupules logiques, hérités des anciens, qu'à l'enthousiasme de sa construction philosophique. Il divisait les courbes en deux classes, les unes géométriques relevant de son étude; les autres appartenant « aux mécaniques » (4), qu'il ne pouvait « recevoir à cause qu'on les imagine décrites par deux mouvements séparés, et qui n'ont entre eux aucun rapport qu'on puisse mesurer exactement ». Plus analytique, c'est-à-dire plus perspicace, Fermat trouva de suite dans l'horizontalité de

(1) AUG. COMTE. *Phil. math.*, § 137.

(2) La *Geometria indivisibilibum* fut éditée à Bologne en 1635. La *Géométrie*, qui d'ailleurs ne contient pas cette méthode, est de 1637.

(3) Dénomination de Comte dans la *Synthèse subjective*.

(4) *Géométrie*, II, § 1.

ces « *indivisibles* », la caractéristique des *maxima* et des *minima*, et dans leur verticalité une *singularité* de direction (rebroussement, changement de courbure, etc.). Quant à leur coefficient angulaire, rapporté à l'axe d'éloignement (abscisse), et généralement fixe pour un accroissement, positif ou négatif, de la formation (1), il trace l'allure de la courbe, y détermine la tangente ; puis comparé à celui de l'élément consécutif, mesure la courbure et détermine la distance du centre de rotation. Par ce perfectionnement, Huyghens mesurait jusqu'aux ultimes variations des directions : il permettait d'appliquer au mouvement curviligne les lois formulées d'après le cas abstrait de la rectilinéarité.

La corrélation parfaite entre la courbe concrète et ses éléments abstraits, devenait donc évidente. La distinction qualificative se réduisait enfin à une évaluation quantitative. Instituer cette évaluation, tel se formulait le grand problème logique et mathématique du XVII<sup>e</sup> siècle.

Cette théorie des sommations débuta, suivant la voie constante, par les plus simples cas. Wallis somma méthodiquement des séries de quantités finies. Il rappelait *explicitement* que des sommes d'un nombre infini de quantités finies pouvait être une valeur finie. Indépendamment du résultat scientifique, il établissait aussi une heureuse notion logique. Il faut bien dire « rappeler », car certaines intégrations très simples concernant surtout les quadratures (la quadrature égyptienne du rectangle et du triangle, par exemple) enseignaient déjà qu'une somme de quantités infiniment petites pouvait être une quantité finie. Mais cette simplicité même avait empêché qu'on recherchât le procédé général de sommation.

(1) J'emploie à dessin le terme proposé par Comte (*Synthèse*, II, § 60-63) pour remplacer le mot *fonction* qui, logiquement, n'a aucun sens en mathématique. La correspondance cartésienne entre une *forme* et une *formule* demande l'emploi complémentaire du vocable *formation* pour mettre en formule la forme.

C'est pour cette raison que j'ai invariablement employé dans cet article le terme de formation. Il y combine les idées de siège territorial de chaque nation, de forme politique appropriée à chaque lieu pour chaque temps, et de *fonction* sociale du pays correspondant.

L'étude géographique de l'Antiquité nous a déjà montré comment l'esprit humain ne cherche à améliorer que les situations difficiles ; et c'est ainsi qu'il y a une parfaite analogie entre les procédés de l'ordre intellectuel et de l'ordre politique. Les effets d'une même cause sont diversifiés par la différence des situations.

Dès lors, le travail était si bien préparé que Newton, par la simple généralisation de l'antique méthode des *limites*, avait presque inconsciemment, faute d'un suffisant génie philosophique, découvert le calcul infinitésimal.

Il n'est peut-être pas superflu de remarquer à ce sujet combien le génie de Newton subit la double influence intellectuelle et économique de son milieu social.

D'une part, la science anglaise, toujours utilitaire, procède surtout par *analogies*. Ses plus hautes abstractions sont toujours guidées par des comparaisons concrètes. Le fait devient patent avec Young et ses *vibrations* éthérées ; avec Faraday et ses *lignes de forces* ; avec Maxwell et sa *théorie électro-magnétique* de la lumière ; avec Kelvin et ses atomes-planètes ; avec Lodge et ses ressorts ; avec Crookes et ses *bombardements moléculaires*. Newton emprunta ses analogies aux déformations incessantes, au *flux* des liquides.

Si, par un inconcevable cataclysme, les traditions de l'histoire scientifique venaient à se brouiller, un philosophe de l'avenir pourrait, à ce seul signe, déterminer la nationalité de l'auteur du « calcul des fluxions et des fluentes ». Il y aurait, en tout cas, matière à *expertise* ; et les partisans de l'école anglaise auraient beau jeu.

D'autre part, ce choix de l'analogie hydrodynamique est d'une simplicité d'autant plus remarquable qu'elle surgit d'elle-même chez un peuple éminemment marin, et dans un cerveau surtout préoccupé des questions astronomiques et nautiques.

Il fallait un milieu plus synthétique et moins absorbé par les préoccupations pratiques pour ériger en méthode universelle le procédé empirique des sommations analytiques.

C'est au cœur d'une Allemagne en travail de formation, toute à la recherche d'un principe d'agrégation, dans un cerveau tout tendu vers l'unité dogmatique et morale de son temps (comme le montre son concours avec Bossuet et sa proposition d'une langue universelle) que devait surgir la méthode positive de différenciation et d'intégration. A Leibnitz enfin revenait d'étendre à la mathématique l'artifice subjectif propre à la figuration abstraite de la *continuité* matérielle.

Sans se préoccuper outre mesure d'une rigueur logique, qu'exclut immédiatement l'étude, même la plus délicate, des phénomènes naturels, il conçut nettement que notre imaginaire substantif « absolu » est tout relatif. Délibérément, il négligea, en conséquence, dans ses calculs, des valeurs quelconques, même intrinsèquement très considérables, pourvu qu'elles fussent négligeables, — ou pour parler commelui — *infinitement petites* PAR RAPPORT aux valeurs types de comparaison. C'était inaugurer en philosophie, logique et scientifique, un régime nouveau. La date récente de son avènement, en fatale concomittance avec l'ère des ultimes convulsions métaphysiques, religieuses et politiques, ne lui a guère encore laissé champ que dans le ressort très circonscrit des sciences les plus abstraites et des arts les plus compliqués.

Mais elle convient à la recherche des modalités des phénomènes de tous genres, ainsi que Comte l'a explicitement montré dans sa *Synthèse subjective* (Géom. diff. § 7 au § 42). Voici, d'autre part, comment Marie, dont l'œuvre reflète si souvent la pensée de l'ancien Maître, apprécie (V. p. 143) la conception du grand « philosophe germanique » :

« Toute la théorie de la méthode de Leibnitz, considérée dans ses deux parties, calcul différentiel et calcul intégral, consiste, dit-il, dans ces deux idées fondamentales : la recherche des conditions dans lesquelles un phénomène quelconque va continuer à se développer sera toujours plus facile que la recherche des équations qui traduisaient les lois de l'accomplissement de ce phénomène dans toute son étendue, et cependant la connaissance des conditions



dans lesquelles se prolongera si peu que ce soit le développement du phénomène, pouvant servir à passer d'un état à un autre infiniment voisin, permettra d'assister en quelque sorte à l'accomplissement intégral de ce phénomène; elle remplacera donc virtuellement les équations en quantité finies que l'on voulait obtenir, et, par conséquent, celles-ci pourront se déduire de celles-là. »

La méthode générale entrevue par Leibnitz, ajoute-t-il plus loin (V. p. 184), « pénètre dans les plus petits détails du mode d'accomplissement des phénomènes et remonte des détails à l'ensemble.... Il apercevait, sans doute très clairement, qu'une équation différentielle, de l'ordre  $n$  est une relation entre  $(n + 1)$  états consécutifs d'un phénomène, infiniment voisins les uns des autres, et équidistants entre eux par rapport à la variable indépendante, ce qui présente, au point de vue concret, une image très nette ». Lumineuse est cette explication philosophique de la conception leibnitzienne. Elle établit, en effet, une relation précise entre la méthode analytique et la doctrine contemporaine de l'évolution. Elle est d'autant plus heureuse que la continuité des existences croît avec la hauteur de celles-ci dans l'échelle encyclopédique. L'organicité est évidemment incompatible avec toute discontinuité, et M. de la Palisse n'hésiterait point à dire que la cessation de la vie c'est la mort. Or, la théorie évolutionnelle n'est rien autre que l'extension aux espèces de cette continuité si patente chez les individus. On passe sans transition de l'hérédité biologique à la filiation historique et au progrès moral. Naturaliste, historien, philosophe s'efforcent, comme le mathématicien, *d'apercevoir très clairement qu'une forme quelconque, rapportée à son temps, est en relation nécessaire avec les états consécutifs de l'organisme collectif correspondant; et que des variations infiniment voisines les unes des autres suivent les variations de l'agent modificateur indépendant.*

(A suivre).

V.-E. PÉPIN.

---

## LA MALADIE CONTEMPORAINE

(4<sup>e</sup> article)

---

Après avoir constaté que l'esprit révolutionnaire a exercé ses ravages dans le pouvoir temporel, et s'est même fait sentir dans le sein du pouvoir spirituel ; après avoir noté ce qu'il a tenté contre les deux pouvoirs réunis, *Trône et Autel*, et comment il a usé et use encore de la victoire, cherchons ce qui est advenu du fameux Principe de la *Séparation des deux pouvoirs*.

Et d'abord jetons un coup d'œil rapide sur l'historique de la question.

Aussi loin qu'on puisse remonter dans le Passé, et l'observation des peuples sauvages le confirme, on aperçoit les rudiments de ces deux pouvoirs ; à côté du chef de tribu on voit le Féticheur ou Sorcier ; plus tard à côté d'Œdipe on voit Tirésias le devin, et Chalcas à côté d'Agamemnon.

Dans l'intervalle avait eu lieu évidemment un état théocratique dont les vestiges apparaissent à chaque instant dans la légende grecque et l'histoire ; état dont la connaissance de plus en plus complète de l'Égypte ancienne nous fait concevoir l'idée générale et qui a duré très longtemps.

C'est plusieurs milliers d'années qu'il faut remonter pour arriver aux origines premières telles qu'elles sont révélées par les papyrus et par les monuments.

Mais combien d'autres milliers d'années a-t-il fallu pour préparer cette organisation théocratique ? car il y a cela de stupéfiant que cette théocratie nous apparaît subitement toute formée, avec tous ses organes, en pleine possession de toutes ses facultés, comme si elle surgissait tout d'un coup

du fond d'un abîme ; et, en effet, c'est un abîme pour nous, car une obscurité profonde recouvre tout ce qui a précédé cette première étape brillante de civilisation.

Qu'ont été les premiers tâtonnements de la construction, et les premiers tâtonnements de l'écriture ? Combien ont-ils duré ? Comment se fait-il qu'à un certain jour, l'idée soit venue de retracer sur la pierre la marque des événements contemporains et antérieurs ? Nul ne le sait ; et de même, par quelle évolution a passé l'humble Féticheur d'autrefois pour devenir Grand-Prêtre et Roi ?

Toujours est-il que dans cette Égypte nous trouvons *les Prêtres et les Guerriers*, les premiers avec le pouvoir prépondérant sans conteste ; c'est, en effet, ce qu'il y a de plus logique, aussitôt faite la distinction entre âme et corps, entre esprit et matière ; mais pour qu'un pareil régime puisse s'établir, il faut qu'un état empirique préalable ait permis de surmonter les premières difficultés pratiques de l'existence.

Cette brillante civilisation elle-même n'a pas pu durer ; de nouvelles difficultés pratiques et politiques surgissant, les invasions par exemple, il a fallu toucher à la hiérarchie sacrée, et les guerriers ont repris l'avantage.

Alors ont suivi des temps *héroïques*, d'après la Légende, mais encore tout remplis de divinités, quoique le commandement fût passé aux combattants.

Si de la légende nous passons à l'histoire grecque, nous trouvons des divinités poliades honorées d'un culte fervent ; les grands Dieux ont aussi leur sacerdoce ; de même à Rome ; mais partout, à Rome et en Grèce, le pouvoir spirituel est subalternisé ; ce qui n'empêche pas la préoccupation des Dieux de remplir toute l'existence.

Quelle entreprise eût-on osé tenter sans consulter le vol et le chant des oiseaux, ou les entrailles des victimes ? Même aux derniers temps de la République romaine, le chef militaire qui aurait eu la malencontreuse idée de conduire ses troupes à la bataille, malgré l'avis des augures et des aruspices, aurait été vaincu d'avance.

Comment pouvaient coexister cette religiosité intense et

cette subalternisation du spirituel ? on se l'explique en réfléchissant que le culte des divinités poliades se confondait trop avec la politique pour qu'il pût menacer les chefs politiques ; et quant aux autres, ils n'étaient pas à craindre à cause de la multiplicité des Dieux ; le pouvoir spirituel, en un mot, n'était pas *concentré*.

A vrai dire, dans tout ce passé grec ou romain on aperçoit nettement deux fonctions correspondant à deux ordres de devoirs, mais il n'y a qu'un même esprit animant les masses, les chefs et les ministres du culte, et un seul vrai pouvoir, celui que nous avons appelé plus tard temporel aux temps du Christianisme.

Chez les Romains on vit, sur la fin de la République, les deux fonctions rassemblées souvent dans les mêmes mains, et cela eut lieu précisément au moment où les chefs militaires n'avaient plus qu'une foi minime dans ce spirituel dont ils se faisaient les dépositaires ; c'était une absorption à peine déguisée du spirituel dans le temporel.

Avec le Christianisme tout change.

Dans cette grande dissolution morale qui fut l'Empire romain, il se crée un centre de ralliement pour les âmes ; et, au milieu de la rétrogradation générale, cette puissance, uniquement spirituelle, grandit malgré les supplices et les martyres ; il serait plus juste de dire à cause des martyres.

Quand, au lendemain d'une persécution plus systématique encore que les autres, le politique avisé et sceptique qui s'appelait Constantin appela aux honneurs suprêmes une secte, obligée jusque-là de se cacher dans les Catacombes, il pensa certainement étayer l'autorité impériale ébranlée au moyen de cette religion qui avait montré son étonnante vialité, en ne succombant pas sous le coup des atrocités commises.

Il crut pouvoir rester encore le *Pontifex maximus* ; Napoléon I<sup>er</sup>, plus tard, aura une visée du même genre, en relevant les autels abattus, et pensera avoir raison sans grande peine des résistances d'un vieillard à sa merci ; en quoi ils se sont trompés tous deux, montrant par là qu'ils

ne comprenaient bien ni l'un ni l'autre ce que c'est qu'une puissance spirituelle.

Non seulement cette puissance ne se laissa pas subalterniser par l'empereur romain, mais elle aspira dès le commencement à la prééminence ; elle avait le sentiment de sa valeur morale et de ce qu'on attendait d'elle, en mesurant la distance de son point de départ à la hauteur à laquelle l'empereur venait de la faire monter (*divisum imperium cum Christo Caesar habeat*) ; elle érigea son Messie en Dieu au Concile de Nicée ; par cette origine divine de son chef, l'Église assurait son indépendance vis-à-vis des Empereurs, fussent-ils ombrageux ; et d'ailleurs, pour écarter toute défiance préalable, elle pouvait citer la réponse de son Christ à Pilate : *Mon royaume n'est pas de ce monde*.

Elle fit donc tout ce qu'elle pouvait faire alors, mais elle le fit résolument, et cela pour le plus grand bien de l'Occident, comme cela éclata avec force en face des pouvoirs barbares, car on peut dire que l'Église fut alors le représentant de la conscience universelle, et le défenseur du Droit contre la force brutale au service des appétits.

En somme, cette séparation des deux pouvoirs, adoptée en fait au commencement du iv<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire affirmée par l'Église comme gage de son indépendance, et subie à contre-cœur par Constantin, mais qui ne fut posée en principe que beaucoup plus tard (pacte de Charlemagne, pacte non écrit, mais universellement cru et affirmé), fut toujours très équivoque, comme on le vit, malgré ce pacte assez mal défini, par les luttes acharnées de

*ces deux moitiés de Dieu, le Pape et l'Empereur*

aspirant chacune à absorber l'autre pour revenir à l'Unité.

Cette prééminence tant cherchée, et atteinte pendant un instant, s'écroula comme nous l'avons vu, et depuis ce moment la balance inclina du côté opposé, et de plus en plus.

Tous les pouvoirs modernes Européens, les républicains comme les autres et plus que les autres, font rentrer plus

ou moins le pouvoir spirituel dans leurs attributions. Ainsi fit Louis XIV, roi très chrétien, à propos des libertés Gallicanes.

Déjà Henri VIII avait fondé la religion anglicane.

Les Czars, dans l'Orthodoxie grecque, sont chefs de la religion.

Napoléon I<sup>er</sup> a imposé son *Catéchisme impérial*.

En Allemagne, l'Empereur n'est-il pas quelque chose comme le chef du Protestantisme ? Qu'est-ce que signifie le *Kulturkampf*, sinon cela ?

Chez nous n'agite-t-on pas la question du monopole de l'enseignement par l'État ? Ce qui est toujours le prolongement de la même idée, *résorption du spirituel dans le temporel*, seulement avec un changement qui indique une nouvelle phase de la question ; il ne s'agit plus du spirituel chrétien, lequel est éliminé (1) ; il s'agit d'un autre plus moderne ; c'est donc bien la continuation du mouvement de révolte commencé au xiv<sup>e</sup> siècle contre le catholicisme, et, qui après avoir secoué le joug, aboutit à asservir à son tour.

(1) Ce mot fait allusion à la séparation de l'Église et de l'État dont il a été tant question depuis un certain temps. Il ne faut pas confondre cette question avec celle traitée dans le texte sous le titre de séparation des deux pouvoirs ; d'abord cette dernière s'applique aussi, comme on va le voir, à un spirituel autre que le théologique ; ensuite elle ne fait aucun usage des considérations économiques et financières ; enfin, le mot Séparation peut signifier bien des choses différentes, ce qui amènerait des confusions regrettables ; ainsi dans le texte il signifie tantôt : distinction de deux sortes de fonctions, mais qui doivent être animées d'un même esprit ; tantôt indépendance du spirituel.

Si on applique la formule : *séparation de l'Église et de l'État* aux États-Unis, le mot séparation veut dire : indépendance réciproque, et rapports bienveillants ; en effet, là toutes les confessions peuvent prier, enseigner, fonder, posséder, acquérir en toute liberté ; les seuls rapports avec les États concernent la bienfaisance, l'hospitalisation....

Si on applique la même formule à certains projets qui s'élaborent chez nous et dont l'écho est parvenu jusqu'au grand public, le mot Séparation aurait à peu près le sens de rupture violente ou de séparation de corps entre époux, sans égards, ni scrupules ; ça consisterait essentiellement en ceci : retrait des cathédrales, églises et presbytères ; absence complète d'indemnité pour les vieillards, les femmes et les infirmes.... et de plus quelques petites mesures policières et fiscales pour empêcher de se reconstituer et de vivre : Simple et grand !

Et nous voilà revenus juste au point où en était la question sous les premiers Césars, c'est-à-dire à la confusion des deux sortes de fonctions et à leur concentration dans une seule et même main, celle du seul vrai pouvoir, le pouvoir temporel.

Mais alors se pose une question ; puisqu'il ne s'agit plus du spirituel chrétien, lequel est éliminé par hypothèse, de quel spirituel s'agit-il, car il en faut un ?

Quoiqu'on fasse, le dualisme du temporel et du spirituel existe toujours, d'après la remarque qui a été faite en commençant ; il fait partie de la constitution de la Société, puisqu'il a sa racine au plus profond de l'âme humaine.

Si on écarte la religion catholique, comme faisait le XVIII<sup>e</sup> siècle philosophique, à cause de son despotisme, il reste les religions protestante et juive.

Si on écarte encore celles-là, et de plus la mahométane et la bouddhiste, qui figurent dans notre empire colonial, en un mot si on fait abstraction de tout ce qui est religion théologique reconnue, afin de se placer au point de vue uniquement laïque, il reste :

*Métaphysique, science et philosophie positive* pour les idées ; c'est de ce fonds que se forme d'une manière toute incohérente l'*Opinion*, laquelle se fait jour tellement quellement dans la presse, au milieu de la bataille confuse des intérêts.

Mais, en dehors des idées, il y a aussi une *Conscience publique*, bien troublée, il est vrai, mais qui cependant à certains moments fait entendre sa voix.

C'est tout cela qui est le spirituel actuel, aussi mal coordonné que possible, comme on voit ; mais il n'empêche que cela vit, cela sent et cela pense et que cela se dresse en face de la Force.

Est-ce ce spirituel tout entier que le temporel a la prétention de résorber ? évidemment non ; la conscience est incoercible.

Est-ce la philosophie positive ? non encore, heureusement pour elle, car, du jour où elle recevrait l'attache officielle, elle perdait *ipso facto* la moitié de sa valeur aux yeux du

public ; du reste, c'est une supposition vaine ; la réalité en est à mille lieues.

Qu'est-ce donc que cela peut être alors, sinon un mélange de science et de métaphysique ? Science pour tout ce qui ne touche pas à l'ordre humain, métaphysique pour tout le reste, mais avec l'étiquette scientifique, bien entendu ; la science a trop bonne réputation pour qu'on se prive de ce *laissez-passer* ; nous sommes habitués à ce refrain : *la Science dit ci..., la Science dit ça...*, refrain chanté peut-être de la meilleure foi du monde ; il est si facile de prendre pour des vérités générales les suggestions de sa propre raison !

Ainsi donc un mélange *pseudo-scientifique*, voilà tout ce que peut être le Spirituel du Temporel ; or, il lui en faut un, puisqu'il veut enseigner la masse entière, par hypothèse.

Mais, dira-t-on, comment peut-on assimiler l'état moderne, assumant la responsabilité d'enseigner tout le monde à lui tout seul, avec les chefs militaires romains, cumulant les fonctions de grand-prêtre et de consul ? Ne sait-on pas que les anciens n'eurent jamais d'enseignement public, et que l'honneur de cette institution revient au Catholicisme ?

Aussi ne les assimilé-je que sous ce seul rapport, que dans les deux cas, c'est le Temporel qui s'affirme comme détenteur du Spirituel ; dans le premier cas, ce serait l'État, répandant son Évangile par la bouche de ses professeurs de philosophie, docteurs *Sorboniques*, eût pu dire Rabelais ; dans le deuxième, c'était le César ou l'un de ses lieutenants, présidant, sans sourciller, aux cérémonies du culte païen.

C'est identique, et dans chacun des cas, la question de droit se pose de la même manière ; pas d'opposition sans doute, chez les Romains de la décadence, de la part de cette populace qui ne demandait plus que *du pain et des jeux*, mais déjà opposition de la part de tous ceux dont ces célébrations officielles ne satisfaisaient plus toutes les aspirations : guerre sociale, guerre des gladiateurs, révoltes d'esclaves, agitations religieuses de toutes sortes, protestation sourde de la secte chrétienne....

Chez nous, la métaphysique officielle ou officieuse ne



manquera pas de prouver que le *Salut public* exige l'enseignement officiel pour exterminer l'erreur ; la métaphysique est infiniment souple et elle a toujours en réserve des arguments tout prêts pour toutes sortes de causes ; mais il y a aussi, avons-nous dit, une conscience générale.

C'est elle qui, un jour, se fit entendre par la bouche de Voltaire pour défendre Calas, le chevalier de La Barre et Sirven ; c'est elle qui arracha la dernière de ces victimes au *bras séculier* ; c'est elle qui arracha du même coup la liberté religieuse à l'intolérance catholique ; et cette liberté religieuse, conquise au XVIII<sup>e</sup> siècle, elle **prétend la garder** au XX<sup>e</sup>, et l'appliquer **même au profit** de ceux à qui elle fut **imposée**, contre les héritiers de ceux qui l'imposèrent jadis ; car il y a du changement : nous ne sommes plus en 1760 ; ce n'est même plus *l'Ordre moral* qui veut *faire marcher la France* ; non, tout est retourné, mais la France continue à n'aimer pas qu'on la fasse marcher de force, et elle dit :

*Pas de vérité officielle, pas de morale officielle, pas de monopole de l'enseignement par l'État.*

C'est ici qu'apparaît le rôle que la Libre Pensée a encore à remplir.

Elle doit être l'organe de la conscience générale.

On s'étonnera peut-être de voir cet appel à la Libre Pensée sous la plume d'un Positiviste, car Aug. Comte a fait remarquer, dès ses premiers écrits, qu'il n'y avait plus de Libre Examen dans les sciences déjà constituées ; aussi pensé-je qu'il diminuera progressivement en sociologie et en morale, au fur et à mesure de l'avancement des connaissances positives, mais là comme partout il disparaîtra, s'il disparaît, de lui-même et faute d'aliment.

Écartons d'abord une équivoque : Libre Pensée est une expression toute négative qui veut dire simplement Pensée qui s'est libérée ; libérée de quoi ? du joug théologique ; c'est le prolongement du libre examen protestant ; c'est la pensée philosophique du XVI<sup>e</sup> siècle et aussi du XVIII<sup>e</sup>. C'est elle, en somme, qui a permis au Positivisme de naître, et nous lui devons cette reconnaissance.

Libre Pensée ne veut pas toujours dire esprit libre ;

hélas ! c'est une étiquette qui peut recouvrir toutes sortes de préjugés étroits.

Ça ne veut pas dire non plus nécessairement *pensée amie de la liberté*, car on sait des Libres Penseurs qui ne seraient pas fâchés d'imposer leur libre pensée à tous ceux qui ont le malheur de ne pas penser comme eux.

Je suis aussi complètement d'accord avec le docteur Cancalon (1) sur ce point que la Libre Pensée ne crée pas la science, qu'elle ne peut même pas en être « l'éternel redresseur », car pour cela il faudrait qu'elle eût une méthode à elle, plus scientifique que les méthodes de la science, ce qui est contradictoire.

Je suis également d'accord avec lui sur ce point qu'il y a beaucoup moins de mérite à professer aujourd'hui la Libre Pensée que du temps d'*Étienne Dolet*, et qu'on peut s'en procurer la petite gloriole à assez bon compte dans la plupart des cas.

Mais cependant, et Aug. Comte en a fait la triste expérience, si les philosophes indépendants ne courent plus le risque de voir brûler leurs écrits en place de Grève et de subir de leur personne le supplice du bûcher ou de la roue, ils sont encore exposés à mourir de faim.

Et avant lui n'y avait-il pas eu une Restauration, qui exigeait des fonctionnaires le billet de confession ?

Et après lui n'y a-t-il pas eu des tentatives, comme le 24 mai et le 16 mai, qui, si elles avaient réussi complètement, nous offraient des perspectives analogues ? Comment sera fait demain ? Nous ne le savons pas ; suffit-il, pour nous rassurer pleinement, que le grand Pendule ait dépassé, dans l'autre sens, la position d'équilibre ?

Je dis donc que la Libre Pensée, ou Pensée libre, comme on voudra l'appeler, a encore un office capital à remplir, celui de plaider la cause de la liberté et de résister à tout dogmatisme, *d'où qu'il vienne*, qui prétendrait s'imposer.

Cela ne peut évidemment pas viser le Positivisme, comme on a paru le craindre aux Congrès de Bruxelles et de

(1) *Revue Occidentale*, janvier 1903.

Genève ; pour le quart d'heure l'idée en frise même le ridicule, puisqu'elle suppose une influence qui malheureusement est loin d'exister ; mais il y a une raison de principe beaucoup plus sérieuse, c'est que le fondateur du Positivisme a répété sur tous les tons qu'il ne prétendait agir sur l'Opinion que par la seule *persuasion* ; et même, se transportant en idée à l'époque où le Positivisme présiderait à l'instruction publique, il a réclamé à côté de lui une *libre concurrence*, seul moyen, suivant lui, de faire éclater d'une manière non suspecte la supériorité des méthodes.

Comte, conservant, à l'imitation du moyen-âge, la séparation des deux pouvoirs, nous a montré que cette distinction du temporel et du spirituel correspond à la division générale entre la Pratique et la Théorie ; il a montré également que dans l'histoire elle avait correspondu à la distinction entre la politique et la morale, et avait servi à faire prévaloir quelquefois la seconde sur la première.

C'est ce dernier rôle qu'il veut lui faire jouer dans l'avenir, et que nous revendiquons à sa suite, de toute la force de nos convictions ; l'avenir dira ce qu'il y a de possible et de pratique dans l'organisation sociale telle que l'a entrevue Aug. Comte ; mais, entrant à fond dans sa pensée, nous pouvons toujours dès à présent interpréter le principe de la séparation d'une manière très nette et très suffisante pour l'heure actuelle par cette formule :

*Le temporel n'a pas le droit de mettre la main sur le spirituel.*

\*  
\* \*

Nous venons de voir se prononcer le mouvement de bascule entre les deux pouvoirs, c'est-à-dire depuis le xiv<sup>e</sup> siècle, s'accuser cette tendance du temporel, antithèse vivante de la prétention absolutiste de la papauté, à subalterner de plus en plus le pouvoir spirituel, et même à le résorber en partie ; le dernier résultat serait que le seul vrai pouvoir est le pouvoir temporel, c'est-à-dire matériel.

On en était déjà arrivé là il y a 1900 ans.

Nous, Positivistes, nous croyons qu'il y a quelque chose de plus grand, de plus éminent, de plus noble et de tout aussi nécessaire.

Le Christianisme, se développant jadis dans un milieu hostile, malgré tous les efforts combinés de *l'officialité*, est un argument assez fort, en faveur de notre croyance; nous espérons de même que, malgré tous les obstacles de l'heure présente, le spirituel positiviste arrivera à se faire jour; nous en avons l'ardente conviction, persuadés que cet état de crise, où nous nous débattons, ne peut pas durer indéfiniment et que ce dilemme est inexorable : ou il se refera une âme sociale ou la Société s'effondrera.

Cherchons maintenant quelle **répercussion sur les mœurs** a eu cette subalternisation du spirituel par le temporel; ce sera l'objet du présent article.

C'est à cette subalternisation tout d'abord qu'il faut rapporter le phénomène dont nous avons parlé M. Jeannolle, directeur du Positivisme : « l'existence de deux sortes de préjugés extrêmement tenaces, ceux des partisans et ceux des adversaires des anciennes croyances. »

« En somme, disait-il, les uns proclament la nécessité d'une religion, mais chacun d'eux ne reconnaît pour bonne que la sienne propre; les autres, en haine des premiers, ne veulent pas de religion du tout » (1).

En effet, les idées de religion, de sacerdoce, de culte sont en baisse; elles ne sont plus de la langue courante. Les théologies et leurs adhérents les revendiquent comme leur appartenant en propre; les émancipés s'en détournent comme leur représentant des institutions condamnées; ils ne peuvent séparer l'idée de religion de celle du Christ; l'idée de sacerdoce de celle de prêtre catholique; c'est une obsession, une idée préconçue, une habitude d'esprit indélébile.

Même notre culte des grands hommes semble suspect à certains, et comme entaché de superstition; il n'y pas jusqu'au mot de pèlerinage, pourtant bien innocent, qui

(1) *Revue Occidentale*, mai 1903.

n'effarouche quelques-uns ; il leur rappelle probablement les noms de la Salette, de Lourdes et de Paray-le-Monial.

Cette peur des mots n'existe pas ailleurs au même degré. Ainsi, chez nos voisins d'Outre-Manche, il a été question de *religion politique*, à propos d'une union plus intime de l'Angleterre avec ses colonies, en vue de gouverner un empire de près de 400 millions d'âmes ; en Allemagne, on a parlé de *religion commerciale*, à propos de l'Union douanière, du développement de la marine et de l'expansion coloniale.

Aux États-Unis aussi on a fait usage du même mot de Religion, mais dans un sens moins figuré ; cela fait partie du mouvement de rapprochement des diverses confessions, et de la *modernisation* du catholicisme, tentée par quelques évêques ; on a entrevu une *religion américaine* ; et ce fonds de mysticisme encore très vivace et qui remonte au puritanisme des premiers occupants (xvii<sup>e</sup> siècle), n'est pas séparé de l'esprit pratique ; on rêve une *hégémonie anglo-saxonne*, en vue de faire régner le Christ sur la terre, *le Christ social* ; un évêque catholique a même prononcé le mot de *religion de l'Humanité* ; ce mot n'a pas évidemment dans sa bouche le même sens que pour nous ; ce n'est que la traduction exacte du mot catholicité, dont l'étymologie est *universalité*.

Chez nous « on ne veut plus de religion du tout ».

A quoi peut tenir une différence si accentuée ? à la dissolution bien plus avancée des anciennes idées par l'esprit révolutionnaire dans notre pays.

Il faut d'abord remarquer que la Littérature a fait un singulier abus du mot sacerdoce : sacerdoce de l'art, sacerdoce de la médecine, et cela au moment où l'art méconnaissait de plus en plus sa mission sociale, et où la fortune de certains *Opérateurs* atteignait des proportions beaucoup plus scandaleuses que sacerdotales. N'a-t-on pas dit aussi les *Prêtres du Droit*... ? expression qui eût fait éclater de rire Rabelais, appliquée à ceux qu'il appelait des *Chats fourrés* ; on voit bien encore la fourrure, et même la robe orientale de Prêtre, mais la prêtrise se voit beaucoup moins bien.

Ensuite, il faut noter cette recrudescence de religiosité mystique qui a eu lieu aux environs de 1848 et 1851, comme à toutes les époques troublées, et toute une éruption de *miracles*, de *prophéties*, de *voyantes*.... qui se continue de nos jours.

Et auparavant, il y avait eu la *religion Saint-Simonienne*; un culte installé à Ménilmontant en 1832; dans le monastère, le *Père Enfantin*, *Messie mâle*, à la recherche du *Messie femelle*, deuxième moitié du couple *Androgyne*; ce couple, par son intervention pacificatrice dans les ménages désaccordés, devait, paraît-il, dissiper tous les nuages, le *Père* exerçant son ascendant sur la partie féminine, et la *Mère* sa douce influence sur la partie masculine; cette pacification n'aurait peut-être pas été sans quelques révoltes individuelles, mais le tout s'est terminé en cour d'assises.

*La réhabilitation de la chair*, qui avait séduit, dit-on, jusqu'à 40.000 adhérents, a conduit la plupart des fidèles de marque à des situations bien rentées, qui dans l'Industrie, qui dans les Chemins de fer, qui dans les Finances; ils nous ont initiés aux mystères de la *Bancocratie*; c'est là la trace la plus nette de leur passage; mais il faut avouer que les mots Culte, Religion, Sacerdoce en ont un peu souffert.

Quand on a tout cela dans son passé, il ne faut pas trop s'étonner de la répugnance du grand public à adopter des noms derrière lesquels il redoute une atteinte à sa liberté ou une *mystification*.

Pour le mot *spirituel* le phénomène est le même que celui qui vient d'être signalé, et même encore plus marqué; pour tout le monde ce mot reste lié aux pratiques de la dévotion; on dit *vie spirituelle*, *exercices spirituels*; on entend de la *musique spirituelle* pendant la Semaine Sainte.... de sorte que si quelqu'un parlait aujourd'hui de la séparation du temporel et du spirituel, ça ne pourrait être que dans le sens de séparation de l'État et de l'Église, cette formule que les deux partis brandissent comme une menace ou un défi, sans que personne au fond se soucie de la

réalisation ; or, je n'ai pas besoin de faire remarquer au lecteur qu'ici le mot séparation voulant dire *rupture*, n'a pas le moindre rapport avec le sens historique, lequel a été recueilli par le seul Positivisme.

Bien loin qu'on soit disposé à reconnaître un nouveau *pouvoir spirituel*, comme l'entendait Comte, c'est de cela qu'on se défie le plus, comme j'ai essayé de le faire sentir, tant on redoute que sous ce nom ne renaisse quelque despotisme analogue à celui qu'on a voulu évincer ; de sorte qu'en écartant le sens théologique du mot *spirituel*, nous arrivons à voir que ce qu'on désire aujourd'hui, c'est au contraire que le *temporel et le spirituel ne soient plus séparés du tout, qu'ils soient comme fondus ensemble* ; nous retombons donc toujours sur le même résultat qu'il n'y aurait qu'un seul pouvoir effectif, un seul vrai pouvoir, le pouvoir matériel.

Mais alors que devient la *Morale* ? la chose et le mot sont aussi discrédités que les mots précédents ; dans l'opinion commune ils sont liés indissolublement aux doctrines théologiques ; ils subissent donc le même sort.

Et la *moralité* ?

M. Jeannolle nous le dit :

« Les règles morales ayant été présentées jusqu'ici comme l'expression de la volonté divine, n'obligent plus ceux qui ont perdu la foi. »

Et plus loin :

« Nous vivons sur notre capital moral, et nous l'avons déjà passablement entamé. »

..... « Chacun ce fait une morale à son usage, et cela ne choque plus personne, sauf cependant dans certains cas qui heurtent trop vivement ce qui reste de la conscience publique. »

On ne peut pas mieux exprimer une vérité plus désolante.

Chacun se fait une morale à son usage ! ce qui veut dire qu'il n'y a *plus de morale*.

Essayez de parler de morale, vous ne trouverez pas d'écho ; si vous insistez, vous sentirez vite que vous deve-

nez suspect ; votre interlocuteur pensera que vous voulez attenter à sa liberté.

Phénomène caractéristique : un philosophe qui a passé par le Positisme, M. de Roberty, ayant à professer en 1896, à l'Université Nouvelle à Bruxelles, a cru devoir s'excuser, pour ainsi dire, dans sa leçon d'ouverture, de faire un cours sur l'Éthique ; « il fut une époque, disait-il, où l'annonce d'un tel sujet eût suffi pour faire le vide autour d'une chaire » (1). Je doute beaucoup pour ma part que les choses soient améliorées en 1904.

Ainsi donc même le simple mot *moral* est comme un épouvantail, ou du moins on s'en méfie, il ennuie, il est *vieux jeu*.

Il n'y aurait que demi-mal, si la moralité ne s'en était pas ressentie.

Mais « il y a diminution de la moralité générale, nous dit M. Jeannolle ; ce qui le prouve, c'est que loin de dissimuler, comme autrefois, les mobiles purement personnels de la conduite, on les proclame aujourd'hui hautement ; on se fait même gloire de sacrifier l'intérêt des autres à ses propres convenances. »

C'est malheureusement très exact ; nous assistons au règne de l'égoïsme cynique ; il y a un danger effrayant ; pour bien se rendre compte de toute la gravité de ce danger, il faut se reporter à l'anarchie mentale actuelle, et même remonter à ses sources.

Cette anarchie est due premièrement à la co-existence dans la société des trois manières de philosopher dont il a été question dans le 1<sup>er</sup> article.

Pour ne pas contrister les gens qui se croient à l'abri de toute suggestion théologique, je dirai simplement qu'à notre époque, tout le monde participe au moins aux deux autres manières ; car tous sont pénétrés de positivité dans une très large mesure, et la Métaphysique nous enveloppe encore de tous les côtés.

Il y a même bon nombre de cerveaux où les trois modes

(1) E. DE ROBERTY. *Éthique : Le bien et le mal*. 1896.



cohabitent et ne font pas trop mauvais ménage ; ainsi il n'est pas rare de voir un homme raisonner très positivement, aussitôt qu'il est entré dans son laboratoire, dans sa manufacture, dans son cabinet d'affaires ; puis, une fois sorti, suivre une déduction métaphysique de son journal sur le suffrage universel et la souveraineté populaire, enfin théologiser le dimanche matin, s'il suit les Offices, et pense à ce qu'il fait ; il est vrai que cette dernière condition est requise pour la démonstration ; il y a plus d'un bourgeois de ce modèle,

*au demeurant le meilleur fils du monde*

et qu'on étonnerait, au suprême degré, en lui disant qu'il pense de trois manières différentes.

Comme contre-partie nous avons, il est vrai, le bourgeois qui est aussi peu métaphysicien qu'on peut l'être, et presque uniquement positif, mais dans le plus bas sens du mot, tout occupé de ses affaires, de sa santé et de ses plaisirs, admirable échantillon de la nature humaine, et qu'on ne peut certes pas soupçonner de penser de plus d'une manière.

En général, cela ne se passera pas comme dans les deux cas précédents, et l'on comprend que la rencontre dans un même cerveau des trois manières de philosopher produise les résultats les plus inattendus, par exemple un raisonnement avec une tête positive, un corps métaphysique et une queue théologique, quelque chose comme le monstre dont parle Horace :

*desinit in piscem mulier formosa superne.*

L'harmonie mentale est ainsi détruite spontanément ; c'est bien pis si l'on prête l'oreille à la grande bataille des idées, car dans la Société les trois manières prennent chacune un corps, c'est-à-dire une forme vivante, passionnée ; les arguments apparaissent avec un grossissement considérable ; ils agissent, sinon sur les lutteurs, au moins sur l'esprit des spectateurs, et ils y développent le doute

qui avait peut-être commencé de lui-même. Or, quand le doute a fait son apparition, il ne s'en va plus.

Cette anarchie mentale est le résultat pur et simple de l'évolution naturelle, c'est la traduction de la Loi des trois états ; l'esprit révolutionnaire peut n'y être pour rien.

Mais qui ne voit que cet esprit, là où il agira, empirera immédiatement le désordre spontané ? il se défiera, il soupçonnera qu'on veut le tromper, et, pour plus de sûreté, il *remettra tout en question à chaque instant* ; alors ce sera une cacophonie, un charivari d'idées à ne plus savoir à laquelle entendre.

Nous verrons ce mouvement de décomposition s'étendre à tout ce qui fait usage des idées, c'est-à-dire à tout le monde et à toute chose, aux arts, aux sciences elles-mêmes, mais pour le moment c'est la répercussion morale que j'ai en vue, et c'est là le plus grave.

D'abord il faut reconnaître que l'esprit révolutionnaire est répandu partout.

A chaque instant, vous rencontrez dans les relations du monde des hommes instruits, et qu'on pourrait croire gouvernés par des principes positifs, ayant un langage très correct, des idées saines, ayant même écrit des choses fort sensées ; qu'un incident surgisse, je dis le plus minime, le moindre canard de journal, la moindre motion à la Chambre qui mette un peu les passions en mouvement ; immédiatement le vieux fonds révolutionnaire remonte à la surface, et les exclamations de la métaphysique la plus subversive crèvent en un clin d'œil cette pellicule de sagesse qui faisait illusion.

Sans aller si loin, et rien que dans la conversation courante, les réticences, les questions, les gestes, les regards vous permettent de saisir les préoccupations fondamentales de notre époque, à savoir la liberté et l'égalité dans tout le vague de leur absolu, dont les mobiles sont un désir immodéré de ne subir aucune gêne d'aucune sorte, et une vanité toujours en éveil et prête à éclater, au fond l'envie contre toute supériorité.

Et qu'on ne s'étonne pas que le mal se soit ainsi diffusé ;

comment répondre à une personne armée de l'infailibilité, sans trancher soi-même la question en sens contraire par des affirmations non moins absolues ? on se pique au jeu ; de sorte que si les révolutionnaires ont pris toutes les armes des rétrogrades, comme je l'ai déjà fait remarquer, ceux-ci ont fait aux premiers un emprunt analogue, en leur prenant l'infailibilité, et le résultat le plus clair du nivellement égalitaire et démocratique est que tous ont les mêmes défauts.

Donc tout le monde a été touché plus ou moins par l'esprit révolutionnaire, et tout le monde est sur la pente où nous fait glisser le doute systématique. Tant qu'il ne s'agit que de l'inorganique et de l'industrie, nous avons un frein automatique qui consiste dans la résistance des choses ; nous avons aussi un garde-fou de chaque côté, pour nous garantir du vertige ; c'est la science ; mais pour les choses morales, il n'en va plus de même, et nous ne pouvons nous arrêter sur la pente que par un *sursum corda énergique*.

« Nous vivons sur notre capital moral, et nous l'avons « déjà passablement entamé. »

Voyez, en effet, ce qui se passe.

Nos transcendants n'ont pas manqué d'appliquer leurs talents aux idées morales comme à toutes les autres, et les ailes de leur génie les ont portés *au-delà du bien et du mal*, c'est-à-dire dans des sphères où il n'est plus question de ces misères ; le commun des mortels continue, il est vrai, à prononcer ces mots-là, et même la vulgarité de l'existence ne peut guère s'en passer, mais ça n'a pas de valeur en soi, et les gens de l'*Élite* ne s'embarrassent pas de ces vaines distinctions.

Au premier abord, on dirait, n'est-ce pas ? une gageure, un paradoxe, le vain exercice d'un acrobate de la pensée ; je crois même volontiers que ces belles théories ont dû germer en premier lieu dans la tête de *détraqués* ; mais elles se sont répandues, elles ont fourni toute une littérature ; et certains hommes de très bonne foi, sous couleur de science, les ont propagées.

D'abord, à propos du mot *au-delà*, je ferai remarquer qu'il n'y a rien de si fréquent que de se tromper *du tout au tout*, c'est-à-dire de prendre la droite pour la gauche, *en avant pour en arrière*, etc., etc. Tout dépend du sens dans lequel on marche soi-même ; les touristes, les voyageurs, les militaires savent combien il faut se défier des indications qu'on leur donne, et comment il est sage de les contrôler ; chacun rapporte instinctivement ces mots à sa propre situation, de sorte que si le renseigneur et le renseigné se font face, ils ont chance de ne pas s'entendre.

C'est ce qui a produit cette règle pratique en Topographie, de ne dire que *au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest* de tel point ; c'est là la seule vraie manière de ne pas se tromper sur l'orientation.

Cela étant posé, si on réfléchit qu'en Métaphysique le terrain des idées n'est nullement jalonné ni orienté, on verra qu'on n'a pas le moindre guide, et que les expressions ne traduisent jamais que le sentiment de celui qui parle.

Ainsi, en littérature, pour verrez à chaque instant une pensée qualifiée par les uns de *très élevée*, et par les autres de *très profonde* ; c'est la même pourtant ; mais les uns se représentent à eux-mêmes comme gravissant les pentes du mont Parnasse ou du Pinde, séjour des Muses, et ayant le bonheur de leur dérober un de leurs trésors ; les autres, au contraire, se figurent qu'ils fouillent profondément la terre, pour lui arracher un de ses secrets ; et le parallèle peut se prolonger encore plus loin ; car les premiers, à force de *sublimer* leur pensée, arrivent à la région des nuages ; et les autres, voulant creuser la terre trop profondément, ne trouvent plus moyen d'avancer ; dernier résultat identique : le néant.

Ceux-là seulement qui connaissent la *hiérarchie des sciences* sont à l'abri de pareilles erreurs ; ils savent qu'*au-delà* du domaine humain proprement dit (sociologie et morale) il n'y a plus rien ; or, dans ce domaine il est question tout le temps de *bien et de mal* ; pour voir disparaître cette question, il faut rétrograder vers la biologie, où les

mots bien et mal n'ont plus le même sens ; et si on rétrograde vers la cosmologie, ils n'ont plus de sens du tout.

D'où l'on voit que nos superbes *transcendants*, à l'exemple du *surhomme*-Nietzsche, ont pris tout simplement le bas pour le haut ; c'est *en deçà* qu'ils devaient dire.

Mais, objectera-t-on, qu'importe qu'un *déséquilibré*, comme ce Nietzsche, monté sur les plus hauts échelons de son égoïsme de fou, et voyant la petite humanité tout en bas, ait pris en pitié ces misérables considérations de bien et de mal qui gouvernent les fourmilières humaines ? Il importe beaucoup, car la folie est contagieuse ; il a fait école ; et puis d'autres, sains d'esprit, mais séduits par la hardiesse d'une idée si neuve, se sont mis à l'étudier de tous les côtés.

Ils ont découvert alors que cette distinction du *bien* et du *mal* est vieille comme le monde, il est vrai, mais par cela même peu digne de notre raison moderne ; c'est *une légende, un préjugé, une superstition* ; disons *une vérité pour enfants*, si vous voulez, mais non faite pour les *grandes personnes* ; ce sont de ces choses qu'on dit aux marmots pour qu'ils soient bien sages, c'est-à-dire pour qu'ils ne nous dérangent pas ; c'est ainsi qu'autrefois certaines actions ont été reconnues *utiles* pour le salut de la tribu, d'autres *nuisibles* ; on a dit des premières que c'était le bien, et on les a imposées ; on a défendu les autres comme étant le mal ; puis cela a continué par routine, sans que cela correspondît dans la suite à rien de réel ; on n'a changé que quand ça devenait trop absurde, mais toujours les prétendues règles de conduite ont été *en retard* sur la réalité de la situation. On est encore forcé très probablement d'édicter de ces règles, à cause de la masse des éléments arriérés que traîne avec elle notre civilisation, mais la Théorie (soi-disant scientifique) qui ne cherche la vérité que *pour elle-même*, ne peut pas s'arrêter à cet empirisme.

Elle a trouvé, elle, que ce qui est *bien* pour l'un est *mal* pour l'autre ; que le *bien* d'une époque est le *mal* d'une autre époque, etc., etc. ; jusqu'ici ce n'est que la para-

phrase du mot de Pascal : *Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà* ; mais elle va plus loin, et dit qu'il en est du bien et du mal, comme du moi et du non-moi, entre lesquels l'investigation la plus minutieuse n'a jamais pu trouver la ligne de démarcation ; donc que c'est une simple hypothèse, utile dans la pratique, il est vrai, et qu'on ne peut même pas ne pas faire (cette concession est admirable !), mais cependant une hypothèse *non vérifiée*, et elle conclut par l'*identité essentielle du bien et du mal*.

Et des choses analogues sont répandues à foison, car, depuis Aug. Comte, la *sociologie* est devenue une branche très productive de la Littérature. Ainsi on nous promet pour l'avenir une *morale sans sanction ni obligation* ; ce sera très commode à observer. Ailleurs on aspire à l'*immoralité future* ; d'autres se bornent à écrire *amoralité* ; décidément la morale a fait son temps ; c'est une *rengain*, ça ne peut plus servir....

Voilà ce qu'a produit l'esprit révolutionnaire appliqué aux *hautes Études*.

Quand les Doctes parlent ainsi, que voulez-vous que devienne la masse des esprits moyens ? elle en arrive à *ne plus croire à rien*, suivant la formule usitée.

Le malheur est que, quand on ne croit plus à rien, il y a encore quelque chose à quoi l'on croit beaucoup, c'est le Moi, ce moi précieux auquel on sacrifierait volontiers tout le reste.

Donc conclusion : égoïsme pour seul mobile, et pour sanction la Force. Le règne spontané de la Force, dont Hobbes nous a parlé, continue de plus belle ; ce penseur ne nous a pas seulement expliqué le passé, il a même prédit l'avenir.

Et en effet, comme nous l'a très justement fait remarquer Comte, quand il n'y a plus de frein moral, et qu'on a proclamé la liberté et l'égalité, il ne peut pas y avoir autre chose. Tout le monde (égalité) étant libre, et d'une liberté qui n'est réglée par rien, pas d'autre issue que la lutte indéfinie ; c'est à qui sera le plus fort.

De là le culte du *Succès* ; l'adoration de la Force.

Comte nous a entretenus d'un *classement spirituel*, c'est-à-dire fondé sur les qualités intellectuelles et morales ; ce classement n'est pas nié tout à fait, mais il obtient tout au plus un succès *d'estime*, comme on dit au théâtre des pièces bien faites mais qui ne tiennent pas l'affiche ; la hiérarchie temporelle ? à la bonne heure ; ça se voit, ça se touche ; cette hiérarchie est adulée, courtisée, exploitée si possible, et dénigrée par derrière, du reste, au nom de l'égalité.

C'est que le Fonctionnaire est une Force, jalousée souvent, mais respectée, tant qu'il est en fonction ; ce qu'on estime en lui ce sont les utilités dont il dispose ; ce qu'on attend de lui, c'est un service personnel, une part au gâteau, ne fût-ce qu'une recommandation ; dès qu'il ne peut plus nous servir, il devient une quantité négligeable : il n'avait de valeur que parce qu'il pouvait rapporter ; on ne lui demandait pas de servir l'État, mais de se servir de l'État, pour le plus grand bien de ses amis et de ses clients.

On apprend que quelqu'un se plaint d'une injustice. On ne demande pas : *quels sont ses droits ? où est la vérité ?* On demande : *qui est-il ?* C'est-à-dire : a-t-il de l'influence, de l'entregent ? A-t-il des appuis ? Est-ce *quelqu'un* enfin ? S'il n'a rien de tout cela, en quoi peut-il nous intéresser ? Il a même bien de l'audace de vouloir qu'on s'occupe de lui.

Voilà comment pense et agit la masse ou, si vous voulez, la grande moyenne ; mais les hommes forts et audacieux ne se bornent pas là ; ils ont entendu les théoriciens, et ils ont compris le mot de la fin : *il n'y a ni bien ni mal en soi*.

Ni bien ni mal ? Mais alors pourquoi des règles, une discipline ? C'est duperie pure d'accepter cela ; se soumettre ? Oui, si on ne peut pas faire autrement. Donc liberté entière ; plus de frein, plus de *soi-disant morale*, vieille chanson inventée pour endormir notre enfance ; la vraie loi de la société c'est le *struggle for life* ; il ne s'agit que de *Réussir* ; tout est là.

Et nous voyons se dérouler les conséquences ; nous avons les *Parvenus*, mais ça impliquait encore quelque

régularité dans les efforts et de la durée ; aujourd'hui nous avons les *Arrivistes* ; il s'agit d'arriver le premier au poteau ; on ne vous demandera pas quels moyens vous aurez employés. Place à l'Automobile ! La devise morale est : *142 à l'heure* ; tant pis pour les imprudents qui s'aventurent hors de chez eux !

L'*Écrasement des faibles*, voilà la nouvelle formule du progrès, ce sont les naturalistes qui nous ont appris cela.

La Politique répond : *coups de force, coups de majorité, coups d'État* ; on n'entrevoit pas d'autres moyens pour résoudre les questions épineuses.

Ne reconnaître que la Force, n'avoir foi que dans la Force, conduit à n'estimer que l'Argent, qui est le signe visible, palpable et transmissible de la Force.

*Vive le roi Dollar ! et gare les coups de bourse !*

E. DE LACOMBE.

(A suivre).

---



# LE MONUMENT DE PIERRE LAFFITTE

A BÉGUEY (Gironde)

## COMITÉ D'ÉRECTION

*Présidents d'honneur* : MM. G. CAZEAUX-CAZALET, député, maire de Cadillac ; Ch. JEANNOLLE, Directeur du Positivisme, à Paris. — *Président* : M. Edmond LARDIT, maire de Béguey. — *Vice-Présidents* : MM. C. DUBOURG, ancien maire de Cadillac ; SOULIER, adjoint au maire de Cadillac. — *Trésorier* : M. G. BOLOTTE, conseiller municipal de Béguey. — *Secrétaire* : M. F. LATASTE, professeur honoraire de l'Université du Chili, à Cadillac. — *Membres du Comité* : MM. le docteur CAZEAUX, conseiller d'arrondissement du canton de Cadillac ; CHARRIEAUD, adjoint au maire de Béguey ; LANIÉ, conseiller municipal de Béguey ; J. BAILLY, conseiller municipal de Cadillac ; C. MATHELLOT, conseiller municipal de Cadillac ; le docteur BRETHENOUX, à Cadillac ; LABÈNÈRE, receveur de l'Asile public d'aliénés, à Cadillac.

## LISTE DE SOUSCRIPTIONS

Commune de Béguey (Gironde), 400 fr. — Commune de Cadillac (Gironde), 100 fr. — MM. G. PRUNIÈRES, Paris, 20 fr. — Paul HAMIAUX, à Cadillac, 2 fr. — PELTIER, à Cadillac, 1 fr. — PAZAT, à Cadillac, 2 fr. — Madame veuve FLIX, à Béguey, 50 fr. — MM. le docteur CARRIÈRE, à Uzès (Gard), 5 fr. — CAZEAUX-CAZALET, député de la Gironde (Cadillac), 50 fr. — Albert CHARRIEAUD, adjoint au Maire, à Béguey, 10 fr. — LHOMANDIE, secrétaire de la Commission départementale (Bordeaux), 5 fr. — LÉVY BRULH, Paris, 20 fr. — L. DORISON, Doyen de la Faculté des Lettres, à Dijon (Côte-d'Or), 10 fr. — PERGOT, Paris, 5 fr. — G. GRIMANELLI, sous-préfet de Nérac, 5 fr. — Le docteur DARLAN, à Nérac, 5 fr. — Louis CAMPREDON, à Saint-Nazaire, 2 fr. — MONDIET, Inspecteur d'Académie, à Mont-de-Marsan, 5 fr. — CATTIN, à Mont-de-Marsan, 1 fr. — Docteur JABELY, Bénévent-l'Abbaye (Creuse), 20 fr. — LONGUETEAU, à Rochefort-sur-Mer, 10 fr. — ANONYME, 50 fr. — Frédéric HARRISON (Angleterre), 50 fr. — Georges ALLMAN (Irlande), 25 fr. — Auguste VERPILLAT, Paris, 5 fr. — Urbano MARCONDES, à Rio-Janeiro (Brésil), 10 fr. — Jacinthe DUBRA, à Serrario (Brésil), 10 fr. — Le docteur HILLAIRET, à Cadillac, 5 fr. — Raoul LATASTE, à Cadillac, 5 fr. — Albert LATASTE, à Cadillac, 2 fr. — Arthur BARREYRE, Conseiller général, à Barsac (Gironde), 5 fr. — André LATASTE, à Cadillac, 2 fr. — Fernand LATASTE, à Cadillac, 20 fr. — Edmond LARDIT, Maire de Béguey, 30 fr. — SOULIER, Adjoint au maire, à Cadillac, 10 fr. — A. RICHER, à Lorient, 10 fr. — Lucien PAREAU, à Cadillac, 2 fr. — Charles DUBOURG, instituteur à Blanquefort (Gironde), 2 fr. — VIGNAU, à Mont-de-Marsan, 2 fr. — Joseph REINACH, Paris, 20 fr.

— LUTAUD, préfet de la Gironde, 20 fr. — BRANET, Secrétaire général (Préfecture de la Gironde), 10 fr. — Le docteur CAZAUX, Conseiller d'arrondissement, à Langoiran (Gironde), 10 fr. — BAILLON, notaire, à Langoiran, 10 fr. — Urbain MAS, propriétaire, à Langoiran, 10 fr. — DE GAULNE, Maire de Langoiran, 10 fr. — LAROUDE, Adjoint au maire de Langoiran, 5 fr. — E. POLLET, négociant, Paris, 20 fr. — Arthur MERCIER, Maire de Valeuil (Dordogne), 50 fr. — Albert SUSINI, à Berronaghia (Algérie), 5 fr. — Louis FERMOND, Juge de paix, à Berronaghia, 3 fr. — EYMONIN, sculpteur, Paris, 2 fr. — BREEVILLE, 5 fr. — MOLENAAR, 10 fr. — SAINT-DOMINGUE, 5 fr. — JEANNOLLE, 50 fr. — TINIÈRE, 5 fr. — M<sup>me</sup> TINIÈRE, 5 fr. — MM. DESCHAMPS, 10 fr. — E. HENRY, 5 fr. — Colonel DE LACOMBE, 10 fr. — Émile ANTOINE (souscription posthume), 5 fr. — M<sup>me</sup> Émile ANTOINE, 5 fr. — MM. LEGOUX, 5 fr. — Robert DE MASSY, 10 fr. — Gaston PRUNIERES, 5 fr. — Léon SIMON, 50 fr. — LAIR, 0 fr. 50. — D'AZEVEDO-SAMPAIO, 28 fr. — GIMOT, 5 fr. — VINCIGUERRA, 5 fr. — BLIM, 5 fr. — CHOCARNE, 10 fr. — M<sup>lle</sup> Antoinette DELMANT, 5 fr. — MM. TRIDON, 5 fr. — BROCHIER, 10 fr. — M<sup>me</sup> TROCHU, 5 fr. — MM. P. GRIMANELLI, 25 fr. — NEWMAN, 25 fr. 10. — Vernon LUSHINGTON 52 fr. 75. — H. GORDON JONES, 12 fr. 55. — Le docteur PACTET, 5 fr. — Justin DÉVOT, 3 fr. — Samuel KÜN, 5 fr. — Le docteur PAULALION, 10 fr. — Louis BLIM, 10 fr. — KeüFER, 2 fr. — HYARD, 10 fr. — M<sup>me</sup> Paul DUBUISSON, 10 fr. — MM. le docteur DUBUISSON, 10 fr. — Paul DUBUISSON fils, 1 fr. — AMHED RIZA, 5 fr. — Louis PRUNIERES, 20 fr. — Émile CORRA, 10 fr. — Le docteur HILLEMAND, 10 fr. — M<sup>lles</sup> Laure BRÉCHOT, 1 fr. — Pauline BRÉCHOT, 1 fr. — Marie BRÉCHOT, 1 fr. — MM. Auguste GOUGE, 20 fr. — Jules BRUHAY, 2 fr. — Ernest HENRY, 2 fr. — Jules MICHAULT, 2 fr. — Edmond BODIN, 5 fr. — Le docteur RITTI, 10 fr. — H. Haraut, 20 fr. — Total : 1.700 fr. 90.

## AVIS

*Le compte-rendu de la deuxième réunion du COMITÉ POSITIF OCCIDENTAL, dont nous avons annoncé la publication dans le présent numéro, ne paraîtra que dans le numéro d'octobre, par suite de la nécessité de soumettre le texte du procès-verbal aux divers membres qui ont assisté à la séance.*

*Le Propriétaire-Gérant : JEANNOLLE.*

## JOHN MILTON

---

Milton est un homme d'un génie tout à fait transcendant ; il vécut dans une époque pleine d'agitations politiques et religieuses, il prit part à une révolution politique prématurée, il fut comme imprégné des doctrines religioso-anarchiques de son siècle, et, finalement, il donna corps à ces idées différentes dans un poème merveilleux. Pour bien comprendre et bien apprécier le *Paradis Perdu*, il faut connaître un peu la vie politique et religieuse de son auteur.

Les incidents de sa vie sont assez bien connus et ses ouvrages en prose font ressortir d'une manière éclatante les particularités de son génie. Il naquit en 1608 et mourut en 1674. Il passa plus d'un demi-siècle de sa vie à Londres, mais malheureusement aucune des maisons où il a demeuré n'est restée debout. Toutefois, il existe une inscription dans Bread Steet, Cheapside, près de l'endroit où il est né, et l'église dans laquelle il a été enterré, Saint-Giles (1), a été conservée à peu près dans le même état qu'elle était au xviii<sup>e</sup> siècle. Nous ne pouvons qu'indiquer les localités où il a demeuré. Mais hors de Londres, on peut encore voir à Chalfont-Saint-Giles, dans le Comté de Buckingham, la chaumière où il se

(1) Olivier Cromwell s'est marié dans la même église ; on voit encore sa signature sur le registre des mariages dans la sacristie. Le quaker Fox est enterré non loin de cette église. Les positivistes de Paris, en 1887, ont visité ces deux endroits. — P. D.

retira en 1665, pendant la Grande Peste, et où il perfectionna peut-être le *Paradis Perdu*, où, en tout cas, il conçut, si même il ne commença pas à composer, le *Paradis Reconquis*.

Milton eut le bonheur d'avoir pour père un homme instruit, assez riche, et dont le Protestantisme ardent, qu'il avait adopté à l'encontre de ses intérêts, était cependant adouci par un certain talent musical, un esprit éclairé et des dispositions spontanément sympathiques. Milton hérita à la fois de l'amour de son père pour la musique et de cette variété de Protestantisme qui représente surtout la haine du Catholicisme et la croyance en la Bible comme ayant été révélée par Dieu. Il ne varia jamais, au cours de sa vie, dans cette croyance et dans cette haine. Milton fut surtout le poète du Protestantisme : on trouve en lui l'ardeur révolutionnaire du Protestantisme, son individualisme, ses manies irrationnelles, son incapacité à servir de guide spirituel dans les affaires de la vie quotidienne.

L'enfance de Milton fut saine et par conséquent joyeuse. Il avait une sœur, de trois ou quatre ans plus âgée que lui, avec laquelle il pouvait jouer ; on faisait beaucoup de musique dans la maison. Les biographes nous assurent qu'il était un garçon tranquille et studieux. Les amis de son père étaient, pour la plupart, des Puritains, faisant partie de cette fraction du clergé que le gouvernement détestait et méprisait, et qui étaient habituellement moroses parce qu'ils étaient dévots, et aussi parce qu'ils n'avaient pas réussi. L'un d'eux fut le précepteur de Milton. Le grand poète pensait probablement à son austère jeunesse lorsqu'il fait dire à son héros du *Paradis Reconquis* : « Lorsque j'étais encore « un enfant, je ne me plaisais pas aux jeux enfantins ; « je me vouais sérieusement à l'étude afin de pouvoir « travailler pour le bien d'autrui. Je pensais que tel étai

« mon destin, que je devais propager la vérité et le droit ;  
« malgré ma jeunesse, je lisais la loi de Dieu et je  
« trouvais dans cette lecture des douceurs ineffables ».  
Le père de Milton désirait que son fils devînt prêtre  
et, pour ce motif, l'envoya, dès l'âge de seize ans, à  
Cambridge, au Collège du Christ. Il s'y conduisit si bien  
et si tranquillement que ses camarades le méprisèrent  
d'abord un peu et l'appelèrent « la dame du Collège du  
Christ », mais quand ils eurent fait plus intime connais-  
sance avec lui, ils le respectèrent. Il aimait certains jeux  
et il devint très fort en escrime. Il lui arriva une fois de  
manquer à la discipline et, pour ce motif, il dut quitter  
momentanément l'Université, mais la faute paraît avoir  
été bien légère. Il se garda tout à fait des formes ordi-  
naires de l'immoralité, mais sans être affecté ou prude.  
Il sacrifia cependant une fois à la coutume qui permettait  
les plus grands écarts de langage et il sembla faire tous  
ses efforts pour être aussi grossier que possible ; il peut  
paraître étrange qu'il ait publié cet Essai en 1674, l'année  
de sa mort. Dans un autre de ses Essais de Collège, il  
attaqua la philosophie des Écoles et montra qu'il savait  
apprécier la philosophie expérimentale de Bacon qui  
venait de mourir. Toutefois, Milton ne se rendit jamais  
maître de la méthode de Bacon. Il comprit assez bien  
ses avantages, mais il se donna trop tôt aux études  
théologiques pour pouvoir s'en occuper et il n'observa  
jamais beaucoup les phénomènes de la nature. Pendant  
le cours de ses études, il avait observé les hommes et  
surtout ceux qui faisaient tout leur possible, dans l'État  
et l'Église, pour écraser la liberté civile et religieuse.  
Le parti puritain regardait avec le plus amer regret  
l'augmentation du pouvoir de l'Épiscopat, résultée de  
l'institution du Conseil Privé, suprême et irresponsable.  
Toute opposition ouverte du côté des puritains était  
punie sans pitié ; l'accusé était cité devant la Chambre

des Étoiles et pouvait être condamné à toute punition qu'il plaisait à celle-ci de lui infliger. C'est deux ans avant que Milton ne quittât l'Université que s'était produit l'incident scandaleux de la punition du Docteur Leighton, dont il n'était pas sans avoir entendu parler par son père et ses amis de Londres. Ce Docteur, médecin et ministre puritain, avait publié un livre contre l'Épiscopat. Pour ce motif, il fut appréhendé comme il sortait de l'église de Blackfriars et conduit à Newgate. Là, on le tint emprisonné quatre mois, après quoi on le cita devant la Commission de la Chambre des Étoiles. Malgré qu'il fût trop malade pour s'y rendre, on le condamna par défaut. Il fut chassé des Ordres, fouetté en public, mis au pilori, eut l'une des oreilles coupées, le nez tranché, et fut marqué sur les joues. Après l'avoir ainsi traité on le ramena en prison et on l'y laissa sans espoir d'en sortir.

C'est à Cambridge que Milton se rendit compte qu'il ne pouvait entrer dans l'Église. Animé par les forts préjugés de son éducation puritaine et pleinement convaincu de son abilité, il comprit que s'il devenait jamais prêtre il devrait quitter l'Église à la manière du Docteur Leighton et il avait une plus noble ambition. Son génie poétique était déjà très prononcé. Ce fut pendant son séjour à Cambridge qu'il écrivit son *Ode sur la Nativité du Christ* et quelques autres petits poèmes, parmi lesquels celui-ci, si joli, sur le mois de mai : « Déjà la brillante étoile du  
« matin, le héraut du jour, s'avance en dansant, de  
« l'Orient ; elle conduit avec elle Mai en fleurs qui de  
« ses genoux verts jette les marguerites jaunes et les  
« primevères pâles. Salut, Mai joyeux qui inspire la gaieté  
« et la jeunesse, et les désirs chaleureux ; tu crées les bois  
« et les bosquets, tu bénis la colline et la vallée. Nous te  
« saluons avec notre chant joyeux, nous te souhaitons la  
« bienvenue et nous espérons que tu dureras longtemps. »

Dans son *Ode sur la Nativité du Christ* — son premier poème important, — on rencontre déjà ce mélange de mythologie chrétienne et païenne qui existe dans tous ses poèmes et qui a tant irrité et intrigué ses premiers critiques.

Peor et Baalim, Hammon de Lybie, Ashtaroth déesse de la Lune, le désagréable Moloch et les dieux brutes du Nil ne sont pas seulement des fictions introduites pour produire un effet de rhétorique, mais des dieux réels qui ont été vaincus par un dieu plus puissant, quoique enfant, et « afin de montrer que le vrai Dieu pouvait, à l'état d'enfant au berceau, mater les dieux infernaux ».

De Quincey, le premier, fit remarquer que Milton croyait à ces divinités païennes. Les dieux sont, à ses yeux, des anges déchus. Il partageait, à ce point de vue, les croyances des premiers pères chrétiens, et il fut probablement le dernier de nos grands écrivains à ajouter foi à cette doctrine qui a trouvé des adhérents jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas d'ailleurs la seule conception théologique de Milton qui soit tombée en désuétude.

Le premier poème de Milton qui fut publié fut son *Ode à Shakespeare* ; elle parut l'année de son départ de l'Université, parmi les autres odes qui précèdent les œuvres de Shakespeare dans la seconde édition in-folio. Il n'est pas impossible que Shakespeare, lors de sa dernière visite à Londres, en 1614, ait rencontré le beau petit garçon blond qui devait devenir l'auteur du *Paradis Perdu*, car il alla probablement à la « Taverne de la Sirène », située près de la maison paternelle de Milton. On aime à penser que ces deux grands poètes ont pu se voir, bien qu'on ne possède aucune certitude à cet égard.

A l'époque où Milton était encore à Cambridge, son père se retira des affaires et alla demeurer au village de Horton, dans le Comté de Buckingham, et ce fut là que

Milton passa les six années qui suivirent son départ de l'Université. C'est de cet endroit qu'il écrivit à son ami Deodati : « Vous me demandez ce que je médite ? Avec l'aide de Dieu je voudrais acquérir une renommée immortelle. Que fais-je ? Je laisse pousser mes ailes et je m'apprête à voler, mais mon Pégase n'a pas encore assez de plumes pour s'élever dans les airs. » Ces quelques paroles nous font bien voir ce qu'il pensait alors. Il étudiait et méditait au cours de ces années tranquilles à la campagne ; il avait confiance en son génie et il montrait ce qu'il était capable de faire en écrivant des poèmes comme *Comus*, *Lycidas*, *l'Allegro* et *Il Penseroso*, ces poèmes qui seuls suffiraient, selon ses propres expressions, « à ceindre son front de laurier et à lui donner une renommée éternelle ». Ce fut pendant cette heureuse période de sa vie que Milton prit la résolution de faire tout son possible pour produire un grand poème, et il est probable que si tout d'abord il n'en arrêta pas le sujet, le thème du *Paradis Perdu* fut choisi avant son départ de Horton.

Le dernier poème écrit par Milton à la campagne fut *Lycidas*. C'est une élégie sur la mort d'un ami de collègue qui fut noyé en allant rendre visite à des parents en Irlande. Cet ami, Edouard King, était un ministre de l'Eglise Anglicane, et en déplorant sa perte, Milton fait intervenir saint Pierre, « le pilote du Lac de Galilée, le gardien de l'Eglise », qui, en parlant de King, dit : « Que d'autres, ô jeune berger, j'aurais pu perdre à ta place ; beaucoup de bergers ne pensent qu'à manger. Ils entrent, en rampant, dans la bergerie, mais ils n'ont pas soin de leurs ouailles ; ils ne pensent qu'à partager le festin de ceux qui tondent les moutons ; ils repoussent même les convives invités au festin. Ils sont aveugles, ils ignorent tous les secrets de l'art d'un bon berger. A peine savent-ils tenir une houlette ! Que leur importe ! que



veulent-ils ? Leur heure a sonné, ils ne savent que chanter des chants obscènes et vains ; ils n'ont que des chalumeaux sans valeur et cependant les pauvres moutons les prient en vain d'apaiser leur faim ».

Ces invectives de rage prophétique dans le milieu d'un poème pathétique montrent que Milton pensait beaucoup aux affaires de son pays.

« Demain, j'irai dans de nouveaux bois et dans d'autres champs ». Tel est le dernier vers de *Lycidas*, et, effectivement, Milton ne devait plus jamais écrire de vers aussi légers et aussi gracieux. L'harmonie brillante de *Comus* et la beauté éblouissante de l'*Allegro* et d'*Il Penseroso* occupent une place à part dans son œuvre. La première pensée de sa jeunesse devait rester cachée pendant vingt ans, mais enfin elle fut accomplie et élaborée lorsque son génie fut dans toute sa maturité, malgré les malheurs politiques et malgré sa cécité.

Sa mère mourut en 1637 et fut enterrée dans l'église de Horton. Il crut qu'alors il pouvait faire un voyage sur le Continent. Il partit donc, rendit visite à Grotius à Paris et à Galilée à Florence ; il réussit à se faire des amis en Italie, malgré son Protestantisme avancé, et revint à Londres en 1639. Pendant les vingt années suivantes, dans toute la maturité de son âge, il ne s'occupa que de polémique politique. M. Mark Pattison, le dernier de ses biographes, a prétendu que ces vingt années de la vie de Milton furent perdues, sauf au point de vue littéraire, du fait que le but qu'il poursuivait ne fut pas atteint, puisque Charles II succéda à Cromwell. Il est certainement impossible de dire quelle est l'exacte valeur des coups portés par Milton à la monarchie absolue. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle ne réussit jamais à reprendre ses forces. En tout cas, l'exemple de notre poète renferme une leçon positive pour tous les temps. Milton, dans toute la mesure de

ses forces, vécut la vie d'un citoyen actif ; il s'astreignit à remplir son devoir de chaque jour et il donna à la postérité un bel exemple d'abnégation en résistant au désir qu'il avait de vouer sa vie à l'étude et à la poésie, afin de pouvoir concourir à l'avènement de la liberté qui fut toujours son but suprême. En descendant dans l'arène politique, il quittait, disait-il, « une solitude calme et joyeuse, dans laquelle il nourrissait des pensées aisées et confiantes, pour s'embarquer sur une mer orageuse, grosse de bruits et de querelles perpétuelles. Mais du moment que Dieu, par la voix de son secrétaire, la Conscience, lui ordonnait d'agir ainsi, il ne pouvait refuser d'obéir.

Le Parlement se réunit vers la fin de 1640, ayant Pym pour son chef et il fut possible alors de parler et d'écrire sur les affaires de l'Eglise et de l'Etat sans courir le risque d'avoir les oreilles clouées au pilori. Milton s'empressa de publier un traité sur *La Réforme en Angleterre et les causes qui jusqu'ici l'ont retardée*. Le volume parut en 1641. Or, le 1<sup>er</sup> mars de cette même année, le primat d'Angleterre était emprisonné dans la Tour de Londres, tant l'opinion était devenue contraire à l'Episcopat et au gouvernement arbitraire, deux choses qui, d'après l'auteur, sont inséparables. Dans ce traité, Milton n'attaque pas la monarchie en elle-même ; tout le mal vient, pense-t-il, de l'Episcopat, ce parasite odieux et ridicule, mais qui est cependant puissant. « Comment, s'écrie-t-il, pourrait-on davantage outrager la dignité royale, dont la grandeur éblouissante et magnifique repose sur les fondements éternels de la justice et de la vertu héroïque, qu'en la faisant dépendre des remparts peints et pourris de l'Episcopat. » Milton était déjà convaincu qu'il fallait complètement séparer les pouvoirs temporel et spirituel, quoiqu'il dise encore peu de chose à ce sujet. « Je ne suis pas, dit-il, de ceux qui

pensent que l'Eglise est une vigne incapable de subsister si elle ne s'attache pas à l'orme de la puissance mondaine et de la félicité, comme si la ville céleste ne pouvait se soutenir sans les fondements de l'autorité séculaire ».

Quant aux doctrines, il était encore orthodoxe, comme les Puritains comprennent l'orthodoxie, c'est-à-dire qu'il était Calviniste et croyait au dogme de la Trinité. Peut-être ne croyait-il pas beaucoup à la sainteté du dimanche, mais, sous tous les autres rapports, il était un bon chrétien puritain et un patriote très fervent. Peut-être ne montra-t-on jamais mieux ou plus éloquemment l'esprit du puritanisme patriotique que dans les dernières phrases de ce livre. Voici comment il s'adresse à Dieu :

« Toi donc, qui est assis dans une gloire et une lumière  
« incomparables, père des anges et des hommes ! je te  
« supplie ensuite, Roi tout puissant, Sauveur de ce petit  
« nombre dont tu pris la nature, amour ineffable et  
« éternel ! Et toi, la troisième substance de l'infini divin,  
« Esprit éclairé, la joie et la consolation de tout ce qui a  
« été créé, un seul dieu en trois personnes ! Jette ton  
« regard sur ta pauvre Eglise qui est prête à expirer, ne  
« la laisse pas ainsi en proie à ces loups importuns qui  
« guettent et veulent dévorer ton tendre troupeau. Ces  
« sangliers sauvages sont entrés dans ton vignoble et ils  
« ont laissé l'empreinte de leurs pieds sales sur les âmes  
« de tes serviteurs. Aie pitié de l'état affligeant de notre  
« monarchie chancelante qui git sanglante à leurs pieds  
« et qui lutte contre des dangers plus terribles encore. »

« Puis », supposant que sa prière a été exaucée, il ajoute : « Parmi les hymnes et les alleluias des saints on  
« trouvera peut-être quelqu'un qui célébrera tes louanges  
« dans de beaux vers nouveaux, qui chantera et procla-  
« mera ta miséricorde divine et ta puissance merveil-  
« leuse, dans ce pays, pendant tous les siècles. Alors cette  
« grande nation guerrière, élevée et fortifiée par l'habi-

« tude de vivre loyalement et justement, rejettera loin  
« d'elle tous ses vices ; elle marchera joyeusement dans  
« le chemin de la loi ; elle se glorifiera d'être le peuple  
« le plus sobre, le plus sage et le plus chrétien de son  
« temps jusqu'au jour où toi, le Roi éternel et attendu,  
« tu ouvriras les nuages pour juger les différents  
« royaumes de la terre et distribuer des honneurs natio-  
« naux et des récompenses aux gouvernements religieux  
« et justes, ou tu mettras fin à toutes les tyrannies ter-  
« restres en proclamant ta monarchie universelle et  
« douce sur le ciel et la terre. Alors ceux qui, par leurs  
« travaux, leurs conseils et leurs prières, auront travaillé  
« afin d'amener le règne de la religion et la prééminence  
« de leur pays, seront plus que bénis, ils recevront le  
« titre de principautés, de légions et de trônes, ils accom-  
« pliront le cycle de l'éternité et ils battront des mains  
« avec joie et allégresse pendant toute l'éternité. Mais  
« ceux qui, au contraire, ont voulu diminuer et affaiblir  
« la vraie foi, qui ont essayé de ruiner leur pays et qui  
« ont voulu avoir des dignités ici-bas, après avoir eu une  
« fin affreuse (que Dieu leur infligera), ceux-là seront  
« jetés éternellement dans les gouffres les plus noirs et  
« les plus profonds de l'enfer. Là ils seront foulés au  
« pied par les autres damnés qui, pendant leur angoisse,  
« auront pour seul plaisir de tyranniser brutalement et  
« furieusement les autres comme s'ils étaient leurs  
« esclaves et leurs nègres. Ils resteront là pour toujours,  
« les damnés qui sont les vassaux les plus bas, les plus  
« vils, les plus inspirés et les plus sales de la perdition. »

Voilà, en quelques phrases, le résumé de l'ancien Christianisme protestant. Voilà, dans un langage tout oriental, une providence étrangement construite, renfermant l'espoir de récompenses magnifiques dans un autre monde, données par un Dieu qu'on a flatté. En outre, les récompenses sont d'autant plus chères qu'on

voit ses ennemis dans le plus profond abîme des enfers. De tels sentiments, joints à l'aspiration positive de la liberté contre la tyrannie ecclésiastique, soutinrent Cromwell et ses amis pendant la crise, mais l'excès de l'ardeur théologique était incompatible avec un progrès régulier, et il y eut une réaction inévitable.

Milton aimait la liberté autant que la théologie. Après avoir toléré la monarchie, sevrée de l'Épiscopat, il devint un républicain convaincu ; après avoir été un Calviniste trinitaire, il devint un Arien et il se plut à des spéculations métaphysiques encore plus hétérodoxes.

Entre l'ouverture du Parlement et le commencement de la guerre civile, en août 1642, c'est-à-dire durant un an et neuf mois, la cause puritaine traversa sa période la plus critique, et Milton consacra toute son énergie à montrer à son pays qu'il était dangereux de s'allier avec l'Église. Il publia cinq brochures à cette époque, toutes pleines d'éloquence et contenant des phrases d'une merveilleuse beauté. Au mois de juin 1642, l'Épiscopat fut formellement aboli par le Parlement et Milton vit enfin l'objet de ses rêves accomplis. Maintenant, « ceint de guirlandes et de son manteau de poète », il aurait pu se vouer à sa grande tâche dont il avait déjà parlé dans son traité *Sur la Réforme*. Mais sa joie eut, pour quelque temps au moins, des conséquences bien différentes. Il sentit « un penchant irrésistible » — telles sont ses propres paroles dans le *Samson Agonistes* — à se marier. Quittant sa maison de Aldersgate Street, il s'empressa d'aller chez M. Richard Powell, du Comté d'Oxford, un royaliste ; là, il s'éprit de sa fille aînée Marie, jeune fille de dix-sept ans, qu'il connaissait déjà un peu, l'épousa presque immédiatement, demeura deux ou trois semaines à la campagne et revint à Londres avec sa femme. Elle, était une jeune fille gaie de la campagne,

issue d'une famille royaliste; *lui*, était un homme d'étude et un enthousiaste sincère dans des choses qui n'intéressaient pas du tout sa compagne. Aussitôt que la jeune femme se fut rendue compte de sa position, elle devint triste et voulut retourner à la maison paternelle pendant quelque temps. Son mari y consentit. Une fois chez elle, elle ne voulut plus revenir chez son mari et ne répondit pas à ses demandes réitérées de réintégrer le domicile conjugal. Il vit qu'on se moquait de lui et dut reconnaître qu'il s'était trompé. La faute aurait pu être commise par n'importe qui. « Les hommes les plus tranquilles et les plus sensés, dit-il, connaissent le moins ces affaires, et il est arrivé qu'une jeune fille timide réussisse à cacher, sous le masque de la timidité, la stupidité et la paresse qui l'empêchent de parler. » Il ne paraissait pas y avoir de chances de réconciliation. « Saint Paul, observe-t-il, veut que nous espérons, mais il ne nous enjoint pas d'espérer sans espoir. Il pensa que le seul remède était le divorce, et comme il ne pouvait pas le demander, puisqu'il n'existait pas légalement, il se résolut, avec sa confiance habituelle et sa témérité ordinaire, à essayer de changer la législation. Or, tous les membres du Parlement d'alors attribuaient une sainteté inviolable au mariage, à part certaines circonstances que Milton ne pouvait pas invoquer, et étaient prêts à défendre l'indissolubilité du lien conjugal en s'appuyant sur la Bible, regardée par Milton comme la parole même de Dieu. Il se mit à écrire sa *Doctrine et Discipline du Divorce*, avec l'intention de faire passer la doctrine théologique de l'absolu au relatif; le résultat fut un effort pénible pour tirer les conclusions les plus contradictoires des textes. « Ce que Dieu a joint ne peut être désuni par l'homme », avait dit Jésus-Christ. D'accord, déclare Milton, mais la preuve que Dieu a joint les époux, réside précisément dans le fait qu'ils vivent heureusement et

paisiblement ensemble ; telle est la signification du commandement. « Dieu n'a pas pu unir contre la signification de son propre commandement, ajoute Milton, et s'il n'a pas joint les époux, leur consentement seul leur permet de dissoudre cette union qui n'atteint pas son but. » Il refusa de s'arrêter à la signification littérale des textes, communément admise. « Tout est possible, dit-il, si on tourne la lettre en palissade contre le bon sens. » Et il finit son traité en disant que « Dieu le fils a mis tout à ses pieds, mais en laissant ses commandements sous les pieds de l'amour. » Il publia trois autres pamphlets successifs sur le divorce, mais la loi ne fut pas changée. Il avait déjà outragé les sentiments des Puritains rigides et il se préparait à les blesser encore plus en vivant maritalement avec une certaine M<sup>lle</sup> Davis. Cette dame, cependant, après réflexion, refusa cet honneur.

En l'été de 1645 il rendait visite à une famille dans la Cité, quand il fut la victime d'une petite conspiration, dont le succès rendit inutile la continuation de sa propagande en faveur du divorce. Sa femme entra dans le salon et implora son pardon. Il pensait probablement à cet incident en écrivant *Samson Agonistes*. Dalilah, venant voir Samson, s'écrie en effet : « Je viens, tremblante et « pleine de trouble, craignant ta colère, car je dois « reconnaître que je la mérite, sans excuse. Mais si les « larmes peuvent expier ma faute, ma pénitence a été « rude quoique je ne sois pas sûre de ton pardon. L'amour « pour toi, l'emportant sur ma terreur et mes doutes « craintifs, me conduit ici, voulant te voir encore une « fois et savoir si je puis t'aider. Je voudrais adoucir tes « peines et rendre ton âme plus calme si je le puis. Ainsi « je réparerai, quoique un peu tard, mon crime mal- « heureux et hardi ».

Milton ne repoussa pas sa femme comme Samson,

mais il lui pardonna et la ramena chez lui. Cet acte fait honneur à son cœur, quoique, à d'autres points de vue, il ait été une erreur. Il ne tarda pas, en effet, à s'apercevoir trop clairement qu'il ne pouvait exister aucune sympathie entre lui et sa femme, et probablement il ne faisait qu'exprimer sa propre conviction lorsqu'il écrivait à un ami, deux ans après : « Je pense souvent avec tristesse que tous ceux qui sont mes parents, de près ou de loin, font tout leur possible pour m'étourdir avec leur tapage et me tourmenter ; je me sens complètement solitaire et mon cœur est tout à fait désolé ». Néanmoins, Milton ne songea plus à se séparer de sa femme, malgré qu'elle ne lui fut pas sympathique. Non seulement il la reçut, mais il offrit un asile sûr et honorable à son père lorsque la cause du roi fut ruinée. Alors qu'elle repoussait son mari, elle avait un asile sûr ; maintenant tout était changé, et Milton endura la société d'une femme qu'il ne pouvait aimer, du moment qu'elle était malheureuse. En réfléchissant à la douleur qu'il avait dû éprouver lorsque sa femme l'avait abandonné et à la lutte qu'il eut à soutenir contre lui-même pour ne pas la répudier, nous devons reconnaître que sa conduite fut vraiment altruiste et nous devons excuser ses cris de douleur.

La femme de Milton eut trois enfants, tous du sexe féminin, et elle mourut sept ans après être revenue chez son mari. Il eut une seconde, puis une troisième femme qui lui survécut pendant de longues années. On ne peut pas dire que, dans la dernière période de sa vie, il ait été malheureux en ménage, mais il soutint avec énergie, jusqu'à la fin de ses jours, les doctrines sur la femme qu'il avait recueillies avec soin dans la Bible. Bien plus, il les accentua et excusa même, s'il ne soutint pas, la coutume rétrograde de la polygamie. Cependant la vie de Milton fut pure ; personne n'aurait pu vivre plus



complètement au grand jour, ni invoquer un passé plus honorable ; peu de gens ont eu une plus grande vigueur intellectuelle. Quoiqu'il ne le sût pas, sa vertu était due à une sympathie pour la plus haute morale de son époque, qui était le résultat de l'expérience de la race. Et quoiqu'il n'eût pas conscience de cette influence, le bon sens, hérité de ses pères, le préserva, dans la pratique, des excentricités et des fautes qu'aurait pu lui faire commettre la théologie. Milton lui-même pouvait à peine soupçonner de quelle importance serait l'influence du milieu et de sa propre expérience sur ses créations poétiques ou même sur ses croyances théologiques. Il est fort douteux que l'auteur de *Comus* aurait eu les mêmes idées sur la femme si son premier mariage avait été heureux. La théologie chrétienne lui fournit une explication fausse de son malheur, mais si les conditions de sa vie domestique avaient été plus favorables, il n'aurait pas eu l'idée d'écrire en faveur de la facilité du divorce, et il aurait encore moins parlé de ces curieuses spéculations théologiques qui furent le résultat de ses recherches parmi les Ecritures hébraïques et chrétiennes pour chercher un recours contre son premier chagrin sérieux.

La vie publique de Milton fut interrompue par son mariage, mais bientôt ses écrits sur le Divorce furent un défi public quant à la forme et au contenu. Son premier livre, la *Doctrine et Discipline du Divorce*, fut publié sans permission et sans nom d'auteur. Milton mit son nom à une seconde édition, mais il refusa cependant de demander la permission de le publier. Il fut cité à comparaître devant le Parlement, sans que cependant l'affaire eût de suites sérieuses. Il savait bien que, s'il avait demandé la permission des censeurs, elle lui aurait été refusée. Il résolut donc d'essayer de changer la loi et il publia le plus connu de tous ses ouvrages en prose

*L'Aéropagilien*, c'est-à-dire un plaidoyer en faveur de la liberté de la presse (1), adressé au Parlement d'Angleterre ». Les arguments semblent assez caducs maintenant, mais il n'en était pas de même à une époque où les Presbytériens se donnaient les mêmes airs que la Chambre des Etoiles (Cour dont il a été question plus haut et qui avait des pouvoirs très étendus et très arbitraires) et se montraient aussi disposés à l'arbitraire et à la cruauté que l'archevêque Land. Ce petit opuscule méritera toujours d'être recherché, à la fois pour son style et les sentiments qu'il exprime. « Il vaut presque mieux tuer un homme que de supprimer un bon livre ; un bon livre représente le sang précieux d'un grand homme, il possède des propriétés dont l'action se continuera au-delà de la vie même ». « Je ne peux pas louer une vertu fugitive et cloîtrée, qui ne bouge ni ne respire, qui ne sort jamais, ne recherche pas son adversaire, mais qui déserte la course où doit se décerner cette guirlande immortelle qui ne peut être gagnée sans chaleur et poussière ». « On nous a donné la lumière, non pour la regarder sans cesse, mais afin de découvrir par elle des choses qui ont été jusqu'ici au-delà de nos connaissances ». « Ce n'est pas en nous passant de prêtres ou d'évêques que nous deviendrons une grande nation. » « Il y a à réformer, non seulement l'Eglise, mais aussi beaucoup d'autres choses dans la vie économique et politique si nous ne voulons pas rester aveugles, tout en regardant Zwingle et Calvin ». De tels passages font ressortir le caractère positif de Milton et le rendent intéressant, indépendamment de son grand génie comme poète. Ce plaidoyer pour la liberté de la presse, comme celui en faveur du divorce, n'amena aucun changement dans la

(1) Ce discours fut imité ou plutôt traduit par Mirabeau sous ce titre *Sur la Liberté de la Presse* (imité de l'anglais de Milton) par le Comte de Mirabeau, — à Londres, 1788. — P. D.

loi, mais les censeurs ressemblèrent de plus en plus à l'homme auquel Milton les compare, qui voulait emprisonner les pies en fermant les grilles du parc. Plus tard le mariage civil fut établi et le mariage religieux devint facultatif.

La défaite de l'armée du roi Charles et son exécution, en janvier 1649, fut la raison qui détermina Milton à publier son pamphlet sur *Les Rois et les Magistrats*, dans lequel il démontrait que le roi tirait son pouvoir de son peuple et que, par conséquent, celui-ci avait le droit de détrôner le roi et même de le mettre à mort s'il ne remplissait son devoir. Ce livre est une défense des régicides, mais ce n'est pas un plaidoyer en faveur d'un gouvernement quelconque. Milton vit clairement que le gouvernement de la première période de la Révolution manquait de force et d'unité, et il vit avec une grande joie la part de plus en plus importante que Cromwell prenait dans les affaires de l'Etat. Son admiration pour Cromwell était si grande que, sans doute, il aurait applaudi à l'intention qu'avait Cromwell de prendre le titre de Roi, s'il avait vécu. Milton n'était pas un intransigeant en politique, bien qu'il le fût en matière de religion ; s'il refusa toujours de soumettre ses opinions religieuses à une autorité extérieure, il voyait clair en politique. On peut se rendre compte du bonheur avec lequel il vit Cromwell s'emparer du pouvoir suprême par quelques phrases tirées de sa *Seconde Défense du Peuple d'Angleterre*. Parlant de la période qui suivit immédiatement la bataille de Worcester (en 1651, où Charles II fut complètement battu par Cromwell, il dit : « Une « profonde paix prévalut, et nous vîmes, et non pour la « première fois, que vous (Cromwell) étiez aussi sage « dans les conseils que brave sur le champ de bataille. « Vous vous étiez imposé la tâche d'essayer de persuader le gouvernement d'exécuter ces traités que

« vous aviez conclus avec l'ennemi ou d'en négocier  
« d'autres qui rendraient service au pays. Mais lorsque  
« vous vites que les affaires trainaient en longueur, que  
« chaque politicien pensait plutôt à lui-même qu'au bien  
« général, que le public se plaignait, avec raison, de la  
« manière dont on le trompait et dont on le rendait  
« dupe de quelques intrigants, alors vous fites cesser  
« leur pouvoir. Un nouveau Parlement fut convoqué et  
« vous donnâtes le droit de vote à ceux qui étaient ca-  
« pables de l'exercer. Le Parlement s'assembla, mais  
« n'accomplit rien, et après des discussions inutiles qui  
« rendirent son incapacité évidente aux yeux de tous les  
« citoyens, il consentit à se dissoudre volontairement.  
« Dans cet état de misère où nous étions plongés, vous  
« seul, ô Cromwell, demeurâtes pour mener le gouver-  
« nement et pour sauver le pays. Nous reconnaissons  
« tous avec bonheur d'éclat de votre savoir et de votre  
« vertu incomparables. Quelques intrigants seuls osent  
« vous faire de l'opposition : les uns sont ambitieux, les  
« autres sont envieux ; d'autres encore ignorent que rien  
« ne plaît plus à Dieu, que rien n'est plus d'accord avec  
« la raison, ou avec la justice, n'est plus utile que de  
« confier le pouvoir suprême à l'homme le plus sage et  
« le meilleur. Tous, ô Cromwell, vous reconnaissent  
« comme celui qui possède le mieux ces qualités, tant  
« sont grands les services que vous avez rendus, comme  
« chef de nos Conseils, général de nos armées, et père  
« de votre patrie. »

Un mois après la publication de cet ouvrage, Milton fut nommé secrétaire pour les langues étrangères au Conseil d'Etat, et sa première occupation fut de publier une réponse formelle à un livre publié au nom du feu roi, mais qui était, en réalité, écrit par un prêtre appelé Gauden. Le livre s'appelant *Eikon Basilike* (l'image du Roi), Milton donna à sa réponse le nom de *Eikonoklastes*

(le briseur d'images). Le livre auquel s'adresse la réponse de Milton était composé de manière à entretenir parmi le peuple un sentiment d'affection personnelle pour le Roi et il était assez habilement fait pour obtenir du succès. Immédiatement il y eut des doutes concernant l'auteur de cet ouvrage. Milton nia la vérité des faits rapportés par l'auteur et repoussa dédaigneusement ses arguments. De nos jours, le public éclairé donne raison à Milton, mais il n'en fut pas de même à l'époque ; l'appel au sentiment fut écouté et le tyran Charles I<sup>er</sup> fut, pour ainsi dire, adoré comme un saint martyr pendant un siècle et demi.

Durant les quatre années qui suivirent la publication de l'*Eikonoklastes*, l'auteur entremêla ses travaux officiels de secrétaire latin en écrivant des traités pour défendre l'action de la République et en répondant à des attaques d'écrivains employés par Charles II, qui vivait alors en Hollande. Ces écrits sont les moins satisfaisants de tous les ouvrages en prose de Milton. Ils sont pleins de personnalités et d'escrime dialectique, animés cependant par des passages d'une éloquence élevée et par d'autres d'un égoïsme hautain que l'on rencontrerait difficilement chez d'autres écrivains anglais. On y trouve une majesté puissante unie à une profonde croyance dans la protection divine comme s'il pensait — ainsi que s'exprime Macaulay — être frappé du seing et de l'image de son Dieu. On s'était moqué de sa cécité, et voici une partie de sa réponse à cette insulte : « Que je sois la plus  
« faible créature au monde ! aussi longtemps que cette  
« faiblesse servira à rendre plus fortes les énergies de  
« mon esprit immortel et rationnel, aussi longtemps que  
« dans l'obscurité dont je suis enveloppé la lumière de  
« la présence divine brillera plus clairement, alors,  
« proportionnellement à ma faiblesse, j'aurai une force  
« invincible, et malgré ma cécité, je verrai plus clair.

« O ! puissé-je devenir meilleur par cette faiblesse et  
« puissé-je devenir lumineux par ces ténèbres ! et, en  
« fait, dans ma cécité, je jouis beaucoup de la faveur de  
« la Divinité qui me contemple plus tendrement et avec  
« plus de pitié, parce que je ne peux rien voir moi-  
« même. Malheur à celui qui m'insulte et qui mérite  
« l'exécration publique ! Car non seulement la loi di-  
« vine me protège contre les attaques, mais elle me  
« rend presque sacré, non tant parce que j'ai perdu la  
« vue que parce que les ailes célestes semblent me cou-  
« vrir et me tenir ainsi dans l'obscurité pour m'ac-  
« corder une lumière intérieure plus précieuse et plus  
« pure. »

Il fallait qu'un homme ait ces hallucinations sublimes pour écrire le *Paradis Perdu*. Quel autre homme aurait pu créer les dieux auxquels il croyait, avec une si grande habileté qu'ils sont pour ainsi dire marqués de sa marque ? Les dieux, il est vrai, auxquels Milton pensait devoir son inspiration sont déjà connus, mais son chef-d'œuvre, le majestueux Satan, est vraiment la création du poète et représente les aspirations, le génie, la confiance et les regrets du poète lui-même.

Dans la *Seconde Défense du Peuple d'Angleterre* de Milton, il y a plusieurs pages autobiographiques écrites pour se défendre contre les insultes et les sarcasmes de Salmaise qui commença par insulter Milton, lequel se trouva être son supérieur dans cet art des halles. Mais, sous d'autres rapports, c'est un des livres les plus intéressants qui existent. Il y a des passages égoïstes, majestueux et bas, des invocations ferventes à Dieu, des appels patriotiques à ses concitoyens, des louanges adressées à Cromwell et aux chefs de la République, des passages vantant la manière dont la Guerre Civile avait été menée, des remarques intéressantes sur l'histoire contemporaine, et des rappels littéraires sur l'histoire

ancienne et moderne ; le tout [mélangé avec des invectives à la fois plaisantes et insultantes.

Le protectorat de Cromwel, comme on le sait, ne dura que quatre ans et neuf mois. Sa mort fut le signal d'une réaction monarchique et ecclésiastique. Milton vit le grand danger et s'adressa d'abord au Conseil Suprême, sur la question de la séparation des deux pouvoirs, « montrant qu'il n'était pas légitime qu'un pouvoir, terrestre s'occupât de la religion. Puis il publia un autre traité qu'il appela : *La meilleure manière d'expulser les vauriens de l'Eglise*, dans lequel il soutient qu'il n'y a rien de sacré dans le caractère du prêtre et recommande que l'Etat soit complètement séparé de l'Eglise et que l'on supprime le budget des cultes. Avec le revenu de l'Eglise il propose de bâtir un grand nombre d'écoles, d'y adjoindre des bibliothèques où l'on puisse enseigner les langues et les arts gratuitement, de façon à dispenser les jeunes gens de l'obligation d'aller étudier loin de chez eux. De cette manière, la terre deviendra plus civilisée ; ceux que l'on instruira gratuitement devront s'engager à ne pas chercher fortune à l'étranger, mais à rester dans leur pays et à enseigner aux autres ce qu'ils auront appris ». Son républicanisme se développa rapidement et il montra beaucoup de courage en publiant son dernier ouvrage politique en prose deux mois seulement avant l'entrée triomphale de Charles II à Londres. Il appela ce livre : *La manière facile et juste d'établir une république libre*. C'est le seul traité de Milton sur le gouvernement concret. Cromwell n'avait laissé aucun successeur à la hauteur des circonstances, et la réaction des sympathies populaires et de la bigoterie des fanatiques rendit inévitable le retour d'une cour dissolue et vengeresse. Milton, avec un zèle passionné, essaya de montrer que l'on pouvait élire un Grand Conseil permanent avec d'autres Conseils dans les grandes villes pour le gouver-

nement local. Ce fut un noble effort tenté en faveur du devoir, sans crainte des conséquences, car Milton pouvait à peine espérer que son appel réussirait. « Mais, dit-il, j'aurais dit ce que j'avais à dire, quand même je ne parlerai qu'aux arbres et aux pierres et que je devrai m'écrier comme le prophète : O terre, terre, terre, afin de dire à la terre ce que ses habitants pervers refusaient d'entendre. »

Un mois ou deux après, les royalistes triomphants exerçaient leur vengeance sur ceux des républicains dont ils pouvaient s'emparer. Milton se cacha, mais on n'essaya pas beaucoup de le trouver ; il perdit quelque argent et on le laissa finalement tranquille. Alors il songea de nouveau à un rêve de sa jeunesse et, relativement tranquille, il rendit son nom immortel en accomplissant ce dont il avait parlé vingt ans auparavant.

Les dernières quatorze années de la vie de Milton virent la publication du *Paradis Perdu*, du *Paradis Reconquis* et de *Samson Agonistes*, qui révélèrent toute la grandeur de son génie. Il est à noter qu'au cours de toutes ces années, comme pendant toute sa vie, les pensées de Milton se tournèrent toujours vers la théologie. Chaque livre, chaque brochure qu'il a écrit renferment de la théologie protestante. Chaque question qu'il a examinée est commentée par sa propre interprétation de la Bible, et il fut si satisfait du résultat qu'il écrivit un *Traité de la Doctrine chrétienne* pour lui tout seul. Le livre ne fut publié qu'un siècle et demi après sa mort, de sorte que ses hérésies restèrent inconnues du public. M. Mark Pattison, Recteur du Collège de Lincoln à Oxford, déclare que « si Milton remue les vieux os de la théologie, il est sûr de la faire revivre. Et la théologie qui vit devient nécessairement sceptique. » Le professeur Masson pense que si l'on avait connu plus tôt le traité de Milton, il aurait eu une plus grande influence sur la



théologie chrétienne. Ce qui nous intéresse est de voir que dès qu'on s'occupe de la théologie sans parti pris, on est sûr de douter et de faire un pas, soit dans la voie métaphysique, soit dans la voie positive.

Milton, en parlant du Dieu et des divinités dans le *Paradis Perdu*, les a rendus vivants et bien des lecteurs ont dû être frappés de la manière dont ils agissent. Voyez par exemple la première personne de la Trinité. Ne voit-on pas qu'elle agit à la manière des rois terrestres ? « Les rois le plus souvent, dit-il, sont forts en armées, mais leurs arguments sont faibles ; dès leur berceau ils emploient leur volonté comme la main droite, la raison toujours comme leur main gauche. » Le Roi du Ciel, dans le *Paradis Perdu*, s'annonce par une lumière éclatante, par un bruit étourdissant, et en énonçant sa volonté par des paroles d'une casuistique très-gauche. Dans le huitième livre, lorsque Raphaël explique à Adam qu'il était absent du Ciel au moment de la création parce que l'on craignait que le diable ne s'échappât de l'enfer pour venir faire du tapage, on approche de la bouffonnerie.

En creusant la Bible, Milton trouve que le mariage n'était qu'un contrat entre deux personnes qui s'engageaient à vivre ensemble aussi longtemps que cela leur plairait, qu'il faudrait cependant quelques arrangements légaux, mais que le mari aurait plus de facilité pour le divorce que la femme, que la polygamie était permise dans la Bible et que, par conséquent, les chrétiens pouvaient la pratiquer. Voilà un curieux exemple de la manière dont Milton tire ses conclusions de la Bible. « En outre, dit-il, Dieu lui-même, dans une allégorie, (*Ézekiel*, cxxiii - 4), se représente comme ayant épousé deux femmes, Aholah et Aholibah ; or, il n'aurait pas parlé ainsi, même dans une parabole, s'il avait cru que la polygamie fût mauvaise ou honteuse. » Dans son

âge mûr il rejeta le dogme de la divinité du Christ. « La question, dit-il, est naturellement très obscure », mais il semble, d'après la Bible, qu'avant la création du Monde, le Fils fut conçu par le Père, non par nécessité mais d'après sa volonté, ce qui est, selon Milton, plus en rapport avec la dignité paternelle. Il conclut solennellement : « Voici tout ce qui est révélé sur la génération du Fils de Dieu. Quiconque voudrait être plus sage, sera déchu dans sa recherche de la sagesse ; il tombera dans les erreurs de la vaine philosophie ou plutôt dans des sophismes et demeurera dans les ténèbres. » Le Saint Esprit, d'après Milton, est un espèce de fils cadet et « très inférieur » au fils aîné du Père. On trouvera ses opinions dans le *Paradis Perdu*, et plus encore dans le *Paradis Reconquis*. Il est plus intéressant encore de voir quelles sont les opinions de Milton sur les causes premières, parce qu'elles montrent qu'il approche de l'état métaphysique. Il rejette l'idée orthodoxe que Dieu créa l'Univers de rien, il a dû le créer de quelque chose, et puisqu'on ne peut pas croire qu'il n'existait rien en dehors de Dieu, l'Univers a dû être créé de la substance même de Dieu. Si on demande comment l'imperfection peut appartenir à la substance de Dieu, il demande si l'on sort de la difficulté en faisant émaner l'imperfection de rien. Une conclusion très intéressante fut tirée par Milton de cette théorie, et il y arriva probablement en partie par ses observations positives. Avant sa cécité il avait vu mourir sa mère, son père et son beau-père et il avait pu ainsi constater ce que la mort avait d'irrévo- cable. En tous les cas, il croit qu'à la mort tout périt, le corps, l'esprit et l'âme, « car, dit-il, ils sont tous enchaînés les uns aux autres et tous émanent à l'origine de Dieu. » — On a ainsi une espèce de matérialisme pan-théiste juxtaposé aux principales doctrines chrétiennes, car Milton crut jusqu'à sa mort aux dogmes de la chute

de l'homme, à sa rédemption, à sa résurrection et à son bonheur ou à son malheur dans l'éternité.

Tels sont quelques-uns des traits politiques et religieux de Milton. Les lecteurs ordinaires de ses poèmes y pensent peut-être trop peu, car on ne s'occupe guère de Milton que comme poète, et ses poèmes seuls lui ont donné une aussi grande place dans l'Humanité. Mais cette poésie fut écrite par un citoyen religieux quoique libre-penseur, qui eut à subir de grands malheurs domestiques et qui fut aveugle pendant le dernier tiers de sa vie. Ses poèmes portent l'empreinte de son individualité et on ne peut les goûter complètement que lorsqu'on connaît bien les détails de sa vie.

Le Dieu de Milton et son Evangile étaient tous deux rudes et, en de telles mains, ils rendirent souvent de grands services. Mais les conditions qui les rendaient possibles ont disparu, et on voit que l'Humanité se préparait déjà pour une foi plus noble et plus positive.

NEWMAN ROBERT.

(Traduit de l'anglais par PAUL DESCOURS.)

---

# LA SCIENCE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

(Suite).

---

## Des rapports entre la Physique et la Chimie.

---

*« La distinction entre la physique et la chimie est très délicate à constituer avec précision, et sa difficulté augmente de jour en jour par les relations de plus en plus intimes que l'ensemble des découvertes modernes développe continuellement entre ces deux sciences. »*

(A. COMTE, in *Philosophie positive*).

Nous avons examiné, dans des articles antérieurs (1), les progrès accomplis par la chimie depuis cent ans.

Pour avoir une vue complète du sujet, nous devons étudier maintenant le travail qui s'est fait dans le domaine intermédiaire entre la physique et la chimie, et les relations générales qui existent entre les sciences-sœurs et qui constituent la matière de ce qu'on nomme aujourd'hui : Chimie physique, ou générale.

Le premier chimiste qui fit une étude méthodique des relations existant entre la composition chimique d'une substance et ses propriétés physiques, fut Kopp, qui voua sa vie à ce travail et découvrit un grand nombre de relations importantes.

Il montra, par exemple, que, dans une série homologue

(1) Voir *La Revue Occidentale* de juillet 1904.

d'hydrocarbures liquides, des différences égales dans la composition chimique comporteront des différences à peu près équivalentes dans les points d'ébullition.

La différence entre les chaleurs moléculaires de n'importe quel groupe de deux membres successifs d'une telle série paraît également être constante.

Un grand nombre de généralisations de cette nature furent formulées par Kopp et d'autres, d'où l'on put conclure que, pour des composés de même nature, l'addition du même élément, ou du même groupe d'éléments, amenait un changement équivalent dans des constantes physiques, comme le point d'ébullition, la chaleur spécifique, le volume moléculaire, etc.

Dans les cas de ce genre, la propriété physique dépend principalement de la *nature* des atomes présents et, dans une mesure beaucoup moindre, de la manière dont les atomes sont groupés.

Quelques propriétés physiques dépendent presque exclusivement de l'architecture de la molécule, comme, par exemple, la faculté que possèdent plusieurs composés de faire dévier le plan de polarisation d'un rayon polarisé.

D'une façon générale, nous pouvons dire que les propriétés physiques et chimiques d'une substance dépendent de la *composition* et de la *constitution*, ou de la *structure* de ses molécules ; ceci correspond nécessairement à l'hypothèse de la structure moléculaire et atomique de la Matière et nous sommes redevables à Ostwald d'une terminologie très utile en ces questions.

Une propriété qui dépend uniquement de la composition chimique de la molécule, c'est-à-dire de la nature des atomes présents, s'appelle *additive*.

Le meilleur, et probablement le seul exemple d'une propriété purement additive, est la Masse ; la *masse* d'un composé étant identique à la somme des masses de ses éléments constituants.

Ce fait a été pour la première fois compris dans toute son ampleur par Lavoisier et est connu aujourd'hui sous le nom du Principe de la Conservation de la Masse.

Il y a là une propriété qui dépend uniquement de la nature des atomes présents, chaque élément ayant une masse atomique différente et la masse moléculaire étant, par conséquent, égale à la somme des masses atomiques.

Cependant, quand une propriété dépend de la *structure* de la molécule, dans le sens de « groupement des atomes », on l'appelle une propriété *constitutive* ; un bon exemple de ce cas se voit dans l'activité optique.

La plupart des propriétés physiques sont partiellement *additives* et partiellement *constitutives*, de sorte que c'est tantôt l'une et tantôt l'autre de ces qualités qui domine, selon la nature du composé.

Et comme les propriétés des substances dépendent de la nature, du nombre et de l'arrangement des atomes dans leurs molécules, il y a nécessairement une relation très intime entre les propriétés physiques et chimiques, car elles dépendent les unes des autres.

En dehors des qualités additives et constitutives, il y a une troisième classe de propriétés physiques, dans les gaz et les solutions, à laquelle Ostwald a donné le nom de *colligatives*. Dans ce cas nous observons des propriétés qui tiennent seulement au *nombre* de molécules présentes, et nullement à la structure interne ou à la nature de la molécule.

Ce sont les seules propriétés physiques qu'on puisse présenter comme entièrement indépendantes de toutes considérations chimiques ; elles sont bien mises en lumière par les lois de Boyle, de Gay-Lussac et d'Avogadro, relatives aux gaz, car ces généralisations s'appliquent à tous les gaz, sans égard à leur composition chimique.

C'est par suite de cette relation intime entre les deux

sciences que l'énergie chimique peut se convertir aussi facilement dans d'autres formes ; la relation la plus importante, à cet égard, est incontestablement celle qui existe entre l'énergie thermique et l'énergie chimique.

Cette dernière est mesurée le plus facilement en la transformant en son équivalent thermique, qui peut être exactement mesuré par les méthodes calorimétriques.

Le principe général que, dans cette conversion, il ne se produit aucune déperdition d'énergie, avait été clairement entrevu par Lavoisier ; il avait montré qu'il y avait égalité entre la qualité de chaleur nécessaire pour dissocier un composé et la chaleur dégagée au moment de la formation de ce composé par la réunion de ses éléments.

Également, en 1840, Hess démontra que le montant total de la chaleur dégagée dans un changement chimique était une constante, dépendant uniquement des conditions initiales et finales de la réaction, quelles que puissent être les étapes intermédiaires. La voie se trouvait donc préparée pour l'application de la Théorie mécanique de la Chaleur aux phénomènes chimiques. Joule et Favre, par exemple, démontrèrent que, quand on fait dissoudre une barre de zinc dans un acide, plus de la moitié de l'énergie thermique, produite par cette dissolution, se transforme en énergie électrique, lorsque cette barre de zinc fait partie d'une simple pile voltaïque.

Au lieu d'échauffer le fil, le même courant aurait pu produire du travail mécanique, par l'entremise d'un électro-aimant, et nous aurions trouvé une déperdition d'énergie thermique exactement équivalente à la force produite.

Ainsi, la quantité d'énergie produite par la dissolution d'une barre de zinc est une constante, que l'énergie prenne la forme de chaleur de dissolution, ou qu'une partie de cette énergie se transforme en activité électrique ou mécanique.

Ceci montre clairement que l'énergie chimique est de même nature que les autres formes d'énergie qu'étudie la Physique.

Plusieurs savants modernes ont cherché, par conséquent, à créer une corrélation entre la Physique et la Chimie, en en faisant deux branches d'une même science : l'Énergétique.

Cette conception constitue évidemment une immense simplification et, dans bien des cas, remplit parfaitement le but poursuivi ; il est cependant douteux qu'elle puisse accomplir tout ce qu'on lui attribue, car il semble que la spécialité inhérente à l'action chimique rende impossible toute identification de la Chimie et de la Physique.

L'application de ces principes à la Chimie et l'habitude de grouper les manifestations chimiques parmi les phénomènes généraux qui démontrent la conservation de l'Énergie, ont eu des conséquences importantes en développant les idées quantitatives dans cette science.

Aujourd'hui, une équation chimique ne symbolise plus seulement l'égalité de *masses atomiques* des deux côtés, mais encore l'équilibre de quantités définies d'énergie.

Toute équation est par conséquent un symbole des deux grands principes de la Conservation de la Masse et de l'Énergie.

Nous reviendrons sur la possibilité d'appliquer les mathématiques aux questions chimiques lorsque nous exposerons les vues d'Auguste Comte à ce sujet.

La découverte la plus importante qu'on ait faite depuis quelques années en matière de Chimie physique, c'est la Théorie des Solutions, aujourd'hui généralement acceptée par les savants.

Dans le vol. II de la *Philosophie*, Comte faisait ressortir la nécessité d'une théorie convenable à ce sujet. Or ce



besoin a été rempli d'une façon très satisfaisante, car la nouvelle Théorie jette également un grand jour sur la nature des phénomènes chimiques en général.

Graham a démontré que les molécules d'une substance en solution sont constamment en mouvement, et exercent des pressions définies, causant le phénomène de la diffusion liquide. Ce phénomène est analogue à celui de la diffusion gazeuse, et dû, comme lui, à la tendance qu'ont les molécules à se séparer autant que possible.

Donc, si nous faisons dissoudre un morceau de sucre dans un grand volume d'eau, nous aurons créé un état de choses semblable en beaucoup de points à celui d'un gaz dont le volume serait égal à celui de la solution.

Les molécules de sucre seront isolées les unes des autres, et on peut montrer, au moyen de membranes semi-perméables, qui laissent passer les molécules d'eau et retiennent les molécules de sucre, que les particules de sucre exercent une pression susceptible d'être mesurée.

Cette pression, exercée par les particules d'une substance dissoute, se nomme : *pression osmotique*.

Il a été démontré par Van 't Hoff, en 1887, que la loi de Boyle était applicable aux solutions diluées, le volume du dissolvant correspondant au volume gazeux, tandis que les parties dissoutes correspondent aux molécules gazeuses.

Il a été également démontré que les solutions diluées suivaient la loi de Gay-Lussac exprimant les relations entre la pression gazeuse et la température.

Et finalement, on reconnut que la loi d'Avogadro (Ampère ?) est également applicable.

Ce fut un progrès considérable que de pouvoir appliquer ces lois aux solutions, mais celles-ci doivent être diluées, sinon les résultats sont faussés, comme pour les gaz à haute pression, par les influences mutuelles des molécules voisines. On trouva bientôt certaines classes de

composés, comme les Acides, les Bases, les Sels, qui se comportaient d'une façon exceptionnelle dès qu'ils étaient dissous. Dans ces cas, la pression osmotique dépasse la quantité indiquée par la théorie.

On savait qu'un écart semblable se présentait pour les cas où la dissociation, c'est-à-dire la rupture des molécules à haute température, produisait des résultats anormaux au point de vue de la loi d'Avogadro (Ampère?).

En étendant aux liquides l'idée de dissociation, et en rappelant l'ancienne théorie de Clausius sur l'électrolyse, Arrhénius put dire que, dans ces cas exceptionnels, les molécules de la substance dissoute étaient rompues en fragments, qu'il nomma *Ions*, d'après Faraday.

Le fait remarquable, à propos de ces exceptions, c'est que toutes sont électrolytiques, c'est-à-dire que, dissoutes dans l'eau, elles propagent un courant électrique, tandis que des composés comme le sucre, qui se conduisent d'une façon normale, ne propagent pas le courant.

Dans le cas d'une matière électrolytique, on suppose que l'eau dissocie les molécules et les réduit en *ions*.

D'après la théorie de la Dissociation Électrolytique d'Arrhénius, ces Ions sont chargés d'électricité, et présentent par conséquent des propriétés différentes des atomes non chargés. Comme, en chimie analytique, nous employons surtout des solutions aqueuses d'Acides, de Bases et de Sels, les réactions colorées qui nous guident dans nos essais sont réellement des réactions *ioniques*.

Cette belle théorie se consolide tous les jours par de nouvelles observations et a changé les méthodes de l'analyse chimique en procédés réellement scientifiques, tandis qu'avant, elles étaient purement empiriques.

L'eau est l'agent le plus puissant qui puisse provoquer la rupture des molécules des électrolytes, et l'on voit que son importance, dans l'accomplissement des réactions chimiques, tient surtout à cette propriété.

Son influence générale fut clairement comprise par Lavoisier et Berthollet, et les recherches modernes ont amplement justifié la place importante que ces penseurs lui avaient donnée dans la Philosophie de la Science.

Les effets de l'humidité de l'atmosphère sont démontrés d'une façon frappante par le cas de certains gaz, comme l'ammoniaque et le chlorure d'hydrogène, qui sont incapables de se combiner à l'état parfaitement sec, tandis que l'acide sulfurique concentré n'a aucune action, même sur du sodium métallique, pourvu que les deux produits soient absolument privés d'humidité. Ceci veut dire que les molécules elles-mêmes sont comparativement inactives ; ce sont les atomes qui réagissent entre eux.

Nous voyons également pourquoi les corps non-électrolytiques, comme le sucre et l'alcool, qui ne sont pas divisés en *ions* par l'eau, sont des substances à peu près inactives dans le sens chimique du mot, tandis qu'il en est tout autrement des corps électrolytiques, Acides, Bases, Sels, qui fournissent la plupart des changements chimiques.

L'un des premiers chimistes qui comprirent les relations étroites entre la Chimie et la Physique, fut C.-L. Berthollet, dont nous avons mentionné l'œuvre dans un article précédent.

La haute estime où le tenait Auguste Comte n'est plus un fait isolé, et il faut rappeler tout spécialement l'éloge convaincu qu'a fait de ses théories feu Lothar Meyer.

En plus de sa reconnaissance de l'influence des conditions physiques sur les modifications chimiques, nous devons à Berthollet l'introduction de la notion d'équilibre chimique, et une tentative d'appliquer à la Chimie les principes de la Mécanique.

La tentative était prématurée et ne porta que peu de fruits au début. Il en fut comme de la tentative d'Aristote à l'égard de la Biologie ; il était impossible de baser

solidement des idées générales tant qu'on n'avait pas accumulé une plus ample série de faits pouvant servir de points d'appui à la science.

En 1867, les idées de Berthollet sur la proportionnalité entre l'action chimique et la masse, furent systématiquement remises en lumière par Guldberg et Waage, qui formulèrent, dans le courant de cette année, leur Loi sur l'Action des Masses.

Berthollet tenait que l'action chimique dépendait de la masse et de l'affinité, plus certains facteurs physiques, comme la cohésion, la température, etc.

Les travaux ultérieurs de plusieurs chimistes sur les effets de la Masse permirent à Guldberg et Waage d'exprimer leurs vues sous une formule mathématique.

D'après eux, quand deux corps réagissent l'un sur l'autre, l'action est proportionnelle aux masses actives présentes, en considérant les masses actives par unité de volume.

L'action dépend aussi du caractère spécifique des substances et des facteurs physiques déjà mentionnés, y compris le *temps*, dont Comte a fait ressortir la nécessité.

Si, maintenant, nous désignons les masses actives de deux corps qui réagissent l'un sur l'autre, par les signes  $a$  et  $b$  et les autres facteurs par le coefficient  $c$ , l'intensité ou la force de la réaction chimique est égale au produit de ces facteurs :  $a b c$ .

Par ce raisonnement, il est souvent possible de trouver les conditions d'équilibre d'une réaction chimique, et d'augmenter considérablement nos moyens de prévision.

Considérons maintenant quelles sont les différences essentielles entre la Physique et la Chimie. Comment pouvons-nous le mieux définir leurs domaines respectifs? Les auteurs modernes parlent généralement de la Physique comme de « La Mécanique moléculaire », tandis que la Chimie serait la « Mécanique des atomes » divisée en

Statique, ou science de l'équilibre, et Dynamique, ou science des modifications chimiques.

Quand la *structure interne* de la molécule n'est pas modifiée, nous avons un phénomène physique, tandis que nous avons un phénomène chimique, dès que la molécule est fractionnée ou reconstruite d'une façon plus compliquée.

Il est cependant impossible de tracer une limite nettement marquée entre les deux sortes de modifications, surtout depuis que, selon l'hypothèse de Williamson sur la mobilité des atomes, on ne peut considérer l'équilibre des atomes comme n'ayant qu'une stabilité relative. De fait, les recherches sur la radio-activité, qui ont amené la découverte des propriétés remarquables du Radium, ont démontré que l'équilibre atomique est d'un caractère beaucoup plus instable qu'on ne l'avait supposé autrefois.

Cette façon d'envisager la Chimie au point de vue de la Mécanique des atomes, implique nécessairement la possibilité d'y introduire des procédés mathématiques.

Il me semble que Comte a émis une opinion trop absolue quand il a affirmé l'impossibilité d'appliquer l'analyse mathématique à cette science, mais cette erreur s'explique par le fait que, de son temps, la seule considération algébrique admissible était l'égalité des masses réagissantes avant et après la réaction.

Au fond, il se passe en Chimie ce qui s'est passé en Physique. Là, également, chaque branche de la science fut longtemps descriptive et qualitative, et devint de plus en plus quantitative à mesure que de nouvelles recherches révélèrent la dépendance des phénomènes en question, de conditions connues, susceptibles d'être directement mesurées et, par conséquent, réductibles aux méthodes mathématiques.

La théorie des Solutions, développée par Van 't Hoff et Arrhénius, jointe à la Loi de l'action des Masses, a beau-

coup fait pour rendre la Chimie moins empirique et moins descriptive, et plus quantitative.

Il faut rendre cette justice à Comte que le traitement mathématique des phénomènes chimiques n'a été appliqué jusqu'ici avec succès qu'à la Chimie Physique, où les conditions Chimiques et Physiques sont intimement confondues, et qu'il ne paraît pas vraisemblable que cette science puisse être jamais traitée d'une façon mathématique, comme la Physique.

Il reste une question d'un intérêt général : Quelle est la nature des forces chimiques, en comparaison des forces physiques ?

Il faut avouer qu'à ce point de vue nous ne sommes guère avancés. Dans l'ensemble, la vue de Davy sur cette question est probablement celle qui représente le mieux nos connaissances actuelles. Il estimait que les phénomènes électriques et chimiques étaient « produits par *la même force*, agissant tantôt sur des masses, tantôt sur des particules », c'est-à-dire que l'Électricité serait une forme moléculaire et l'Affinité chimique une forme atomique de la même espèce de force.

Il existe de puissants témoignages favorables à ce point de vue, mais, même si nous l'acceptons, il n'en reste pas moins indispensable de maintenir la distinction entre la Chimie et la Physique, distinction basée sur la nature intime et incontestablement spéciale des modifications chimiques, qui transforment d'une façon permanente la structure des molécules.

H. GORDON JONES.

(Traduit par W. IMANS).

---

# BULLETIN D'ANGLETERRE

---

LONDRES

*Thilorier, le 20 Gutenberg 116*

(31 août 1904).

POLITIQUE EXTÉRIEURE. — L'expédition est arrivée à Lhassa et on ne parle plus de l'ambassade pacifique, mais le Grand Lama n'est plus là, il est parti et se trouve quelque part dans la Mongolie. On nous assure que le gouvernement n'a aucune intention d'exercer un protectorat sur le Thibet, ni de vouloir avoir un résident à Lhassa ; après avoir négocié un traité (toujours des négociations !) et avoir imposé une indemnité, nous nous retirerons. Mais cependant — remarquez bien ceci — si le traité n'est pas signé, il faudra bien rester un peu plus longtemps. Or, comme le Grand Lama est parti, il se pourrait bien qu'il y ait des délais, je veux bien le croire. Quand on se rappelle les incidents de cette expédition, on voit qu'il est malheureusement bien difficile d'avoir foi dans les paroles de nos ministres. Naturellement on parle toujours d'intrigues russes et on nous assure que le Grand Lama a un Russe comme confident ; c'est le traître obligatoire du mélodrame. On a déjà formé plusieurs compagnies pour exploiter les richesses minérales du Thibet et on peut être sûr que si les actionnaires ne reçoivent pas grand chose, les lanceurs de l'affaire n'y perdront rien. Tous les frais de cette expédition seront supportés par l'Inde, quoique ce pays soit très pauvre ; cela semble juste aux autorités, et le Gouverneur Général de l'Inde, qui vient d'avoir ses pouvoirs renouvelés pour une nouvelle période, croit que cela est équitable, parce que la mission au Thibet a eu pour but de sauvegarder les frontières de l'Inde. Après cela il est inutile d'ajouter un mot de plus.

Le Président Krüger est mort, et il y a lieu de noter que l'attitude de la Presse a été convenable. On commence peu à peu à voir que la gloire de cette guerre n'est pas très brillante. M. Chamberlain a même dit qu'il n'avait plus de sentiments de haine envers le Transvaal. Il est vraiment malheureux que La Fontaine ne nous ait pas fait connaître les sentiments du loup après avoir dévoré l'agneau. Les affaires vont toujours mal en Afrique et on commence à craindre qu'il n'y ait une insurrection des noirs. Il est trop

tôt pour pouvoir porter un jugement sur le succès de l'importation des Chinois. Le gouvernement a offert un canon, pris aux Boers, à la municipalité de Londres, mais le Conseil Municipal l'a refusé, ne voulant pas de ce trophée.

On a enfin évacué le Somaliland, ne laissant qu'une garnison dans un port de la côte ; cela est une très bonne chose, quoiqu'il eût mieux valu ne pas aller du tout dans ce pays.

POLITIQUE INTÉRIEURE. — Le Parlement a été prorogé le 14 août. La session a produit très peu de chose, si ce n'est la loi sur les débits de boissons. Elle a été votée et c'est un très joli cadeau aux brasseurs et aux cabaretiers. Le parti libéral a montré sa faiblesse ; c'est un parti qui n'a plus de doctrines, plus de chef et plus d'idées générales. L'Opposition discute bien les lois proposées par le gouvernement, mais ce sont des critiques partielles, n'allant pas à l'essence même des choses. Puis, dans bien des questions, le parti est divisé ; dans cette affaire du Thibet, par exemple, c'est le secret de Polichinelle qu'une fraction très importante du parti libéral approuve cette « mission ». Il y a des libéraux qui sont plus chauvins que les conservateurs eux-mêmes. On l'a bien vu dans la guerre du Transvaal, et notre ancien premier ministre, Lord Rosebery, s'est montré un jungoe ; tout dernièrement encore, il a, dans une lettre, déploré la Convention qui vient d'être signée avec la France. Que pouvons-nous donc attendre de ce parti quand — ce qui est plus que probable — il sera au pouvoir, après les prochaines élections ? Fort peu de chose ! Nous aurons un Cabinet qui contiendra des membres appartenant à toutes les fractions du parti libéral et il n'y aura pas grand chose de changé. Ce n'est que plus tard que nous pourrons former un parti qui sera franchement anti-impérialiste. Car l'Impérialisme, voilà le vrai danger. Tant que les conceptions impérialistes prévaudront, il faudra s'attendre aux petites guerres. En même temps l'influence du Parlement décroît ; les journaux, par exemple, ne donnent plus de longs compte-rendus, sauf le *Times* ; ils se contentent d'un court compte-rendu analytique des débats. Le gouvernement à la Chambre fait ce qu'il veut et on empêche les discussions qui pourraient devenir gênantes. M. Chamberlain va reprendre sa campagne en faveur du protectionnisme, bien que jusqu'à présent sa croisade n'ait pas réussi. M. Balfour est protectionniste-libre-échangiste ou libre échangiste-protéc-



tionniste, on ne sait pas au juste, et peut-être même ne le sait-il pas lui-même, car c'est un philosophe. Il y a cependant des membres du parti conservateur qui sont libre-échangistes, mais s'il faut voter sur la question, ils s'abstiennent ; du reste, il est probable que ces dissidents ne seront pas élus dans le prochain Parlement.

Espérons qu'à l'élection générale la question deviendra plus claire !

Les Irlandais, eux, ont l'avantage de savoir ce qu'ils veulent, et ils sont unis ; ils poursuivent toujours leur but, ne s'attachant à aucun des partis. Ils ont déjà obtenu beaucoup par cette tactique et ils obtiendront même davantage un jour ; il ne serait pas étonnant que, dans le prochain Parlement, ils tiennent la balance et puissent décider quel parti nous gouvernera. Ce serait alors le triomphe de leur tactique. Il vaudrait beaucoup mieux pour nous que l'Irlande ait son Parlement et ne soit plus représentée à notre Parlement, mais je crains beaucoup que cette solution ne soit pas acceptée. Cependant, il serait bien temps que nous ayons le loisir de nous occuper de nos affaires et, certes, ce n'est pas la besogne qui nous manquerait.

**MOUVEMENT POSITIVISTE.** — Les Conférences de la *Société Positiviste* auront lieu cet automne, à Essex Hall, Essex Street, Strand :

- Le 2 octobre, M. F. Harrison : *L'attitude des Églises chrétiennes sur les questions publiques.*
- Le 9 octobre, M. S. H. Swinny : *Les devoirs des Citoyens.*
- Le 16 — Dr C. H. Desch : *Le centenaire de Priestley.*
- Le 23 — *L'Attitude de l'Occident envers l'Extrême-Orient.*
- Le 30 — M. S. H. Swinny : *Aristote et l'évolution intellectuelle de la Grèce.*
- Le 6 novembre, M. H. G. Jones : *Saint Thomas d'Aquin, R. Bacon et Dante.*
- Le 13 — *F. Bacon, Descartes et Leibnitz.*
- Le 20 — *Hume, Diderot et Kant.*
- Le 27 — *Condorcet et De Maistre.*
- Le 4 décembre, *Bichat et Gall.*
- Le 11 — Dr Desch : *Auguste Comte.*

PAUL DESCOURS.

# BULLETIN DE FRANCE

---

## I

### SOCIÉTÉ POSITIVISTE D'ENSEIGNEMENT POPULAIRE

---

*Réunion plénière du 5 juillet 1904.*

---

Une nouvelle réunion plénière de la Société positiviste d'Enseignement populaire a eu lieu le mardi 5 juillet, à l'Hôtel des Sociétés savantes.

L'ordre du jour était le suivant :

1<sup>o</sup> M. FAGNOT : *Le Régime démocratique*, par M. Delaisi.

2<sup>o</sup> M. FINANCE : *Appréciation du Traité Franco-Italien relatif aux conditions du Travail*.

..

### Une Visite au « Chêne ».

Avant d'aborder son sujet, M. FAGNOT présente le salut cordial du *Chêne*, Société démocratique de Lyon, à la fête annuelle de laquelle il a pris part, le 12 juin dernier.

Le *Chêne* est un groupe d'hommes libres qui étudient et discutent en commun, afin de mieux agir. Travailleurs et hommes de science sont étroitement unis, au *Chêne*, moins par des idées communes que par un même sentiment de justice et la pratique d'une égalité faite de sympathie réciproque.

Ils représentent les diverses nuances de l'opinion républicaine et socialiste et, individuellement, prennent une part active à la vie publique. Aux dernières élections municipales, où Lyon a conquis le premier rang parmi les cités républicaines, tous les membres du *Chêne* ont été à la peine ; cinq

d'entre eux sont à l'honneur, au Conseil municipal : MM. Fagot, Gorjus, Novel, Dr Beauvisage et Justin Godard ; ces deux derniers sont adjoints de M. Augagneur, le brillant maire de Lyon.

Dans le milieu sélectionné du *Chêne*, où l'on entend toutes les notes, hors les notes discordantes, les positivistes parisiens ne comptent que des amis, et le Positivisme, connu de plusieurs, est estimé de tous. A la fin du dîner champêtre du 12 juin, ces sentiments de sympathie à notre égard furent exprimés, au nom des convives, par M. Alexis Bertrand, le philosophe du *Chêne*, qui rend à notre cause de précieux services en soutenant dans ses ouvrages, avec une inlassable persévérance, que l'Université doit au plus tôt s'approprier, après une adaptation convenable, la méthode et le programme d'enseignement conseillés par Auguste Comte.

Au nom des positivistes, M. Fagnot remercia l'auteur de l'*Enseignement intégral* et les membres du *Chêne* de leur accueil fraternel et de leur sympathie pour la doctrine du Maître. Profitant de la présence de deux vénérables républicains de 1848 — dont l'un, M. Pignal, proscrit de décembre, ancien maire de Cluny, fut vraiment le charme de la journée — il adressa un souvenir ému aux hommes de 1848 qui vécurent les temps difficiles et sacrifièrent leurs intérêts, quelques-uns leur vie, pour semer le bon grain que leurs héritiers, plus ou moins reconnaissants, n'ont plus qu'à récolter. Trait d'union entre la Révolution et nous, la République de 1848, belle autant qu'éphémère, est une démonstration vivante de cette notion essentielle de sociologie : la solidarité entre les générations successives, c'est-à-dire la continuité historique, est beaucoup plus forte, dans les sociétés humaines, que la solidarité entre les hommes d'une même génération.

Encore sous l'impression de sa visite du 12 juin, M. Fagnot propose à ses confrères de rendre de plus en plus étroits les rapports qui existent, depuis six ans déjà, entre le *Chêne* et les positivistes parisiens.

M. Grimanelli et le Président s'associent pleinement à ces dernières paroles.

### Le Régime Démocratique actuel.

M. FAGNOT apprécie ensuite un article sur « le Régime démocratique actuel » publié par M. Francis Delaisi dans *Pages libres* du 21 mai dernier.

Dans une langue agréable et claire, l'auteur fait la critique et même la satire du dogme de la souveraineté du peuple ou plutôt de l'organisation du suffrage universel, dont il montre fort bien les inconséquences et, à son avis, les dangers.

Le peuple est souverain, mais « l'absolutisme du souverain, l'immensité de ses attributions n'ont d'égale que sa parfaite incompétence ». « Ce maître absolu se sent donc incapable de gérer ses propres affaires. » Il délègue son pouvoir à 300.000 mandataires. Les uns, les fonctionnaires, spécialisés, hiérarchisés, ont la compétence et la stabilité. « Ils sont donc la vraie force de l'État. » Les autres, les élus, notamment les députés et les sénateurs, soumis aux caprices de l'opinion, formant des assemblées divisées et tumultueuses, n'ayant ni compétence ni stabilité, sont, au contraire, « sans influence profonde sur la marche des affaires ».

Entre élus et électeurs, il y a les journalistes. « On a quelque soupçon que ces agents officieux ne sont pas toujours exactement renseignés, il est possible aussi qu'ils ne disent pas tout ; il est certain qu'ils ne sont pas complètement désintéressés. » Le souverain pourtant leur accorde une confiance extrême. « Il raille, rit ou s'indigne avec son journal ».

Après ce portrait peu flatté, mais non point très chargé, l'auteur s'appuie sur de longues théories de chiffres, tirés des dernières élections législatives, pour établir que, sur 100 électeurs, 20 s'abstiennent, 33 sont mis en minorité, et 47 seulement concourent efficacement à la représentation nationale. Comme conséquence, il paraît que, dans un scrutin récent, à la Chambre, le Ministère actuel eut 30 voix de majorité, alors qu'il y avait, dans ce scrutin, 500.000 électeurs en faveur de l'Opposition. Selon M. Delaisi, un tel résultat prouve combien le système électoral est vicieux.

Pour corriger ce défaut, on n'aperçoit que le vote obligatoire. M. Delaisi voudrait-il en arriver là ?

Autre vice du système. L'auteur constate que 387 députés,

ou les deux tiers, sont anciens fonctionnaires ou appartiennent aux carrières libérales ; or, ces professions ne comptent que 620.000 Français. Les 3.900.000 ouvriers d'industrie, au contraire, ne sont directement représentés que par 16 députés. Conséquence absurde pour l'auteur : « la pyramide sociale est posée à la Chambre pour ainsi dire la tête en bas ».

Le suffrage au second degré, appliqué au recrutement du Sénat, donne ce résultat : effacement des partis extrêmes de gauche comme de droite, et, par suite, énorme développement du parti modéré. D'où cette double conséquence : le Sénat est essentiellement conservateur du régime établi ; il est, d'autre part, énergiquement hostile aux réformes sociales.

L'observation nous paraît fort juste ; mais ne démontre-t-elle pas l'utilité d'un pouvoir modérateur ? Avant d'améliorer un ordre social donné, il faut d'abord le préserver de toute atteinte, — le progrès étant nécessairement subordonné à l'ordre, c'est-à-dire à la conservation. Au surplus, M. Delaisi sait fort bien que, depuis 1889, le Sénat a rempli sa mission à cet égard, puisque, à plusieurs reprises, il a victorieusement défendu le régime républicain.

Dans la seconde partie de son article, l'auteur abandonne la critique objective pour faire œuvre de polémiste. Il affirme que le député défend des intérêts locaux et même des intérêts purement privés, au détriment des intérêts généraux et du budget de l'État.

L'article s'achève sur cette pensée qui ne manque pas de justesse : « On peut craindre que le peuple français ne se fasse de fortes illusions sur la vertu émancipatrice de l'instrument démocratique actuel ».

D'un point de vue théorique, il nous est agréable de trouver, sous la plume d'un publiciste étranger au Positivisme, la justification par les faits de la plupart des critiques philosophiques faites à la souveraineté du peuple, depuis plus de soixante ans, par l'École positiviste et son fondateur.

Au point de vue pratique, il s'en faut pourtant de beaucoup que nous puissions suivre M. Delaisi. D'abord, son article est purement négatif. Ce n'est, il est vrai, qu'un préambule ; l'auteur entend aborder le côté positif de la question par une étude ultérieure sur la représentation proportionnelle, dès maintenant appliquée en Belgique.

Sans nous prononcer sur ce système, il nous semble qu'on doit reconnaître que le suffrage universel, malgré ses vices théoriques et son organisation imparfaite, a permis la fondation et la consolidation définitive de la République, en ce pays. Depuis trente ans, il fait surgir le pouvoir d'une manière régulière et facilite l'évolution paisible des courants politiques et sociaux. Ce sont des résultats pratiques qui peuvent faire supporter les défauts d'un système.

Néanmoins, l'article de M. Delaisi est propre à modifier l'opinion sur un point qui nous paraît essentiel. Cet article, en effet, sape et ruine, plus ou moins directement d'ailleurs, ce dogme absurde, légué par Rousseau, et d'après lequel le peuple serait non seulement souverain, mais infaillible, — tel le pape des catholiques !

L'esprit républicain abandonne peu à peu cette doctrine qui, après avoir servi, au XVIII<sup>e</sup> siècle, à détruire l'Ancien Régime, est depuis longtemps surannée.

Sous l'influence de la sociologie, le suffrage universel est de plus en plus considéré pour ce qu'il est, dans la réalité : un simple instrument destiné à faire surgir le pouvoir. A ce titre, nous pouvons le conserver, tout en l'améliorant si possible, puisqu'il reste le serviteur fidèle de l'idée républicaine et qu'il nous permet de discuter et de résoudre, l'un après l'autre, les problèmes politiques et sociaux posés par la Révolution.

\* \* \*

M. FINANCE a ensuite analysé et apprécié le projet de traité récemment conclu entre la France et l'Italie pour régler, dans un intérêt commun, certaines conditions du travail.

Cette communication a donné lieu à un intéressant échange de vues entre MM. Grimanelli et Finance.

\* \* \*

Les réunions mensuelles de la Société positiviste d'Enseignement populaire sont suspendues jusqu'au mois de novembre prochain.

---

## II

LE 47<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA MORT D'A. COMTE

---

L'anniversaire du 5 septembre a été célébré, cette année comme les années précédentes, par un pèlerinage au Père-Lachaise, dans la matinée, — par une réunion rue Monsieur-le-Prince, dans l'après-midi, — et par un banquet familial, le soir, au Café Voltaire.

C'est notre dévoué confrère, M. Grimanelli, qui, successivement et très heureusement, a pris la parole sur la tombe de Comte pour rappeler ses principaux titres à la reconnaissance de la postérité, sur celle de Pierre Laffitte pour raviver le souvenir de son glorieux apostolat, sur celle de Fabien Magnin pour évoquer sa vie de labeur opiniâtre et de dévouement social, devant la sépulture de la famille Robinet pour rendre hommage à l'ardent prosélytisme de chacun de ses membres disparus, et enfin sur la tombe de M<sup>me</sup> Clotilde de Vaux pour acquitter le tribut de notre commune reconnaissance envers la femme douce et aimable qui, en accueillant avec bonté l'expression respectueuse d'une affection qu'elle ne partagea pas d'abord, fournit à notre Maître l'excitant sentimental nécessaire pour transformer sa philosophie en religion.

L'après-midi, M. Jeannolle a entretenu ses auditeurs de la situation du Positivisme et de la direction à donner à nos efforts.

Au banquet familial du soir, les positivistes français eurent le plaisir de faire plus amplement connaissance avec nos deux confrères anglais, MM. Swinny et Fletcher, que la Société Positiviste de Londres avait délégués à Paris pour la représenter.

C. H.

---

# PAGES LIBRES

---

## L'ÉVOLUTION DU POSITIVISME

---

Je ne suis qu'un des plus modestes propagandistes du Positivisme, mais je suis un positiviste d'action. Combattant tout à fait à l'avant-garde, j'ai pu, comme tous ceux de mes confrères qui ont été au loin prêcher la bonne parole, me rendre compte des difficultés que l'expansion de nos doctrines rencontrait lorsqu'elles se heurtaient au public. J'apporte ici le résumé de mes impressions en demandant pardon à mes lecteurs de leur donner une forme trop personnelle ; ils sauront d'eux-mêmes dégager la part d'enseignement que comporte cette étude.

Il n'est peut-être pas inutile de faire connaître d'abord comment je suis venu au Positivisme. Catholique d'éducation, émancipé dès les premières lectures, j'ai été, comme tous ceux de ma génération, vivement attiré par Gambetta. Je signale en passant que la jeunesse actuelle semble subir au même degré l'influence de l'étincelant talent de M. Jaurès ; les jeunes gens sont comme les papillons : ils sont aisément éblouis par tout ce qui brille. Profondément convaincu de la nécessité de satisfaire aux légitimes revendications de la démocratie, imbu de l'idée d'égalité, j'ai, pendant quelque temps, orienté mes sympathies intellectuelles du côté du Socialisme. Mais je puis dire de cette tentative sincère ce que Sainte-Beuve disait de son entraînement fugitif vers le



Saint-Simonisme : « Je me suis **approché** du lard, mais je ne me suis pas pris dans la ratière ».

J'étais tout à fait pénétré de métaphysique politique, émerveillé par la lecture de Jean-Jacques et sincèrement persuadé que les lois suffisaient à réformer l'homme. Ce sentiment avait à peine été modifié chez moi, par une étude assez attentive de la philosophie évolutionniste ; elle eut au moins cet avantage de me faire entrevoir la lenteur du progrès.

Un ami m'ayant signalé les ouvrages de Littré sur le Positivisme, j'eus la velléité d'examiner de plus près un système que mon professeur de philosophie m'avait décrit comme une doctrine périmée, dépassée et un tantinet ridicule. Littré m'intéressa vivement et je ne tardai pas à adopter d'enthousiasme toutes ses vues. Respectueuse admiration pour Auguste Comte, considéré comme l'inventeur de la loi des trois états et le fondateur de la méthode positive, mais non moins respectueuse pitié envers le malheureux philosophe que le surmenage et des chagrins domestiques « ont fait rétrograder jusqu'au mysticisme le plus ridicule ».

Que les positivistes ne se fassent aucune illusion à cet égard ; Littré a lancé contre notre doctrine un formidable pavé de l'ours. Grâce à ses hautes qualités de clarté, il a été un merveilleux introducteur à la lecture d'Auguste Comte, mais il a d'avance paralysé tout prosélytisme et frappé de stérilité tous nos efforts vis-à-vis des intellectuels qui n'ont connu le système que par sa traduction trahissante. Il m'a fallu plus d'énergie et de travail pour me débarrasser du Littréisme que pour m'émanciper du Catholicisme !

Un positiviste de province m'ayant prêté la *Revue Occidentale*, je ne tardai pas à me passionner pour les études claires, sincères et profondément travaillées qui forment le fond de cette publication. Je fus conduit à la

lecture des *Résumés* de Rigolage et d'Henriette Martineau : désormais j'étais conquis ; une longue et intéressante correspondance avec le regretté Émile Antoine acheva ma conversion. Je manquerais au devoir le plus élémentaire de reconnaissance si je ne signalais l'influence bienfaisante que produisit sur mon esprit la lecture des œuvres d'André Lavertujon. J'ai mis environ dix années à terminer le cycle de mon évolution.

Aussitôt que mes idées furent un peu tassées, je fus, comme tous les néophytes, pris d'une furieuse envie de propagande ; j'ai provoqué plus d'une fois les sourires de mes amis de la Société Positiviste en leur faisant part naïvement de l'étonnement que j'éprouvais à ne pas voir tous les gens intelligents se convertir au Positivisme, dès le premier effleurement du Système ! Des conversations échangées avec un grand nombre de confrères, il semble résulter que les modes d'assimilation de la doctrine se réduisent à deux : ou l'on entre dans le Positivisme comme le croyant dans une cathédrale, — c'est la conversion par coup de foudre ; — ou bien, comme dans mon cas, l'esprit se laisse lentement conquérir au milieu de fluctuations et de retours.

Depuis l'année 1900, je n'ai pas cessé de porter la bonne parole dans tous les milieux où j'ai eu accès. Mon effort s'est déployé principalement dans le département de la Sarthe. Pendant deux années de suite, j'ai exposé à l'Université populaire du Mans les notions élémentaires de la doctrine ; j'ai fait de nombreuses conférences dans la région, particulièrement dans l'Orne et l'Indre-et-Loire. Depuis bientôt deux ans, la *Dépêche de Tours*, le plus important journal du Centre, publie hebdomadairement un article dans lequel j'étudie les faits d'actualité à la lumière du Positivisme, tel que je le conçois. Mes principales études ont été réunies en une brochure qui a été publiée par la Société Parisienne d'Édition.

Mes efforts localisés n'ont jusqu'à présent produit aucun résultat appréciable au point de vue de la souscription au subsidé positiviste, seul criterium pratique qui puisse les enregistrer de façon tangible. Ils n'ont pas été perdus puisque, dans une certaine mesure, ils ont dissipé le brouillard d'ignorance dont notre doctrine était enveloppée dans cette région. Des sympathies nombreuses ont été éveillées et je ne désespère pas, d'ici quelques années, d'aboutir à la fondation d'une Société positiviste locale : ce serait déjà chose faite si j'avais eu plus de loisirs.

Mes causeries ont provoqué trois conférences contradictoires. L'une émanait d'un pasteur de l'Église réformée ; il a reproduit les critiques classiques de l'École spiritualiste, dénoncé le Positivisme comme dénué d'idéalisme ; il a terminé en reprochant vivement à Auguste Comte ses avances aux Jésuites.

Mon second contradicteur fut un libre-penseur qui s'en prit surtout à l'idée religieuse. Pour lui toute Religion est une maladie mentale dont il faut guérir l'esprit humain ; une Religion nouvelle deviendrait la proie de curés positivistes aussi autoritaires et intolérants que les autres.

Enfin, un médecin fort distingué est venu soutenir les revendications du Monisme. Pour lui, le Positivisme bannit sans raison la Métaphysique. « D'autre part, d'après les données scientifiques présentes, l'éther est la substance primordiale dont tous les corps de la nature paraissent formés ; tous les corps ne sont que des modalités tourbillonnaires de l'éther. Nous avons le droit d'espérer bientôt arracher les derniers lambeaux du voile qui dérobe à nos regards la paisible lumière de la vérité *absolue* ».

Au cours de cette campagne de près de quatre années, il m'a été donné de constater les erreurs et les préjugés dont notre doctrine était enveloppée même dans l'esprit

des gens instruits. La plupart des intellectuels ne connaissent du Positivisme que « l'utopie de la Vierge-mère » ; ils confondent Saint-Simon, Fourier, Cabet et Auguste Comte ; un professeur de l'Université, rendant compte d'une de mes études, disait que le dernier représentant du Positivisme, en France, avait été Victor Considérant !

A l'heure actuelle, les idées philosophiques n'ont plus pour recevoir audience que les chrétiens convaincus et les socialistes.

Auguste Comte espérait beaucoup des catholiques et des conservateurs ; je crois que, s'il était encore parmi nous, il désespérerait de ces gens-là. On sait à quelle sauce MM. Brunetière et Charles Maurras ont arrangé notre système. J'ai été davantage peiné de voir un des plus dignes écrivains de notre camp, M. Antoine Baumann, écrire récemment un « Programme politique du Positivisme » bien fait pour dégoûter à tout jamais de notre doctrine les démocrates les plus pondérés. A mon humble avis, le Positivisme ne peut que se compromettre à vouloir rallier les éléments conservateurs, et c'est une imprudente folie que de s'amuser à rechercher dans l'immense bagage de Comte les passages isolés qui se trouvent aujourd'hui en contradiction flagrante avec le tour d'esprit de nos contemporains. Il n'y a pas d'écrivain de génie, si grave qu'il soit, auquel il n'ait échappé des boutades et des paradoxes, et je n'aperçois pas l'intérêt que nous aurions à montrer au public les opinions du Maître par leurs plus petits côtés.

Le Positivisme contient deux parts d'idées fort inégales : les unes sont des généralisations hâtives échappées à l'imagination bouillonnante de son créateur ; les autres ont cristallisé le sens commun du XIX<sup>e</sup> siècle. Il n'existe aucun positiviste qui ne soit convaincu de l'avènement de sa doctrine en tant que directrice des Sociétés

futures, mais il n'en est aucun qui n'ait conscience de la lenteur avec laquelle cette doctrine s'infiltrera dans les masses. Nous sentons instinctivement que nos croyances ont fait des progrès, que la cloison qui nous sépare de nos contemporains va chaque jour s'amincissant ; encore faut-il que nous ne donnions pas à notre système un aspect trop rébarbatif. La plupart des idées que nous défendons sont admises par la grande majorité des esprits émancipés de notre époque et nous ne sommes guère divisés que par des malentendus. Serait-ce trop demander au Positivisme, doctrine essentiellement relative, que de faire preuve d'un certain opportunisme dans le choix des propositions qu'il présente au grand public ?

Dans toutes mes études et dans mes causeries, j'ai courageusement, parlant à des libres-penseurs, utilisé le mot « Religion ». J'avoue franchement qu'il est presque impossible de le faire digérer à des gens intelligents et très sympathiques au Positivisme ; il faut pour cela employer toutes sortes de précautions oratoires. Je crois qu'au point de vue de la propagande et pour ne pas être obligé d'ouvrir des parenthèses incessantes, il conviendrait de transposer nos expressions et de les rendre adéquates à la mentalité de nos auditeurs.

Quand je lis (toujours avec une admiration nouvelle) le *Catéchisme Positiviste*, je suis effrayé en pensant qu'Auguste Comte a voulu présenter dans cet opuscule ses idées sous la forme *la plus simple*, et qu'il le jugeait accessible aux femmes ! Je ne dis pas que les mots Religion, foi, dogme, culte, etc., soient à réformer ; je dis seulement qu'ils ont besoin d'être évités provisoirement et remplacés par des succédanés (morale commune, doctrine, règle, fête laïque, etc.), sauf à les reprendre plus tard quand les esprits auront été familiarisés avec le Positivisme.

Il y a d'autre part certaines idées Comtistes qui gagneraient à être repassées au crible, ainsi celles qui touchent au Suffrage Universel et au Parlementarisme. Une seule phrase du Maître : « *Tout choix des supérieurs par les inférieurs est profondément anarchique* » a permis à M. Baumann et à d'autres d'écrire que le Positivisme conduisait directement à la dictature. A cela M. Grimanelli a répondu, avec une indignation légitime, que Comte était un républicain. Il n'en demeure pas moins certain que les idées politiques de notre chef, interprétées byzantinement, sont de nature à les rendre antipathiques aux républicains démocrates, les seuls qui soient assez rapprochés de nous pour que nous puissions espérer avoir quelque action sur eux. A l'époque où Comte écrivait, il était impossible de prévoir que le Suffrage Universel deviendrait un fait sociologique aussi considérable, et je ne sais pas ce que le Positivisme pourrait gagner à vouloir remonter un tel courant. Il y a de ces idées dans lesquelles baigne l'esprit de l'homme moderne et il ne peut pas plus s'en extraire que le poisson ne peut s'extraire de l'eau. La Sociologie est aujourd'hui obligée d'accepter le Suffrage Universel comme un fait nécessaire et nous ne pouvons pas plus le mettre en discussion que l'on ne pouvait discuter l'esclavage au temps d'Aristote ! C'est dans un principe cher à Comte que se trouve le remède : puisqu'il nous faut accepter le gouvernement de la foule, tâchons de l'instruire et de la moraliser ; le problème de la démocratie se résume dans l'éducation du Suffrage Universel. De même, gardons-nous de trop heurter l'opinion commune dans certaines questions telles que celle du Divorce ; j'ai admiré avec quel tact M. Grimanelli avait traité ce point irritant ; il nous suffit quant à présent de réagir contre le mouvement qui entraîne la Société actuelle vers l'union libre et de nous opposer à des réformes aussi

dangereusement absurdes que celle préconisée par les frères Margueritte.

Je voudrais aussi que le Positivisme ne traitât pas le Socialisme en ennemi. Les socialistes de nos jours ne sont plus de purs métaphysiciens, ils se réclament, comme nous, de la Science. Leur erreur me paraît être celle d'Auguste Comte qui, après avoir génialement posé quelques principes de sociologie, a voulu prophétiser trop vite et tirer sans retard des conclusions précises de lois mal établies. Eux aussi, les socialistes, ont tort de vouloir prophétiser : ils nous affirment solennellement que, dans quelques centaines d'années, l'État sera le patron universel et que tous les capitaux seront nationalisés. Nous sommes moins prompts à conclure ; nous voulons d'abord que la Sociologie, encore dans l'enfance, nous documente ; nous croyons que la propriété individuelle est le grand ressort de l'énergie humaine et c'est en nous basant sur la nature presque immuable de l'homme que nous en demandons le maintien. Or, nous sommes d'accord avec les socialistes sur les prémisses ; comme eux, nous pensons que toute richesse étant sociale dans sa source, doit être sociale dans sa destination. Il m'a paru que nous avions beaucoup à espérer du côté des prolétaires socialistes. Un des écrivains les plus distingués de l'École, M. Georges Renard, vient de proclamer, dans son opuscule *Paroles d'avenir*, que la réforme morale de l'homme était indispensable à la réforme de la Société ; c'est là une concession qui a son importance. M. Jaurès, cherchant un titre à son journal, s'est arrêté au mot qui forme le fond de nos croyances : *L'Humanité*. Ce sont là des symptômes qui ne sauraient échapper à l'œil d'un observateur.

Je ne puis avoir la prétention, dans un court article, de signaler tous les points sur lesquels nos coreligionnaires doivent montrer de la souplesse, s'ils veulent

favoriser notre propagande. Mais, je veux terminer par une remarque qui, bien des fois, m'a été présentée par des amis étrangers : c'est que notre calendrier des Grands Hommes ne doit pas être considéré comme une œuvre absolument parfaite et non susceptible d'amélioration. Certes, la retouche sera délicate, mais le devoir de notre élite sera de s'attacher quelque jour à cette tâche.

Je me résume en signalant la tendance vers le Positivisme d'une légion de jeunes hommes, de nouveaux venus qui sont tout disposés à entrer dans l'Église, justement à cette condition qu'elle n'ait pas l'air d'une Église, qui ont été intéressés à nos doctrines par les récents travaux de M. Lévy-Bruhl, qui admirent sincèrement Auguste Comte, mais qui ont peur, en venant parmi nous, d'être obligés d'accepter son œuvre à la manière d'un texte évangélique. Aux positivistes sincères de voir s'il n'y aurait pas lieu de percer quelques nouvelles portes et fenêtres dans la Maison, afin de donner à ceux qui sont dehors l'impression qu'on peut se mouvoir et respirer librement dans l'édifice.

MAURICE AJAM.

---



## LA MALADIE CONTEMPORAINE

(5<sup>e</sup> article).

---

Nous en sommes restés à cette conclusion des transcendants : *il n'y a ni bien ni mal en soi*. Telle est la doctrine de mort qui s'infiltré petit à petit dans les esprits, et qui rencontre trop d'auxiliaires dans les instincts de la bête humaine pour ne pas faire rapidement son chemin.

Ce Pyrrhonisme moral, c'est la porte ouverte à toutes les aberrations sociales et à tous les crimes ; les anciens freins étant brisés, et rien n'étant venu les remplacer, c'est un débordement inévitable de la convoitise et des appétits.

Je reviendrai sur cette déplorable question ; mais pour le moment, après avoir établi que tout le monde à notre époque a été plus ou moins touché par le souffle révolutionnaire, même dans le parti rétrograde ; que cet esprit de démolition a augmenté beaucoup l'anarchie mentale spontanée, et préparé ainsi une effrayante anarchie morale, je vais, continuant mon analyse précédente, envisager successivement cette action dissolvante sur l'Éducation, la Famille, la Question Ouvrière, les Arts et les Sciences ; je ne dirai, bien entendu, qu'un mot sur chaque sujet, mon but étant uniquement de prouver que rien, absolument rien, n'a été à l'abri, et ce n'est qu'incidemment qu'il m'arrivera de formuler mon appréciation sur les choses et sur les gens.

La désorganisation morale s'est fait sentir immédiatement dans l'Éducation ; en pouvait-il être autrement ? Éducation et Morale sont une seule et même chose, surtout dans les premiers commencements.

Ouvrant le dictionnaire Littré, nous y lisons : « *Éducation*, action d'élever, de former un enfant, un jeune

« homme ; ensemble des habiletés intellectuelles et manuelles qui s'acquièrent ; et ensemble des qualités morales qui se développent. »

Les habiletés intellectuelles et manuelles font l'objet de ce qu'on appelle plus particulièrement l'enseignement et l'apprentissage ; le développement des qualités morales constitue l'éducation proprement dite ; c'est évidemment la seule qui puisse convenir au jeune enfant ; pendant que son intelligence s'ouvre spontanément, et que sa main s'exerce par les jeux les plus variés, quelle action doit-on exercer sur cette âme à peine éveillée ? une seule, développer les bons sentiments, favoriser l'éclosion de l'altruisme.

Est-ce ce qu'on fait ?

Ne nous occupons pas pour le moment de cette quantité innombrable de petits êtres qui ne reçoivent réellement aucune éducation morale, ou qui s'élèvent tout seuls sur le pavé des rues et dans la fréquentation d'autres enfants abandonnés comme eux ; ne prenons que les enfants *soi-disant bien élevés*, rejetons des classes riches et aisées.

Nous voyons qu'ils sont livrés la plupart du temps à des mains mercenaires, c'est-à-dire qu'on s'en débarrasse le plus qu'on peut, pour se livrer à des occupations plus distrayantes que la garde ou la surveillance de marmots turbulents.

Ce n'est pas de ces mercenaires qu'on peut attendre en conscience qu'ils leur forment beaucoup l'esprit et le cœur.

Mais si on les abandonne ainsi à la domesticité, c'est donc qu'on ne les aime pas ? Si fait ; on pourrait même dire qu'à certains moments on les aime trop ; et alors l'affection des parents se répand en caresses débordantes ; on ne se contente pas de les chérir, on les accable de prévenances ; on ne leur commande plus rien ; on se fait leurs égaux ; que dis-je ? leurs esclaves ; on court au devant de leurs moindres désirs, on se crée un point d'honneur, qui est de satisfaire toutes leurs fantaisies.

C'est-à-dire qu'on développe comme à plaisir leur égoïsme naissant.

On les inonde de jouets de toutes sortes ; ou leur suggère

des idées. Au lieu de laisser leur petite imagination évoluer en toute liberté, et découvrir dans une poupée d'un sou des merveilles inaperçues de tout autre, on s'empresse de leur acheter le dernier produit de l'ingéniosité mécanique.

Et alors, c'est à qui, parmi tous ces bambins, aura en sa possession l'engin le plus perfectionné ; on les blase ; on ne leur laisse plus rien à désirer ni inventer ; heureusement le naturel de l'enfant reprend par instant le dessus, et il brise le jouet perfectionné pour voir ce qu'il y a dedans ; sans quoi son initiative n'aurait plus la moindre issue.

La tendresse irréfléchie des parents n'a eu en somme qu'un objectif, les *gâter* ; et, en proclamant ainsi leur idéal, ils ne croient pas si bien dire, car ils gâtent en effet toutes les bonnes qualités natives, et ils lâchent la bride à toutes les mauvaises.

Est-ce tout ? non ; après avoir surexcité tant qu'on a pu leurs nerfs et leur cerveau, on veut les *raisonner* ; attendez donc qu'ils aient l'âge de raison ; autrefois on avait fixé cet âge à 7 ans, et c'était certainement de bonne heure ; aujourd'hui, c'est avant la sortie complète des premières dents ; aussi entend-on communément dire : *il n'y a plus d'enfants*.

On peut remarquer que de même il n'y a plus de vieillards ; c'est une espèce disparue ; impossible de déterminer l'âge d'une femme rien que par son accoutrement et la couleur de ses cheveux ; et les hommes ont prolongé la jeunesse jusqu'à des limites qui feraient envie à Arnolphe dont l'*École des Femmes* ridiculise les déclarations amoureuses, quoi qu'il n'ait que 42 ans ; mais depuis Molière nous avons fait en tout genre des progrès remarquables ; nous sommes en train de supprimer les extrêmes ; c'est l'Égalité qui le veut ; on arrivera tout de suite au sommet, et on n'en redescendra plus jamais.

Pour en revenir à nos jeunes tyrans, voyez de quels égards ils sont l'objet ; on parle de tout devant eux ; on les mêle à la conversation ; on les interroge sur leurs intentions, ou leur demande leur avis, et c'est la raison souveraine d'un morveux qui décide de ce qu'il doit faire et de ce qu'il ne doit pas faire.

Étonnez-vous après cela qu'il y ait tant d'enfants parfaitement insupportables pour les autres, et même assommants pour leurs propres parents ; tout a été retourné ; ce sont les marmots qui commandent et les grandes personnes qui obéissent ; on est très fier de ce retournement ; *c'est le dernier cri*, et on est persuadé d'avoir, par cette belle méthode, éveillé en eux les qualités affectives.

Il est à craindre que ce ne soit l'inverse ; oh ! certes, ils vous aiment beaucoup, beaucoup au moment où vous courtisez leurs caprices ; mais le moment d'après ils trépigneront de colère, et vous trouveront bien méchants de vous opposer à leurs fantaisies.

Et ce seront eux qui seront dans la vérité.

Mettez-vous à la place d'un bébé à qui on répète sur tous les tons : *Que tu es aimable ! Que tu es joli ! Malin comme un singe ! Tu es un amour !* S'il raisonnait autant qu'on cherche à se le figurer, il ne pourrait que se dire : *C'est bien ce que je pensais ; mais puisque tout le monde s'accorde à me le dire, il n'y a pas de doute à avoir.*

Voilà en quoi consiste la première éducation dite morale ; à beaucoup d'égards elle nous rappelle *la maison à l'envers* de l'Exposition de 1900 ; cette précocité en effet a porté ses fruits ; il n'y a plus guère d'Agnès ; tout ce que savent nos jeunes filles est inimaginable, et l'on peut assister parfois à cette scène plaisante : une mère *vieux-jeu*, et peu au courant des spectacles à la mode, s'informant près d'un Monsieur compétent si elle peut se hasarder à telle pièce en compagnie de sa fille, et, sur un geste de dénégation du Monsieur, la fille s'écriant : *Mais si, mais si ; je peux très bien voir ça.*

Et c'est là un mouvement de franchise dont il faut lui savoir gré ; plus au courant du mouvement littéraire que sa maman, grâce aux communications des petites amies, elle s'insurge contre cette pudibonderie de commande qui interdit le théâtre aux jeunes filles, tandis que le spectacle quotidien des carrefours parisiens et les conversations courantes ne lui laissent plus rien ignorer.

Une autre, plus avancée encore, et appréciant très exac-

tement l'état moral de sa mère, après avoir entendu faire en quelques mots l'analyse d'une pièce par une amie, laissait échapper un soupir de regret, disant : *Oh ! je ne pourrai jamais y conduire maman... !*

Cette sorte d'enseignement qui se donne bouche contre oreille n'est pas celle qui était visée par la première partie de la définition de Littré ; mais c'est celle qui inspire la confiance la plus aveugle, celle à laquelle on ne résiste jamais ; il y a là entre jeunes gens du même âge, unis par les liens de l'amitié, une sorte de franc-maçonnerie très exigeante et très sévère, et les secrets sont bien gardés.

Si les jeunes filles arrivent en général de très bonne heure à gouverner leurs mères, il n'en est pas, tant s'en faut, de même pour les jeunes garçons, à cause du père qui pousse aux choses sérieuses, et des études qui se font au dehors, de sorte qu'ils vivent forcément beaucoup moins derrière les jupes maternelles ; cependant, la mère indulgente, souvent plus faible encore pour les fils, détourne aisément les effets de la foudre paternelle, si foudre il y a ; de sorte que le jeune homme apprend ainsi, dès le foyer familial, qu'on peut, en s'y prenant adroitement, éluder les prescriptions de l'autorité supérieure ; une si bonne leçon ne sera pas perdue.

Après de si beaux commencements, si nous suivons le jeune garçon sur les bancs de l'école, puis du Collège, etc., etc., que voyons-nous ? C'est un fait indéniable que le Corps enseignant ne trouve plus le respect qu'il rencontrait jadis dans son auditoire.

On n'a plus confiance dans les Maîtres ; on les discute, on les critique, on se moque d'eux ; on les blague ; revenus dans leurs familles, les élèves trouvent des complices dans leurs parents ; au lieu de donner leur appui moral aux professeurs, les parents les considèrent comme des fournisseurs d'un genre particulier, dont on ne peut pas se passer malheureusement pour l'obtention des diplômes.

Le Diplôme, l'Examen ! tout est là ; l'élève ne consent à travailler que dans l'espoir de décrocher la timbale ; le fond lui importe peu ; remarquez que ce qui ne rapporte

rien est complètement négligé ; par contre, une science concrète d'un usage assez spécial, la Minéralogie par exemple, sera très cultivée si le brevet peut procurer des dispenses.

Le résultat sur la valeur des Études ne s'est pas fait attendre ; puisqu'on n'étudie plus pour apprendre, c'est-à-dire pour savoir véritablement ; pour se rendre compte, pour voir plus clair et plus loin, mais uniquement pour pouvoir se présenter à l'Examen, il est probable qu'un petit Manuel fera l'affaire très convenablement ; vite un bon petit Résumé qu'on puisse apprendre par cœur en très peu de temps ! *il suffit d'avoir l'air de savoir* ; et si ça ne suffisait pas tout à fait, on se ferait *fabriquer* dans une *Officine ad hoc* ; le résultat est qu'on *a tout vu* ; on *a entendu parler de tout* ; on ne sait rien même passablement.

C'est le Baccalauréat que je vise dans cette dernière phrase évidemment ; tout a été dit sur lui ; je n'insisterai donc pas sur ce Trompe-l'œil ; mais je ferai remarquer que tous les Établissements d'Instruction sont plus ou moins calqués sur ce modèle, puisqu'il y a l'Examen, le terrible examen final auquel il faut satisfaire.

Donc tout sera sacrifié à ce résultat ; on ne s'adressera qu'à la mémoire ; il s'agit de la bourrer le plus possible au risque de la faire éclater, car *c'est peut-être ce qu'on n'a pas encore repassé* qui fera l'objet de la question posée, de la fameuse question qui, en cinq minutes, décidera de votre sort ; aussi voit-on, sous le coup de cette obsession, les malheureux candidats suer sang et eau jusqu'à la dernière minute, de peur de manquer le coche, et arriver à quoi ? à l'hébétude, à l'atonie du cerveau, à l'amnésie momentanée, c'est-à-dire qu'ils se sont enlevé à eux-mêmes, par cette âpre convoitise de la réussite, les dernières chances qui leur restaient de répondre avec un peu de bon sens.

Ça, c'est le revers de la médaille ; tout n'est pas bénéfice dans cette méthode ; mais il est aisé de voir que c'est la conséquence inéluctable de l'anarchie générale ; dans l'état d'inorganisation où l'on se trouve, il n'y a pas d'autre issue ; partout il n'y a qu'un nombre de places limité, et le nom-

bre des concurrents est incomparablement plus grand ; donc *lutte à mort* pour l'entrée d'une carrière ; et même pour ce qui n'a pas les apparences d'un concours, pour le baccalauréat par exemple, il y a quelque chose d'approchant, puisque certaines carrières restent fermées sans lui.

Il s'agit donc d'emporter la position de vive force ; on emploiera tous les moyens.... je laisse de côté les faveurs, passe-droits, réceptions à *l'ancienneté* après un certain nombre d'échecs, ou les exclusions définitives, basées sur ce même nombre d'échecs.... je ne veux considérer que les conditions même les plus normales du concours tel qu'il est institué, c'est-à-dire où tout dépend souvent d'un seul examen forcément court et insuffisant pour sonder la vraie valeur d'un candidat ; il est évident que dans ces conditions la mémoire et une certaine habileté spéciale dans l'art de passer les examens jouent le premier rôle ; or, c'est là une sorte d'escamotage.

Nous avons retrouvé, dans ce qui précède, tous les caractères de l'esprit révolutionnaire, le manque de respect, la défiance, la critique présomptueuse, les poursuites purement égoïstes et basement utilitaires, et à la fin la lutte acharnée et meurtrière.

J'ai signalé, il n'y a qu'un instant, les désastreux effets intellectuels de cet acharnement au moment décisif. Ce qu'on voit moins, c'est la stérilité très réelle pourtant, d'une éducation factice et toute de parade, c'est l'inconsistance de ces apparences d'idées qui s'évaporent une fois l'épreuve passée, ne laissant après elles que l'énervement et le vide.

Prenez ces lauréats, ces diplômés quelques années, que dis-je ? quelques semaines après l'épreuve, et cherchez à évaluer ce qui leur reste de connaissances réelles. En somme, très peu de chose. Et comment pourrait-il en être autrement ? Tous les cours, quels qu'ils soient, dans n'importe quel Établissement, depuis les plus modestes jusqu'aux plus hautes Écoles, sont soigneusement expurgés de toute philosophie ; donc, pas d'idées générales ; et les quelques détails retenus, qui pourraient être utiles à celui

qui ferait sa carrière de la spécialité qu'ils concernent, seraient d'une encombrante inutilité pour tous les autres ; aussi les oublie-t-on avec une facilité étonnante.

Et si cela est vrai même pour les études qui ont été faites sérieusement, combien n'est-ce pas plus vrai encore pour ces escamotages auxquels je faisais allusion tout à l'heure et qui sont comme la fausse monnaie de l'Instruction ?

L'Instruction mal acquise ou trop hâtivement entassée coûte toujours plus cher qu'elle ne vaut ; si celui qui s'est ainsi procuré frauduleusement un semblant de savoir est forcé par la suite de réacquérir ce qui lui manque et de combler les lacunes, il verra à ses dépens qu'il lui faudra bien plus de temps et de peines pour arriver à un résultat convenable que s'il avait suivi la voie régulière ; son édifice mental ressemblera à ces constructions pressées ou à bon marché, qui, à force de réparations, coûtent trois fois plus cher que si elles avaient été bien faites, et qui ne parviennent jamais à être solides.

Nous venons de voir ce qui est ; voyons maintenant ce qui devrait être.

Il faut d'abord remarquer que l'enseignement n'est pas un débat contradictoire sur une question controversée ; on ne doit jamais faire passer dans l'enseignement que de la *Science faite*, c'est-à-dire des résultats contrôlés, incontestés, admis par tous les savants ; il n'y a donc jamais lieu à discussion ; d'ailleurs l'étudiant n'a pas le temps de réfléchir sur l'enseignement qui lui est donné ; il n'est pas suffisamment éclairé pour juger ; il ne peut donc que recevoir docilement les leçons de ses maîtres.

Il ne doit pas pouvoir dire non plus : *à quoi ça me servira-t-il ?* Une école n'est pas une Foire où l'on dispute sur la valeur de la marchandise, et où on annonce d'avance le prix qu'on veut bien y mettre.

Tout cela est de toute évidence ; mais cela étant admis, en quoi doit consister l'Enseignement ? Le Lecteur doit savoir que le Positivisme a là dessus des idées très arrêtées,



et un Programme très bien défini, fondé sur la hiérarchie des Sciences et sur la division très nette entre la Théorie et la Pratique. Ce n'est pas ici le lieu de le développer ; je dirai seulement ceci :

L'enseignement théorique a pour but de faire entrer dans l'esprit de l'étudiant une conception positive du Monde et de la Destinée ; tout ce qui n'est pas strictement nécessaire pour le développement sériel de cette conception est rigoureusement écarté.

L'enseignement pratique a pour but de faire acquérir toutes les connaissances nécessaires pour la spécialité qu'a choisie l'étudiant ; des épreuves très réelles, concrètes autant que possible, manuelles le plus ordinairement, souvent répétées, n'ayant rien d'excessif, et ne surchargeant pas la mémoire, ne peuvent par conséquent donner lieu à des escamotages semblables à ceux dont j'ai parlé plus haut.

Donc, au point de vue purement intellectuel, il n'y a pour ainsi dire pas de comparaison à établir entre l'enseignement positiviste et le régime alambiqué, congestionnant et pédantesque que nous offre l'anarchie pédagogique qui règne actuellement.

Mais sous le rapport moral c'est encore bien plus marqué ; c'est dans l'Éducation et la Famille que le précepte déjà cité : *la Soumission est la base du perfectionnement*, trouve son application entière ; car c'est là le vrai domaine de l'Autorité morale : autorité tempérée par l'affection dans la Famille, et fondée sur le savoir et l'honnêteté dans l'éducation systématique ; il n'y a pas de place dans tout cela pour l'indiscipline et la révolte ; rien n'est plus contraire même à la simple compréhension des doctrines enseignées que l'esprit de *discutaillerie* ; mais surtout rien n'est plus contraire à la dignité des études que l'attitude inconvenante des étudiants.

Le moral l'emporte sur l'intellectuel pur, car il est à la fois sentimental et intellectuel ; la Morale est le tout de l'homme vivant en société ; cet édifice mental que nous cherchons à grand'peine à construire n'a de sens que parcequ'il doit avoir pour couronnement la Morale ; sans cela

il ne pourrait satisfaire qu'un vain dilettantisme ; il est vrai que beaucoup se contenteraient de n'occuper dans cet édifice que les pièces du rez-de-chaussée, celles qui sont immédiatement utilisables pour l'industrie et le commerce ; cette appréciation uniquement matérialiste de la science est tout à fait dans la note du jour, mais elle est à mille lieues de la conception Positiviste.

D'après celle-ci l'éducation morale doit saisir l'enfant dès ses premiers pas dans la vie ; elle doit se donner dans la famille et ne peut se donner que là ; l'école, à ce point de vue, ne peut être tout au plus qu'un auxiliaire ; cette éducation morale ne doit jamais s'interrompre jusqu'à la fin des études, et ne doit jamais cesser non plus de primer l'instruction proprement dite.

Il est impossible, comme on vient de le constater, de séparer la question de l'éducation de celle de la famille, et il n'est que trop visible que la dégénérescence morale a atteint même celle-ci. Là non plus il n'y a plus de respect, et la bonté ne recueille le plus souvent qu'une complète ingratitude.

Les diverses branches d'une même famille n'ont presque plus de lien moral ; nulle solidarité ; chacune se gouverne uniquement par les règles de l'intérêt personnel, c'est-à-dire par d'égoïsme.

La famille proprement dite elle-même est atteinte. L'esprit révolutionnaire est l'insurrection contre le Passé, a dit Laffitte ; or, la Jeunesse n'est-elle pas le Présent ? n'est-elle pas l'Avenir ? elle se figure être le Progrès par ce seul fait qu'elle existe ; elle profite de tout sans se douter qu'elle n'y est encore pour rien, et elle aspire à une liberté indéfinie sans aucun frein. Elle n'est plus retenue que par la tradition et un reste d'habitude.

(A suivre).

E. DE LACOMBE.

---

## TERRE ET PEUPLES

(Suite).

---

### Rôle du facteur géographique sur les formations nationales et les constitutions politiques.

---

#### FORMATION DE LA SPIRITUALITÉ POSITIVE EN OCCIDENT

Il faut toutefois avouer que cette interprétation de Max. Marie convient mieux à la sériation lagrangienne qu'à « la substitution subjective (par Leibnitz) des éléments artificiels aux éléments naturels du tout » intégral. Mais cette diversité même du mode d'étude va précisément nous permettre de mieux apercevoir les relations de la doctrine, généralement inextricable de l'emboîtement évolutionnel avec la science plus simple et plus claire des lois générales présidant aux propriétés, spécifiques et individuelles, caractéristiques des catégories phénoménales. Car ce qu'il importe de bien connaître, c'est moins la masse des petits faits par lesquels s'opère la parfaite continuité du développement intégral, que l'établissement des conditions « déterminantes » des divers modes de l'activité physique ou morale. Et c'est pourquoi Descartes, et après lui Comte, ont fait consister la science dans la systématisation générale des grands faits directeurs. En géométrie, la recherche des *points déterminants*, des tangentes (des asymptotes, des normales, des rayons de courbure), des diamètres, des centres, de la similitude, des quadratures, cubatures, la génération et la classification des courbes remplacent l'interminable description de la ligne et de ses accidents. On

ne procède même à l'intégration qu'en vue de fixer subséquemment cette recherche de points, lignes, mesures : toutes expressions subjectives relatives à nos besoins spéculatifs d'évaluation pratique. En biologie, les descriptions les plus fidèles de l'histoire naturelle, et de sa longue et confuse préface paléontologique, ne sauraient nous dire les lois de l'organicité vitale. Aussi Liebnitz échoua-t-il dans son ébauche de la doctrine *vitaliste* (Max. Marie : *H. des Mat.*, VI, p. 257). C'est dans le mystère de la statique végétale et animale, dans l'anatomie, qu'il faut fouiller, après Bichat, pour démêler l'écheveau du complexe organique; et c'est pourquoi l'œuvre bionomique de Blainville surpasse, de si haut, l'histoire zoologique, pourtant si méritoire, de Cuvier. En Sociologie, les annales humaines turent le secret de la filiation historique jusqu'à l'ébauche de Condorcet; jusqu'à ce que, surtout, Comte eût découvert dans la progression religieuse, la vie du langage, l'extension continue de la propriété, la consolidation constante de l'institution familiale, la séparation définitive de l'influence spirituelle d'avec la puissance coercitive du pouvoir politique, et qu'il eût enfin édifié le type de la Société normale. Voilà aussi pourquoi le système si rigidement coordonné de Comte constitue la base inébranlable et le plan peu modifiable de la jeune science sociologique; et voilà comment Herbert Spencer, en tant que sociologiste, fut moins un savant qu'un érudit philosophe. Si, avec perspicacité, il découvrit les toutes premières formes des principaux phénomènes sociaux, il faut bien avouer qu'il ne sut ni coordonner l'ensemble des institutions sociales, ni suivre, à travers les siècles, leur intégral développement. Son œuvre n'a guère de prix — mais celui-ci est grand — que pour l'histoire des associations fétichistes *primitives*. On pourrait, sans souci, défier l'école spencérienne d'élever sur ses *Principes* un acte politique quelconque adapté aux sociétés modernes; ou même d'expliquer, soit en détail, soit dans son allure générale, la série historique *réelle*. Le succès semble sa suprême raison : ce qui est, *bien* serait.

... Cet échec exemplaire d'un long et consciencieux labeur

est imputable à la méthode, non à l'auteur. En mathématique, comme dans les sciences supérieures, l'objectivisme total est fait « *irrationnel* ». De l'évolution empirique, il convient partout d'extraire et de suivre les seuls éléments incorporables à l'individu, inorganique, organique ou superorganique, normal. Le subjectivisme, tant décrié, demeure donc le plus efficace procédé d'élaboration scientifique.

Notre réalité ne sera jamais qu'un mode infiniment occasionnel du Grand Tout.

L'application de la méthode infinitésimale au calcul renouvèla, en tout cas, la face de la philosophie naturelle.

Avec l'instrument infinitésimal, la Physique, céleste et terrestre, se constitue rapidement. Un même siècle vit prendre forme l'astronomie géométrique et mécanique. Les sept branches de la physique générale, issues comme des rameaux du tronc mathématique, abandonnaient à leur tour à son développement propre la science des affinités chimiques.

On sait en effet comment Mill expliqua la différenciation des sciences par les *formations* résiduelles non incorporables aux sciences déjà formées. Ces *résidus* deviennent les matériaux d'une science nouvelle. L'histoire de la physico-chimie illustre luxueusement cette théorie qui applique à la genèse du dogme scientifique la *loi universelle de l'intermédiaire*, systématisée en *Philosophie première*.

La chimie à peine née, c'est la Biologie et sa conclusion psychologique, la Sociologie qui s'émancipent successivement du contrôle théologique et sortent de l'enlisement métaphysique. La Morale prend enfin sa forme théorique. Elle n'attend plus que son Prophète populaire qui, à l'imitation de ce Martin ressuscité par notre vénéré coreligionnaire, M. Lavertujon, prêchera par l'exemple, par *le génie du cœur*, par la bonté héroïque, les devoirs de la foi nouvelle. Complétant la vertu antique par la sainteté médiévale, il vivra avec simplicité cet éternel dévouement individuel qui, de Prométhée à Danton, et à leurs plus humbles imitateurs — jusqu'à l'animal, — sacrifie existence et renom-

mée aux devoirs sociolâtriques dictés par l'impérative conscience.

Voilà donc cette foi positive toute prête à s'épanouir en opulente moisson pour les générations à venir. Ce n'est plus ce dogme despotique qui réquisitionne, comme soutien dans ses vacillantes faiblesses, la gênante tutelle de la force : *Bia* complice de *Kratos*. L'absolu spirituel s'est couché avec l'absolutisme politique dans les vieux gisements historiques. La science est désormais le verbe qui vivifie et qui sauve. Elle a trouvé dans l'objectivisme son sceau de pérennité. Contrairement aux hérésies, protestations destructrices des dogmes immutables, ses dissidences sont les agents les plus actifs de sa consolidation ; elles s'incorporent finalement à la doctrine en la perfectionnant ; ou, bien mieux, suscitent des théories nouvelles et complémentaires qui l'étendent et la tassent.

Suivant la lucide formule de M. Laffitte, « l'ensemble du développement historique n'est qu'une série d'intégrations partielles » dans le progrès théorique comme dans l'ordre pratique.

La philosophie positive exige corrélativement l'instauration de son régime propre. A la prise de possession géographique du fétichisme, succède la conquête théiste et la défense ontologiste. Renouant avec les données scientifiques l'appropriation fétichiste du sol, le positivisme modifie industriellement le Monde pour l'Humanité. La *fétichocratie* ne convient, en effet, essentiellement qu'à des tribus pastorales à qui de fréquents déplacements empêchent de saisir la pure subjectivité de leurs fétiches. Dès que le Fétichisme s'établit, en s'appropriant une portion du territoire planétaire, il se transforme. Il adopte d'abord la forme astrolâtrique, provoquée par le développement social dans les basses latitudes de la Sud-Asie ; puis il évolue au polythéisme chez les nations enserrées par les accidents terrestres. Il monte enfin au monothéisme dès que le théâtre social devient assez vaste pour y associer sous une même domination des peuples d'origines diverses et suffisamment assimilées.

Par contre, la lenteur de l'éclosion et surtout de la propagation positiviste provient sans doute de l'insuffisante hétérogénéité des nations occidentales. Ici, la communauté des traditions chrétiennes a laissé aux masses populaires le même poids mort de préjugés. L'incohérence y est souvent plus sensible, en effet, chez les négateurs actifs de la province française que chez les passifs fidèles du culte médiéval. A l'heure où les adeptes les plus fanatiques des devises de la métaphysique révolutionnaire portent la vieille étiquette du conservatisme, les progressistes victorieux se font curieusement les défenseurs des formules rétrogrades. Pendant que la révolution restaure, sous forme administrative, l'arbitraire ancien, le parti conservateur le redissout, heureusement, par les procédés critiques inaugurés par son rival. L'irresponsable gouvernement démocratique régit au nom d'une très vague « raison d'État » ; et la réaction proteste, sous l'invocation de « la raison commune », au nom de la liberté. Le libéralisme se fait arbitraire ; l'autoritarisme devient libertaire. Le bon Dieu travaille pour le Diable, et le Diable pour le bon Dieu. L'adoxie a mené à l'anarchie.

L'Occident européen est, en effet, trop étroit ; et le peuplement du Nouveau-Continent n'a étendu son champ, multiplié ses familles, accru ses richesses matérielles qu'en conservant ses croyances et ses traditions fondamentales. Avec sa réforme protestante, économiquement triomphante par les motifs géologiques et géographiques indiqués ci-dessus, il s'est fourvoyé tout entier dans l'impasse de la trop simple négation athéiste : cet état doctrinal d'attente que l'objectivisme scientifique provoque, *par réflexe*, dans un milieu à forme religieuse restée subjective et absolutiste ; c'est-à-dire devenue, dans l'impuissance de sa caducité, sournoisement oppressive et incapable de tout effort efficace pour la moralisation universelle. Dans cet Occident, tant américain qu'européen, toute tentative d'une *renaissance* morale semble une rechute aux conceptions usées ; retour monstrueux aux formes ancestrales. Faute de l'analyse des conditions de stabilité

de toute existence collective, le vulgaire publicisme, après s'être insurgé contre tout système d'organisation pratique, économique et gouvernemental, rejette toute synthèse générale. L'individu tend à y être tout ; la collectivité, rien. On n'y retrouve qu'une vaste symbiose en lutte contre sa destination protectrice. Suivant le mot de Léon XIII, le régime actuel fait de la misère du grand nombre la fortune de quelques-uns (1). Et ainsi apparaît l'artifice et la précocité d'un système qu'on nous présente comme normal et définitif.

Les vrais principes sociocratiques sont à ce point si méconnus, même des meilleurs esprits occidentaux attardés dans la phase critique, qu'on se demande si, étant donné « le poids mort » de la masse des intérêts matériels acquis et des habitudes générales, il n'est pas indispensable qu'une violente secousse extérieure vienne rompre le système politique actuel de l'Europe. Non pas, bien entendu, que la future constitution sociale fasse « table rase » des meilleures acquisitions séculaires. Conformément à la loi de Fergusson, qu'on devrait étendre jusqu'aux théories paléontologiques, l'action du cataclysme se bornerait à mortifier les institutions déjà caduques, et à mûrir les germes éthiques étouffés par la coalition des égoïsmes collectifs et individuels. Soit à l'imitation de la Grèce, vivifiant, en les *civilisant*, les nations amorphes issues des antiques despoties asiatico-libyennes ; soit en prolongeant l'œuvre romaine fécondatrice de la vie du vieux Latium et de la Grande-Grèce ; soit surtout par héritage des admirables procédés monastiques d'assimilation catholique, le travail de rénovation politique et morale

(1) Encyclique *Rerum novarum*. Au principe près, la théorie économique de Thomas d'Aquin est la même que celle d'Aug. Comte. — La richesse est d'origine divine, dit le Napolitain ; moralisatrice doit être son action. — Sociale, elle est dans sa source, répète le languedocien ; sociale elle doit être dans sa destination. — Les applications sont analogues. Les deux formules ne diffèrent que par l'âge philosophique.

Malheureusement on ne sait que trop comment les congrégations catholiques, surtout celles de femmes, exploitent sans vergogne les pauvres créatures qui, fascinées par le vieux nom de *charité* chrétienne, s'entrent dans leurs trop discrets ateliers.



consiste principalement à dégager de l'ensemble des institutions spontanées — fussent-elles individuelles — la constitution systématique de l'avenir humain.

La théorie des rajeunissements sociologiques est comparable, en effet, à celle des révolutions telluriques étudiées en Cosmologie. Des causes aussi faibles que nombreuses préparent pendant de longs temps ces crises périodiques qui désagrègent l'ordre ancien, détruisent les organismes connexes ; puis rebrassent, comme jadis, les matériaux plus homogènes et plus stables de l'étagé supérieur. Corrélativement à ce changement s'opère la variation des êtres animés : « variation des espèces » en biotomie ; établissement des civilisations en sociotomie. Partout : évolution.

Traduisez d'ailleurs ce mot d'évolution par progrès ; parce que la décomposition des existences anciennes, s'alliant, par enchevêtrement, à la complication des phénomènes radicaux, crée une différenciation croissante des propriétés de chacune : ce qui exige, par compensation, une meilleure intégration, c'est-à-dire plus libre et plus morale de la coordination fonctionnelle ou gouvernementale.

Quoiqu'il en soit, sans rien préjuger de la date d'avènement de cette crise sociale que la moderne barbarie des rapports internationaux rend aussi inévitable que le fait indispensable l'universelle aspiration vers le régime pacifique et industriel, il devient convenable de prévoir les formes politiques que le site géographique et l'âge historique invitent l'organisme européen, son annexe moscovite, et l'association américaine, à prendre dans un avenir relativement prochain.

#### LOIS DES FORMATIONS NATIONALES ET POLITIQUES

**Formes types.** — Tout d'abord, il convient de ne point confondre la *forme politique*, ou système gouvernemental, avec la *forme sociale* ou civilisation. Malgré d'évidentes connexions, la formation politique constitue spécialement un appareil d'adaptation entre l'empire exté-

rieur des formes sociales et la nation ; tandis que la formation sociale organise la distribution des travaux synchroniques de la vie nationale tout entière.

C'est la constitution sacerdotale et administrative qui établit la relation de continuité et de solidarité entre ces deux *formations* caractéristiques. Tandis que la politique soumet l'ordre intérieur à l'ordre extérieur, tout en organisant une sage réaction ; autrement dit, qu'elle protège et dirige, la socialité tisse les « classes ». Celles-ci, à leur tour, s'agencent sous l'aiguillon des besoins variables, en organes fonctionnels. Le milieu immédiat, surtout la topographie, y détermine leur apport respectif : l'une s'étiole, l'autre s'hypertrophie, etc. (1). Il y a là, pour le démographe, toute une philosophie qu'on pourrait nommer, d'après la source unique où l'on doit la puiser, la *philosophie du Bottin*.

Vaste est le sujet, et nous ne saurions l'examiner ici. Il nécessiterait une étude spéciale que la filiation historique pourrait seule éclairer pleinement. En réalité, c'est ce filon historique que les disciples de Marx, plus pédants que leur trop railleur maître, dénomment avec ostentation « la conception matérialiste de l'histoire ». Comme il reste dans les limites du cadre géographique, simple théâtre de l'évolution historique, il ne saurait, on l'a vu, expliquer tous les « faits et gestes » de l'acteur social, l'homme. Pas même rendre compte du privilège humain. La connaissance du sol est une condition nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. L'anthropologie est un préambule, non le principe de la sociologie. Plus tard, même, essaierons-nous de retracer comment la vie économique a créé les mœurs, comment on lui doit la *formation éthique*.

Examinons, pour le moment, l'ADMINISTRATION. Son office propre est de prolonger à l'intérieur l'action coordinatrice de la direction gouvernementale. Elle met à la

(1) C'est ce que nous voyons éclater au sein des nouvelles cités industrielles, des cités minières (voir p. 233) et dans les villes frontières enrichies par les fraudes douanières (Roubaix, Tourcoing).

disposition du pouvoir suprême les ressources matérielles élaborées par le travail national. Elle combine les mouvements internes pour l'exécution de l'acte utile à la communauté. Dans nos sociétés modernes, encore organisées d'après la conception militaire, l'Administration s'est à peine différenciée de l'appareil gouvernemental. Toutefois elle supplée à une insuffisante séparation des pouvoirs gouvernemental et administratif par l'éparpillement des offices ministériels ; dispersant les devoirs des fonctionnaires et dissolvant ainsi la responsabilité des chefs.

Il ne faut jamais perdre de vue, en effet, que les lois de l'organisation sont les mêmes, soit qu'elles organisent des cellules, soit qu'elles groupent des familles, soient qu'elles associent des individus en communauté, ou, pour parler comme L. Metchnikoff, qu'elles construisent des *bions* ou des *dèmes*. Seulement la « solidarité » révèle une puissance plus intense chez l'être concret, végétal ou animal, que chez l'être discret, social ou moral. Chez l'animal, la vie peut être envisagée sous un double aspect : d'abord, les rapports entre ses diverses parties, ou sa « constitution » proprement dite. Assurer le jeu normal de cette existence, telle est, précisément, dans une nation la fonction *administrative*.

Puis, on distingue les relations de l'individu avec le monde extérieur qui « le stimule et le règle (1) » ; et cette manifestation vitale est la source biologique de la morale privée et publique. La liaison de l'existence à la vie a pour organes les *sens* : *récepteurs* à la périphérie ; *transformateurs* sur leur parcours centripète ; *sélecteurs* (2) dans leurs logements centraux ; *moteurs* dans leurs ramifications centrifuges.

Dans une société, ces fonctions sensorielles se nomment : *police* (observation spontanée ou systématique) ; *tradition* (légendaire ou historique) ; *philosophie* (fictive ou posi-

(1) COMTE : *passim*.

(2) Par amortissement, accumulation (inconsciente = instinct, ou conscient = mémoire), renforcement (par combinaisons avec excitations antérieures enregistrées par accumulation).

tive) ; *industrie* (empirique ou rationnelle). Or, s'il est vrai que la Grèce sépara la philosophie d'avec la tradition, il devient manifeste, depuis la fermeture du circuit encyclopédique, que la tradition reprend un caractère positif, et, qu'en se systématisant, l'observation devient de plus en plus indirecte. La philosophie absorbe l'histoire. Un nombre décroissant d'hommes, relativement à la population, observent et méditent pour l'espèce. De même, depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle l'industrie tend à se passer de la surveillance policière. L'homme demande qu'on le « laisse faire » ; la marchandise qu'on la « laisse passer » (1). Mais la nature différente des richesses spirituelles et des richesses matérielles requiert des modes différents de gestion économique.

Tandis que les richesses spirituelles s'accroissent avec leur propagation, c'est-à-dire leur division, qu'elles prospèrent ainsi avec l'extension de la liberté, parce que les modifier c'est les multiplier (2), les richesses matérielles s'amortissent par appropriation individuelle. Leur origine et leur formation étant sociales, social doit être le contrôle de leur emploi. Répartir les richesses, telle est la destination principale de la fonction administrative. L'assimilation et la circulation sont, chez l'animal, des fonctions du *consensus* de tout l'individu ; et l'appropriation des matériaux neufs est un phénomène cellulaire (3). Dans la Société, *production* et *répartition* sont, analogiquement, des fonctions nationales. L'*appropriation* et la *distribution* deviennent également le but matériel et moral de la famille. Il appartiendra donc à l'administration, *dès que*, par la prépondérance croissante des nécessités économiques, *elle aura* inévitablement *acquis la capacité technique et rempli des conditions suffisantes de moralité*, de pourvoir à l'exis-

(1) On se rappelle la distinction de Dunoyer : L'Industrie a une double destination : élever les hommes, tel est le but de la Morale ; transformer les choses, c'est le rôle de l'Industrie proprement dite.

(2) On se rappellera ce qui a été dit ci-dessus au sujet des *hérésies scientifiques*.

(3) Voyez toute l'importance que Bouchard a donné à la nutrition cellulaire.

tence matérielle de la nation, comme il est du ressort du gouvernement d'assurer sa sécurité. Finalement, l'Administration absorbera l'Industrie (1).

(1) Il est peu de pays moins avancés, à ce point de vue, que la France ; aucun, au contraire, ne l'est autant que l'Allemagne, même les États-Unis, même l'Angleterre.

Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, l'Administration française, que nul principe n'inspire, se montre, alternativement, négligente et tracassière envers l'industrie nationale. Pendant qu'elle n'exerce, par incurie surtout, et par raisons parlementaires, mondaines et financières, aucune surveillance effective sur le patronat ; ni, faute d'inconscience de sa fonction, aucune protection réelle sur le prolétariat, elle livre, par ignorance, mais quelquefois aussi par des complicités sourdes, immédiatement ou indirectement rétribuées, à la rapacité des grandes compagnies corruptrices, les budgets de l'État, des Départements, des Villes, des Établissements dont elle a la tutelle.

Personnen'y est responsable. Le prévaricateur est-il été pris la main dans le sac, que de hautes influences étouffent le scandale. C'est tout au plus si le coupable, nullement destitué, change de fonctions : « Pas d'histoire », voilà le mot d'ordre administratif. D'autre part, par la multiplicité des règlements, décrets et arrêtés, souvent contradictoires, le public est désarmé. Balzac dit qu'un pays qui a dix mille lois n'a pas de loi. Tel est le sort de la France contemporaine : on n'ose plus s'aventurer dans le « maquis de la procédure ». L'incompétence des tribunaux ordinaires en matière administrative, jointe à l'anonyme fourberie officielle, rend d'ailleurs illusoire le recours à une juridiction insaisissable. N'a-t-on pas vu des procès traîner durant quatre-vingts ans ? (Affaire Pallix).

À l'extérieur, même désordre. Nos bons consuls-fainéants n'ont-ils pas construit la formule : *le colon, voilà l'ennemi* ! Enfermée malgré elle, faute de solidarité, dans le moule napoléonien, la démocratie maudit l'autorité confondue par elle avec l'arbitraire, et bafoue la morale par mépris pour le christianisme. Elle empoisonne la République et tue la Patrie.

On sait, au contraire, combien en Angleterre, l'activité politique se met volontiers au service de l'activité économique. À l'intérieur comme à l'extérieur, le citoyen anglais est sûr de trouver, pour les raisons indiquées *supra* (p. 225), et leurs conséquences, aide et protection des pouvoirs nationaux. De ce fait, l'Angleterre possède une avance considérable sur tous les autres peuples occidentaux. Cet avantage est d'autant plus précieux que ces institutions, si normales, sont devenues, depuis trois siècles, le résultat des mœurs publiques — à ce point qu'elles peuvent les caractériser — et l'aboutissant cherché de la direction gouvernementale. En préservant, dans une large mesure, le pays contre les réactions des nations continentales, l'insularité a permis aux formes internes, c'est-à-dire administratives, de se déverser, sans métamorphose, dans les formes extérieures de l'appareil gouvernemental. Si l'on me permettait une comparaison, je dirais que l'Empire anglais ressemble à un animal sans peau aussi impropre à la défense qu'à l'attaque, et donc, comme la bête de Roland, d'une excellente constitution, tant qu'aucune puissance

## Gouvernement, Administration et Sacerdoce repré-

extérieure ne vient à la déranger sérieusement. Evaginée dans toutes les parties du monde, l'Angleterre ne peut vivre qu'en compagnie d'une Europe bienveillante. Aussi aucune nation ne doit tenir mieux qu'elle à un régime pacifique. Elle n'a régné jusqu'à ce jour que par les dissensions d'autrui. Devant l'animosité coalisée de l'Occidentalité, elle ne tiendrait pas quelques semaines. Pourtant l'intérêt de l'Humanité exige la conservation de son Empire jusqu'à l'avènement de jours meilleurs. Espérons que sa sagesse et le concours franco-américain la sauveront des graves périls que lui tient en réserve l'avenir.

L'Allemagne se présente en effet, avec elle, en parfait contraste. Sa centralité géographique dans l'Occident moderne y détermine corrélativement la centralisation gouvernementale : impériale d'abord, administrative ensuite. Il n'y a point lieu de revenir ici sur la « mission allemande » de protection militaire. Contre les nouveaux Barbares orientaux, il faut, à l'avant-garde, un bataillon spartiate. Mais il convient de souligner comment la rudesse directoriale s'imisce dans le détail de la vie intérieure de la nation jusqu'à en sclérifier quelquefois les organes vitaux. Citons, par exemple, l'assujettissement du pouvoir spirituel représenté, pour les uns, par le cléricisme luthérien ; pour les autres, par des savants spécialistes, adorateurs de l'idole impériale : disons même, malgré son sourd bouillonnement socialiste précurseur d'un bouleversement nécessaire, par la masse populaire, complice, par inertie, lâcheté, délation, des tyranniques usurpations du plus sot et du plus révoltant militarisme. Le procès des enfants polonais révéla toute la bassesse d'une administration où instituteurs et juges n'ont pas eu honte, se sont fait gloire, d'exécuter les basses-œuvres des rancunes impériales.

Le Corse qui, étranger aux aspirations du civisme révolutionnaire, faussa la destinée de notre pays, eût, dans le milieu prussien, trouvé l'emploi dû à ses talents, pour nous trop réactionnaires. Encore une fois, la loi de Fergusson trouva là son application. Les guerres napoléoniennes y stimulèrent les germes de la nationalité latente. Iéna y prépara Sedan pendant que le *coup de « soleil d'Austerlitz »* ne tardait pas à nous donner le coma de Waterloo ; et à provoquer, un demi-siècle après, l'obscurcissement final. La naissance du nouvel Empire fut à ce point laborieuse qu'aucune différenciation n'apparaît encore entre les organisations intérieure et impériale. Tout, Administration, Industrie, Instruction, etc., est militarisé. L'officier, piétiste, est éducateur ; le savant, sergent. L'industrie est une annexe de la police. L'Allemagne moderne rappelle ces polypes qu'on retourne comme un doigt de gant : la tunique interne devenant externe, et réciproquement, sans amener de trouble dans les organes enveloppés. Cette confusion de deux « offices » dans la même forme organique est d'ailleurs la caractéristique du régime féodal ; régime qui florit sans doute au moyen-âge, mais qui avait été déjà, à l'origine, ébauché par les grands despotes antiques : de l'Assyrie par exemple.

On ne perdra d'ailleurs point de vue que cette concentration des forces nationales en restreint nécessairement le jeu dans les limites du territoire de l'Empire. Partout ailleurs, son exercice est oppresseur. Au dehors, l'Allemand politique, militaire, administrateur est un être insupportable, à la fois autoritaire et flagorneur, quand il ne s'adapte pas aux

sentent donc les trois pouvoirs normaux ou positifs. Nos

formes moins rigides des civilisations mieux affinées que la sienne. Disons-le : en Occident il est inapte à l'assimilation. Finalement, c'est lui qui est assimilé. Témoins : ses propres *compatriotes* alsaciens, de même esprit, de même langue, de mêmes mœurs que lui. Témoins : les Polonais dont il n'a su faire — même suivant l'étiquette modèle austro-hongrois — des collaborateurs, des missionnaires germanisants, agents progressifs de la désagrégation du monstre russe. Les fils de Pierre le Grand en viennent à se montrer de meilleurs politiques que les successeurs orgueilleux du grand Frédéric. Le pan-slavisme se fait logique, sage, méthodique — *patiens quia aeternus* — contraste avec l'incompréhensible, fou et batailleur pan-germanisme. L'Allemagne est comme ces grands sauriens invulnérables, sous leur carapace, mais lourds, gloutons et peu sociables.

Qu'il me soit pourtant permis de montrer en action la méthode économique, si admirablement organisée du gouvernement impérial allemand.

Pour cela, je demanderai d'abord aux visiteurs de l'Exposition universelle de 1900 de se rappeler l'aspect de la section allemande.

Une impeccable uniformité caractérisait ce quartier. Pas une vitrine dissemblable, même par la couleur, de sa voisine. Point de fastidieuse sollicitation ; pas même de réclame. Chaque exposant n'avait point cru devoir entretenir à ses frais un représentant spécial. Deux ou trois agents suffisaient au service de toute une section. Demandiez-vous les catalogues de maisons rivales, que le même employé les tirant d'une même armoire, vous les distribuait avec la même affabilité. Ouvrez, à la page 3, le *Catalogue de l'Exposition collective allemande d'instruments d'optique et de mécanique de précision* : trad. française ; Berlin, 1900. Vous lirez :

« Vu le caractère d'unité qu'a présenté la mécanique de précision allemande pendant sa période de développement et sa collaboration étroite avec la science théorique, il était tout indiqué de montrer cette unité à l'étranger. C'est pourquoi l'on a renoncé, pour l'exposition collective de mécanique et d'optique de précision, à ce que chaque maison, comme c'est généralement le cas, expose pour elle-même ; au contraire, dans chaque branche spéciale de la mécanique de précision, les maisons qui y participent montrent en un ensemble ce que la technique allemande produit actuellement dans cette partie. »

Traduite en langue internationale cette introduction signifie :

*Vu la direction de l'impérialisme prussien sur l'industrie allemande, et la collaboration, par ordre, de MM. les Docteurs des Universités de l'Empire, il était tout indiqué de montrer cette union de la technique et de la science à l'étranger. Toutefois, afin que les idéologues ne présentent point cette œuvre auguste comme l'ébauche du « collectivisme d'État », on a, comme de coutume, inscrit uniformément sur chaque vitrine le nom d'une Maison. Ainsi la diversité des « raisons sociales » dissimule aux yeux inclairvoyants le système directeur de l'industrie allemande.*

Sans doute, on taxera d'insuffisante cette curiosité rétrospective. Le lecteur exigeant demandera des documents plus explicites. Pourtant, il

prétendus pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif n'en

n'est pas facile à un simple amateur, surtout français, de retrouver les instructives brochures destinées, comme celle-ci, à une éphémère publicité. Dans cette extrémité, qu'on permette à l'auteur aux abois de suppléer à la disette des écrits, même discrets, par la confiance de choses sues, vues, vécues.

Il se défend d'avoir rien inventé. Il se contente de généraliser des cas bien observés. Il lui serait facile, comme dans la méthode de Le Play, de citer tout au long des noms. Mais nous ne pouvons amorcer ici la polémique : la polémique avec les démasqués.

Donc, dès qu'on étudie les projets d'installation technique émanant de certaines Maisons allemandes, l'*élégance* de la solution théorique frappe l'esprit. Tout y est agencé pour que le maximum de rendement résulte des moindres moyens. La provenance est évidente et Maupertuis a passé par là. Le problème a été résolu par un théoricien.

Nous ne reprendrons point le parallèle jadis mené (*Rev. Occ.*, mars 1901) entre les modes de gestion industrielle en France et à l'Étranger. Ailleurs, disions-nous cependant, l'industriel qui fait appel au concours des banquiers conserve la direction du matériel et de l'exploitation. Chez nous, le banquier prend habituellement l'initiative des industries nouvelles qui apparaissent aux yeux des naïfs actionnaires dans l'auréole d'or du mystère ; et le malin financier croit rehausser son éclat en usurpant, avec le concours d'amis empressés, les fonctions directoriales, pour lesquelles il n'a, naturellement, lui et ses acolytes, qu'une absolue incompréhension.

Je ne connais qu'une exception à cette règle générale — exception qui, d'ailleurs, peut-être, la confirme — ce sont les Rothschild qui nous la présentent. La lucidité juive, disciplinée par les traditions d'ordre et de précision germaniques, a surmonté, dans cette famille, somme toute fort respectable, et durant bientôt un siècle, l'esprit désorganisateur de l'administration française. Dans un régime nouveau, un homme d'État devrait, après la réforme urgente des Codes, leur demander des conseils d'organisation. Il lui suffirait d'adoucir, par la morale coutumière, la rigidité d'un régime industriel d'une honnêteté trop implicitement enveloppée dans les formes légales.

Quoiqu'il en soit, on admet généralement comme fait d'expérience la supériorité industrielle des nations protestantes sur les peuples restés, au moins, nominalement, catholiques. Pourtant la cléricale Belgique est à cette règle d'observation rapide une anomalie que la réclame protestante devrait bien expliquer.

*A priori*, on ne voit pourtant pas comment la demi-émancipation intellectuelle assure la suprématie économique à la fois sur ceux qui sont plus et sur ceux qui sont moins affranchis des théories théologiques. Le fait, intrinsèquement patent, s'explique déjà par les raisons géographiques et l'âge sociologique des nations correspondantes. Mais, abstraction faite des influences directes, il existe aussi des causes indirectes d'ordre psychologique. Car le paradoxe sociologique s'évanouit dès qu'on ne voit plus dans le protestantisme le principe, mais le résultat de l'antipathie radicale des conceptions concrètes envers les spéculations abstraites. L'individu proteste, dans la vie religieuse, contre la théocratie ;



sont que les ébauches appropriées à notre phase transitoire de métaphysique politique.

comme l'industriel souffre, dans la vie économique, des vexations anarchiques de la *ploutocratie*. (Le mot de Proudhon, est, et devait être français). Sous la constitution protestante, le praticien se libère du joug financier par la remise, à jour dit, des intérêts du prêt. En catholicité, le « bailleur » est un personnage qui prend le droit de s'immiscer dans la vie de son débiteur. Aimable ou acariâtre donneur de conseils, il recommande d'autant plus volontiers les vertus qu'il en connaît peu lui-même. Il n'estime d'ailleurs la vertu d'autrui que dans la limite des profits qu'il en tire. Quand il ose, il exige la complicité dans ses méfaits.

Je me permettrai, à ce sujet, d'émettre cet aphorisme scandaleux. et vrai : *Dans le milieu économique parisien* — restreignons soigneusement l'énoncé dans les limites, bien étroites, de la démonstration rigoureuse — *il est impossible à l'homme le plus vénérant et le plus énergique, de se montrer constant et parfait honnête homme.*

La forte vertu d'Alceste devient de plus en plus intempestive.

J'imagine que nous reprenons ainsi la tradition du monde latin. Le patronat tend à se faire sa *clientèle*. Le banquier prétend à diriger une activité collective pour laquelle il n'a aucune préparation. Tel le prêtre, qui prescrivait jadis, au nom d'un dieu universellement respecté, non seulement des règles générales de conduite privée et publique, — c'était là sa fonction, comme celle du banquier est d'administrer le budget de la société, — mais qui imposait en chaque cas une mesure déterminée. Le banquier-administrateur-directeur ne sait, comme lui, qu'organiser l'anarchie. Les conseils tournés en ordre tuent l'action. Ce n'est d'ailleurs point la parcimonie qu'il faut lui reprocher, mais une prodigalité aveugle, c'est-à-dire inintelligente et constante.

Les fondateurs de la politique *administrative*, ou mieux industrielle, allemande — nommons-les ici les Korber, car ils combinent l'abnégation de Jacques Cœur aux talents de Colbert — étaient mieux encore placés que Rothschild pour éviter ces abus de pouvoir. Nés praticiens, ils sont devenus, suivant la loi de la hiérarchie économique, des financiers. Loin d'éblouir le monde par le succès dû à leur talent technique et administratif, ils semblent avoir craint d'éveiller les jalousies concurrentes. Ils se sont efforcés de masquer leur développement en diversifiant soigneusement le travail et le nom de leurs « filiales ». Les Américains du Nord, en fondant, postérieurement, les *trusts*, ont préféré, par contraste, l'industrie « à l'esbrouffe ». La méthode allemande, toute « à la muette », prouve quotidiennement sa supériorité en réussissant là où les autres échouent. Jusqu'au Mexique, jusqu'au Texas, l'Allemand concurrence l'Américain. On sait d'ailleurs avec quel fracas l'empereur d'Allemagne y soutient ses intérêts personnels engagés dans la maison. L'intervention officielle au Venezuela est un incident de cette guerre économique.

Les Nordistes ne s'y sont pas trompés. Cependant, quelques équipées semblables, et le parti militaire allemand aura encore, une fois de plus, compromis le succès de l'habile diplomatie commerciale que son amour du panache lui interdit de bien comprendre.

Non seulement, en effet, une discrète existence permet d'absorber à bon

Cela posé, il est évident que nous ne pouvons que pré

compte les rivaux imprudents ; mais elle introduit, en effet, jusque chez les « personnes civiles » de toutes les nations les représentants allemands. L'état-major prussien se rappelle sans doute comment il prépara chez nous l'opération de 1870. M. Lavertujon a pris la peine de nous raconter, ici même, comment, au jour de la rupture diplomatique, il y avait à l'École militaire de Saint-Cyr un professeur allemand de stratégie. Le patient Moltke et le prévoyant Roon, dignes collaborateurs du grand Bismarck, ne laissaient faire au hasard que ce qu'ils ne pouvaient lui ôter.

La discrétion est un outil de l'audace. Vraiment, le parti militaire allemand ne devrait pas commettre ces bévues. On ne se démasque que pour agir !

Simple est la méthode des grands chefs de l'industrie germanique. Dès qu'une affaire, si grande qu'elle soit, à quelque nation qu'elle appartienne, est mûre pour l'exploitation, des agents choisis — sorte de *missi dominici* de ce nouveau pouvoir — viennent, sans bruit, « enquêter » près des personnages dispensateurs des concessions. Pour cet office, les *émigrés*, si nombreux, sont des intermédiaires tout désignés. Par des « travaux d'approche », des rapports personnels sont établis et donnent bientôt accès jusqu'aux cabinets les plus officiellement fermés. Dès lors l'« affaire » change vite de nationalité apparente. L'étiquette de la patrie fictive est partout arborée. Chez nous, les dénominations *belge, suisse, alsacienne, lorraine, française* sont toujours les traductions *ad usum populi* du mot allemand. La durée de la trêve de la peur mutuelle venant à se prolonger — au point de faire croire aux âmes candides à la réalisation prochaine d'un désarmement général — de formidables Maisons, au Capital avoué de 75 à 100 millions de francs ne craignent même plus de compléter le titre de *Société française* par les initiales du nom — encore incomplet — de la société allemande mère. Ne contestons point la légitimité de ces franches (?) désignations. Les capitaux sont, en effet, des épargnes nationales, et pour les recueillir, il existe un procédé d'une « simplicité biblique ».

Après avoir acheté la soumission de l'agent principal, on lui impose la fidélité. Désormais, il a pris l'engagement de prendre tout le matériel industriel aux maisons déjà affiliées, d'observer les règles d'administration déjà éprouvées et d'accepter la haute surveillance des délégués spéciaux. En compensation, un *intérêt minimum* est garanti par les banques métropolitaines aux banques locales, bailleresse des fonds de la « filiale ». Ainsi, la « garantie » assure la multiplication du capital ; le règlement de gérance endigue l'incompétence administrative ; l'achat prescrit du matériel consolide l'importance du siège social vendeur, l'enrichit et développe ses laboratoires d'étude. En même temps, l'exploitation est loyalement préservée de tous vices ou négligences de construction ; l'intérêt du constructeur étant directement engagé à faire bien. Ajoutons que les ingénieurs locaux n'ont à se soucier que de l'exploitation ; tout projet d'installation ou de transformation étant rapporté au grand Bureau du centre berlinois. Qu'un embarras technique vienne à surgir, il sera soumis au Laboratoire de Berlin et solutionné par lui.

Si donc aucuns frais ne sont ménagés au « premier établissement »,

tendre ici à définir les formes extérieures ou politiques,

par contre, les frais d'exploitation, de personnel et d'entretien sont réduits au strict minimum. Nous avons là un chef-d'œuvre politique qui, sous bien des rapports, rappelle l'œuvre d'Ignace de Loyola. Son prodigieux succès durant le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle ne nous étonnera plus. Son triomphe universel serait même inévitable si cette soigneuse organisation ne portait en elle des germes morbides.

C'est, tout d'abord, le recrutement des agents qui, systématiquement gagnés, deviennent, de corrompus, corrupteurs. Le technicien allemand — l'Allemand n'a pas de tact — n'a pas eu le flair du soldat espagnol.

Loyola savait que tant valent les hommes tant valent les œuvres ; et, aujourd'hui encore, sa petite troupe enserme le monde. Au besoin, pour la conservation de ses intérêts, elle mobilise les armées européennes (Guerre de Chine). La diplomatie industrielle allemande prend la contre-partie de cette sage conduite. Pourtant, il serait incompréhensible que des hommes d'une honnêteté *partielle* puissent, à leur tour, recruter des sous-agents suffisamment « honnêtes, intelligents et énergiques ». La visée trop courte au but immédiat enraye les succès durables. Les sous-agents sont de préférence prélevés dans la bourgeoisie régionale. « Prendre des jeunes gens de bonne famille que les parents veulent occuper pour les distraire des entraînements de l'âge et du rang, et dont la fortune suffit soit pour les *intéresser*, par un achat de valeurs de la société, à la gérance technique ou comptable, soit même pour les empêcher de réclamer des appointements trop élevés », voilà le mot d'ordre de recrutement donné par les Administrateurs aux chefs principaux. On suit, jusque dans cette transformation industrielle, la tradition du féodalisme prussien.

Et ainsi commence à se formuler en système administratif presque avoué l'expropriation, par la classe du capitalisme ploutocratique, de la bourgeoisie haute et petite.

Cette résurrection sous la forme financière du vieux féodalisme militaire étant reconnue, il n'y a plus lieu de s'étonner que ce soit à un Allemand, et à un Allemand vivant en terre étrangère, c'est-à-dire à un homme bien armé pour la comparaison, que nous devons d'avoir mis, le premier en pleine lumière, cette forme évolutive de l'existence économique du continent européen. Karl Marx, expatrié dans l'Angleterre du règne de Victoria, réussissait déjà à traduire correctement cette tendance essentiellement, nécessairement, centralisatrice de l'Administration allemande. Dans ce *nouveau centre européen*, l'industrie et la guerre — construction comme destruction — revêtent le même aspect de rigidité mécanique.

Aussi les vices de cette organisation industrielle sont-ils pleinement analogues aux facteurs de dissolution de la constitution féodale.

Dans les industries de la paix comme dans l'industrie de la guerre, le favoritisme se fait agent du despotisme. Intrigue, bassesse, flagornerie priment savoir-faire et activité. L'agitation remplace l'action. Le mensonge dissimule la paresse. L'asservissement obséquieux inspire le dédain ou le dégoût du franc service ; et le zèle, aigri, tourne successivement à l'indifférence, puis à la haine. Superficiellement tout reste debout ; mais derrière la façade, c'est déjà l'émiettement du népotisme colbertien, la dispersion des meilleurs ; présage de la déchéance finale.

Car cet exact mécanisme où tout est supposé prévu ne laisse pas apprê-

convenant aux divers organes nationaux de l'occidentalité moderne.

Mais, avant de procéder à cet examen direct, dégageons les conclusions les plus générales de cette rapide exploration sociologique. Il semble que nous pouvons les formuler ainsi :

*Loi fondamentale* : Il existe une corrélation définie entre la forme politique d'une nation et la forme — contour et relief — de son siège géographique.

Et l'observation historique en déduit les conséquences suivantes expliquées, *a posteriori*, par l'étude soigneuse des divers cas :

1<sup>o</sup> Les grandes civilisations primitives ne pouvaient surgir que dans de vastes pays fortement circonscrits, suffisamment chauds, et dont la *naturelle* fécondité exigeait pour sa mise en valeur une rançon d'industrie *artificielle* : de TRAVAIL.

Suivant la formule de W. Petty : « Le Travail est le père et la Terre la mère de la richesse universelle ».

2<sup>o</sup> La *coopération* nécessaire à cette adaptation mésologique fut et devait être *forcée*.

3<sup>o</sup> Expression même de la force cosmique prépondérante, le pouvoir central est *autocratique*, et le plus souvent *despotique*.

cier aux chefs pratiques la valeur et l'initiative de chacun. L'exploitation devenue négligemment automatique étouffe l'expansion commerciale et abandonne aux sociétés rivales ou moins bien *organisées* des affaires précieuses. L'état-major des savants berlinois, hypnotisé au loin par des considérations générales, repousse l'*action sensorielle* des praticiens aux prises avec les détails de la réalité journalière. Ainsi empirent les abus destructeurs de ce bel organisme industriel. Que d'accidents et d'échecs bien prévus seraient évités si le théoricien absolu, pour qui tout dérangement possible de la règle établie est hérésie ou insurrection, ne dédaignait même l'examen des indications motivées du scrupuleux praticien.

En résumé, et sans parler des justes défiances et de l'opposition que certaines nations doivent entretenir envers de si *discrets* voisins — et les épargnes notoires de la bourgeoisie française sont les plus directement menacées — les deux maladies constitutionnelles du système allemand sont l'incapacité et l'indignité originelle des administrations filiales. L'insouciance technique, et l'arbitraire directorial sont les trois agents destructeurs de ce régime féodal et militaire.

Ces trois lois de l'associalité *primaire* pourraient porter le nom de Metchnikoff.

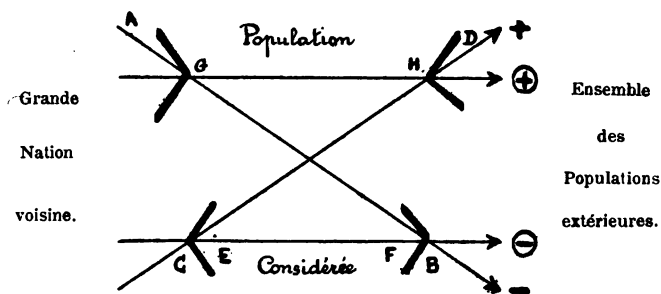
Traduisant journalièrement les ordres du grand fétiche national, le monarque dut acquérir, avec le temps, un caractère sacré; et, plus tard, *incarner* la suprême divinité.

D'où cette formule : L'UNIFORMITÉ géographique est déterminante du LIEU des intégrations sociales.

Mais ce théorème comporte une réciproque.

Ne se maintiennent stables que les nations géographiquement isolées.

Or, il existe quatre modes de relations géographiques d'une population considérée avec les nations voisines ; ainsi que le montre le schéma ci-contre où la disposition du sommet de l'angle indique l'orientation de la fermeture des communications.



1° Ouverte, A, à l'invasion, et fermée, B, aux relations extérieures, elle demeure, sous une perpétuelle oppression,



la sujette de toutes les impulsions sociales rétrogrades et la citadelle des résistances réactionnaires. Elle supporte, dans toute sa dureté, le poids de la masse sociale adjacente.

Là, l'excentricité géographique conditionne la socialité ultra-conservatrice ou *négatrice*.

La géographie historique nous offre les cas de la Pata-

gonie, la Laponie, le Canada septentrional, l'Alaska, l'Irlande moderne, la Corse médiévale, la Calabre, la Grèce moderne, la Galicie, la Hague, la petite Bretagne, l'ancien Cap, la Corée, le Deckan, etc.

2<sup>e</sup> Murée, au contraire, C, contre la Despotie voisine, mais ouverte, D, aux expéditions vers les populations extérieures non conjointes, elle devient l'initiatrice ou tout au moins la propagatrice du progrès de la civilisation voisine.



Grâce à sa faible masse, tout le travail intérieur se convertit en expansion, ou mouvement vers l'extérieur.

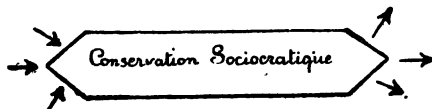
Voilà l'appareil social type du progrès *positif*.

Ainsi, une forte circonscription géographique ouverte sur des régions disponibles détermine la précocité civilisatrice.

Telle fut la raison principale de la prospérité des antiques cités méditerranéennes de l'Asie mineure, des ports italiens (Gênes, Venise), ibériques (d'où cette intensité de vie *exclusivement périphérique* que nous avons vu caractériser la socialité espagnole et qui explique, sans l'excuser, la dissidence portugaise). Tel fut encore le cas des villes bataves et hanséatiques, de l'expansion scandinave, tant sur la Baltique que sur la Mer du Nord. Tel sera bientôt le cas du Chili après l'ouverture du canal isthmique colombien.

Entre ces deux cas extrêmes s'intercalent encore deux types bien distincts.

a) Claquemurée dans l'isolement (E F), derrière la muraille des montagnes ou au bord d'un océan *indéfini*, la Nation conserve une prédilection introublée pour les institutions devenues ailleurs caduques.



Là, règne, sans autres modifications que les forces internes ou individuelles, la *loi de la persistance*. Si de ce cas la Chine restera longtemps l'exemple classique, la grande plaine eurasiennne, surtout dans sa partie septentrionale ou russo-sibérienne, n'en est pas un moins curieux type. Seulement la richesse du sol et la clémence du climat permettaient à la Chine de prospérer prématurément ; tandis que les steppes glacées de la Moscovie et de la Sibérie exigeaient pour prendre valeur un développement industriel préalable. L'Empire russe est, et ne pouvait être, qu'un résultat, qu'un fruit de la civilisation occidentale. Lors même qu'on retrouverait, comme je crois qu'on les retrouvera un jour, sous les champs de l'Ukraine, les souvenirs précieux d'antiques cités défuntés, ces vestiges de règne préhistorique témoigneraient avec plus de force l'empire rigoureux d'un climat qui aurait ainsi fait avorter dans l'œuf l'aigle du plus puissant Empire que puisse voir notre Planète.

L'Inde antique rentre encore dans ce cas.

b) Enfin, là où les frontières sont partout (G H) ouvertes, les Nations subissent les actions et réactions des formations étrangères. Elles oscillent continuellement entre la réaction et la progression, entre le despotisme et l'anarchie.



Tel fut le sort de la France moderne. Tel fut celui de la Prusse depuis Frédéric jusqu'à la Formation allemande de 1870. Tel sera celui de l'Allemagne (y compris la province autrichienne encore dissidente) au fur et à mesure qu'ira se développant la civilisation russe.

Les zones frontières Pays rhénans (Belgique, Reichland, etc.), Pologne, Finlande, rentrent, sous des aspects divers, dans ce même cas.

Ainsi le conservatisme revêt régulièrement une double forme.

Dans l'une, l'excès d'isolement topographique solidifie, cristallise, le directorat politique.

Dans l'autre, l'exercice continu et alternatif des échanges (philosophiques et politiques, économiques et moraux) assouplit l'organisation gouvernementale.

Dans le premier cas, il y a *conservation* formelle *par rigidité* de l'enveloppe; dans le second, *par élasticité*; c'est-à-dire qu'ici la forme change périodiquement d'*aspect* autour d'une *forme d'équilibre* inextensible.

Ces quatre types sont très largement figurés historiquement par les socialités contrastantes du Thibet et de la Péninsule Occidentale, d'une part; et les aggroupements chinois et sémites, d'autre part.

Mais la réalité est évidemment beaucoup plus complexe que ces quatre cas typiques.

Par le contraste des épithètes : antique, médiéval, moderne et contemporain, employées dans le classement systématique ci-dessus, il apparaît qu'une population d'un site géographique donné se classe, suivant *l'époque* considérée, dans l'une ou l'autre catégorie. Et c'est pourquoi l'histoire de chaque peuple ne peut être détachée de l'ensemble de l'histoire du genre humain. Autrement dit, ces conditions géostatiques défailant, l'acteur social, le *dème* familial ou patriarcal ne franchissait guère les bornes de la socialité animale : la *série* sociologique avortait.

Ainsi, avouons que si nous sommes ici en présence de *conditions nécessaires* d'associationalité puissante, nous n'avons pas néanmoins rencontré les *conditions suffisantes* de l'architectonique politique.

Ces alternances, dans un même pays, de progrès social et de regrès, font d'ailleurs distinguer nettement les jeux sociodynamiques respectifs du facteur objectif ou géographique et du facteur subjectif ou humain. La fixité du premier contraste, d'une manière qui fait l'étonnement de tous les publicistes, avec la mobilité du second.

Nous retrouverons, au reste, bientôt, la raison de ces alternances. Et il sera bien curieux de constater alors que la cause de ces migrations de la civilisation trouve encore



son explication dans la structure du globe. Au-dessus des anomalies et les gouvernant, nous retrouverons la Loi.

Examinant les cas réels, on retrouvera évidemment que chaque nation combine à des degrés divers les caractères des types taxologiques.

Prenons pour exemple le Japon.

Rapportée à la Cité chinoise voisine, sa socialité fut, en raison de l'émarginalité ultra-orientale de cet archipel, ultra-conservatrice. Sa polyarchie n'eut jamais conscience de la supériorité politique et morale de la sociocratie chinoise. Moins que le Thibet, parcouru, dès la plus haute antiquité, par les caravanes marchandes; moins même que la stalactite coréenne intermédiaire, cette scorie volcanique japonaise était capable d'un développement spontané. La survivance jusqu'à nos jours des malheureux Aïnos, de Yeso, dénonce cette inertie naturelle de la socialité japonaise. Mais, dès que l'essor de la navigation occidentale, surtout à vapeur, déposa dans ce nouvel archipel les germes d'une nouvelle civilisation, le Japon, largement étalé au flanc asiatique et au littoral creusé comme une éponge (16,1 fois plus découpé que celui de l'Europe elle-même), s'imprégna subitement des principes bienfaisants et malfaisants des puissants étrangers. D'ultra-conservateur il devint, en un demi-siècle, ultra-progressiste.

Son admirable position la faisait même la proie du plus fort ou du plus malin européen, si son puissant relief, armé d'une population suffisante, ne lui eût garanti, sous l'égide d'une bonne alliance maritime présentement très naturelle, mais que les rivalités commerciales changeront, à bref délai, en inimitié chronique, une respectable et très légitime indépendance.

Il est vraisemblable qu'en cas de progression inverse — c'est-à-dire d'une civilisation intensive, hypothétique, de l'Occident par l'Orient — l'Angleterre homothétiquement analogue au Japon, mais topographiquement beaucoup plus plate, ne s'en fût point tirée à si bon compte.

On se souvient, d'ailleurs, de la facilité avec laquelle, jadis, elle fut, à maintes fois, conquise.

Toutefois, ce rapide progrès de l'Archipel oriental ne saurait nous illusionner. Dès que la Chine, politiquement russifiée, mais apte à absorber une fois de plus ses conquérants, du moins moralement, aura emprunté à l'Europe ses procédés scientifiques et techniques, elle réagira avec force contre sa « filiale » insulaire qui oscillera dès lors entre les influences maritimes et occidentales (européennes et américaines) et les traditions continentales de l'extrême Asie. De révolutionnaire qu'il est momentanément, le Japon deviendra à nouveau réactionnaire, ou tout au moins très conservateur. Plus que l'Angleterre il gardera, avec la forme propre au temps, l'organisation aristocratique que lui impose son excessif relief orographique. Le Japon combinera facilement les modes de socialité anglais et suisse. Il sera une fédération d'aristocraties — d'origine vraisemblablement ploutocratique.

En Europe, il serait encore permis d'évoquer les vicissitudes de la Grèce, de l'Italie et de l'Hibérie, tour à tour isolées et barbares, marginales et progressives, routes d'invasions et pays de servitude ; puis champs de liberté et foyers rayonnants des sciences, des arts et des audacieuses aventures.

De cette revue nous pouvons maintenant tirer la formule réciproque de la loi d'intégration :

*La diversité géographique est déterminante du LIEU des différenciations sociales.*

Elle relâche les liens du gouvernement politique. Elle métamorphose l'Unité nationale sociologique en Union fédérative, gouvernementale et administrative.

Ce sont ces résultats et ces formules, tirées d'une revue historique générale qui vont nous permettre de déterminer, exclusion faite autant que possible de tout *coefficient personnel ou national*, la forme *virtuelle* d'une synergie occidentale, et même mondiale, relativement voisine.

(A suivre).

V.-E. PÉPIN.

---

## VARIÉTÉS

---

# MORALE PERSONNELLE

---

**Avons-nous des « devoirs envers nous-mêmes » ? (1)**

---

J'ai employé moi-même ici et ailleurs l'expression « *devoirs de l'homme envers lui-même* ». Je l'ai employée parce qu'elle est dans le langage courant et qu'elle est commode pour représenter une catégorie déterminée de devoirs réels. Mais je reconnais que l'expression n'est pas rigoureusement exacte et qu'elle peut être repoussée d'un vocabulaire scientifique tout à fait correct. D'ailleurs Auguste Comte ne s'en est pas servi. Il a seulement distingué dans l'ensemble de la morale pratique une *morale personnelle* : une morale personnelle dans son objet immédiat, quoique sociale ou altruiste dans ses motifs ou dans son but indirect et final.

Le terme *devoir* éveille les idées ou de *dette* ou de *lien* (d'où *obligation*) ou de *fonction*. Or, on n'a de dette qu'envers d'autres que soi-même, on n'est lié qu'avec autrui, on n'a de fonction à remplir que dans un organisme collectif dont on n'est qu'un élément. Pour ces raisons l'expression « devoirs envers soi-même » est théoriquement critiquable.

Mais elle répond à des réalités morales incontestables. Car il n'est pas douteux que nous avons le devoir de traiter notre propre individu, physique, intellectuel et moral,

(1) Extrait du procès-verbal de la séance du 8 juin 1904 de la *Société de Sociologie de Paris*, d'après la *Revue internationale de Sociologie* de juillet 1904.

d'une certaine façon. Pourquoi ? Parce que les autres et la société humaine se ressentent nécessairement de la manière dont nous gouvernons notre existence personnelle. Donc ce qu'on appelle le « devoir envers soi-même » se ramène en réalité à des devoirs *envers les autres*.

Il existe en d'autres termes des règles de conduite envers notre être propre, envers notre corps et envers notre âme (ce mot signifiant l'ensemble des fonctions supérieures du cerveau), qui sont de véritables devoirs. Elles ont ce caractère pour trois motifs essentiels :

1<sup>o</sup> Il n'est pas une infraction à ces règles qui ne soit nuisible à autrui par ses multiples *répercussions*, directes ou indirectes, actuelles ou futures. A cet égard il faut considérer non seulement les *conséquences* mêmes des actes, mais encore les suggestions de l'*exemple*.

2<sup>o</sup> Le positivisme réduit toute la morale humaine à « *vivre pour autrui* ». Mais vivre pour autrui suppose d'abord le *vivre* et exige ensuite que l'on vive d'une certaine manière. Suivant que nous soignons ou que nous négligeons, que nous exerçons dans un sens ou dans un autre nos organes, nos fonctions, nos facultés de tout ordre depuis les plus humbles jusqu'aux plus élevées, nous nous maintenons ou nous nous rendons plus ou moins aptes ou plus ou moins impropres à la vie sociale, à l'existence sympathique, au service d'autrui, aux coopérations nécessaires. Ce qui revient à dire que nous devons nous bien conduire envers nous-mêmes pour l'amour des autres et adapter notre vie personnelle à ses fins sociales.

3<sup>o</sup> Selon que nous observons ou que nous violons les règles de la morale personnelle, nous respectons ou nous méconnaissons la *dignité humaine* qui n'est pas une chose dont chacun de nous puisse disposer souverainement, mais qui est en nous l'héritage de toute l'humanité passée dont nous sommes comptables envers nos contemporains et envers l'humanité future.

Ces principes peuvent être illustrés par des exemples.

Je ne reviendrai pas sur le cas du *suicide*. Tenant notre vie de la famille, de la patrie, de l'humanité, nous la leur

développons. Mais, outre le suicide brutal et immédiat, Comte a condamné ce qu'il a appelé les différentes formes de suicide lent et chronique : tous les excès et aussi toutes les habitudes dépressives qui diminuent progressivement notre capacité d'être et d'agir aux dépens d'autrui, dont l'inconduite et aussi les mortifications inutiles, l'ascétisme.

Voyez la supériorité d'une doctrine qui, par exemple, prescrit la *tempérance* et la *sobriété* par des motifs altruistes sur celles qui les recommandent uniquement au nom de la prudence et de l'intérêt bien entendu. Outre que chacun peut prétendre qu'il est le meilleur juge de son propre intérêt, il est notoire que certains tempéraments résistent à de grands excès alors que d'autres voient leur santé rapidement ruinée par des excès moindres. Le positivisme est sur un terrain bien plus solide quand il montre les victimes innocentes que font l'intempérant, l'ivrogne, l'alcoolique chez leurs proches, chez leurs concitoyens, dans leur descendance. Comte réproche en outre toutes les exagérations nutritives en faisant ressortir que nul n'a le droit de gaspiller les provisions péniblement produites par le travail humain pour l'entretien de la vie humaine. D'autre part, il est d'observation commune que les plus robustes sont cérébralement diminués par les excès de nourriture ou de boisson et que leur capacité sociale s'en trouve très amoindrie, sinon abolie. Il en est de même d'autre excès, dont les répercussions directement sociales sont encore plus manifestes.

C'est pour des motifs semblables qu'il faut incorporer l'hygiène personnelle dans la morale pratique. Le service social exige des hommes et des femmes sains. Est-ce que d'ailleurs les découvertes modernes sur la contagion, sur la transmission des maladies, sur certaines hérédités redoutables n'établissent pas qu'en bien des cas la faute envers soi-même devient un crime contre autrui ?

Et ce n'est pas d'hygiène physique seulement qu'il peut s'agir. Il y a l'hygiène affective et intellectuelle, l'éducation des sentiments, de l'esprit, de la volonté. Nous avons le devoir de nous préparer, de nous armer pour le service

des nôtres, de notre pays, de l'humanité. Il faut pour cela nous instruire, régler notre jugement, car si nos vices sont anti-sociaux, nos erreurs ne laissent pas d'être préjudiciables aux autres. Il nous faut également et surtout discipliner nos instincts personnels, cultiver nos penchants altruistes. Il nous faut encore exercer et développer les qualités du caractère sans lesquelles nous risquons d'être inutiles ou pis qu'inutiles : le courage, l'aptitude au travail régulier, la prudence, la persévérance, l'empire sur soi-même.

*Le respect de soi-même* se rattache au sentiment et à la notion de la *dignité humaine*, notion et sentiment acquis. Ils sont le produit de l'ensemble de notre évolution intellectuelle, politique et morale. Ils sont comme la fleur de la civilisation, éclore sous l'action accumulée des générations. La dignité humaine, qui est la valeur hors de pair acquise sur notre planète par l'espèce humaine en tant que perçue et sentie, est un legs de l'humanité que chacun doit sauvegarder en lui-même comme chez les autres et transmettre accru à la postérité.

Voilà bien quelques règles, entre autres, de notre conduite envers nous-mêmes, qu'il est plus correct de ne point appeler des devoirs envers nous-mêmes, puisque nous les devons remplir en considération des autres, mais qui sont des devoirs réels dont notre propre personne est la matière et l'instrument.

Enfin le devoir n'épuise pas la morale. Au-delà du devoir, il est permis de concevoir un *idéal* humain, un type d'homme de plus en plus sympathique, synergique et conscient, qui n'a rien de commun avec le *surhomme* de Nietzsche et que chacun peut se proposer comme modèle dans son effort de perfectionnement moral.

P. GRIMANELLI.

---

# OPINIONS D'UN POSITIVISTE

Brochure de 156 pages, formée par la réunion de 24 articles  
parus dans la *Dépêche de Tours*

PAR M. MAURICE AJAM (1).

---

Ne semble-t-il pas que les grandes découvertes, lorsqu'elles choquent les idées reçues, doivent fatalement passer, avant de triompher, par des phases qui se reproduisent toujours les mêmes ? C'est, en quelque sorte, la philosophie du martyrologe des inventeurs. Ils ont d'abord à vaincre l'indifférence, ou, si on daigne s'occuper d'eux, c'est pour les conspuer violemment sans examen, ou les tourner en ridicule. Néanmoins, par la seule force de la vérité, ils font de proche en proche des prosélytes. Leurs idées s'infiltrant silencieusement, et tombent dans le domaine courant ; mais, par un autre genre d'injustice, on leur en dénie la paternité, il semble qu'elles ont toujours existé ; ou bien, on ne retient parmi elles que les *erreurs flagrantes* qui sont inévitables dans une œuvre considérable, et on les présente, avec une malveillance le plus souvent inconsciente, comme étant l'œuvre du maître.

C'est alors que la tâche à remplir par ses disciples change de nature. Après avoir semé, ils doivent songer à récolter. Le genre de propagande destiné à rallier les masses ne doit plus être le même qu'envers une petite minorité d'élite ; il doit se rapprocher de celui qu'emploie le journalisme.

Voici plus d'un demi-siècle (deux générations) que les doctrines de la philosophie positive ont fait leur apparition. C'est un laps de temps assez grand pour qu'on puisse vérifier si ce que nous venons de dire leur est applicable.

(1) Société parisienne d'Édition. Rue de Savoie, n° 5.

Auguste Comte bornait son ambition à faire, de son vivant, au plus une cinquantaine de disciples ; mais quel chemin parcouru, depuis certaine séance du Sénat du second Empire où sa loi des trois états a provoqué les risées, et l'apothéose de la place de la Sorbonne ! Néanmoins, le gain obtenu ne l'est guère encore qu'à l'état latent. Le nombre des hommes se disant positivistes reste excessivement limité ; mais infiniment plus grand, et surtout rapidement croissant est le nombre des positivistes sans le savoir, à des degrés divers, dans une mesure plus ou moins complète ou plus ou moins restreinte. Le moment ne serait-il pas venu de chercher à les rallier complètement par une active vulgarisation, en leur présentant le Dieu inconnu auquel ils rendent déjà hommage, comme a fait saint Paul aux Athéniens ?

C'est ce qu'a compris M. Maurice Ajam, et la préface de sa brochure contient à peu près les mêmes idées que nous venons d'exprimer, comme le montrent les extraits suivants :

« Pendant des années, le Positivisme a disparu sous terre, à la façon de ces cours d'eau que le sol altéré boit sans qu'il en reste une goutte. Mais il a continué souterrainement son travail. Par mille petits canaux, il s'est infiltré dans le monde entier. Savants, philosophes, littérateurs se sont imprégnés de l'esprit d'Auguste Comte. Aujourd'hui, la Philosophie positive est devenue à ce point maîtresse du siècle que les penseurs, amenés par une étude attentive à la conception de la Société nouvelle, sont atterrés quand ils comparent au petit nombre des adhérents positivistes l'énormité du poids des idées comtistes dans le bagage contemporain. »

« Mais voici, semble-t-il, que les circonstances se prêtent à la propagande positiviste. La religion catholique, incapable d'évolution, est aux affres de l'agonie ; le protestantisme n'offre, comme abri à la croyance, qu'un hangar aux planches disjointes, exposé à tous les vents du libre examen ; les systèmes métaphysiques crèvent comme des bulles de savon ; la libre pensée rationaliste aboutit au socialisme,



autre métaphysique révolutionnaire à l'usage des simples. »

Donc, M. Ajam entreprend d'introduire la Philosophie positive dans la polémique courante ; mais si les positivistes partent tous des mêmes prémisses, ils n'aboutissent pas toujours aux mêmes conclusions, ou, en d'autres termes, ils se partagent en diverses nuances. L'auteur prend soin d'indiquer celle à laquelle il appartient. « Je prends place, dit-il, aux flancs de l'armée positiviste, en qualité de franc-tireur, séparé de l'orthodoxie par des nuances qui vont, chaque jour, s'adoucissant, et je m'adresse à l'extrême-gauche du parti républicain, aux émancipés que des doctrines négatives ou révolutionnaires ne peuvent longtemps satisfaire ».

Les procédés du journalisme comportent beaucoup de répétitions, et cela doit être, car il y a des clous sur lesquels il faut taper fort et longtemps pour les enfoncer. Aussi est-ce déjà un peu ce qui a lieu dans les vingt-quatre articles dont se compose la brochure ; mais l'auteur a surtout mille fois raison d'insister sur la maxime fondamentale (*On ne détruit que ce qu'on remplace*) qui leur sert de lien, qui en est l'inspiration et qu'il a d'ailleurs prise pour suscription.

Dans ces conditions, nous avons pensé pouvoir nous borner à choisir pour en faire, ci-dessous, l'analyse, ceux de ces articles qui nous ont paru être les plus caractéristiques, ou les plus intéressants.

## OPINIONS D'UN POSITIVISTE

### L'UNITÉ MORALE.

« *Que le diable emporte les métaphysiciens ! Ils discuteraient sur l'essence du feu pendant que la maison brûle.* » Cette phrase indique l'esprit de l'article et la nature des arguments aboutissant à la conclusion : « L'enseignement de l'enfance est un service public au premier chef, un service national. Le seul contrôle sérieux que la nation puisse établir sur les maîtres, c'est de les fabriquer elle-même ».

Comment ne comprend-on pas que tout contrôle établi par l'État ne peut être qu'illusoire ? Et d'ailleurs, l'existence même de ce contrôle n'est-elle pas déjà une négation de la liberté, donc déjà un accroc à la logique métaphysicienne ?

D'autre part, veut-on, ou ne veut-on pas mettre fin à cette situation : « deux jeunesses se heurtant à coups d'idées et à coups de triques, deux espèces de Français se détestant plus cordialement que les Bulgares ne haïssent les Turcs » ?

« Ne nous y trompons pas. Nous revivons, à l'heure présente, les dernières années du iv<sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne. *Une Religion s'en va et une autre vient.* » Maintenant, comme autrefois, une transformation aussi profonde ne peut s'accomplir sans une crise longue et douloureuse. Le législateur doit chercher à en diminuer l'acuité et la durée, au lieu de se croiser les bras et d'attendre ; autant vaudrait dire : ne pas aller chercher le médecin pour aider à un accouchement.

#### FAUT-IL ALLER PLUS LOIN ?

L'auteur analyse l'état d'esprit des républicains au moment des élections de 1902 et maintenant. Il y a deux ans, c'était : les incertitudes et les hésitations d'une troupe se préparant pour le combat, en face d'un ennemi inspirant la peur par ses cris et ses menaces. Mais on a démontré le mouvement en marchant, et il n'y a plus aujourd'hui aucun républicain qui ne soit disposé à écraser l'enseignement congréganiste sous toutes ses formes. Faut-il s'arrêter pour souffler, ce qui semble un sentiment naturel, après l'assaut livré au pas de course ? Non, pas encore. On n'a pas le droit de se reposer avant d'être arrivé à la séparation de l'Église et de l'État.

Il y aura alors un changement considérable dans les mœurs de la nation, surtout dans les campagnes. Ce sera à nous, républicains, à y organiser notre conquête, en donnant une autre direction à la vie morale, en instituant

une vie dominicale nouvelle : messes et vêpres laïques sous forme de patronages, fanfares, harmonies, sociétés de gymnastique et de tir, conférences, etc.

#### L'ÉVOLUTION RELIGIEUSE.

Beaucoup de libres penseurs, par haine de l'église catholique, ont en horreur jusqu'au nom de Religion. C'est une profonde erreur, si on donne à la religion sa véritable définition qui peut être : « Un ensemble d'idées communes, expliquant la vie d'une façon si grossière qu'elle puisse être, et indiquant d'une manière générale à l'homme comment il doit se comporter dans l'existence ». Il y a là un véritable besoin social. Aussi toute l'histoire de l'esprit humain se ramène à analyser les façons successives dont il a codifié ses sentiments religieux, d'abord dans le fétichisme, puis dans le polythéisme, enfin dans le monothéisme. « Le passage entre chacune de ces phases sociales a été marqué par d'épouvantables crises d'arrachement, au cours desquelles le passé a torturé le présent pour étouffer l'avenir. »

Actuellement, nous avons presque terminé l'étape catholique. Quelle sera la suivante ? Nécessairement, « un système religieux s'inspirant des règles à l'aide desquelles ont fonctionné toutes les religions du monde, mais qui répondra aux idées scientifiques modernes, et mettra en équilibre le sentiment avec la raison. »

« Cette religion, malgré tous les obstacles et les malentendus, se forme lentement, petit à petit, insensiblement chaque jour. »

Elle a déjà ses dogmes : les vérités scientifiques, parmi lesquelles il faut comprendre les vérités sociales et morales.

Elle a son culte qui est celui des ancêtres.

Elle a ses prêtres : les éducateurs de la jeunesse, les écrivains moralisateurs, l'élite des journalistes, des conférenciers, des médecins.

Elle a enfin son Dieu qui est l'*Humanité*, véritable providence qui nous demande peu et nous donne beaucoup, vis-à-vis de laquelle nous ne sommes rien, ou presque rien.

## ÉVOLUTION DU SOCIALISME

Qu'est-ce que le socialisme ? Ses définitions, qui circulent par dizaines, se ramènent toutes à celle-ci : « *Un système de reconstruction des sociétés ayant pour base l'égalité absolue de tous les hommes.* » Cela conduit à des solutions d'une logique implacable.

« Pas d'autre moyen d'empêcher les hommes intelligents d'accaparer la richesse au détriment de leurs camarades, que de supprimer la propriété individuelle.

« Pas d'autre moyen d'empêcher l'inégalité que produit, dès la naissance, la fortune acquise par la famille, que de supprimer l'héritage.

« La lutte pour la vie est la cause initiale d'une foule de maux sociaux : on supprimera la concurrence, et le commerce.

« L'État deviendra l'universel patron, il répartira entre tous les citoyens la besogne, et la richesse.

« Dans ce régime, tout le monde sera fonctionnaire. »

Le système tout entier se heurte à un obstacle que les sociologues devinent, chaque jour, plus ardu, et qui est la *nature humaine*. Elle comporte, par exemple, une tendance à la paresse qui trouverait largement à se satisfaire.

C'est ce que sentent maintenant, sans s'en rendre compte, les grands chefs du socialisme qui ont instinctivement, à leur insu presque, changé leur tactique.

« A l'idée métaphysique d'un changement révolutionnaire devant s'accomplir par un massacre, ils ont lentement substitué l'idée d'une amélioration progressive des conditions d'existence du prolétariat. »

C'est ainsi qu'à l'association patronale ils ont opposé le syndicat ouvrier. C'est ainsi, encore, qu'après avoir méprisé la conquête politique, ils ont fini par s'apercevoir qu'elle avait du bon.

« Un parti ouvrier s'est formé vivant et viable, prenant chaque jour une place plus grande dans notre démocratie bourgeoise dont il sera le coup de fouet. S'il n'a pas encore compris, il est sans doute à la veille de comprendre que la

réforme intérieure de l'homme, pure question d'instruction, doit précéder, de longue date, toutes les réformes extrinsèques d'économie et de politique sociales. »

LA FIN DE L'ANTICLÉRICALISME ET LA LIBERTÉ  
DE L'ENSEIGNEMENT

Il y a unanimité dans le parti républicain pour admettre que le cléricalisme, c'est l'ennemi ; mais il n'en est plus tout à fait de même, si on passe au choix des moyens à employer pour le combattre. Ainsi, pour MM. Buisson, Clémenceau, Hubbard, la logique républicaine exige l'épanouissement de la liberté, mais de la liberté comme ils l'entendent, c'est-à-dire qu'il faut appliquer à l'église le droit commun, et ne pas la laisser bénéficier d'un régime d'exception. Cela entraîne :

1° La suppression de la loi Falloux ;

2° Plus d'autorisation à aucune congrégation ;

3° Pas d'entretien d'un clergé aux frais des contribuables.

Lorsque l'anticléricalisme aura réalisé cette triple réforme, il pourra disparaître comme ayant atteint son but, ayant terminé une lutte dix fois séculaire. Il ne sera plus qu'une expression historique.

Telle est la thèse que vient combattre M. Ajam.

Il est partisan de la « transformation de l'enseignement en service public », étant entendu que l'État doit s'arrêter au seuil du foyer domestique. Alors, peut-être vaudrait-il mieux dire : *transformation de l'enseignement public en service national*. Ce service national serait confié à l'Université, qu'il y aurait avantage à rendre aussi indépendante que possible des pouvoirs publics.

Voilà au moins une solution nette, tandis que celle de nos amis républicains cités plus haut ne l'est pas. Ils ne veulent pas enlever à l'État le droit de contrôle. Alors, que devient leur principe de liberté qui, s'ils étaient logiques, devrait même interdire de subventionner un enseignement national ? Et puis, ce contrôle peut-il être sérieux ? *A priori*, évidemment non ; mais nous avons l'expérience prouvant le contraire, puisque « depuis 1886 l'État est

armé contre les congréganistes. A-t-il empêché qu'on y ait formé une génération de cléricaux? »

M. Ajam prétend pouvoir, malgré les apparences contraires, se réclamer d'Auguste Comte. Auguste Comte a bien dit, il est vrai, plus logique en cela que M. Clémenceau, qu'il ne voulait pas plus du budget universitaire que du budget théologique. Il ne reste pas moins que son idée maîtresse est sa conception fondamentale du pouvoir spirituel. « Ne nous est-il pas permis de voir dans l'Université l'embryon de ce pouvoir intellectuel et moral dont Comte a prophétisé la venue, et auquel il voulait confier l'enseignement populaire? »

N'ayant qu'un respect limité pour une formule métaphysique, même portant le beau nom de *Liberté de l'enseignement*, nous pouvons être avec M. Ajam pour la suppression, non pas seulement légale, mais réelle de l'enseignement cléricale, et si pour obtenir ce résultat, qui doit passer avant tous les autres, il faut subir les inconvénients du *monopole de l'Université*, nous nous y résignons; mais le faut-il? Cela mérite une discussion approfondie entre républicains.

Certainement, l'Université est, comme le dit M. Ajam, une élite dans la nation. Cependant, un positiviste ne peut guère lui pardonner ce qu'il considère comme une *erreur fondamentale*, savoir que, chez elle, la philosophie est fille de la littérature, au lieu d'être la synthèse des sciences, *de toutes les sciences*.

D'autre part, c'est, semble-t-il, une loi sociologique que les institutions ont une extrême difficulté à se réformer elles-mêmes, ce qui ne veut pas dire que les réformes n'ont pas lieu; mais, le plus souvent, elles viennent du dehors. C'est ainsi que les réductions successives de la durée du service militaire ont été adoptées sous la pression de l'opinion publique. En ce qui concerne le point essentiel que nous venons de viser, celui de la réforme des programmes dans le sens de la philosophie positive, il y a bien un indice permettant quelque espoir, c'est leur instabilité depuis un demi-siècle, instabilité montrant que l'Université sent le

malaise dont elle souffre, et cherche à en sortir. Peut-être vaut-il mieux l'y aider, en lui conservant le stimulant de l'initiative individuelle, mais de *l'initiative individuelle exclusivement laïque, soumise à des autorisations qui seraient toujours révocables.*

#### LA RECHERCHE DE L'ÉQUILIBRE

En bon positiviste, M. Ajam prend ses comparaisons dans le domaine scientifique. Nous lui demandons la permission d'accentuer cette tendance dans le compte-rendu que nous allons faire de son article.

Un ingénieur cherche l'équilibre entre des forces matérielles ; c'est même à cela, au fond, que peuvent se ramener la plus grande partie de ses occupations. De même, les législateurs dans la marche incessante, par échelons successifs, vers le progrès, doivent aussi se préoccuper de l'équilibre entre les forces intellectuelles et morales qui s'enchevêtrent dans tous les sens, et souvent se heurtent violemment, lorsqu'elles prennent la forme de passions ou de préjugés. De même que l'ingénieur, un homme d'État, digne de ce nom, doit calculer la résultante de ces forces en direction et en grandeur, et c'est là de la statique sociale ; mais il doit de plus, ce qui est encore bien plus difficile, faire de la dynamique sociale, en appréciant dans quelle mesure l'état d'esprit de ses contemporains lui permet d'incliner cette résultante dans le sens du progrès.

Des méditations de ce genre tendent à montrer l'extrême complication des problèmes sociaux, et à faire adopter, en conséquence, comme règle de conduite : la défiance de soi-même, et une extrême prudence, contrairement à la tendance d'un peuple idéaliste comme le nôtre qui est : la passion des solutions absolues. Il faut se résigner à des tâtonnements et à des expériences, avant de trouver un équilibre dont les conditions sont trop difficiles à apercevoir *à priori*.

Gambetta a formulé cette vérité profonde que la tâche du présent consistait surtout à perfectionner le passé. Il était imprégné des idées d'Auguste Comte sur la lenteur de tout véritable progrès.

« Il a fallu un demi-siècle pour habituer le cultivateur à l'instruction obligatoire ; aujourd'hui, dans nos campagnes, le père de famille qui se dérobe à la loi est méprisé ; les sanctions pénales sont à peu près inutiles ; l'équilibre est devenu parfait. »

« La loi sur les accidents du travail oscille encore ; plusieurs parties du nouvel organisme sont mal assujetties et grincent un peu : avec le temps, tout se tassera. »

« Dans la question des salaires, l'équilibre pourra se réaliser le jour où les travailleurs auront su comprendre l'utilité des syndicats. Lorsqu'ils seront organisés, la révolution sociale se trouvera accomplie sans violence. Seulement, ils ne s'organiseront que quand ils auront compris, et ils ne comprendront que quand ils seront instruits. »

« Les questions sociales ne seront résolues ni par l'individualisme absolu, ni par le socialisme absolu. Elles seront satisfaites par un système dans lequel les instincts égoïstes, qui veulent la liberté, seront en équilibre avec les instincts altruistes qui accepteront la contrainte. »

On peut espérer qu'après la réalisation d'une succession d'équilibres partiels, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, l'humanité arrivera à un équilibre social définitif.

#### LES IDÉES DE M. D'ESTOURNELLES

Elles consistent dans la substitution des intérêts aux sentiments, comme guides principaux de notre politique extérieure. Pour combattre le système de la paix armée, il vaut infiniment mieux montrer à quelle impasse désastreuse il conduit, que se borner à opposer la fraternité humaine aux haines internationales.

Nous sommes le peuple le plus imposé du monde, entretenant cent mille hommes de plus que l'Allemagne, cependant plus peuplée dans la proportion de 2 à 3, et voulant, en même temps, tenir tête à l'Angleterre sur mer. Notre seule consolation sera que l'Allemagne et les autres nations européennes feront banqueroute, en même temps que nous, au profit de l'Amérique, que le système contraire grandit et enrichit chaque jour.



Les Allemands, plus visés que nous par la concurrence américaine, commencent aussi à comprendre qu'il serait peut-être avantageux pour eux d'extirper du corps européen cette épine qui s'appelle : la *question d'Alsace-Lorraine*. C'est la signification qu'il faut attacher à la fondation, à Munich, d'une ligue franco-allemande (président M. Molenaar), qui a pris pour devise cette parole de Victor Hugo : « L'union de l'Allemagne et de la France serait le salut de l'Europe. »

N'est-ce pas aussi un signe de l'évolution se faisant peu à peu dans les idées, que de voir M. de Cassagnac saluer dans un style dithyrambique les généreux projets de M. Molenaar ?

#### L'ENTENTE FRANCO-ANGLAISE, ET LA QUESTION D'ALSACE-LORRAINE

L'article est écrit au lendemain du traité d'arbitrage entre la France et l'Angleterre. De là, la présence du premier de ces deux titres, qui ne sert guère que d'entrée en matière pour traiter le second.

A la suite de son article sur « les idées de M. d'Estournelles », M. Ajam a reçu un grand nombre de lettres approbatrices qui contribuent à montrer que les idées pacifiques ont fait depuis quinze ans un progrès indéniable et énorme. Le projet d'un coup d'éponge avec l'Allemagne se pose maintenant dans l'opinion publique et donne lieu à des discussions précises.

D'un commun accord, on écarte, à tout jamais, deux solutions que l'on proclame d'avance inacceptables, savoir : 1<sup>o</sup> le *statu quo* ; 2<sup>o</sup> la *restitution du pays conquis par l'Allemagne*.

Les transactions honorables qui surgissent après cette déclaration de principe peuvent se ranger en deux groupes :

*Premier groupe.* « Neutraliser l'Alsace-Lorraine. En faire un État-tampon neutre, une République Suisse s'administrant elle-même. Comme compensation, donner à l'Allemagne carte blanche pour qu'elle puisse s'annexer le Luxembourg. »

*Deuxième groupe.* « Restituer à la France toute la partie de langue française. Abandonner, sans arrière-pensée, à l'Allemagne toute la partie de langue allemande. Compensations : indemnité pécuniaire à l'Allemagne, ou cession d'une colonie française. »

Il nous semble qu'on oublie un *troisième groupe* qui serait : conservation par l'Allemagne de la Lorraine allemande, restitution à la France de la Lorraine française, neutralisation de l'Alsace. Compensations équitables à l'Allemagne. Cette solution nous paraît plus rationnelle que la première, qui présenterait l'inconvénient d'une réunion contre nature de la Lorraine à l'Alsace.

Ce qui importe le plus n'est pas de choisir la solution la meilleure, mais d'en choisir une. L'essentiel est d'avoir la ferme volonté de ne pas rester dans l'impasse où nous sommes, de « comprendre que nous ne pouvons plus entreprendre une seule réforme démocratique, avant d'avoir comprimé le budget des futurs massacres. »

\* \* \*

Nous croyons devoir terminer en exprimant notre sympathie pour la foi ardente de l'auteur, son enthousiasme d'apôtre, et son robuste optimisme.

Lieutenant-colonel REMY.

*Le Propriétaire-Gérant : JEANNOLLE.*

# LES POSITIVISTES

ET

## La Campagne de M. Chamberlain.

---

Quelques personnes à tendances spiritualistes, et un grand nombre de jeunes enthousiastes considèrent volontiers l'étude systématique de la Richesse comme un travail indigne d'une intelligence généreuse.

Mais c'est là une tendance erronée.

La création de la Richesse est la base indispensable de tout l'édifice de la vie morale et religieuse.

Cette création sera, dans l'avenir encore plus que dans le présent, l'occupation pratique de la grande masse de l'humanité. Ainsi qu'Auguste Comte l'a démontré dans le volume de sa *Politique Positive* consacré à la Statique Sociale, tout le développement humain, intellectuel et moral, a pris sa source dans l'accumulation du capital, sans laquelle il eût été impossible de maintenir la séparation des fonctions sociales, qui fut la source directe de la civilisation et la condition essentielle de son maintien.

Ces conditions élèvent l'étude de la richesse bien au-dessus de la région égoïste où l'on adore le Veau d'or, et lui confèrent, quand elle est sagement conduite, un caractère justement qualifié de « sacré ».

Et ceci n'est pas seulement vrai, en ce qui concerne l'étude théorique de la richesse, mais il ne faut pas non plus envisager sa poursuite pratique avec mépris ou

avec indifférence. Si elle doit être produite, les professions qui doivent la produire devront être exercées sérieusement et avec persévérance.

Une autorité chrétienne affirme que « l'amour de l'argent est la source de tout mal », mais c'est là une exagération ; cette opinion impliquerait que la *cupidité* serait notre seul mobile vicieux, comme si l'amour du plaisir, l'orgueil et la vanité n'étaient pas également des sources de mal, et même les principales causes du désir excessif de richesses.

Il faut un effort considérable pour remplir la tâche ardue de nourrir, de vêtir et de loger l'Humanité.

Il ne faut pas nous montrer injustes envers un Capitaine de l'Industrie qui prend part à la lutte nécessaire de notre race contre les difficultés qui empêchent la solution de ce problème ; d'un homme qui, selon le mot de Carlyle : doit puiser ses ressources dans « l'aspect varié de la Nature », et qui court les plus gros risques en cas d'insuccès.

Nous lui devons, aussi bien qu'au travailleur manuel qu'il dirige, notre respect et notre sympathie. L'avare est un malheureux, mais, comme l'observe Comte, le prodigue est plus coupable que lui, quoiqu'une appréciation superficielle tende quelquefois à lui donner la préférence. L'un fait des économies, quoique mû par des motifs peu nobles, l'autre dépense en jouissances personnelles, souvent nuisibles aux autres, des ressources qui ne sont pas seulement les siennes, mais qui font partie du patrimoine de l'Humanité.

Il y a encore un autre aspect de ces questions qu'il ne faut pas négliger, et, avant de conclure, j'aurai encore quelque chose à dire en ce qui concerne la hâte de s'enrichir, qui est un vice fréquent de nos jours, mais j'ai cru qu'il était bon de corriger dès le début une erreur où les esprits supérieurs risquent de tomber.

De tout temps les hommes ont dû consacrer quelque

attention à la théorie de la richesse, mais cette étude n'est devenue systématique que depuis peu.

Dans l'antiquité, l'existence de l'esclavage empêchait le développement de cette étude; dans les temps modernes des idées erronées sur ces sujets ont longtemps prévalu dans l'opinion populaire et ont faussé la conduite des hommes d'Etat et des nations.

On confondait la richesse et l'argent, et la grande préoccupation consistait à empêcher l'exportation des métaux précieux.

Ces erreurs disparurent graduellement pour faire place à des notions plus saines. Les hommes qui contribuèrent le plus à ce progrès furent : en France, les Physiocrates; en Angleterre, Hume et Adam Smith. Ceux-ci et leurs successeurs fondèrent la soi-disant science de l'Economie Politique, qui prétendait rendre un compte exact et complet de la production et de la distribution de la richesse.

Lorsque Comte entreprit de construire la Sociologie, il signala dans la *Philosophie Positive* les tentatives faites antérieurement dans le même sens par quelques penseurs plus anciens, et il ne perdit pas de vue les Economistes, dont il avait étudié les œuvres dans sa jeunesse. Il réfute leur prétention d'avoir, sinon fondé la véritable science sociale, du moins, d'avoir soumis les phénomènes économiques de la Société à une méthode scientifique et d'avoir fourni le type auquel devront se conformer à l'avenir les théories sociales.

Il démontra que l'Economie Politique, telle qu'elle avait été systématisée, était une doctrine essentiellement métaphysique, quoiqu'elle adoptât le langage de la Science Positive, et qu'elle conduisait, et continuerait à conduire à des discussions interminables et stériles sur les idées les plus élémentaires, comme celles de *Valeur*, *Utilité* et *Production*.

Il démontra que l'erreur fondamentale des Economistes

tient à ce qu'ils croient pouvoir séparer (non seulement provisoirement, mais totalement) l'étude des lois industrielles de la Société, de l'étude des lois intellectuelles, politiques et morales, tandis qu'en réalité, on ne peut étudier les corps vivants quelconques qu'en ayant constamment égard à tous ces aspects et en vérifiant les relations qu'ils ont entre eux.

Mais en prononçant ce jugement, Comte fit une exception en faveur de « *l'Œuvre immortelle* », comme il l'appelle justement, d'Adam Smith, qui a élucidé avec une justesse remarquable un grand nombre de phénomènes de philosophie sociale, comme la division du travail, l'argent, les banques, etc.

Il est vrai que, lui aussi, ne fut qu'un penseur métaphysique bien que de l'école la plus avancée, et que, comme tel, il s'occupait beaucoup plus de critique que de construction, et qu'il s'attachait surtout à dévoiler les défauts des systèmes d'administration économique suivis par les Gouvernements Européens avant lui et de son temps.

C'était là une fonction nécessaire, quoique Smith et surtout ses successeurs l'aient exercée dans un esprit trop absolu, sans tenir un juste compte de l'action utile des Gouvernements (quoi qu'elle fût sujette à l'erreur) dans le développement de l'industrie.

Il estime qu'en dehors de ce travail critique indispensable, les Economistes ont rendu un service éminent en constatant dans les Sociétés humaines une tendance à suivre spontanément un ordre naturel ; mais ils se trompèrent en soutenant comme une conséquence de ce point de vue, la nécessité de s'abstenir de toute tentative d'améliorer l'ordre naturel ; et il fait remarquer que l'existence de cet ordre naturel montre clairement la possibilité d'une organisation systématique de l'industrie telle que les Positivistes l'envisagent dans l'avenir.

Un autre service très important, rendu par les Econo-

mistes, consiste dans l'exposition de ce fait que les intérêts des divers individus et des diverses communautés, au lieu d'être radicalement opposés, comme l'avaient écrit des auteurs fort distingués, n'étaient nullement antagonistes au fond, et comportaient la possibilité d'une conciliation générale.

Finalement, Auguste Comte estimait que l'Economie Politique, quoiqu'elle ne fût pas une science réelle et quoiqu'elle nous ait laissé l'obligation de refaire sur une meilleure base l'étude économique de la Société, avait, historiquement, accompli un travail important en discréditant quelques principes erronés de gouvernement et en proposant quelques doctrines de valeur permanente, susceptibles d'être incorporées dans un système réel de sociologie scientifique.

Maintenant, la doctrine qui, entre toutes, a été prônée et défendue par les Economistes, c'est le Libre Echange.

Dès une époque reculée de l'histoire moderne, les gouvernements d'Europe (et Hume ajoute : « aucun plus que l'Angleterre ») avaient imposé au commerce toute sorte d'obstacles, de barrières et d'impôts. Hume s'éleva puissamment contre ces entraves dans son *Essai sur la Jalousie commerciale* en faisant comprendre que l'Angleterre et les autres pays seraient plus prospères si on supprimait ces restrictions multiples.

Adam Smith consacra un livre entier de sa *Richesse des Nations* à la critique du système alors en vigueur et lança une prophétie remarquable annonçant les bienfaits qui résulteraient de la liberté industrielle et commerciale.

Smith n'espérait pas que son but serait rapidement atteint. Il écrivit qu'il serait aussi absurde de croire à la restauration de la liberté du commerce étranger en Grande-Bretagne, que d'attendre l'établissement d'une Oceana ou d'une Utopie ; et cependant, grâce surtout à ses propres œuvres, ce résultat fut atteint en moins d'un

siècle. Il se tint, ce qu'on peut appeler une vaste enquête nationale en Angleterre et, par les travaux de Cobden et Bright et de la Ligue contre les Droits sur le Blé (Anti-Corn-Law-League), la victoire essentielle de la Liberté fut remportée; Peel la mit en pratique et Gladstone et d'autres en développèrent les conséquences.

Les prédictions de ses effets bienfaisants furent réalisées par l'immense extension du commerce Britannique et l'accroissement du bien-être des classes laborieuses, qui profitèrent incontestablement de ce changement.

Ces résultats entraînèrent la conviction de ceux que la théorie n'avait pas convaincus, et le Libre Echange devint une part intégrale du *Credo* Politique de l'Angleterre.

Mais, depuis peu, cet état de choses s'est modifié. Un seul homme d'Etat s'est levé pour dire à l'Angleterre que sa prospérité était menacée, que les nations étrangères tendaient à l'égaliser et à la dépasser et de lui disputer ce qu'on appelle la suprématie commerciale, ou plutôt industrielle, et que le salut national exigeait l'extinction de cette nouvelle et fausse lumière qu'on appelle le Libre Echange pour retourner aux vieilles méthodes abandonnées de la Protection.

Seul, entre les hommes publics, sans l'appui d'aucun autre homme d'Etat d'une compétence seulement moyenne dans ces matières pour le seconder, il proclame que si cette politique n'est pas suivie, la ruine de l'Angleterre est inévitable.

Il cherche à fortifier et à perpétuer l'Empire, et il prétend que nous devons, pour cela, offrir des avantages commerciaux à nos colonies, en échange d'avantages semblables, qui, d'après lui, nous seraient assurés par les Colonies.

J'ai soigneusement lu et considéré tout ce qu'il a dit en public à ce sujet et je crois qu'il n'a nullement démontré la justesse de ses opinions; je crois, au contraire, que les



hommes politiques qui l'ont combattu ont abondamment prouvé que, tant au point de vue des faits, des statistiques authentiques, et d'une doctrine économique raisonnable, il n'a aucune base solide sur laquelle il puisse s'appuyer.

Mais je ne veux pas entreprendre, ici, cette discussion.

Les appréciations économiques et les faits peuvent être étudiées ailleurs.

M. Goldwin Smith a dit, et, à mon avis, avec raison, que la crise présente est plutôt morale qu'économique, et je me propose ici d'examiner comment il faut envisager la question soulevée par M. Chamberlain, et toutes les questions similaires, au point de vue des principes et des préceptes de notre religion.

Ce qui importe avant tout, c'est de voir si nos sentiments, qui sont les moteurs de nos actions, sont tels qu'ils doivent être, en abordant l'étude d'une question spécifique quelconque, telle que celle qui se présente aujourd'hui à l'opinion publique.

Ce qui frapperait d'abord les Positivistes, comme un dogme typique de leur religion, c'est qu'en jugeant un projet pratique quelconque, il importe d'examiner, non pas s'il est spécialement avantageux pour un pays déterminé, ou pour une famille ou une classe quelconque, mais s'il tend au bonheur de l'Humanité collective.

Considérons la question du Libre Échange, indépendamment des exigences coloniales dont on cherche à la compliquer aujourd'hui.

En dehors de l'Angleterre et de ses soi-disant « Possessions Coloniales » aussi bien qu'à l'intérieur, il y a des millions de travailleurs mêlés à la lutte universelle de l'Humanité contre les forces de la nature, et la création de produits destinés à l'usage et au bien-être de la race.

Faut-il les traiter comme nos ennemis parce qu'ils

exercent une concurrence honorable contre nous dans la production des choses utiles ?

Faut-il les punir, en les excluant de notre marché, et autant que nous le pouvons, de ceux des peuples de notre sang ?

Ne devrions-nous pas plutôt rivaliser avec eux dans un esprit amical en faisant mieux qu'eux le travail dont le monde a besoin ?

Pourquoi cette rivalité amicale ne serait-elle pas réglée entre étrangers comme elle l'est entre les bons citoyens d'un même pays ?

Devons-nous regretter l'accroissement des connaissances scientifiques et de l'habileté technique, qui leur permet de se rapprocher de nos aptitudes et même de les dépasser parfois, après avoir été tributaires de notre industrie pour certains articles ?

Evidemment, ce que nous devrions regretter, ce n'est pas leur succès dans certaines branches de l'industrie, mais plutôt notre infériorité, notre manque de préparation scientifique, ou l'organisation imparfaite de notre travail, si ce sont là les causes de notre faiblesse relative.

Devons-nous souhaiter que leurs progrès soient plus lents ou leur contribution à la richesse du monde moins importante ? Peut-on réconcilier de pareils espoirs avec le Positivisme ?

Alors qu'il proclame que tout l'effort de notre vie individuelle doit consister dans la subordination de l'Egoïsme à l'Altruisme, faut-il admettre que les nations soient guidées par un principe contraire ?

Voici la recommandation que fait Auguste Comte aux organes de la Nouvelle Religion :

« Il faut qu'ils enseignent aux nations, de même qu'aux classes, qu'il est impossible d'assurer d'une façon permanente la prédominance du sentiment social sur l'égoïsme, tant que la sympathie ne sera pas devenue

« universelle. Ils devront proclamer qu'il est indispensable  
« de subordonner la Patrie à l'Humanité, tout comme il  
« faut subordonner la Famille à la Patrie ».

Même en se plaçant au point de vue de notre intérêt national bien entendu, la politique d'exclusion et de monopole est une erreur.

Hume disait à bon droit : « Non seulement comme homme, mais comme sujet anglais, je souhaite la prospérité commerciale de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Italie, et il ajoute « et même de la France », ayant en vue la jalousie politique existant à cette époque entre les deux pays.

Je suis sûr, dit-il plus loin, que « l'Angleterre, aussi bien que tous ces pays, serait plus florissante si tous les Souverains et les Ministres adoptaient des sentiments aussi larges et aussi bienveillants envers les autres ». Mais je ne m'attarderai pas à cet aspect de la question, car le Positivisme ne nous enseigne pas, dans aucune question, publique ou privée, à régler notre conduite sur des raisons dictées par un égoïsme éclairé.

Je relisais récemment *Le Passé et le Présent*, de Carlyle ; cet ouvrage date d'environ soixante ans, avant la suppression des Lois sur le blé, et j'y vois qu'à cette époque les lamentations au sujet de la concurrence croissante de l'industrie étrangère et de la perte de notre suprématie industrielle, étaient aussi fréquentes qu'aujourd'hui.

« Les peuples du Continent, écrit-il, commencent à  
« importer nos machines, à filer le coton et à fabriquer  
« eux-mêmes, à nous supplanter tantôt sur un marché,  
« tantôt sur un autre », et il se demande : « Est-ce que  
« vraiment l'Angleterre ne saurait subsister si elle n'est  
« pas placée *au-dessus* des autres en matière de produc-  
« tion ? L'Angleterre n'a jamais rien proposé de pareil.  
« Si l'Angleterre travaille mieux que les autres peuples,  
« tout ira bien. L'Angleterre travaillera le mieux qu'elle

« pourra, et il faut espérer que les Dieux lui permettront  
« de vivre dans ces conditions ».

J'ajouterai qu'on ne peut pas s'attendre à ce que l'Angleterre fasse aussi bien que d'autres dans tous les domaines du travail.

De même qu'il existe une répartition du travail à l'intérieur d'un pays, il existe entre les différents peuples ce que les Economistes ont appelé « une division territoriale du travail ».

Quelques pays doivent à leur climat, à leur situation, des avantages naturels spéciaux ; les uns ont des mines ou des forêts, d'autres ont une population douée pour certains travaux, soit par des aptitudes héréditaires, soit par suite d'un exercice prolongé.

Au lieu d'écarter les bons produits dûs à ces supériorités partielles, nous devrions les saluer comme un accroissement de la commune fortune et en laisser la production aux mains de ceux qui sont mieux à même que nous de s'en acquitter.

Le Patriotisme est un sentiment intermédiaire indispensable entre notre affection pour la Famille et notre dévouement à l'Humanité ; nous ne saurions nous en passer dans notre Education morale.

Mais il faut que ce soit un patriotisme de la bonne espèce.

Le Patriotisme antique visait à la suprématie militaire.

Dans beaucoup d'esprits, le seul changement survenu consiste à préférer « la Suprématie Industrielle » et ce sentiment est capable de développer les mêmes sentiments de malveillance nationale et de patriotisme frelaté qu'autrefois.

Ce patriotisme manqué n'est souvent qu'un prétexte pour cacher sa cupidité industrielle.

On ne saurait trop répéter que l'Industrie sera la préoccupation dominante du monde à l'avenir.

L'épopée Humaine, comme le dit Carlyle, ne s'intitulera plus « l'Homme et les Armes » mais « les Outils et l'Homme » et, en conséquence, les Capitaines de l'Industrie, s'ils en sont dignes, devront devenir les gouverneurs de l'Humanité, mais il faut qu'ils soient dignes de cette mission.

Ces hommes sont exposés aux plus grandes tentations, et la joie d'acquérir des richesses, combinée avec la hâte de s'enrichir, peuvent faire le plus grand tort. Il faut surveiller constamment leurs actes, et les forces morales et religieuses de la Société doivent être mises en œuvre constamment pour assurer leur surveillance et leur direction.

Le vrai Patriotisme doit donc se manifester, aujourd'hui comme demain, par une disposition permanente pour améliorer sa Patrie.

« Le bon citoyen, dit Auguste Comte, renonce au monopole, aussi bien qu'à la conquête, et il aimera sa Patrie comme il aime la dame de son cœur, s'efforçant d'en faire un meilleur serviteur de l'Humanité, sans se dissimuler ses faiblesses ». Il cherchera à pourvoir sa Patrie de tous les moyens nécessaires à une vie saine, à un travail fructueux, à la culture intellectuelle et aux charmes de l'Art.

Mais il désirera sincèrement pour d'autres les mêmes avantages que pour ses compatriotes, quoiqu'il consacre à ceux-ci la plupart de ses pensées et de ses efforts personnels.

Ce serait folie pour l'Angleterre d'abandonner les principes qu'elle a suivis depuis si longtemps avec succès. A quiconque serait encore dans le doute ou l'hésitation sur ces questions, je dirais « *Respice finem* ». Envisagez la fin !

Comment faut-il entrevoir l'arrangement économique final auquel tend la civilisation ? C'est évidemment une liberté illimitée du commerce entre nations. Même les

plus chauds partisans de la Protection vous diront que rien ne leur plairait mieux qu'un système intégral et honnête de Libre Echange. Serait-il donc sage, au lieu de marcher avec le courant qui mène indubitablement aux destinées finales du Monde Industriel, de revenir sur les progrès que nous avons déjà accomplis, de retourner en arrière et de créer un nouveau système d'exclusion et de restriction qu'une nouvelle Ligue devrait un jour détruire ?

Il y a un caractère distinctif des nouvelles propositions qui les désigne évidemment au soupçon et à la défiance : c'est qu'elles cherchent à soudoyer tous les intérêts en cause, et qu'elles cherchent à stimuler tous les égoïsmes en faveur du projet.

Le loyer de la terre sera artificiellement augmenté ; le fabricant anglais touchera un prix plus élevé pour ses marchandises ; et l'ouvrier aura de l'ouvrage en permanence et un meilleur salaire.

Nous serions tous en faveur de cette dernière clause si elle pouvait être réellement et justement remplie.

Mais en examinant les choses de plus près, on voit que l'effet inévitable de ces réformes serait d'augmenter le prix coûtant de la vie pour l'artisan — et ceci est admis par M. Chamberlain, car il entend donner une compensation de l'augmentation du prix du blé et de la viande en réduisant les droits sur le thé et sur le sucre. — Mais, comme l'ont montré ses contradicteurs, cela ne comblerait pas la différence, et, en outre, les impôts sur le sucre et sur le thé, ayant été créés pour parer aux frais de la Guerre du Transvaal, devraient être abolis maintenant que cette guerre est terminée, sans intervention d'aucun changement général dans notre système fiscal.

Les classes laborieuses ont le droit d'être déchargées de ce fardeau, quoiqu'il advienne de l'aventure de M. Chamberlain.

Considérez combien de personnes, dans ce pays, vivent juste à la limite de la subsistance ; qui parviennent tout juste à se maintenir en vie, sans rien pouvoir faire de plus. N'encourt-on pas une responsabilité formidable en proposant une mesure qui risquerait de les forcer au-delà de la limite et les mettrait à la charge de l'Assistance Publique ? Quand je pense à ceux-là, je ne puis m'empêcher de murmurer les mots écrits au moment de l'ancienne lutte pour le Libre Echange, par Ebenezer Elliott :

Vils charlatans ! voilà donc vos remèdes !  
Grever le pain du pauvre ! faire largesse aux grands !

Nous souhaitons vivement la prospérité de nos Colonies, mais si elles devaient demander notre assentiment (ce qu'elles n'ont pas encore fait) à une combinaison qui augmenterait le prix du pain et de la viande dans tous les foyers de l'Angleterre, nous leur dirions sûrement : « Vous nous en demandez trop ».

Il y a encore un autre argument très sérieux à l'encontre de ce projet, et il est basé sur des considérations de moralité. Si le projet devenait une loi, la fortune de chacun dépendrait dans une large mesure des avantages qui découleraient des tarifs imposés.

Peut-on mettre en doute qu'en ce cas les forces les moins nobles de la vie industrielle ne se mettent à l'œuvre, — qu'il y aurait une lutte violente pour l'acquisition de bénéfices gratuits résultant d'une législation frelatée, — que la corruption et la gabegie ne soient constamment pratiquées, — et qu'on verrait s'ouvrir une ère nouvelle de corruption parlementaire et d'influences occultes ? Il ne manque pas de témoignages autorisés pour affirmer que ce sont là les résultats obtenus aux Etats-Unis et au Canada.

Résumant les diverses considérations que j'ai indiquées rapidement, il ne me paraît pas possible à un Positiviste,

guidé par les principes de sa religion, d'accorder son appui aux propositions de M. Chamberlain ; et j'espère avec confiance qu'il y aura dans nos rangs la même unanimité, presque absolue, pour s'y opposer, que nous en avons montré pour condamner la guerre inutile et immorale dont le même homme d'Etat est responsable dans une si large mesure.

JOHN K. INGRAM.

(Traduit de la *Positivist Review*, par W. IMANS).

---



## LES DEUX SYNTHÈSES

---

Ce sujet a été traité à nouveau par M. Jones dans le numéro de mai de la *Revue Occidentale*, pag. 283. L'auteur essaie, comme dans l'article précédemment critiqué par moi (*Revue Occidentale*, 1903, n° 4, pag. 425), d'assimiler toutes les sensations à la sensation du toucher, en s'appuyant sur les travaux des embryologistes modernes qui auraient montré, d'après lui, que les divers sens sont des différenciations du sens du toucher de la peau. Comme je l'ai déjà dit, et comme je me vois forcé de le répéter aujourd'hui, cette opinion me paraît inexacte pour les raisons suivantes :

1° La peau n'est pas l'organe du sens du toucher dans toute son étendue, mais contient seulement, dans diverses régions, les extrémités de l'appareil sensoriel du sens du toucher (l'analyse physiologique de ce « sens du toucher » est encore loin d'être achevée) ;

2° Aucun embryologiste n'a montré, du moins à ma connaissance, que les divers organes des sens soient des différenciations de l'appareil sensoriel du toucher ; il a été démontré seulement qu'ils étaient des différenciations de l'ectoderme de l'embryon. Or, il est indifférent à la solution de la question en suspens que l'ectoderme contienne ou non lesdits appareils ;

3° Enfin, toutes les discussions relatives à la genèse des divers sens ont une importance bien faible depuis qu'on sait que la plupart des êtres *unicellulaires* sont susceptibles de sensations de toucher, de lumière, d'électricité, etc., phénomènes connus sous le nom de *tactisme*.

En effet, la différenciation des divers sens existe donc déjà au sein du protoplasma des êtres unicellulaires et est peut-être représentée par des organes distincts, encore inconnus de ce protoplasma.

Il résulte de ces observations, en supposant qu'elles soient exactes, que la réductibilité des divers sens au seul sens du toucher n'est nullement démontrée, pas plus de nos jours qu'au temps d'Auguste Comte.

La question des deux synthèses intéresse les bases même de la Philosophie positive, et c'est pour cette raison que je prends la liberté de demander à M. Jones des textes qui démontrent la fausseté des trois propositions précédentes et que je le prie de vouloir bien citer les pages de la *Synthèse Subjective* auxquelles il fait allusion à propos de la théorie de l'éther, afin que je puisse lui répondre aussi sur ce point.

C. BILLBERG.

---

## Le Pélerinage de Ferney

---

J'ai eu l'occasion, dans le cours des dernières vacances, de visiter Ferney, avec ma famille.

Ce pèlerinage philosophique est une source abondante d'émotions salutaires et de méditations sociales et morales ; mais il me paraît par dessus tout propre à raffermir les positivistes dans leur conviction que le public occidental, sans distinction de nationalité, ni d'éducation, est animé des dispositions les plus favorables à l'adoption et à la pratique du culte des grands hommes ; car il est spontanément accompli, chaque été, par une multitude de visiteurs respectueux issus de tous les points de l'horizon géographique.

Après des mutations nombreuses, sur lesquelles je n'ai eu ni le temps, ni la possibilité de me procurer des renseignements précis, la propriété du château de Voltaire est, en effet, échue, il y a un certain nombre d'années, à un homme fort distingué, statuaire de mérite, M. Emile Lambert, qui a voué à ce grand écrivain un véritable culte et qui a convié tous ses admirateurs à le célébrer avec lui en leur ouvrant gracieusement sa demeure, une fois par semaine, tous les mercredis, de deux heures à six heures, depuis le 1<sup>er</sup> juin jusqu'au 15 octobre.

M. Lambert est mort en 1897 ; mais sa veuve suit dignement ses traditions, et, pendant tout le temps ci-dessus indiqué, les tramways électriques qui permettent maintenant d'accomplir le trajet de Genève à Ferney en 40 minutes, ne cessent de transporter, dans cette dernière

ville, une quantité toujours croissante de pèlerins dont il ne serait pas sans intérêt d'établir la statistique.

Car ce sont des pèlerins, incontestablement, à de rares exceptions près ; leur affluence a pour cause dominante la communauté de leurs sentiments de vénération, et, en dehors de cette source morale, on chercherait vainement une explication plausible à leur empressement.

Celui-ci ne saurait, dans tous les cas, avoir pour raison d'être l'originalité du site dans lequel se trouve le château de Voltaire, puisque, bien que superbe, ce site ne peut nullement rivaliser avec les paysages qui bordent partout le lac de Genève, ou avec les majestueux panoramas qui abondent dans la région.

On ne peut pas davantage invoquer, comme inspirateur de la curiosité des touristes, l'intérêt archéologique du château qui n'est qu'une grande demeure bourgeoise, dans le goût du XVIII<sup>e</sup> siècle, sans style architectural, et que Voltaire, par fausse modestie, il est vrai, appelait communément « sa chaumière ».

Enfin, les quelques œuvres d'art contemporaines et les souvenirs authentiques que ce château renferme empruntent surtout leur valeur à Voltaire lui-même et ils tiennent aisément dans deux pièces du rez-de-chaussée.

Non ! Ce qui attire, ce qui conduit, ce qui préoccupe la foule cosmopolite qui anime Ferney, pendant l'été, les jours où l'on visite le château, c'est la grande mémoire de son dernier seigneur ; c'est le respect que cette mémoire impose ; c'est le désir de pénétrer dans les lieux mêmes d'où ce grand remueur d'idées mettait en mouvement toute l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'évoquer son ombre, de communier avec sa pensée, et de s'identifier autant que possible à lui pour le mieux comprendre et le vénérer plus intimement.

Or, le milieu est pleinement en harmonie avec ces

honorables dispositions, attendu que sa physionomie générale a le même aspect qu'au temps de Voltaire.

La demeure n'a subi, dit-on, que de légères modifications extérieures ; la chapelle que Voltaire fit élever avec l'inscription : *Deo erexit Voltaire*, et qui lui valut sa querelle de 1767 avec l'évêque d'Annecy, « homme de mœurs austères, d'une dévotion minutieuse et d'un fanatisme imbécile », selon le témoignage de Condorcet, est encore debout, quoique dépourvue d'affectation, et le parc, embelli par le temps d'un surcroît de majesté, révèle toujours les goûts et les habitudes de celui qui, le premier, l'a fait approprier.

Voici les jardins en terrasse, pour la culture desquels Voltaire avait un goût particulier ; voici la longue charmille qui borde la crête du plateau, d'où les yeux embrassent un panorama magnifique que limitent au loin les Alpes de Savoie et la chaîne du Jura, et dans laquelle le poète se promenait en méditant ses œuvres ; voici la haute futaie de chênes centenaires sous les ombrages desquels il aimait à se reposer, l'été, ou à donner des fêtes ; voici son salon, sa chambre à coucher, son lit, ses meubles, son vêtement de gala, son buste, son portrait qui le font revivre tout entier ; voici enfin tous ses objets familiers et même les principaux personnages dont le souvenir ne peut être séparé du sien : l'acteur Lekain, l'interprète favori de ses tragédies, la marquise du Châtelet, Frédéric de Prusse, Catherine de Russie, et ses amis les philosophes, au milieu desquels le ramoneur du château de Ferney, admirablement peint au pastel par Latour, fait excellente figure.

Les seules choses qu'on ne voit plus à Ferney — si ma mémoire est fidèle — ce sont la fameuse canne et la non moins fameuse tabatière de Voltaire. Il est donc permis de supposer que, parmi les centaines d'exemplaires de ces objets que les brocanteurs indéliçats ont répandus à

travers le monde, il y en a au moins un d'authentique. Chaque collectionneur peut ainsi pertinemment soutenir que c'est précisément l'exemplaire qu'il possède.

Quoi qu'il en soit, on se découvre avec respect devant cette merveilleuse résurrection du passé ; on se penche avec piété sur ces reliques ; on lit avec émotion les inscriptions que portent quelques-unes, par exemple, le mausolée qui devait renfermer le cœur de Voltaire et sur lequel cette ligne est gravée :

*« Son esprit est partout et son cœur est ici ».*

Lors de notre présence, une dame anglaise, grande dévote de Voltaire, sans doute, qui recueillait avidement, par écrit, tous les renseignements plus ou moins éclairés qu'elle pouvait obtenir du vieux serviteur qui guidait la visite, avait même pris soin de se faire accompagner par un photographe à gages pour fixer et emporter l'image de tout ce qui charmait ses yeux ou faisait tressaillir son cœur.

On est vivement impressionné, en effet, quand on songe qu'on est là dans le domaine où Voltaire exerça ce qu'on a si justement nommé « la royauté de l'esprit », et que, « de ce petit coin de terre ignoré entre les Alpes et le Mont Jura », comme il appelait sa retraite de Ferney, émanèrent tant de clartés et tant de justice.

Car c'est ici que Voltaire a puisé ses plus généreuses inspirations et accompli les actes qui doivent éternellement faire bénir sa mémoire. C'est ici qu'il a recueilli, élevé, puis ultérieurement doté, en publiant, à son profit, une édition critique des tragédies de son aïeul, l'arrière-petite-fille de Corneille ; c'est ici qu'il a pris la résolution d'abandonner le produit de ses œuvres aux acteurs de ses pièces et aux écrivains peu fortunés ; c'est ici qu'il a poursuivi la réparation des crimes inexpiables commis, par l'intolérance, envers Calas, Sirven, le chevalier de

Labarre, ou par la calomnie, envers Lally-Tollendal ; c'est ici qu'il a contribué à l'affranchissement du pays de Gex et des serfs du Jura ; enfin, c'est ici qu'il a mis en pratique cette admirable profession de foi qu'il formulait en ces termes, dans la lettre écrite à d'Alembert, le 1<sup>er</sup> mars 1765, pour expliquer les origines de son intervention dans les affaires Calas et Sirven :

« Il ne faut pas s'en tenir à gémir sur la nature humaine.... Le penchant d'un philosophe n'est pas de « plaindre les malheureux ; c'est de les servir.... »

« .... Il sait, comme le sage de Montbart (Buffon), comme « celui de Voré (Helvétius), rendre la terre plus fertile et « ses habitants plus heureux. Le vrai philosophe défriche « les champs incultes ; augmente le nombre des charrues, « et par conséquent des habitants ; occupe le pauvre et « l'enrichit ; encourage les mariages ; établit l'orphelin ; « ne murmure point contre des impôts nécessaires et met « le cultivateur en état de les payer avec allégresse. Il « n'attend rien des hommes et il leur fait tout le bien « dont il est capable ».

En effet, Voltaire est le véritable créateur de Ferney, qui n'était, lorsqu'il acquit cette terre, « qu'un misérable hameau où croupissaient quarante-neuf malheureux paysans, dévorés par la pauvreté, par les écrouelles et par les commis des fermes ».

Or, c'est aujourd'hui un chef-lieu de canton prospère de 1.200 habitants, légitimement dénommé Ferney-Voltaire depuis le décret du 23 novembre 1878, ce qui démontre que les conquérants ne sont pas seuls capables de fonder des villes durables et que les philosophes ont aussi le droit de nourrir cette ambition.

- C'est Voltaire qui a rendu sain et habitable l'emplacement de cette petite ville ; c'est lui qui l'a bâtie ; c'est lui qui l'a peuplée ; c'est lui qui a permis à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, d'y florir, non seulement en

appelant sur son territoire des laboureurs, des horlogers, des tisserands et des marchands, et en leur fournissant libéralement tous les capitaux nécessaires, mais en obtenant, par ses relations, des débouchés pour ses produits, car Catherine II achetait les montres de Ferney et le ministre Choiseul protégeait ce petit centre de fabrication ; c'est lui enfin qui a pourvu cette cité d'eau de source canalisée, d'un hôpital, d'une école, et, pendant sa vie, au moins, d'un théâtre.

A vrai dire, Ferney est une colonie fondée par Voltaire qui, de 1758 à 1778, a fourni le noble exemple de l'emploi social de la richesse, et, spécialement, d'un grand propriétaire rural administrant lui-même ses domaines, entretenant des relations familiales avec tous ses tenants, s'intéressant journellement à tous leurs besoins individuels et collectifs et leur communiquant ses principes de sociabilité à ce point que bien que cette colonie fût composée de catholiques et de protestants, « il eût été impossible de deviner qu'il y eût, dans Ferney, deux religions différentes. »

C'est cette situation surtout qui lui valut le titre de patriarche de Ferney que l'histoire a ratifié, et que M. Lambert a judicieusement fait graver, de préférence à tout autre, sur le socle de la statue, dont il est lui-même l'auteur, qu'il a érigée en son honneur, le 27 juillet 1890, au centre de la ville, à l'entrée de l'avenue de la Mairie.

Cette statue est, d'ailleurs, une fort belle œuvre et M. Lambert a été très heureusement inspiré en représentant Voltaire, souriant, empressé, paternel, tel qu'il devait être, vraiment, quand il allait, en compagnie de M<sup>lle</sup> Cornaille, ou de M<sup>me</sup> Denis, sa nièce, visiter affectueusement ses vassaux ou plutôt ses hôtes et pupilles dont il partageait toutes les espérances et tous les soucis.

Sur l'une des faces de la base de ce monument, M. Lambert a pris soin de rappeler les principales œuvres



que Voltaire a conçues et écrites à Ferney ; mais aucune inscription n'est plus éloquente, à mon gré, que celle qui commémore, d'autre part, son action sociale providentielle, en révélant au passant : qu'il a fait bâtir plus de 100 maisons ; qu'il a donné au village une église, une école, un hôpital, une fontaine ; qu'il a prêté son argent sans intérêts ; qu'il a desséché les marais du pays ; qu'il a institué des foires et des marchés à Ferney ; qu'il a nourri les habitants pendant la disette de 1770-1771 ; que l'affranchissement du pays de Gex et des serfs de l'abbaye de Saint-Claude lui est dû.

Ces titres seuls suffiraient à la gloire d'un homme et légitimeraient, s'il était nécessaire, l'hommage spontané que les pèlerins de Ferney viennent, de tous lieux, rendre à Voltaire.

Certes, ces pèlerins, dans leur marche vers Ferney, sont surtout poussés par le respect, universel et croissant, que la postérité témoigne à l'infatigable apôtre du grand mouvement d'émancipation qui a libéré de la superstition la pensée des masses et puissamment favorisé l'essor de la raison positive ; mais, volontairement ou non, ils rapportent, de leur pieuse visite, plus d'estime et de sympathie pour Voltaire, car ils ont acquis la notion très nette, et désormais indélébile, de tout ce que son cœur passionné, dans lequel bouillonnaient surtout

....ces haines vigoureuses  
Que doit donner le vice aux âmes vertueuses,

renfermait, en outre, de générosité, de délicatesse, et d'humanité vigilante.

ÉMILE CORRA.

---

# BULLETIN D'ANGLETERRE

LONDRES

*Hobbes 116*

Nous avons enfin réussi à signer un traité à Lhassa, et l'expédition a quitté la ville, retournant dans l'Inde. Il est intéressant de faire remarquer que le traité porte la signature du vice-roi Chinois qui représente son pays à Lhassa. Les adversaires du gouvernement ont toujours pensé que les négociations auraient dû se faire à Pékin. Nous aurions, en effet, évité, de la sorte, la guerre criminelle qui vient de s'achever ; mais il faut dire aussi que cela n'aurait pas plu à nos hauts fonctionnaires Indiens qui ne sont heureux que s'ils peuvent faire la guerre à quelqu'un. Nous ne crierons jamais trop fort : « L'impérialisme, voilà l'ennemi ! ». Tant que nos hommes d'État seront imbus de cette doctrine, d'aussi déplorables événements seront à craindre. Mais revenons au fameux traité imposé au Thibet. Il stipule que ce pays doit payer une indemnité à l'Angleterre et que, tant qu'elle ne sera pas payée, les troupes anglaises pourront occuper la vallée de Chambi. Or, il paraît que le pays est bien trop pauvre pour pouvoir jamais payer une indemnité de guerre. On sera par là naturellement amené à annexer formellement un peu plus tard cette vallée. Cependant, lorsque le Gouvernement approuva l'action du Gouverneur général, au mois de novembre dernier, il ajoutait qu'il n'entendait ni occuper le Thibet, ni intervenir dans les affaires de ce pays. Comme on le voit, les promesses ont vite été oubliées. Ainsi que je l'ai déjà dit dans une lettre précédente, les frais de cette expédition sont payés par l'Inde, quoique ce pays soit très pauvre.

Les affaires sont loin d'être brillantes au Transvaal et dans l'Orange. Le pays — j'en parle du pays agricole — a été dévasté par nos troupes ; on a brûlé les fermes, emporté les bestiaux, en un mot, on a renouvelé, sur une plus grande échelle, les procédés employés par Louis XIV dans le Palatinat au XVII<sup>e</sup> siècle. On a d'abord essayé de nier que cette dévastation fût aussi complète, mais il a bien fallu avouer ce que l'on ne pouvait cacher. Dans le centre du pays minier, à Johannesburg, il y a aussi beaucoup de misère, car l'immigration des Chinois a naturellement fait congédier bien des blancs parce que les nouveaux « colons » (des colons d'une espèce particulière ressemblant, à s'y méprendre, à des esclaves) travaillent à meilleur compte.

On ne veut pas de colons libres parce qu'on vient de décréter que les Indiens ne peuvent plus venir au Transvaal. — Voilà un bel exemple des bienfaits de l'impérialisme !

Le gouvernement du Transvaal est autocratique ; on parlait, il est vrai, il y a quelque temps, d'accorder un gouvernement représentatif à cette colonie, mais le recensement qui vient d'y être fait a démontré qu'il y avait beaucoup plus d'habitants de race hollandaise que de race anglaise : la proportion serait de 14 contre 9, c'est pourquoi on trouve qu'il serait dangereux de créer un parlement dont la majorité serait hollandaise. Ce sont les mêmes arguments que ceux du Président Krüger, lorsqu'il refusait d'accorder le droit de vote aux étrangers.

Après la guerre, Lord Milner nous avait dit que le pays, désormais bien gouverné par des fonctionnaires intègres, etc., etc., deviendrait très florissant. Mais, hélas ! les résultats sont loin de ressembler à ce qu'on espérait. On a cependant dépensé l'argent d'une manière très libérale ; on a calculé que le gouvernement coûte 22 livrés (550 francs) par tête, ce qui n'est pas mal, et on a dépensé pour chemins de fer, canaux d'irrigation, la bagatelle de 30.000.000 de livrés (750.000.000 francs) ; et dire qu'il y a encore des gens qui ne sont pas contents ! On avait dit que le Transvaal donnerait 30.000.000 de livrés (750.000.000 francs) à l'Angleterre pour l'aider à payer les frais de la guerre, mais on n'en parle plus, et il est fort à craindre

qu'il en soit ainsi pendant longtemps encore. Nul doute que les fonctionnaires de là-bas soient intègres, mais il faut reconnaître qu'ils coûtent cher et qu'il y en a beaucoup ; on a calculé qu'il y a un fonctionnaire pour six habitants. On approche de l'idéal rêvé par Labiche où « tout le monde serait fonctionnaire et où l'on ferait venir les administrés de l'étranger (en payant le port) ». On compte 125 employés recevant chacun un salaire d'au moins 25.000 francs pour 291.000 habitants blancs, sans parler de ceux qui sont employés dans les chemins de fer. Par exemple, il y a un directeur de l'agriculture à 37.500 francs, un sous-directeur à 25.000 francs, un inspecteur général des forêts à 25.000 francs, un chef du service de la botanique à 25.000 francs, un entomologiste à 25.000 francs et un chimiste à 29.000 francs. Dans la police, le préfet reçoit 50.000 francs ; quatre inspecteurs et deux chefs de la sûreté ont 25.000 francs chacun.

Nous avons aussi une gendarmerie qui coûte 37.500.000 fr., bien qu'il y ait plus de 10.000 soldats au Transvaal. L'inspecteur général de la gendarmerie reçoit 50.000 francs, son chef d'état-major 37.500 francs, et ainsi de suite. On voit par là que, si le pays est pauvre et misérable, certains employés parviennent cependant à joindre les deux bouts.

On nous assure que Lord Milner a une très mauvaise santé et qu'il va être forcé de donner sa démission. Ce triste personnage, qui fut envoyé au Cap après l'expédition de Jameson, a bien fait ce que ses maîtres attendaient de lui. Grâce à ses dépêches mensongères, il a pu enflammer l'opinion publique en Angleterre et on peut bien dire que lui et Chamberlain sont les auteurs de l'infâme guerre Sud-Africaine et de toutes les conséquences terribles qu'elle a amenées. Il se retire probablement parce qu'il voit que le gouvernement actuel ne peut plus durer longtemps et qu'il sait bien qu'un cabinet libéral le rappellerait. Il faut espérer qu'il ne trouvera plus le moyen de faire du mal.

Le docteur Jameson est maintenant premier ministre au Cap. Il est venu dernièrement à Londres, afin d'obtenir, croit-on, du Cabinet britannique un amendement à la Constitution de cette colonie. A présent les indigènes — les noirs — peuvent

voter, s'ils ont un certain revenu ou un certain capital, et on craint le péril noir.

Jadis, on attaquait les Boers, parce qu'ils ne voulaient pas donner le droit de vote aux noirs, mais les temps sont bien changés. Il n'est pas douteux qu'avec une population composée en majorité de noirs — population qui augmente rapidement — les blancs ne peuvent plus espérer tenir les nègres en état de servage. Déjà ces derniers s'organisent et fondent même des sociétés religieuses dans lesquelles ils ne veulent pas admettre de blancs. Le fameux Rhodes — l'idole de nos impérialistes — du moins, était sincère, quand il se vantait de n'avoir jamais donné la main à un noir et de n'avoir jamais permis à un nègre de s'asseoir en son auguste présence. C'était un impérialiste qui savait ce qu'il voulait et il faut dire à sa décharge qu'il ne parlait pas des bienfaits du régime britannique, du rôle que lui assignait la Providence et d'autres rengaines. Non, il voulait de l'argent, beaucoup d'argent, afin de s'en servir pour sa satisfaction personnelle.

Actuellement, c'est la morte-saison pour les discours parlementaires. Notre grand tribun, M. Chamberlain, a cependant continué sa campagne, mais il n'a rien dit de nouveau ; il a seulement répété ses statistiques et promis une ère de prospérité générale, si on adopte le protectionnisme. Il espère, dit-il, faire payer les droits sur les blés aux étrangers, afin qu'ils aient le privilège d'entrer en relations avec nous, mais nous ne paierons pas notre pain plus cher. Je crois cependant que l'on ne fait plus beaucoup attention à ce qu'il dit, et lui-même, assure-t-on, n'espère pas remporter la victoire aux prochaines élections. Ce n'est que plus tard qu'il pense être victorieux, mais je crois qu'il se trompe et que si le parti conservateur est battu, on n'entendra plus parler des fameux projets de M. Chamberlain. M. Balfour, le premier Ministre, est favorable à la réunion d'une conférence avec les Colonies, afin de savoir si elles veulent nous accorder des avantages pour nos manufactures. Il serait en effet très intéressant d'être renseigné à cet égard. Je crois toutefois que les Colonies, comme la Métropole, aiment mieux recevoir que donner.

Le parti libéral a perdu Sir William Harcourt, qui a été Ministre dans trois cabinets. Comme ministre des finances, il a fait voter une loi très utile sur les successions, et, bien que les droits sur celles-ci aient été augmentés, elle a donné de très bons résultats. Il a combattu avec beaucoup d'énergie les folles entreprises impérialistes. Cependant, au moment de la crise Sud-Africaine, son attitude a été très molle : il y a évidemment des dessous dans cette affaire qui nous sont encore inconnus ; la lumière ne se fera que plus tard...

On s'amuse à constituer déjà le nouveau Cabinet libéral ; on s'ingénie à dresser des listes de personnages ministrables : ce sera le jeu à la mode pour nous distraire pendant les longues soirées de l'hiver prochain. Car tout le monde croit, même les conservateurs, que le gouvernement actuel sera battu aux élections générales. Cela explique pourquoi le Cabinet n'est pas du tout désireux de dissoudre le Parlement. On n'aime pas signer son arrêt de mort.

Un journaliste de grand talent, partisan de Lord Rosebery, a publié sa liste. Il croit que Lord Spencer sera premier ministre. Ce gentilhomme a occupé plusieurs postes importants dans des cabinets libéraux, et M. Gladstone l'aurait proposé comme son successeur si la reine Victoria lui avait demandé conseil, ce qu'elle s'est bien gardée de faire. — Sir Charles Dilke deviendrait ministre des Affaires étrangères et Sir H. Campbell-Bannermann, ministre de la Guerre. La liste est curieuse parce qu'elle ne contient pas le nom de Lord Rosebery, qui veut être premier ministre ou rien. Il est un peu tôt pour vendre la peau de l'ours, tant que l'animal est encore en vie, mais il faut espérer que Lord Rosebery ne fera pas partie du nouveau ministère : c'est un impérialiste à outrance ; et, s'il devenait ministre des Affaires étrangères, il pourrait être très dangereux. Je n'aurai pas beaucoup de confiance dans le parti libéral tant qu'il n'aura pas rompu avec l'impérialisme. Si le nouveau ministère contient des libéraux appartenant à cette fraction du parti, j'ai peur que l'ensemble ne fasse un bloc peu consistant.

Les affaires ne vont pas bien à Londres et l'hiver sera

difficile à passer pour les pauvres. On assure que, dans les écoles primaires de la capitale, il y a 122.000 enfants (16 % des enfants fréquentant les écoles) qui ne reçoivent pas une nourriture suffisante. Voilà un fait qui prouve bien mieux que de longs discours l'étendue du mal. On propose de donner au moins un repas par jour aux enfants nécessiteux. Il serait, en effet, cruel et inhumain de forcer les pauvres petits à aller à l'école lorsqu'ils souffrent de la faim. On a critiqué cette proposition, en disant que cela nous mènerait au socialisme. Mais c'est là un mot dont on se sert comme d'un épouvantail pour effrayer les timides. La question n'est pas seulement morale, elle est aussi pratique, car ces enfants seront un jour des hommes, et la société a tout à gagner en faisant son possible pour que la génération future soit une race robuste. Un grand chirurgien, M. Jonathan Hutchinson, a démontré avec beaucoup d'éloquence que cette question n'est pas, en effet, d'ordre politique, mais une question morale du plus grand intérêt.

Nous avons eu à Londres la visite d'un grand nombre de médecins français venus non pour nous guérir, mais pour visiter nos hôpitaux, etc. Ils ont été reçus par leurs collègues anglais et on a célébré l'internationalisme de la science.

PAUL DESCOURS.

---

# BULLETIN DE FRANCE

---

## SOCIÉTÉ POSITIVISTE D'ENSEIGNEMENT POPULAIRE

---

La *Société Positiviste d'Enseignement populaire* a repris ses travaux ; elle a tenu une première réunion mensuelle le mardi 8 novembre, à l'Hôtel des Sociétés savantes, salle D, 28, rue Serpente, à huit heures et demie du soir.

L'ordre du jour était ainsi fixé :

1<sup>o</sup> Analyse des publications périodiques, françaises ou étrangères, qui sont de nature à intéresser le Positivisme ;

2<sup>o</sup> M. Keufer : Le Congrès ouvrier de Bourges.

Nous rendrons compte de cette réunion dans notre prochain numéro.

D'autre part, nous publions ci-dessous le programme des conférences de cette Société pour 1904-1905 :

### Conférences publiques et gratuites de 1904-1905

Hôtel des Sociétés savantes, salle D, 28, rue Serpente, Paris

#### EXPOSITION GÉNÉRALE DU POSITIVISME

### LA PHILOSOPHIE POSITIVE

*Par le Docteur Paul DUBUISSON.*

#### I

La Philosophie positive. — Ses raisons d'être. — Dans quelles conditions elle a été conçue par Auguste Comte.

#### II

La Philosophie positive n'est que le résultat naturel des tendances spontanées et des progrès inévitables de l'esprit humain.

#### III

La notion de loi naturelle, fondement de la Philosophie positive.



## IV

Classification, hiérarchie et synthèse de nos connaissances.

## V

La Psychologie positive.

**LA SCIENCE SOCIALE**1<sup>re</sup> PARTIE

## LA CONSTITUTION DES SOCIÉTÉS

*Par M. GRIMANELLI.*

## I

Fondation de la Sociologie. — Son objet et sa légitimité. — Ses antécédents. — Sa place dans la hiérarchie des sciences.

## II

La méthode positive en Sociologie. — Rapports de la Sociologie avec les autres Sciences. — Divisions de la Sociologie.

## III

Vues d'ensemble sur l'organisation et la vie des sociétés. — Les conditions et les éléments de leur existence et de leurs variations.

## IV

Notions générales sur la théorie positive de la propriété.

## V

Notions générales sur la théorie positive du gouvernement.

**LA SCIENCE SOCIALE**2<sup>e</sup> PARTIE

## L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

## PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

*Par le Docteur Ernest DELBET.*

## I

Appréciation générale de l'évolution accomplie sous le régime du Fétichisme et de la Théocratie.

## II

Appréciation générale de l'évolution accomplie sous le régime du Polythéisme.

## III

Appréciation générale de l'évolution monothéique.

## IV

Appréciation générale de la transition révolutionnaire.

## V

Conception générale de l'état positif et de l'avenir humain.

## LA MORALE POSITIVE

*Par M. Émile CORRA.*

## I

Conception générale des devoirs naturels de l'homme.

## II

Principales règles de la morale personnelle.

## III

Principales règles de la morale domestique, civique et universelle.

## IV

Conception générale d'un système d'éducation positive.

Ces conférences commenceront le vendredi 30 novembre 1904, à huit heures et demie du soir, et se succéderont, régulièrement, tous les vendredis, à la même heure.

## CULTE

Le 31 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, au Siège de la Société Positiviste, 10, rue Monsieur-le-Prince, Paris (VI<sup>e</sup>),

FÊTE UNIVERSELLE DES MORTS.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1905, à 3 heures de l'après-midi, au Siège de la Société Positiviste,

FÊTE DE L'HUMANITÉ : Discours de M. Émile Corra.

# COMITÉ POSITIF OCCIDENTAL

*Séance du 24 César 116 — Dimanche 15 mai 1904*

---

## PROCÈS-VERBAL

---

### ORDRE DU JOUR

I. = *Y a-t-il lieu de fixer des limites d'âge, inférieure et supérieure, pour être admis désormais à faire partie du Comité Positif Occidental ? — Par exemple : 30 ans au moins, 70 ans au plus ?*

II. = *Y a-t-il lieu de rendre obligatoire à un certain âge la retraite des membres du Comité ? — Par exemple : à 75 ans ?*

III. = *En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, de la Direction du Positivisme, comment le Comité Occidental procédera-t-il au choix du nouveau Directeur ? — Examen de diverses propositions émises à ce sujet à l'occasion de la séance initiale du Comité.*

A. — *Proposition de M. le Dr Bridges : « L'élection devrait se faire par les deux tiers des membres qui y assistent personnellement. Ils devraient d'abord lire formellement et tenir compte, s'il y a lieu, de l'opinion écrite de leurs collègues absents, mais sans aucune obligation de s'y conformer. Dans le cas qu'une majorité des deux tiers ne s'obtienne pas, l'opinion des absents doit valoir. »*

B. — *De l'ensemble des autres avis exprimés, il semble résulter :*

1° Que tous les membres du Comité, absents ou présents, doivent donner, au même titre, leur avis motivé ;

2° Que le choix serait considérablement facilité et abrégé par une réunion préparatoire des membres les plus rapprochés de Paris, qui pourraient se mettre d'accord sur le candidat à présenter au choix du Comité tout entier ou, du moins, sur la liste des candidats admissibles ;

3° Que le choix doit avoir lieu dans la même journée, à la majorité des deux tiers ou des trois quarts du nombre total des membres du Comité et que tout absent devra, en prévision d'un second tour de scrutin, déléguer son droit de vote à un collègue présent.

c. — *Examen d'une proposition nouvelle faite par M. le Dr Hillemand* et qui aurait l'avantage de dispenser d'une réunion préparatoire et d'obtenir le résultat par une seule consultation à laquelle participeraient tous les membres du Comité. — Elle est ainsi conçue :

1° Chaque membre du Comité fera parvenir au Secrétaire du Comité, avant la séance, un bulletin clos portant extérieurement sa signature et contenant la liste des candidats qu'il juge capables de diriger le Positivisme, inscrits par lui dans l'ordre de ses préférences avec indication sommaire des motifs du classement.

La liste ne devra pas contenir plus de cinq noms, mais pourra n'en contenir qu'un moins grand nombre et même un seul.

Le rang de chaque candidat sera marqué, en outre, par un coefficient placé à côté du nom, savoir : 10 pour le candidat préféré, 8 pour le suivant, 6 pour le troisième, 4 et 2 pour les deux derniers.

2° Le jour de la séance, le Secrétaire du Comité, assisté de deux scrutateurs choisis par les membres présents, ouvrira les bulletins et donnera lecture, dans l'ordre alphabétique des noms de leurs auteurs, des listes qu'il aura reçues.

Chacun des scrutateurs sera muni d'une feuille où seront portés, par ordre alphabétique, les noms des membres du Comité, et qui sera divisée en cinq colonnes verticales, en tête desquelles seront respectivement inscrits les coefficients 10, 8, 6, 4 et 2 figurant sur les listes.

Les scrutateurs, opérant chacun de leur côté, inscriront, en regard du nom de chaque membre du Comité, les noms des candidats choisis par lui, dans l'ordre où ils seront proclamés par le Secrétaire; chaque candidat sera ainsi placé dans la colonne correspondant à la fois à son rang et à son coefficient.

3° La lecture des listes terminée, les scrutateurs échangeront leurs feuilles et feront séparément le décompte des noms des candidats inscrits dans la première colonne, en notant combien de fois chacun d'eux y figure. Ce nombre de fois, multiplié par le coefficient 10, donnera le nombre de points obtenus par chaque candidat. Ils opéreront de même à l'égard des noms inscrits dans chacune des autres colonnes.

Pour avoir le nombre total des points obtenus par chaque candidat, il suffira d'additionner ceux qu'il aura obtenus dans les différentes colonnes où il figure.

Si, par exemple, le candidat Pierre se trouvait inscrit dans toutes les colonnes, soit 11 fois dans la première, 7 fois dans la deuxième, 2 fois dans la troisième, 3 fois dans la quatrième et une fois dans la cinquième, comme il suit :

NOMS	10	8	6	4	2
PIERRE	11	7	2	3	1

le nombre total de ses points serait :

$$110 + 56 + 12 + 12 + 2 = 192$$

4° Le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de

points sera proclamé, séance tenante, Directeur du Positivisme. — En cas d'égalité de points, la préférence serait donnée au plus âgé.

La séance est ouverte à 10 h. 25 du matin, sous la présidence de M. Jeannolle, Directeur du Positivisme.

Sont présents : Madame Harrison, MM. Harrison, Swinny, Simon, Breckville, Dr Cancalon, Corra, Dubuisson, Grimanelli, Keufer et Vaillant, secrétaire.

Le Président prononce l'allocution suivante :

Madame, Messieurs,

L'ordre du jour de la séance initiale comprenait cinq questions, dont deux seulement ont pu être discutées.

La première concernait le projet d'organisation du Comité. Le texte primitif, amendé, figure au procès-verbal de la séance, publié dans le n° de novembre 1903 de la *Revue Occidentale*. Il a maintenant pour nous force de loi.

La deuxième question, relative à l'opportunité d'introduire de nouveaux Membres, et notamment des Dames dans le Comité, a été résolue par l'affirmative.

Déférant à ce vœu, j'ai appelé à siéger parmi nous, dès la deuxième séance, MM. Theophilo Braga, du Portugal, Molenaar, de Bavière, et Swinny, d'Angleterre. M. Swinny, seul, a pu se rendre à Paris et je ne doute pas que vous ne lui souhaitiez avec moi la bienvenue.

J'ai cru répondre au sentiment du Comité en offrant un siège à M<sup>me</sup> Harrison. Elle a bien voulu accepter. Je l'en remercie et j'espère que son exemple fera cesser certaines hésitations.

Vous vous rappelez que, dans la première séance, des réserves ont été faites en ce qui concerne les célibataires, les dames mariées, et surtout les épouses de membres du Comité. Il a été admis cependant que ces exclusions générales ne s'appliqueraient qu'à l'avenir et seraient présentement nuisibles.

Je ne ferai à ce sujet qu'une observation, c'est que, dans l'avenir, le nombre des dames faisant partie du Comité sera toujours très faible. — Auguste Comte n'en prévoyait que six. — Il semble donc que chacune d'elles se recommandera, indépendamment de son état-civil, par ses mérites et les services qu'elle aura déjà rendus à la cause positiviste, qu'elle sera, en fait, une exception échappant à toute règle générale, et qu'il convient de laisser au Directeur du Positivisme le soin d'apprécier et la liberté de choisir sous sa propre responsabilité.

La présence simultanée de deux époux au sein du Comité a certainement des inconvénients et devra, en général, être évitée ; mais il ne sera pas impossible de remédier aux plus graves. Et, d'ailleurs, ne vaudrait-il pas mieux s'y résigner d'avance que de se priver, par trop de rigueur, d'une collaboration quelquefois indispensable ?

Mais laissons à l'avenir le soin d'établir des règles au fur et à mesure que l'expérience en montrera la nécessité. Occupons-nous du présent. Nous avons senti que le Comité ne pouvait se réduire à un rôle exclusivement administratif et politique, qu'il doit exercer aussi, et même surtout, une action morale, et c'est pour cela que nous avons souhaité qu'il y eût des dames au milieu de nous. Grâce à Madame Harrison et à sa vaillante initiative, nous aurons à cet égard toute satisfaction.

La troisième question était relative au règlement intérieur du Comité, c'est-à-dire principalement à la tenue de nos séances. Je n'ai pas cru devoir la mettre de nouveau à l'ordre du jour : la méthode suivie dans notre première réunion, et que je propose de maintenir, me semble une réponse suffisante.

La quatrième question du premier ordre du jour se représente aujourd'hui à notre examen. Nous l'aborderons dans un instant.

Quant à la cinquième question : Relations du Comité positif occidental avec les groupes positivistes nationaux ou locaux, je crois, après réflexion, qu'il n'y a pas lieu de la traiter spécialement. Elle se résoudra d'elle-même quand

le mode normal d'action du Comité aura été déterminé avec précision, et c'est ce qui aura lieu, quand nous en aurons fini avec notre tâche actuelle d'organisation qui, naturellement, était la plus urgente.

Je m'étais proposé, au mois de septembre de l'année dernière, de demander au Comité d'étudier dans sa prochaine réunion, c'est-à-dire aujourd'hui, le mode de transmission de la direction du Positivisme, autrement dit les conditions de contrôle et au besoin de rectification du choix du successeur par le titulaire, ainsi que la procédure à suivre pour remédier aux inconvénients d'une direction insuffisante ou abusive. Mais les incidents qui ont marqué, à Paris, la fin de l'année dernière et le commencement de celle-ci, m'ont fait sentir que de telles questions ne seraient pas abordées avec le sang-froid indispensable et qu'il valait mieux en renvoyer l'étude à l'année prochaine.

Je me suis borné à poser la question de remplacement du Directeur en cas de vacance. L'ordre du jour sera peut-être ainsi insuffisant pour les deux réunions du matin et de l'après-midi ; mais je me propose de consulter le Comité, une fois l'ordre du jour épuisé, sur le parti à prendre relativement à la succession de M. Laffitte qui est encore pendante et que les hommes de loi qui s'en sont occupés jusqu'à présent déclarent inextricable.

Le Président appelle ensuite, dans l'ordre alphabétique de leurs noms, les membres du Comité à exprimer, sans débat, leur opinion sur chacune des trois questions à l'ordre du jour. Lecture est donnée, à l'appel de leurs noms, des réponses écrites des membres absents.

1. — *MM. Porfirio Parra et Agustin Aragon.*

Mexico, le 27 Archimède 116 — Plutarque (20 avril 1904).

Bien cher Directeur,

Nous avons reçu avec beaucoup de plaisir votre lettre-ci-



culaire du 23 Homère dernier à laquelle nous avons l'honneur de répondre. En même temps nous est parvenu l'imprimé avec l'ordre du jour de la séance de notre « Comité positif occidental » fixée pour le 23 César prochain.

Dans l'impossibilité d'assister à la dite séance, à laquelle vous avez bien voulu nous convoquer, nous vous donnons dans cette lettre nos réponses motivées aux questions figurant à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

Nous sommes d'avis affirmatif quant à la fixation des limites d'âge pour être admis désormais à faire partie du Comité positif occidental, car les fonctions du cerveau ont rapport avec l'âge et nous devons faire en sorte que le Comité soit formé de personnes en pleine vigueur et avec un critérium acquis. 30 ans au moins, 70 ans au plus, nous semblent des chiffres bien choisis. Nous devons nonobstant faire remarquer quant au chiffre 70 que, chez nous, à 70 ans en général on est en pleine vieillesse et on ne pense qu'à la mort. 60 ans pour nous valent 70 ans pour les Européens, mais nous ne croyons pas convenable de mettre une échelle pour chaque pays.

Quant à la seconde question, nous sommes de l'avis affirmatif également. Nous voyons dans la mesure de fixer un âge de retraite des membres du Comité, un précepte inspiré par la prudence, car ce n'est que par hasard qu'on peut bien travailler après un certain âge. La limite de 75 ans nous semble très rationnelle et, par les mêmes raisons déjà dites au sujet de la 1<sup>re</sup> question, nous la croyons large pour nous les fils des tropiques, mais, nous le répétons, nous ne pensons pas qu'une fixation de limite pour chaque nationalité soit justifiable.

Pour la troisième question et après avoir bien médité la manière de voir de notre honoré confrère le Dr Bridges, celle de nos collègues exprimée dans le paragraphe B et la proposition finale de notre cher confrère le Dr Hillemand, nous adhérons à la dernière pour les raisons que voici : elle permet de tenir compte de l'opinion des membres absents du Comité et la procédure est de celles qui facilitent le but à atteindre et donnent aussi pleine assurance que possible d'une élection des meilleures.

Nous tenons à vous dire, pour finir, notre cher Directeur, que nous déplorons vivement ne pouvoir nous rendre à Paris pour y être pendant la deuxième réunion du Comité auquel nous appartenons avec tant de plaisir de notre part et tant d'honneur pour nous-mêmes. C'est la distance l'obstacle invincible, mais si elle nous empêche de nous trouver près de vous et de nos confrères objectivement, elle ne peut rien contre notre pensée affectueuse et celle-ci sera aussi près de vous tous, le 23 César prochain, que l'image de notre Maître Auguste Comte et celle de sa noble patronne sont vivantes dans l'âme des positivistes.

Avec nos salutations cordiales pour vous et les vôtres et pour tous nos confrères, nous sommes, bien cher Directeur, vos bien dévoués confrères, amis et subordonnés.

PORFIRIO PARRA,  
Cocheras, n° 1.

AGUSTIN ARAGON,  
5<sup>a</sup> del Pino, 2737.

2. — *M. E.-S. Beesly.*

21, West Hill, St-Leonard's-on-sea.

21 César 116 (12 mai 1904).

Cher Monsieur Jeannolle,

Ne pouvant me rendre à la deuxième réunion du Comité Positif Occidental, je vous envoie mes réponses aux trois questions qui se trouvent à l'ordre du jour.

1. — Les limites de 30 et de 70 ans pour admission au Comité me semblent convenables. Mais je crois qu'on peut laisser cela à la discrétion du Directeur, sans légiférer là-dessus.

2. — Je suis d'avis qu'il est indispensable de rendre obligatoire à un certain âge la retraite des membres du Comité. Cet âge, je le fixerais à 75 ans. A défaut d'une telle règle, le Comité ne consisterait, en peu de temps, qu'en vieillards et il n'y aurait pas de place pour de nouveaux membres qui, pourtant, seraient naturellement plus capables de rendre des services utiles. Je suis persuadé qu'il ne faut pas compter sur des démissions volontaires pour assurer un suffisant

renouvellement du Comité. Ordinairement, plus on vieillit, plus on est disposé à se cramponner au pouvoir et à méconnaître le devoir de permettre, enfin, à une nouvelle génération de gérer ses propres affaires.

Si la retraite à un âge fixé doit être obligatoire pour les membres du Comité, à plus forte raison s'impose-t-elle pour le Directeur lui-même. Le besoin d'une telle règle s'est fait sentir dans le cas de M. Laffitte. C'est un cas qui pourrait se reproduire de temps en temps, et j'estime qu'il faut y pourvoir d'avance.

3. — En ce qui concerne le choix d'un nouveau Directeur, en cas de vacance, je me rallie à la proposition de M. Bridges.

Pour toute question qui pourra surgir hors de l'ordre du jour, je donne mandat à M. Harrison de me représenter.

Je finirai en vous assurant que j'approuve entièrement la déclaration que vous avez faite en réponse aux questions de M. Grimanelli à la séance initiale du Comité.

Veuillez agréer, cher Monsieur Jeannolle, l'assurance de mes sentiments dévoués.

E.-S. BEESLY.

3. — *M. Theophilo Braga* (traduction).

Lisbonne, 3 mai 1904.

Monsieur le Directeur du Positivisme,

En réponse au contenu de la Circulaire du 20 février me demandant mon avis motivé sur les trois questions qui font l'objet de l'ordre du jour de la séance du 15 mai prochain du Comité Occidental, j'exprimerai simplement mon opinion.

Pour le cas de vacance de la Direction du Positivisme (ordre du jour, III), je suis partisan de ce qui a été précédemment établi par les deux éminents chefs : Auguste Comte et Pierre Laffitte, en continuant l'indication du successeur. Cette pratique doit être conservée et si, en cas d'omission éventuelle, le Comité occidental doit intervenir, il conviendra d'adopter l'une des solutions proposées aux alinéas B et C. Quant aux âges à exiger pour l'entrée ou la retraite du Comité Occidental, je pense qu'ils doivent être réglés d'après

la connaissance des services à rendre au lieu de quelques limites conventionnelles.

Je profite de cette occasion pour saluer M. Charles Jeannel, respectant en tout sa direction supérieure.

Et toujours dévoué.

THEOPHILO BRAGA.

4. — *M. Breckville*

Admet les limites d'âge indiquées aux paragraphes I et II de l'ordre du jour et, quant à la 3<sup>e</sup> question, se range à la proposition du Dr Hillemand.

5. — *M. le Dr Bridges.*

Londres, 22 César 116 (Auguste) — 14 mai 1904.

Mon cher Directeur,

Puisqu'à mon grand regret, je me trouve dans l'impossibilité d'assister à la réunion du Comité Occidental du 15 mai, j'ai prié M. Harrison de me représenter dans la confiance bien assurée que vous voudrez bien agréer cette nomination.

A vous bien cordialement.

J.-H. BRIDGES.

6. — *M. le Dr Canclon*

Répond *oui* à la 1<sup>re</sup> question, *non* à la 2<sup>e</sup>, approuve la proposition de M. Bridges relative à la 3<sup>e</sup> question, repousse l'article 2 du paragraphe B (réunion préparatoire) et adhère à l'article 3 de ce même paragraphe.

7. — *M. Corra*

Répond affirmativement à la 1<sup>re</sup> question ;

Négativement à la seconde ;

Et, en ce qui concerne la troisième, il se rallie à la proposition du Dr Bridges.

De plus, le cas examiné dans cette dernière question devant être très exceptionnel, M. Corra exprime le vœu que l'ordre du jour de la prochaine séance du Comité Occidental

comporte l'étude théorique des moyens normaux d'avènement du président de ce Comité.

8. — *M. le Dr Delbet*

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

9. — *M. Justin Dévol.*

La Coupe, près Port-au-Prince (Haïti), 17 avril 1904.

Honoré Collègue et Directeur,

Ayant eu l'honneur de recevoir votre circulaire de convocation à la deuxième séance du Comité Positif Occidental, je viens vous remettre, comme vous y invitez les collègues, mes réponses motivées aux questions qui y seront débattues conformément à l'ordre du jour communiqué.

N'y aurait-il pas lieu de communiquer de même, par lettre circulaire spéciale, aux membres du Comité, les résultats de chaque séance ?

I. — Sur les limites d'âge, les membres du Comité, outre les conditions intellectuelles et morales requises, doivent avoir éprouvé par eux-mêmes l'efficacité des principes positivistes. Cela suppose chez eux une expérience personnelle des diverses relations sociales que l'âge seul permet d'avoir avec une certaine plénitude.

Il y a donc lieu d'adopter pour eux une limite inférieure d'âge, 30 ou même 33 ans.

Comme il conviendrait, d'autre part, de n'appeler au Comité que les positivistes qui se trouvent en leur période de pleine vigueur mentale et morale — laquelle se prolonge plus ou moins suivant les milieux sociaux et physiques — il n'y aurait pas non plus d'inconvénient très prononcé à adopter également une limite supérieure fixée, par exemple, à l'âge de la retraite positiviste.

Cependant, le Directeur devrait en ce cas se réserver la faculté de choisir exceptionnellement des personnages plus âgés capables par leur haute notoriété d'apporter un surcroît de prestige et d'influence au Comité.

H. — Les membres en exercice pourraient poursuivre leur office au-delà de cette limite et n'être astreints à se retirer qu'à un âge plus avancé. Il y aurait peut-être lieu de leur conférer, à ce moment, un titre honorifique, celui, par exemple, de conseiller honoraire.

III. — En ce qui est de la procédure pour l'élection éventuelle d'un Directeur, je persiste à croire en l'utilité d'un accord préalable des positivistes les plus rapprochés du siège central sur un ou, si l'on veut, plusieurs candidats à proposer aux collègues éloignés et qui n'ont pu, par observation directe et personnelle, se rendre exactement compte de la valeur comparée de leurs coreligionnaires les plus éminents.

Il y a là une appréciation d'autant plus délicate à effectuer qu'il faut chez le Directeur du Positivisme une combinaison des facultés intellectuelles, affectives et de caractère en rapport avec son rôle élevé et sa responsabilité. La correspondance inédite de Comte — récemment publiée — nous révèle à quel degré il la jugeait importante et ce qu'il lui fallait de temps et de précautions avant de former un jugement *exact, complet et ferme* sur ses disciples. Chef suprême du Positivisme, il pouvait réunir les données nécessaires pour bien baser cette appréciation. Le Directeur du Positivisme, qui remplit un rôle coordinateur, est placé pour l'exercer avec quelque sûreté, quoiqu'il n'exerce pas avec la même étendue et la même plénitude que le Fondateur, la fonction de Directeur spirituel, de guide de la conduite morale de ses coreligionnaires, réservée au futur Grand-Prêtre. Certains collègues peuvent encore, par observation, étude directe et personnelle, réunir de leur côté les éléments d'un bon jugement qui échapperait, en l'état actuel des relations et des services positivistes, à d'autres plus éloignés en l'espace. C'est à ces derniers que serviraient utilement les indications résultant des choix préalables de leurs collègues mieux informés. Le système proposé par M. Hillemand n'offrirait pas, je crois, à cet égard le même avantage.

Après cela, le suffrage d'un membre absent compterait comme celui d'un présent. Seulement il chargerait un col-

lègue présent de le représenter à un second tour si cela devenait nécessaire.

L'élu devrait réunir les  $\frac{2}{3}$  (deux tiers) des suffrages.

10. — *M. le Dr Dubuisson.*

1. *Sur la première question*, j'accepte les chiffres proposés, 30 ans au moins, 70 ans au plus, bien que j'estime que 35 vaudrait mieux que 30.

2. *Sur la seconde question*, j'estime qu'il n'y a pas lieu de fixer une limite d'âge. Il faut croire que si un membre du Comité se sent trop affaibli par l'âge, il prendra de lui-même l'initiative de sa démission. D'autre part, beaucoup d'hommes de 75 ans ne sont pas incapables de donner d'excellents conseils. Enfin, il y aurait, au besoin, un moyen terme : ce serait de décider qu'à 75 ans tout membre du Comité devient membre honoraire, sans perdre sa place dans le Comité, et peut avoir un *suppléant, qui sera son successeur*, ledit suppléant nommé dans les conditions ordinaires.

3. *Sur la troisième question*, je me rallie à la proposition du Dr Bridges, amendée par M. Corra, comme étant la plus simple et la plus pratique.

Dr PAUL DUBUISSON.

11. — *M. P. Grimanelli.*

*Sur la question I*, adhère aux limites d'âge inférieure et supérieure (30 ans et 70 ans), proposées pour l'admission des nouveaux membres du Comité Occidental.

*Sur la question II*, il n'est pas d'avis qu'il y ait lieu jusqu'à nouvel ordre de rendre obligatoire à un certain âge la retraite des membres du Comité.

Sa solution serait tout autre s'il s'agissait de la fonction directoriale.

*Sur la question III*, il adopte en principe la procédure électorale indiquée dans les propositions A et B sous les réserves suivantes :

1° Un minimum de votants sera exigé.

2° Les membres absents peuvent à la fois envoyer leur vote par correspondance pour le premier tour de scrutin

et donner mandat à un collègue de voter en leur nom aux deuxième et troisième tours, s'il y a lieu.

3° La convocation des membres du Comité spécifiera que deux réunions au moins seront tenues, l'une *préparatoire*, où seront entendues les personnes sur lesquelles pourrait se porter le choix de l'assemblée et où les membres de ladite assemblée pourront échanger leurs idées ; l'autre, à vingt-quatre heures au moins d'intervalle, où il sera procédé au scrutin.

M. Grimanelli demande, à propos de la question III qui vise la vacance de la Direction, « pour quelque cause que ce soit » si l'on ne pourrait pas traiter la question si importante de la transmission des pouvoirs directoriaux ; étudier le mode d'exercice de la fonction de contrôle, et au besoin, suivant l'expression d'Auguste Comte, de rectification, qui doit appartenir au Comité Occidental relativement à la désignation par chaque Directeur de son successeur, et aussi envisager les causes de vacance autres que le décès et la retraite normale.

Il va sans dire que cette question devrait être traitée d'une manière tout impersonnelle et que la solution n'aurait pas d'effet rétroactif.

M. Grimanelli ajoute qu'on pourrait se borner à en aborder l'examen, sauf à en ajourner la solution à une session prochaine.

12. — M. Frédéric Harrison (Président du Comité Positif Britannique, fondé par Pierre Laffitte, en 1879).

I. Je préfère des limites d'âge, comme 30 ans au moins et 70 ans au plus.

II. Je désirerais rendre obligatoire la retraite des membres du Comité à 75 ans. Comme septuagénaire moi-même, je suis convaincu qu'un Comité actif ne doit pas consister en vieillards. Quoique le conseil de certains octogénaires puisse être utile de temps en temps, je suis très sensible à la nécessité d'un renouvellement continu de toute organisation morale et spirituelle. Et cela s'applique surtout à un mouvement dont la devise annonce le « Progrès ». Le malheur



reux état de santé de notre vénéré Maître Pierre Lafitte, depuis sa 75<sup>e</sup> année, nous doit faire réfléchir. Pour moi, quoique je me sente encore en pleine vigueur corporelle et cérébrale, je me retirerai de la présidence de notre groupe à mon âge de 75 ans, et même avant cette époque.

En tout cas, les membres actuels du Comité qui passeront l'âge de 75, peuvent rester membres actifs pour cinq ans après leur nomination.

III. Je me range à la proposition du Dr Bridges, mais une réunion préparatoire, comme propose M. Justin Dévot, me paraît très utile. C'est impossible de prévenir tous les accidents.

IV. Un adjoint au Président pourrait le suppléer en plusieurs cas, et éviter plusieurs embarras.

FRÉDÉRIC HARRISON.

13. — *Madame Harrison.*

Pour la première question, j'accepte les limites d'âge proposées.

Pour la seconde question, il me semble de la première importance d'éviter la constitution d'un Comité de vieillards. Le travail propagande du Positivisme se fera probablement toujours par des hommes d'un âge mûr, enseignement, conférences, écrits, etc.; il me semble donc que ce travail doit être largement représenté dans le Comité. Le Comité se laissera la liberté pourtant d'inviter un membre quelconque de continuer à fonctionner. J'accepte la proposition de M. Swinny que tous les membres du Comité actuel soient élus pour cinq ans.

Pour la troisième question, j'hésite à prononcer; j'ai, comme femme, peu d'expérience dans les élections. Toutefois il me semble que le plus simple est le mieux. La proposition du Dr Bridges me paraît la plus simple. Je crois aussi qu'une réunion préalable facilitera ce choix, et permettra aux étrangers d'entendre les avis des autres positivistes. Dans la condition actuelle du Positivisme, il me paraît qu'un Français est indispensable pour la direction du Positivisme,

quoique j'admette que l'avenir nous indiquera peut-être le choix d'un étranger.

J'ai demandé si Auguste Comte n'avait pas l'idée que le Directeur du Positivisme choisira un associé, un adjoint, pour l'aider dans ses fonctions, pour remplir ses devoirs en cas d'absence ou de maladie, et aussi pour faire un homme capable de la grande besogne.

Signé : ETHEL B. HARRISON.

14. — *M. le Dr Hillemand.*

Honoré Directeur et honorés Collègues,

Voici mes réponses motivées aux questions qui figurent à l'ordre du jour :

1<sup>o</sup> Les fonctions du Comité Occidental devant être essentiellement de donner des appréciations motivées sur les questions soumises à son examen, d'exprimer des vœux, et d'élire le Directeur du Positivisme — opérations réclamant surtout de l'expérience, de la prudence, de la sagesse, — il me semble préférable de n'admettre dans son sein que des personnalités parvenues à l'âge de la maturité intellectuelle et éprouvées par l'expérience de la vie, c'est-à-dire ayant au moins 35 ou 40 ans.

2<sup>o</sup> Les fonctions précitées de Membre du Comité Occidental ne réclamant guère que de la prudence, de la sagesse, de l'expérience, c'est-à-dire des qualités qui persistent généralement jusqu'à l'âge le plus avancé, je ne vois pas d'avantage sérieux à fixer un âge de retraite pour les membres du Comité, tandis que je verrais un très grand avantage à fixer un âge de retraite pour la *fonction directrice* qui nécessite des qualités d'initiative, de souplesse, de décision, ordinairement en décroissance à partir de 70 ans.

3<sup>o</sup> En ce qui concerne l'élection du Directeur du Positivisme, l'adoption de la proposition de notre vénéré collègue, M. Bridges, entraînerait, je crois, dans la pratique, le grave inconvénient de mettre la nomination du chef du Positivisme entre les mains des membres français du Comité qui,

vraisemblablement, composeront toujours la grande majorité des membres présents et qui, si l'on en juge par l'élection des papes catholiques, seraient trop sollicités par les puissances temporelles et par les influences nationalistes ambiantes, à se liguier pour faire triompher une candidature française au détriment d'autres candidatures occidentales d'une plus grande valeur intrinsèque. Un tel résultat serait trop évidemment contraire à l'esprit de l'institution pour qu'on ne cherche pas à l'éviter et à permettre l'élection du plus digne, en dehors de toute considération de nationalité.

4° En ce qui concerne la proposition d'une réunion préparatoire des membres du Comité les plus rapprochés de Paris, à l'effet de s'entendre pour désigner le candidat qui serait soumis au choix définitif du Comité, elle me semble justiciable des mêmes critiques générales et ne me paraît se recommander par aucun argument valable. Si, en effet, les membres les plus rapprochés de Paris, c'est-à-dire les membres français peuvent, à la rigueur, être préjugés les plus compétents pour choisir parmi les candidats français, en quoi peuvent-ils être plus compétents que leurs autres collègues occidentaux pour apprécier la valeur et les mérites de candidats anglais, suédois, portugais, mexicains, brésiliens, haïtiens, etc. ?

5° Enfin la pratique de plusieurs tours de scrutin, après le premier vote, risquerait, à mon sens, d'aboutir à des marchandages indignes et à la nomination de quelque tierce médiocrité dont la candidature serait soulevée au dernier moment par le parti en minorité pour faire échec au parti opposé, avec le concours des inévitables *modérés*. Pour faire échec à un Jules Ferry, on nommerait un Carnot; pour faire échec à un Rampolla, on nommerait un Sarto.

6° Mon projet me semble précisément offrir l'avantage de prévenir ces divers inconvénients : — en empêchant la trop grande prépondérance de l'élément français dans le vote et en écartant ainsi le danger de faire de la Direction du Positivisme un monopole français; — en évitant les intrigues et les marchandages qui s'observent presque inévitablement entre les divers tours d'un scrutin; — en assurant à tous les

membres du Comité le moyen d'exercer leur fonction et en les obligeant moralement, dans l'hypothèse que leur candidat préféré ne serait pas le candidat préféré par la majorité de leurs collègues, à choisir plusieurs candidats et à les classer, par ordre de mérite, à leur estimation.

J'ajoute, qu'à la réflexion, les coefficients 5, 4, 3, 2, 1, seraient peut-être préférables aux coefficients 10, 8, 6, 4, 2.

Dr CONSTANT HILLEMAND.

15. — *M. Ingram.*

*A Monsieur le Dr Hillemand*

19 César  $\frac{59}{16}$  (10 mai 1904).

Cher Monsieur et honoré Collègue,

Il n'est pas possible pour moi d'assister à la séance du Comité Positif Occidental qui aura lieu dimanche prochain 15 mai. Je vous prie de vouloir bien me représenter dans cette séance. Connaissant par notre correspondance la conformité de vos vues avec les miennes sur les questions qui seront considérées dans la réunion, je vous autorise de voter en mon nom comme bon vous semblera.

Salut et fraternité.

JOHN K. INGRAM.

16. — *M. le Dr Jabely*

Bénévent-l'Abbaye (Creuse), 11 mai 1904.

Monsieur et cher Directeur,

Je viens m'excuser de ne pouvoir assister à la prochaine séance du Comité Positif Occidental. Ma santé ne me permet pas d'entreprendre le voyage.

C'est à peine si je me sens la force de répondre aux questions à l'ordre du jour ; dans tous les cas, je n'ai pas celle de les motiver comme il le faudrait et d'en discuter les différents aspects.

La privation que j'éprouve de ne pouvoir me joindre plus souvent, et particulièrement en ce moment, à vous et à nos chers collègues me disposerait à faire une réponse affirmative aux questions I et II : opportunité de fixer une limite d'âge de 30 à 70 ans, avec retraite obligatoire à 75 ans. Mais mon cas n'est qu'un cas particulier et je sens très bien les objections qu'on pourrait faire à cette opinion.

Sur la question III, j'émettrai le vœu préalable de maintenir le principe d'hérédité sociocratique posé par Auguste Comte, *le prédécesseur instituant le successeur* ; et, par conséquent, le vœu que, autant que possible, le Directeur en fonctions désigne son successeur et même, en cas de non acceptation du premier ou des premiers désignés, *plusieurs successeurs éventuels* par rang de préférence.

Si, pour une cause quelconque, il fallait jamais recourir à l'élection, cette désignation me semblerait préférable à celle qui pourrait résulter de la réunion préparatoire proposée par l'alinéa 2 de l'article B.

Je motive ce vœu par le fait que : les relations toutes naturelles du Directeur avec les membres du Comité et la plupart des positivistes militants lui permettent d'apprécier mieux que personne les aptitudes quelconques des différents membres de l'Église Positiviste et de faire ainsi le meilleur choix *possible*. (Je souligne possible.)

J'accepte les propositions des alinéas 1 et 3 : — 1<sup>o</sup> que tous les membres du Comité, absents ou présents, doivent donner leur avis motivé ; — 3<sup>o</sup> que le choix doit avoir lieu dans la même journée.

Au sujet des propositions A et C de nos deux éminents collègues, M. le Dr Bridges et M. le Dr Hillemand, je leur adresse de sincères remerciements pour le mode de scrutin proposé, tout en me ralliant de préférence à celui du Dr Hillemand.

Veillez agréer, Monsieur et cher Directeur, avec l'expression de tous mes regrets de ne pouvoir me rendre à votre convocation, celle de mes sentiments respectueux et dévoués.

Dr JABELY.

17. — *M. Keüfer*

Accepte les limites d'âge de 30 et 70 ans pour l'admission des futurs membres du Comité Occidental, mais n'admet pas de retraite obligatoire à un certain âge.

Sur la question III, se range à l'avis du Dr Bridges.

18. — *M. Samuel Kun.*

Budapest, le 24 avril 1904 (2 César 116-Léonidas).

Mon cher Maître,

J'ai reçu votre convocation pour la réunion du Comité Positif Occidental du 15 mai prochain. Voici ma réponse aux questions à l'ordre du jour :

I et II. — Je ne vois pas la nécessité de fixer une limite d'âge, soit inférieure, soit supérieure, pour l'admission ou la retraite des membres du Comité. Il n'y a, à mon avis, aucun inconvénient à ce que le dit Comité soit composé de personnes d'un âge mûr, voire de vieillards. Libre à ceux qui sentent approcher l'âge critique (celui de l'archevêque de Grenade dans la composition de Lesage) de faire choix d'un suppléant ou d'un successeur, sauf avis au Directeur et au Comité.

III. — En cas de vacance imprévue et quand, par une raison quelconque, le Directeur en fonctions n'a pas pu régulièrement désigner son successeur et le soumettre à l'approbation du Comité et du public positiviste : alors, parmi les procédures énumérées, je me rallie à la proposition de notre collègue M. Bridges comme la plus simple et la plus pratique. D'un côté, les membres présents seront forcément mieux au courant des personnes et des choses. Et, d'un autre côté, la majorité de 2/3 exigée me paraît une garantie suffisante contre les entraînements irréfléchis, comme aussi contre l'esprit de coterie. Un règlement minutieux me semble d'autant moins nécessaire qu'il s'agit d'un cas exceptionnel, la désignation régulière du nouveau fonctionnaire par l'ancien, selon le mode indiqué par Auguste Comte — et qu'il serait imprudent de rejeter avant de l'avoir mis à l'essai — me paraît devoir être la règle en pareille occurrence.

Permettez-moi de revenir brièvement sur les points de l'ordre du jour qui ont été traités à la 1<sup>re</sup> réunion.

1<sup>o</sup> Je dois réparer une omission de mon 1<sup>er</sup> avis, c'est que j'adhère sans réserve au projet d'organisation et à l'Exposé des motifs qui le précède.

2<sup>o</sup> Je n'ai jamais mis en doute la transmission régulière des pouvoirs de notre Directeur actuel et je considère toute discussion à ce sujet comme oiseuse et inconvenante. Quand même il y aurait des points douteux en cette matière — ce que j'ignore — l'amélioration graduelle de la fonction et de l'organe me semble mieux convenir à l'esprit de notre doctrine que le bouleversement de ce qui existe, sans une vue précise sur ce qui doit être mis à la place.

3<sup>o</sup> M'inclinant devant l'unanimité de mes honorables collègues, je me rallie ultérieurement à leur avis favorable à l'admission de dames dans le Comité. Je serais heureux d'y saluer à titre de collègue M<sup>me</sup> Émile Antoine, née Virginie Robinet, dont le nom a été mis en avant par plusieurs membres du Comité. Les titres exceptionnels de la famille Robinet qui a été, dans les temps les plus difficiles, comme l'épine dorsale du Positivisme, les éminents services que notre regretté confrère et ami Antoine n'a cessé de rendre à notre cause, ainsi que le dévouement sans réserve et les qualités personnelles de cœur et d'esprit de sa veuve, rendent ce choix légitime et l'imposent pour ainsi dire.

4<sup>o</sup> Je n'ai aucune objection contre l'agrégation au Comité du vaillant rédacteur du *Mechveret*, Ahmed Riza.

Veuillez accepter, mon cher Maître, l'expression de mon dévouement et de mon respect inaltérables.

Je salue cordialement les membres du Comité positif occidental.

SAMUEL KUN,  
237, Hungàriakórut.

19. — *M. Molenaar.*

Munich, 15 avril 1904.

Cher Monsieur et honoré Directeur,

Malheureusement il m'est impossible de prendre part à la

séance du 15 mai. Je voudrais déléguer mon droit de vote — le cas échéant — à *M. Corra*.

Permettez-moi de faire les propositions suivantes :

1° Qu'un *statut* soit dressé fixant les droits et les fonctions du Comité, du Directeur et des Membres. Ce statut ne devrait pas être accepté, ni changé qu'à une majorité des trois quarts du nombre total des membres, réservant au Directeur le droit d'un triple vote.

2° Que, dans ce statut, chaque membre reçoive le droit de proposer un ordre du jour.

3° Que chaque ordre du jour contienne un titre nommé *actualités* (propositions non fixées auparavant).

4° Que le titre « Directeur du Positivisme » — le Positivisme étant une doctrine et, partant, ne comportant pas de directeur — soit remplacé par celui de « Président du Comité *positiviste international* » — l'Occidentalité du XIX<sup>e</sup> siècle faisant de plus en plus place à l'internationalisme planétaire.

5° Que la prochaine séance s'occupe de la revision (modernisation) du *Calendrier positiviste*.

6° Que les séances soient tenues dans les premiers jours de septembre.

Quant à l'ordre du jour pour la séance prochaine, je me permets d'ajouter les modifications que je croirais utiles.

Veuillez, cher Monsieur et Confrère, regarder ces simples suggestions (qui probablement sont tout à fait superflues, parce que des propositions semblables seront sans doute faites par des membres beaucoup plus compétents que moi) comme un faible signe de l'intérêt que j'apporte à notre grande et noble cause, et recevoir l'expression de mon sincère dévouement avec les meilleurs vœux pour votre santé....

Salut et fraternité.

H. MOLENAAR.

Relativement à l'ordre du jour, M. Molenaar accepte la limite d'âge de 30 ans au moins pour l'admission au Comité, sans limite supérieure.

Il n'admet pas de retraite obligatoire à un certain âge.

Sur la troisième question, M. Molenaar écarte la propo-



sition A du Dr Bridges; accepte l'alinéa 1<sup>o</sup> de la proposition B, ne se prononce pas sur l'alinéa 2<sup>o</sup> et modifie l'alinéa 3<sup>o</sup> de la manière suivante :

3<sup>o</sup> Que le choix doit avoir lieu à la majorité des deux tiers du nombre total des membres du Comité, et que, en cas d'un second tour de scrutin, tous les membres soient consultés de nouveau.

A la proposition C, du Dr Hillemand, M. Molenaar voudrait ajouter ce qui suit :

5<sup>o</sup> Pour que le choix reste secret, il faut qu'avant la lecture des bulletins, le secrétaire et les scrutateurs détruisent toutes les enveloppes qui portent la signature et le sceau du membre respectif.

6<sup>o</sup> Chaque membre désigné doit immédiatement quitter le local, pour que le nouveau Directeur n'apprenne pas le nombre des points qu'il a obtenus.

Enfin, M. Molenaar demande qu'il soit donné lecture au Comité, dans sa réunion du 15 mai, de la communication ci-après :

« Dans sa réunion du 7 mai, la Société Positiviste de Munich a accepté unanimement l'ordre du jour qui suit, après une conférence sur la Sociolâtrie et l'importance du Calendrier positiviste pour celle-là, c'est-à-dire pour l'introduction graduelle du Culte de l'Humanité.

#### « RÉOLUTION.

« Considérant qu'il est nécessaire de remplacer le Calendrier des Saints catholiques par un Calendrier des Grands Hommes ;

« Considérant que cette idée a été excellemment réalisée par Auguste Comte pour son temps, c'est-à-dire pour le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ;

« Considérant que ce Calendrier est aussi relatif que tout ici-bas et que sa modernisation est devenue aussi inévitable qu'indispensable ;

« La Société Positiviste de Munich prie le Comité Positif Occidental, qu'elle regarde comme seul compétent dans ces questions, de vouloir bien mettre à l'ordre du jour de

« sa prochaine réunion la revision du Calendrier positif.  
« viste.

« Au nom de la Société Positiviste de Munich,

« *Le Président,*

« HEINRICH MOLENAAR. »

20. — *M. Simon*

Estime que les nominations doivent être faites par le Directeur, sous son entière responsabilité. Il pense, du reste, que les limites de 30 ans et 70 ans sont convenables pour l'adjonction de nouveaux membres.

S'oppose à la retraite obligatoire à un certain âge, même à 75 ans, des membres du Comité. Il appartiendra au Directeur de leur nommer un suppléant quand ce sera nécessaire, sans pour cela leur interdire d'assister aux séances.

En ce qui concerne la nomination du Directeur nouveau en cas de vacance, M. Simon se rallie, comme étant la plus simple, la plus rapide, et présentant le moins d'inconvénients, à la proposition du Dr Hillemand.

21. — *M. Swinny*

Est partisan de la fixation de deux limites d'âge pour l'entrée au Comité, l'une inférieure, 30 ans au moins, l'autre supérieure, 70 ans au plus.

Sur la question II, M. Swinny croit à la nécessité d'une retraite obligatoire à 75 ans ; mais il demande que les membres actuels du Comité qui sont près d'atteindre cet âge restent en fonctions encore pendant cinq ans.

Il ne voudrait pas que les membres parvenus à l'âge de la retraite fussent privés du droit d'assister aux séances et de prendre part aux travaux du Comité, leur expérience leur permettant encore de rendre d'utiles services par leurs conseils. Ils pourraient siéger en qualité de membres honoraires, mais il leur serait adjoint un membre actif dont la voix serait seule comptée, lorsqu'il s'agirait de voter.

M. Swinny se range, sur la question III, à l'avis du Dr Bridges.

## 22. — M. Vaillant

Se range à l'avis exprimé par M. Beesly en ce qui concerne la question I ;

A l'avis de M. Swinny relativement à la question II ;

Et à celui du Dr Hillemand sur la question III.

La séance est suspendue à midi pour être reprise à trois heures.

A trois heures, le Président ouvre la discussion sur l'ordre du jour.

1<sup>re</sup> QUESTION. — *Y a-t-il lieu de fixer des limites d'âge, inférieure et supérieure, pour être admis désormais à faire partie du Comité Positif Occidental ? — Par exemple : 30 ans au moins, 70 ans au plus ?*

La majorité des membres présents (auxquels est venu s'adjoindre M. Hillemand) ou représentés se prononce en faveur de l'adoption de deux limites d'âge, qui seraient fixées, l'une à 30 ans au moins, l'autre à 70 ans au plus.

2<sup>e</sup> QUESTION. — *Y a-t-il lieu de rendre obligatoire à un certain âge la retraite des Membres du Comité ?*

Le Comité est d'avis qu'il n'y a pas lieu, en ce moment, de prendre cette mesure.

3<sup>e</sup> QUESTION. — *En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, de la Direction du Positivisme, comment le Comité Positif Occidental procédera-t-il au choix du nouveau Directeur ?*

La proposition du Dr Bridges, prise dans son ensemble, semble avoir la préférence des membres du Comité.

Néanmoins, les Membres présents ont adhéré en majorité à un amendement de M. Corra, ainsi conçu : « La majorité des  $\frac{2}{3}$  sera, non pas celle des membres présents, mais celle de tous les membres composant le Comité ; on pourra voter par correspondance. En cas

de second et de troisième tours de scrutin, on se contenterait d'une majorité simple. » Enfin une forte minorité s'est prononcée en faveur de la proposition du Dr Hillemand.

Le Président dit que l'opinion du Comité ne lui semble pas suffisamment arrêtée et qu'il y aurait lieu de chercher une formule capable d'obtenir un assentiment plus général. Ayant entendu la discussion, il croit être maintenant en état de se former une opinion, qu'il fera ultérieurement connaître avec les motifs à l'appui, en publiant dans la *Revue Occidentale* le compte-rendu de la séance. Il ne prétend pas, d'ailleurs, imposer son opinion et recevra avec reconnaissance toutes les observations qu'on voudra bien lui faire à ce sujet, de manière à pouvoir donner lecture, à la prochaine séance du Comité occidental, d'un texte définitif.

Le Président donne ensuite au Comité divers renseignements relatifs à la succession, non encore liquidée, de M. Pierre Laffitte. Il annonce qu'il fera tout le possible pour conserver la bibliothèque et réaliser les intentions du plus ancien et plus illustre disciple d'Auguste Comte.

L'Assemblée se sépare à cinq heures et demie.

*Le Directeur du Positivisme,  
Président du Comité Positif Occidental,*

CH. JEANNOLLE.

*Le Secrétaire,*  
A. VAILLANT.

## CONCLUSION

Sur la question I de l'ordre du jour de la séance du 15 mai 1904 du Comité Positif Occidental, je me range à l'avis général du Comité, tout en faisant observer que, d'après l'article 3 des statuts d'organisation, les nominations sont faites par le Directeur du Positivisme seul,

sous sa propre responsabilité, et que les limites tracées ne sauraient avoir le caractère de règles inflexibles, ne souffrant aucune exception.

Quant à la question II, tout en partageant l'opinion de nos collègues d'Angleterre, je pense que le Comité se priverait de services qui seront longtemps encore précieux, pour ne pas dire nécessaires, en les mettant dans l'obligation de se retirer si peu de temps après leur entrée. Ce serait à leur égard une véritable ingratitude. Tant que le Comité sera voué à une besogne de constitution, il aura besoin surtout de vieillards expérimentés ; or, cette besogne est loin d'être achevée. Il s'agit surtout en ce moment de maintenir les traditions positivistes qui sont plus ou moins menacées ; c'est à ceux qui les ont suivies toute leur vie qu'il appartient de les fixer définitivement dans ce qu'elles ont d'essentiel, sans pour cela opposer au progrès une routine étroite et aveugle, car si nous devons être organiques, nous devons aussi être relatifs.

Le mode normal d'avènement à la direction du Positivisme est l'hérédité sociocratique : le prédécesseur instituant son successeur, sous la sanction de l'opinion de l'ensemble des positivistes, et d'abord du Comité Occidental. Mais il peut se présenter des cas où la fonction devienne vacante, soit que le dernier titulaire n'ait pas désigné de successeur, soit que le successeur choisi ne veuille ou ne puisse pas occuper le poste. En pareille occurrence, le Comité Positif Occidental, resté le seul organe des intérêts généraux du Positivisme, est naturellement chargé d'assurer la perpétuité de l'indispensable fonction de direction générale en pourvoyant au remplacement de l'ancien chef.

Il est tout d'abord évident que, la nomination du nouveau chef intéressant tous les positivistes, tous les membres du Comité Occidental doivent être mis en mesure de participer effectivement à cette nomination.

Il est, d'autre part, à peu près certain que les membres parisiens du Comité se réuniront spontanément dès qu'ils auront été avisés de la vacance et qu'ils feront un choix

provisoire dont les autres membres français et ceux qui habitent les pays voisins seront promptement instruits. Or, il est plus que probable que les membres qui assisteront à la séance d'élection seront presque exclusivement ceux qui habitent Paris ou dont le domicile n'en est pas très éloigné, et que la majorité des membres présents sera française et peut-être même parisienne.

D'où il résultera que, si l'élection est faite par les membres présents, l'élu sera presque inmanquablement un Parisien.

Le choix ne serait probablement pas mauvais, mais serait-il le meilleur possible? On ne saurait l'affirmer. Il se pourrait fort bien que l'homme le plus apte à diriger le Positivisme résidât hors de Paris, hors de France, et, qui sait? hors d'Europe.

Je crois donc qu'il est nécessaire que tous les membres du Comité puissent, dès le début, prendre une part active, et non pas seulement consultative, à l'élection. L'autorité de l'élu en serait singulièrement fortifiée.

La nécessité d'avertir les membres les plus éloignés et de recevoir d'eux une réponse mûrement réfléchie, ne permet pas de faire une élection immédiate. Un délai de six à sept semaines serait déjà obligatoire et devra s'étendre à deux et même trois mois quand le Positivisme aura suffisamment pénétré dans l'Extrême-Orient.

Ce délai inévitable rend superflue la réunion préparatoire demandée par notre collègue M. Justin Dévot. Avant d'envoyer leurs réponses, les membres, même les plus éloignés, connaîtront les candidats ayant chance d'être élus, grâce aux communications qui leur seront spontanément adressées de France et des pays voisins en vue de les gagner à telle ou telle candidature.

Je pense qu'il importe d'éviter les transactions qui ont toujours lieu entre les divers tours de scrutin, et que, non seulement l'élection doit se faire dans la même journée, mais encore dans la même séance et par un seul tour de scrutin. La délégation de son droit de vote faite par un collègue absent à un collègue présent n'a pas mes sympathies, parce qu'il n'est jamais sûr que le délégué vote

comme l'aurait fait celui qu'il représente, s'il avait assisté à la séance, et que toute rectification est impossible.

Pour tous ces motifs, c'est à la proposition du Dr Hillemand que je donne la préférence. Elle ne semble compliquée que parce que, pour la faire mieux comprendre, il est entré dans le détail des opérations du scrutin, tandis que les auteurs des autres propositions se sont contentés d'en faire connaître le principe, s'en rapportant aux assistants pour trouver la meilleure manière de compter les voix.

Je rédigerais comme il suit cette proposition, légèrement amendée :

1° Chaque membre du Comité devra faire parvenir au secrétaire, avant la séance, la liste, signée de lui, des candidats qu'il juge capables de diriger le Positivisme, inscrits par lui dans l'ordre de ses préférences avec indication sommaire des motifs du classement.

La liste ne devra pas contenir plus de trois noms et pourra n'en contenir que deux ou même qu'un seul.

2° Le jour de la séance, il sera donné lecture des listes et il sera pris note des indications qu'elles renferment, en ayant soin de mettre à la suite de chaque nom prononcé le chiffre marquant le rang qu'il occupe dans la liste correspondante.

3° La lecture des listes terminée, on formera un second tableau contenant les noms des candidats et l'on inscrira à la suite de chaque nom le total des chiffres fourni pour ce nom par le premier tableau.

4° Le candidat élu sera celui dont le nom correspond au *plus petit* de ces totaux. Il sera proclamé séance tenante Directeur du Positivisme.

En cas d'égalité de points, la préférence sera donnée au plus âgé.

Cette proposition a toutefois le même défaut que toutes les autres : elle ne prévoit pas les abstentions. Il serait donc nécessaire d'y adjoindre un article stipulant que l'élection n'aura lieu au jour fixé que tout autant que le nombre des votants sera au moins égal aux trois quarts du nombre total des membres du Comité. S'il n'en était pas ainsi, l'élection

devrait être renvoyée à une date ultérieure ; mais il est aisé de se représenter les inconvénients de toute nature qui résulteraient d'un tel renvoi. Il doit être évité à tout prix.

L'abstention volontaire, dans un cas aussi important, devrait être considérée comme une démission, s'il était permis d'imaginer, de la part d'un membre du Comité, une telle méconnaissance des obligations qu'il a contractées en acceptant d'y siéger.

Enfin, je ne serais pas éloigné, suivant l'opinion de M. le Dr Jabely, d'imposer au Directeur en fonctions l'obligation morale de dresser lui-même, avant d'arrêter définitivement le choix de son successeur, la liste par ordre de préférence de ceux qu'il juge aptes à être proposés, en cas de vacance, au choix du Comité Positif Occidental. Si la vacance venait à se produire, cette liste serait jointe, par le secrétaire, à l'avis de convocation adressé à tous les membres du Comité.

Une telle liste guiderait utilement, sans les limiter, les choix des membres éloignés.

CH. JEANNOLLE.

---



# TRANSITION

*Roman Positiviste.*

---

*« C'est l'heure du crépuscule qui finit  
et de l'aube blanchissante ».*

(SAINTE-BEUVE).

## PREMIÈRE PARTIE

### CHAPITRE I

Au coup de quatre heures, les garçons de l'Ecole laïque du Quartier d'Outre-Loire, qui est le quartier le plus industriel de Bourneuf, sortirent deux par deux et défilèrent en bon ordre le long du trottoir. Ils furent sages comme des agneaux tant qu'ils restèrent sous l'œil d'un jeune maître-adjoint qui les guettait sur le pas de la porte. Mais, dès qu'ils arrivèrent au carrefour Saint-Thomas, ils se dispersèrent avec bruit. Quelques taloches sournoises furent distribuées de part et d'autre, traites tirées pendant la classe et payées largement sans escompte à l'échéance. Les comptes réglés, la troupe se divisa en pelotons qui se dirigèrent, sans trop de hâte, vers les demeures paternelles.

En arrivant à la hauteur des Quinconces, l'une des escouades qui se composait encore d'une dizaine de bambins s'arrêta, pour jouer « au loup perché » sur les

bancs de la promenade : c'était une tradition. Mais, au bout de trois minutes, Marcel Martin, qui était la forte tête de la bande, déclara que ce jeu-là était « rasant » et proposa d'aller chercher querelle aux *Choucas*, ce qui fut accepté immédiatement avec allégresse.

Dans l'argot spécial aux écoliers de Bourneuf, le mot *Choucas* désignait d'une façon générale tous les jeunes gens qui recevaient l'éducation dans les établissements congréganistes, aussi bien les petits prolétaires de l'École des Frères que les jeunes bourgeois de l'Institution Sainte-Marie, dirigée par les Jésuites. Il est à peine besoin d'indiquer que le langage populaire, imprégné d'esprit gaulois, applique à tout ce qui porte la robe noire l'épithète générique de *corbeau*. Or, le *choucas*, nul ne l'ignore, représente une des plus noires familles de l'espèce corvine.

Depuis longtemps, la ville était ainsi divisée en deux camps, les querelles politiques et religieuses retentissant jusque dans le jeu des écoliers. Et, de fait, c'était l'École qui donnait l'estampille aux tendances politiques des familles. A Paris et dans les très grandes villes, ces détails de l'éducation de l'enfance ne sont pas examinés à la loupe. Tout cela se perd dans le grouillement de la foule. Mais, en province, où la vie privée s'étale dans une maison de verre, les opinions présumées de chaque individu sont passées au crible, et le meilleur moyen d'opérer, à cet égard, une statistique sérieuse se résume à savoir quel est l'enseignement préféré.

Autour des écoles primaires, les partis avaient engagé un combat acharné. Tout d'abord, les adversaires avaient couvert leurs haines d'une apparence de loyauté. On avait surtout fait appel, pour attirer la confiance des familles, aux règles ordinaires de la bonne concurrence commerciale. Puis, les classes riches qui surveillent d'un œil jaloux le recrutement des Écoles chrétiennes

étaient intervenues en leur faveur de tout le poids de leur lourde influence.

Dans le quartier miséreux d'Outre-Loire, où se dressent par dizaines les hautes cheminées qui, par le vent du sud, couvrent la ville de nuages fumeux, les patrons d'usine avaient formé un puissant syndicat de défense religieuse. Jamais un journaliste socialiste ne put affirmer avec preuves à l'appui qu'un industriel eût mis un ouvrier à la porte sous le prétexte qu'il envoyait ses enfants à la « Laïque » ; mais les travailleurs, pères de famille, savaient fort bien que les indépendants étaient « saqués », suivant l'énergique expression du crû, pour le moindre motif. Les places stables, celles qui ne connaissent pas le chômage, étaient toujours réservées aux privilégiés que recommandait le presbytère.

Le curé de la paroisse, l'abbé Loche, était un de ces démocrates chrétiens qui poussent le prosélytisme jusqu'au point d'effrayer l'Évêché. Il ne reculait devant aucun moyen pour emplir ses écoles. Il avait fondé un patronage catholique dans lequel les jeunes ouvriers trouvaient, le dimanche et parfois le soir des jours ouvrables, des journaux, des revues, une petite bibliothèque, un billard, des jeux variés, de la bière et du tabac. On fournissait même aux jeunes soldats, à qui l'établissement était recommandé par leurs chefs, tout ce qu'il fallait pour correspondre avec leur famille, y compris le timbre-poste.

L'École chrétienne apparaissait donc aux yeux des prolétaires comme une sorte de forteresse politique. Une guerre ouverte était déclarée entre les deux enseignements qui groupaient autour d'eux leur clientèle distincte. Des familles en étaient ainsi arrivées à se détester cordialement. Il était de mode, dans le milieu catholique, de mépriser l'École laïque. A force d'entendre répéter dans les discours de distributions de prix, présidées par

les marguilliers de la paroisse, que l'École neutre était l'Ecole du vice, les mères de famille, élevées pour la plupart par les « bonnes Sœurs », avaient fini par croire que l'Enseignement communal ne formait que des voyous ; ce préjugé était entretenu par ce fait que les Frères, exigeant une légère rétribution mensuelle, recevaient rarement des écoliers extrêmement pauvres. D'où cette croyance que les élèves des Ignorantins formaient, dans le peuple, une espèce d'aristocratie.

Quant aux Sœurs, elles avaient tourné la difficulté d'une façon très habile : elles mettaient dans une classe à part les enfants indigentes ou trop mal vêtues. Elles opéraient ainsi une sélection fort goûtée par les mamans dont les maris étaient contre-maitres ou artisans d'élite. « Au moins, disait l'une d'elles, nos filles ne sont-elles pas mêlées, chez ces « Dames », à la lie du peuple ! »

Aussi, à la longue, il s'était établi, entre les enfants de chaque enseignement, une antipathie qui se manifestait souvent par des batailles rangées. A plusieurs reprises, le Maire avait dû faire garder les abords des Écoles par des agents de police, et, malgré les précautions prises, malgré les recommandations des maitres, il éclatait toujours par ci par là quelque bagarre.

Marcel Martin, qui venait d'atteindre ses treize ans, était un enfant intelligent. Il avait passé de bonne heure son certificat d'études primaires, et le directeur de l'École avait insisté auprès de son père nourricier, Nicolas Farges, le mécanicien de la scierie Duflon, pour le conserver un an de plus afin de le préparer à l'École Professionnelle.

Le gamin était petit mais râblé, fait au moule « comme tous les enfants de l'amour », disaient les commères. Il avait de jolis yeux éveillés et une démarche aisée qui tranchait sur celle de ses camarades plus lourdauds. Ses cheveux épais, coupés en brosse, se heurtaient les uns

contre les autres ainsi que les épis d'un champ de blé renversés par un vent contraire. Son cou robuste émergeait d'une chemise de toile grossière, liée au cou par une cravate que de nombreux lavages avaient rendue de couleur indécise et qui pendait comme un drapau. Les vêtements étaient usés, reprisés, mais propres, et les chaussettes, un peu fatiguées, retombaient sur de gros souliers au bout desquels le père Farges lui-même ajustait, de veillée, des armatures de fer blanc.

C'était ce gaillard qui avait pris la direction de la petite troupe des écoliers du quartier. Sa proposition de courir sus aux « Choucas » avait été acceptée avec d'autant plus d'enthousiasme que l'Ecole ayant reçu une forte « râclée » dans la dernière rencontre, avait une revanche à prendre.

Le lieu du combat était tout indiqué. Beaucoup d'élèves congréganistes habitaient sur la rive droite et étaient obligés de venir traverser le pont de la Grande-Chaine : il suffisait d'aller les attendre auprès du débarcadère des bateaux. Ce fut de ce côté que Martin entraîna « ses hommes » au pas de course.

Les « Choucas » n'étaient pas animés d'une ardeur moins belliqueuse que leurs adversaires ; ils étaient d'ailleurs en nombre respectable et les deux troupes, après que les principaux guerriers se furent injuriés à la façon des héros d'Homère, ne tardèrent pas à tomber l'une sur l'autre à bras raccourcis. Coups de poings, coup de pieds et coups de sacs d'écoliers plurent dru comme grêle. Après le premier choc, la bande de l'Ecole libre donna des signes d'inquiétude, puis brusquement lâcha pied. Les laïques poussèrent un cri de triomphe et ils se préparaient à donner une vigoureuse chasse à l'ennemi dans les rues qui débouchaient sur le fleuve, lorsqu'un événement inattendu changea la face du combat.

Quatre élèves du Pensionnat Sainte-Marie, vêtus de

complets gris et coiffés d'une casquette de drap bleu, descendaient la rue Nationale. D'un coup d'œil, ils jugèrent la situation et se précipitèrent au secours de leurs petits camarades de l'École chrétienne. Ces derniers reprirent courage, gagnèrent les quais, saisirent des pierres sur des tas de grave que les mariniers avaient débarqués dans la matinée ; Martin et ses camarades en firent autant ; la bataille reprit plus ardente et plus dangereuse.

Les jeunes bourgeois, ennuyés de la tournure que prenait l'affaire, entendant les pierres siffler à leurs oreilles, quétaient du regard la venue d'un agent de police et faisaient en vain signe d'intervenir à des mariniers qui regardaient en ricanant ce spectacle.

Tout d'un coup, Marcel Martin jeta un cri perçant, étendit les bras et tomba comme une masse, tandis que les gamins, effrayés, s'enfuyaient des deux côtés à tire d'aile.

En un instant, la place fut nette ; il ne restait plus sur le bord de l'eau que les quatre complets gris penchés sur le corps inanimé de l'enfant.

## CHAPITRE II

La troisième République a vu se produire, dans l'Enseignement secondaire, un phénomène assez singulier. A mesure que la démocratie s'enflait comme une marée, les Lycées et Collèges chargés de donner, au nom de l'État, l'enseignement neutre, perdaient une partie de leur ancienne clientèle.

Sous le second Empire, l'éducation secondaire était encore le privilège de la grande et de la moyenne bourgeoisie. Une grosse partie de la classe aisée se piquait de libéralisme ; beaucoup de bonapartistes, demeurés

fidèles à la tradition de 1830, étaient teintés de Voltairianisme. Les Jésuites et autres moines spécialistes en matière éducative ne recevaient guère dans leurs établissements que les fils de l'aristocratie ou de la bourgeoisie cléricale. L'Université, sous la vigoureuse impulsion de Duruy, obtint un moment de vogue extraordinaire. Certes, l'enseignement congréganiste ne devint jamais une quantité négligeable, mais il demeurait cantonné dans un domaine réservé et au-delà duquel il ne semblait pas jamais devoir s'étendre.

Quand la République fut proclamée, et surtout, quand, vers 1878, elle devint un fait, la fameuse prédiction de Gambetta s'accomplit à la lettre : on vit apparaître, sortant pour ainsi dire de dessous terre, de nouvelles couches sociales qui demandaient leur place au soleil.

Pendant près d'un siècle, sous différents régimes, le pouvoir avait été concentré effectivement entre les mains d'une classe, nouvelle aristocratie d'argent, à laquelle la Révolution Française semblait avoir uniquement profité. Elle avait accaparé les places, les honneurs, l'influence politique. L'intrusion brusque de la Démocratie eut pour résultat principal de provoquer chez tous les pourvus un mouvement de mauvaise humeur.

Voici une table bien servie autour de laquelle une douzaine de convives dînent grassement. Ils sont confortablement assis dans de larges fauteuils et s'y prélassent à leur aise en écartant les coudes. Or, timidement, sans bruit, dans les intervalles, de nouveaux arrivants s'installent sur de modestes tabourets ; ils repoussent doucement les coudes qui défendaient l'approche de la table ; ils étendent à leur tour les bras vers les victuailles et mangent copieusement comme des gens qui, depuis longtemps, avaient le ventre vide. Jugez de l'effarement des premiers hôtes.

Dans le département de la Basse-Loire dont Bourneuf était le chef-lieu, la Démocratie n'avait pas tardé à dessiner sa force naissante. Jusqu'alors, dans les communes rurales, le pouvoir municipal avait appartenu au châtelain, au grand propriétaire, au notaire ou, plus rarement, au médecin qui vit davantage rapproché du peuple. Les idées nouvelles donnèrent aux paysans le sentiment d'une indépendance qu'ils ne soupçonnaient pas jadis. Ils se dirent : « Nous sommes le nombre, pourquoi ne ferions-nous pas nos affaires nous-mêmes ? » Cette réflexion se traduisit pratiquement par une mise des Bourgeois à la porte de la Maison commune. Dans huit bourgs sur dix, ce fut un cultivateur, un homme en blouse qui devint magistrat municipal. Et lorsque le paysan eut ainsi conquis le pouvoir communal, il prit à peine le temps de respirer et voulut faire entrer les siens dans les assemblées départementales.

D'autre part, la Démocratie, sentant fort bien que l'instruction était la clef des pouvoirs publics, s'arrangeait de façon à pourvoir largement ses enfants du seul capital qui puisse lutter avantageusement contre le capital-écus. Le nombre des boursiers fut décuplé et il n'y eut plus, dans une famille pauvre, un seul enfant dont l'intelligence risquât de demeurer en friche.

Dans toutes les fonctions et dans toutes les professions, on vit surgir une foule de jeunes gens du peuple, arbustes vigoureux en raison du principe qui veut que la pauvreté soit le meilleur fumier de la culture intellectuelle. Durs au travail, dévorés par l'envie d'arriver, de sang riche et de résistance forte, ils organisèrent aux produits de la Bourgeoisie une concurrence désastreuse.

Les anciennes classes dirigeantes poussèrent alors un cri d'alarme. Instinctivement, elles se jetèrent dans les bras de l'Église catholique, dont le rôle est essentiellement conservateur. Avec une patience et une habileté



infinies, l'Église, qui trouvait son compte dans une alliance avec la richesse, s'efforça de répondre à la confiance qu'on lui témoignait.

Elle sut d'abord admirablement poser le problème dont la solution lui était demandée. Dans une Société où la foule est toute puissante par l'exercice du Suffrage universel, il s'agit de conquérir le nombre. Or, dans cette foule, l'Église comptait déjà une clientèle énorme, les femmes. De ce côté, presque rien à faire : il n'y avait qu'à consolider. Elle disposait en plus de l'éducation d'une quantité considérable d'enfants. La grande fissure par laquelle s'échappait la force vive du Clergé était justement cette Bourgeoisie libérale, si riche, si intelligente, si prestigieuse.

Qu'est-ce que la foule par elle-même ? Peu de chose ! La foule se mène, la foule obéit aux suggestions grossières, la foule est soumise à la grande loi de l'imitation. Le point délicat était de créer une élite qui fût capable d'entraîner le reste. Le monde appartient aux minorités intellectuelles qui ont assez de force, de volonté et d'énergie pour diriger la masse. De quoi donc n'était pas capable l'Église appuyée par l'élite de l'esprit et de la fortune ?

Du jour où cette alliance fut contractée et cimentée par tant d'intérêts communs, l'instruction congréganiste obtint un développement inouï à tous les degrés. Forte de cette liberté qui est l'atmosphère du régime républicain, elle poussa vigoureusement ses racines dans tous les sens. La Congrégation prit l'École primaire pour base de ses opérations. Elle s'empara ensuite de cet enseignement moyen qui convient aux gens du petit commerce ou de la petite industrie. A Bourneuf, on créa deux institutions dirigées par des prêtres et sur lesquelles le vicaire général de l'Évêché, le chanoine d'Aspremont de Béthune, homme habile et convaincu, servit par une

grosse fortune, avait la haute main. Le but de ces deux maisons était de donner l'instruction religieuse aux enfants que les moyens du père de famille ne permettaient pas de laisser au Collège au-delà de l'âge de quinze ou seize ans.

En moins de vingt années, l'Eglise parvint à placer sous sa coupe les deux tiers des commerçants de la ville.

Mais, où l'intervention cléricale se fit utilement sentir, ce fut dans la réorganisation de l'Institution Sainte-Marie qui, fondée en 1860 par les Jésuites, avait failli périliter lors de la guerre. Elle fut confiée à un Jésuite sécularisé, l'abbé Serpin, homme jeune, actif et rusé, qui, en moins de dix ans, trouva le moyen de vider le Lycée d'un tiers de sa population et d'acculer à la faillite deux pensionnats laïques. Il vint un temps où tout ce que Bourneuf comptait de bourgeoisie grande et moyenne obéissait à l'abbé Serpin. L'avocat Pichon de la Hartelle, le notaire Joseph Baillot, le colonel en retraite Picaille (du 42<sup>e</sup> dragons), M. de Molaines, l'ex-procureur du Seize-Mai, la marquise de Vaucresson, Ripaillon, le gros minotier, formaient l'état-major laïque des œuvres catholiques dont le chanoine d'Aspremont, l'abbé Serpin et le curé Loche étaient les chefs occultes.

De tous les enfants d'officiers des quatre régiments casernés à Bourneuf, il n'y avait que les deux fils du vieux capitaine Mollard, franc-maçon avéré et méprisé de ses chefs, qui fréquentassent le Lycée. Un seul magistrat confiait son rejeton à l'Université : encore était-ce un magistrat veuf. Quant au Lycée de filles, en dehors des boursières, il ne contenait que les enfants des fonctionnaires de la région placés sous la dépendance directe de la Préfecture. Faut-il ajouter que la jolie M<sup>me</sup> Le Hénaff, femme du Préfet, était une des pénitentes les plus assidues de l'abbé Serpin ? C'était elle qui avait fait rétablir une porte de communication, murée depuis

1848, et qui permettait de gagner de plain-pied, à travers le potager de la préfecture, la sacristie de l'église Saint-Jacques.

Une famille qui plaçait ses rejetons dans un établissement de l'Etat se voyait tout de suite déconsidérée. Le Lycée ne comprenait, au dire des gens bien pensants, que des miséreux, des fils d'instituteurs ou de petits employés. L'avocat Pichon de la Hartelle, qui avait eu des succès dans l'Université, en 1868, sous le nom de Baptiste Pichon tout court, disait au milieu d'un salon où il pérorait habituellement : « De mon temps, on ne risquait guère de faire de mauvaises rencontres sur les bancs du Lycée ; mais, aujourd'hui, il en est autrement, et je ne puis admettre que mes fils soient obligés, dans quinze ans, de supporter le tutoiement des fils de ma tripière ». Tout le monde savait, dans Bourneuf, que Maître de la Hartelle était fils d'une humble mercière qui avait vendu des pelotes de fil sur la place du marché, mais comme il s'était enrichi en épousant M<sup>lle</sup> de la Hartelle, fille laide et bien dotée, personne ne songeait à blâmer ses réflexions saugrenues.

L'établissement des bons Pères était à la mode : il arriva que des petites bourgeois exaspérées obtinrent, par les moyens d'Aristophane, d'obliger leurs maris sceptiques à se saigner aux quatre veines pour que leur héritier présomptif devint le camarade de classe du jeune Hippolyte de Vaucresson.

Et Dieu sait pourtant à quel point se cloisonnaient les castes chez les Révérends Pères. Il fallait entendre avec quel souverain mépris le dernier des Vaucresson, du reste bête comme une oie, s'exprimait sur le compte de son condisciple Raoul Pichon, dit de la Hartelle. Les deux de la Hartelle se seraient d'ailleurs cru déshonorés s'ils avaient adressé la parole à Prosper Dugru, fils d'un maître sellier du 70<sup>e</sup> d'artillerie, bien que Dugru, tout

couronné de lauriers, fût, avec Jean Baillot, l'espoir de l'établissement catholique.

Ainsi, tout comme le peuple, la bourgeoisie de Bourneuf se trouvait, sur le terrain même de l'éducation, divisée en deux camps d'importance inégale. La bourgeoisie républicaine demeurait seule fidèle à l'Université et encore ses rangs allaient chaque jour s'éclaircissant. Pourtant, l'administration du Lycée avait déployé beaucoup d'énergie pour se défendre. Elle faisait ressortir, dans ses prospectus, qu'elle attachait une très grande importance à l'instruction religieuse et que deux annuaires veillaient sur la conscience des élèves. On avait, pendant quelques années, placé comme proviseur un des derniers prêtres dont l'Université disposait. Mais il manquait d'esprit d'intrigue, et, fatigué par l'âge, il prit sa retraite sans avoir obtenu plus de succès que ses prédécesseurs laïques. Le proviseur actuel, qui ne manquait pas de doigté, cléricalisait son établissement avec un zèle digne d'un meilleur sort. Efforts superflus ! Il était impossible de remonter le courant. L'Institution Sainte-Marie triomphait et battait son plein. A chaque rentrée, elle refusait du monde, abandonnant à l'enseignement rival l'excédent de ses mauvaises têtes et de ses fruits secs.

Cette année, sa classe de Philosophie était particulièrement brillante. Prosper Dugru et Jean Baillot se disputaient les premières places et ils étaient suivis par une élite imposante. Aussi, M. Simonnot, leur professeur, un ancien élève de l'Ecole normale supérieure que la Congrégation avait aisément arraché à l'Université, en y mettant le prix, se croyait-il certain d'obtenir un joli pourcentage aux examens du Baccalauréat. Et le Père Préfet des études se frottait les mains par avance à la pensée de l'énorme réclame qu'un pareil succès procurerait au Collège catholique.

A quatre heures et demie, les externes sortaient des classes et les grands, dispensés de surveillance, rentraient chez eux par petits groupes. Jean Baillôt, les deux Pichon de la Hartelle et le petit Radrais, fils du conservateur des hypothèques, demeuraient sur la rive gauche et faisaient habituellement route ensemble jusqu'au pont de la Grande-Chaine. Ce jour-là, au moment où ils quittaient d'un pas allègre l'établissement des Jésuites, ils ne se doutaient guère que leur retour allait être interrompu par un incident désagréable.

---

(A suivre).

MAURICE AJAM.

# PAGES LIBRES

---

## TERRE ET PEUPLES

(Suite).

---

**Rôle du facteur géographique sur les formations  
nationales et les constitutions politiques.**

---

### ESSAI SYSTÉMATIQUE.

Géographiquement délimitée, la civilisation *positive* (ou en capacité d'évolution), se compose de deux couples distincts : le couple eurasiatico-africain et le couple américain. L'Atlantique et le Pacifique les séparent militairement et les unissent commercialement.

La Terre a comme pris soin de les bien distendre politiquement. Leurs régions les plus voisines ne s'approchent même que sous l'impopuleux climat boréal, condition qui réduit à l'extrême les causes de rivalité, et même les possibilités de conflit.

Il y aurait donc folie au sociologue qui tenterait de confondre, gouvernementalement ou administrativement, ces *deux mondes*, c'est-à-dire à les souder par de réciproques et artificielles colonies.

CHACUN CHEZ SOI, voilà l'article premier du protocole des relations mondiales normales entre le Nouveau-Monde et l'Ancien.

### MONDE AMÉRICAIN.

Depuis la constitution, sur chacun des continents du Nouveau-Monde, de grands États réguliers, les colonies européennes y sont devenues d'inadmissibles anachronismes. En abandonnant volontairement les glaçons d'or

de l'Alaska, la très avisée Russie donna la première, — car la cession française de la Louisiane ne fut qu'un déménagement dissimulé, — aux Eurasiens une bonne leçon de prévoyance et de vraie politique. Pour ne pas l'avoir comprise, l'Espagne royale perdit justement ses dernières galères. Et voici qu'après l'avoir raillée, l'Allemagne accepte opportunément de discrets et salutaires avis. Les autres aventuriers européens sauront-ils à temps, sans fausse honte, en profiter, et procéder à une honorable évacuation ?

Déjà, abstraction faite du Canada, en réalité indépendant, les Européens ont, la force ou la crainte aidant, quitté le continent septentrional. Cette singulière colonie ne reste d'ailleurs amarrée au vaisseau britannique que par le câble temporaire des intérêts agricoles (1). Une dissension y sera scission ; et il y existe déjà de vifs froissements d'amour-propre.

Dès lors, l'évacuation du continent méridional, de l'Isthme central et des Antilles sera le complément nécessaire de cet exode.

*L'Amérique aux Américains*, voilà la formule de congé déjà trouvée et promulguée. L'application ne se fera pas, maintenant, attendre. Solidarisés par le sol, les Américains savent bien mieux que leurs éducateurs eurasiens — devenus, sous bien des rapports, des fossiles politiques empâtés dans leurs préjugés routiniers et chauvins — quels sont leurs intérêts propres, leurs droits mutuels, leurs obligations intercontinentales, leurs devoirs mondiaux.

Ainsi les prétendus *contestés* appartiennent désormais aux nations indigènes ou voisines.

Cette libération définitive du territoire américain est d'autre part la condition nécessaire de l'établissement de la constitution politique normale.

(1) Le projet de Zollverein de M. Chamberlain est abstraitement logique ; mais l'éparpillement géographique des colonies anglaises le rend, surtout depuis la concurrence maritime universelle, de plus en plus impraticable. Chaque colonie anglaise ou continentale gravitera désormais vers son centre naturel d'attraction.

Divisé en deux continents de superficies sensiblement égales, mais de reliefs et de climats très différents, le Nouveau-Monde admet un système gouvernemental double dont les unités se juxtaposent, même dans l'isthme connectif, sans confusion.

Au Nord, le grand bassin central dicte, suivant la progression ci-dessus indiquée, et grâce à la placidité du régime fluvial, l'unité gouvernementale. Malgré les apparences présentes, l'unification administrative, dérivation et mesure de l'unité nationale déjà réalisée, s'opèrera en extension et intensité en même temps que l'accroissement de la masse de la population.

Deux causes perturbatrices apparaissent pourtant au premier examen.

D'abord, la dualité des grandes routes fluviales : chapelet des grands lacs et belle vallée laurentienne ; plaine missouri-mississippienne. Puis le haut plateau rocheux du Far-West. La dissidence persistante du Canada indique la puissance de la première ; l'arrachement, en 1848, des provinces mexicaines témoigne de la seconde. Et cependant, toutes conditions cosmologiques invariant, l'empire inévitable de la géographie sur la formation politique s'atrophiera progressivement sur ce continent nord-américain.

En effet, la chaussée alléghanienne, très étroite et de médiocre altitude, réunit mieux qu'elle ne sépare le val du Saint-Laurent d'avec le bassin du Mississipi. Son talus oriental, immergé dès son pied, a supprimé la possibilité d'une action voisine et concurrente. Cette longue plate-bande, si justement comparée à une nouvelle Angleterre, et, comme elle, riche en charbon et en fer, comme elle vaste quai d'un immense port, forme l'aire incomparable d'une grandiose usine. Pendant que, dans les interminables plaines de l'Ouest et du Nord, l'agriculteur — puissance primordiale de l'activité humaine — élabore la nourriture de tous et exporte vers la vieille Europe polyarchique ou, si l'on préfère, *dysergique*, la surabondance de ses greniers et de ses parcs, l'industriel, importateur immédiat des matières premières, exportateur direct de ses objets manu-



facturés, accomplit, dans ce milieu distinct et *physiquement* si bien outillé, sa fonction économique complémentaire. La richesse naturelle de l'agriculteur garantit la prospérité de l'industriel ; et, par lui, du commerçant et du banquier. C'est la communauté des intérêts économiques qui assure ainsi, à l'Ouest, l'union politique.

A. l'Est, la colonisation mexicaine des Rocheuses avait une tout autre destinée naturelle. La colonisation britannique de la Prairie centrale eût-elle retardé seulement d'un siècle, qu'elle eût trouvé, en pénétrant dans la vallée du Sacramento, une énergique nationalité qui ne se fût point, sans résistance, laissé exproprier. Et pourtant les montagnards eussent bientôt succombé ; car l'altitude de cette région, empirée par le froid de la latitude, et aggravée encore par la sécheresse, eût arrêté, en dehors de la plage pacifique, l'essor démographique. Tel fut, au reste, le sort des *Cliff dwellers*. Finalement, l'opulente population de la plaine centrale les eût probablement et progressivement assimilés.

Ainsi, bien qu'incomplète, l'Union septentrionale est une formation stable dont la variété ne doit pas masquer l'unité.

Car n'y voyez pas une fédération artificielle d'États indépendants. C'est un État unique dont le régime administratif s'adapte avec soin aux accidents topographiques et ethnographiques. Elle n'évolue pas vers une démocratie de plus en plus anarchique, mais vers la centralisation gouvernementale : vers une synergie qui combine avec souplesse les énergies *provinciales, naturellement* concourantes.

Les attributions actuelles de la Présidence sont bien appropriées à la haute fonction de ralliement ; mais la démocratie intérieure, exploiteuse de la république, prouve trop souvent son incapacité au règlement intérieur. C'est pourquoi l'accroissement de l'action directrice présidentielle devient de plus en plus nécessaire à l'intérieur comme à l'extérieur.

La synergie sud-américaine, d'un tout autre caractère,

admet des formes politiques bien différents. Ici, grâce au climat tropical, c'est la montagne qui commande à la plaine.

Les forêts de l'Amazone, les prairies de la Patagonie, irrevendiquées, restaient encore l'héritage multiséculaire de pauvres tribus de Primitifs, que déjà, au sommet des Andes, brillaient, depuis des temps immémoriaux, de vastes et respectables civilisations. Là, de l'Isthme à la Terre de Feu, la Montagne a élevé une grande Patrie. Si les immigrants, d'origine commune, de même langue et de mêmes mœurs, ont subi à l'excès, durant l'ère du peuplement, la loi inviolable de la différenciation, la communauté d'existence montagnarde les contraindra, néanmoins, à adopter, devant l'Étranger, la forme confédérative. Bien lente, sans doute, sera cette marche difficile à l'Union: forme bâtarde de l'Unité. Elle est cependant inévitable. Retardée inopportunément, elle s'opèrerait, malgré tout, par la force, accoucheuse des nations (1). Et ce mode de formation sera vraisemblablement, vu l'empirisme qui préside aux relations internationales, le plus efficace.

L'Argentine, sous le froid climat du Sud, renouvellera l'enjambement du Far-West exécuté prestement, dans l'autre hémisphère, par l'immigrant Yankee.

Comprimés ainsi entre les mâchoires argentine et vénézuélienne, ramenés sur leurs sommets par les joues océa-

(1) « Le célèbre principe de Hobbes sur la domination spontanée de la force constitue, au fond, le seul pas capital qu'ait encore fait, depuis Aristote jusqu'à moi, la théorie positive du gouvernement. » COMTE : *Statique*, § 459.

Avis aux « pharisiens » qui reprochent à Bismarck son vrai, excessivement vrai, aphorisme ! « Les droits politiques, disait encore ce grand homme, se pèsent par livre de chair humaine et d'os humains. »

Bismarck a promulgué en politique ce que Darwin venait d'établir positivement en zoologie. Avant même ces grands hommes, le mathématicien disait : Intégration passe différenciation.

K. Marx, rectifiant la formule prêtée à Bismarck, énonce le théorème de Hobbes dans cette exergue frappée sur l'airain : « La Force est l'accoucheuse du Droit. »

Mais qu'est le « Droit » ? dira-t-on.

Le peuple anglais répond : *The right man in the right place* : la mise de chacun, de chaque chose, en sa place : Nations comme individus.

nique et brésilienne, les Andiens équatoriaux constitueront ainsi, obligatoirement, sous la menace imminente des dernières escalades, l'Union : rêve de Bolivar.

Aux ethnologues qui prétendraient tirer de leur seule science initiale et accessoire le principe de la vie politique, il conviendrait de demander l'explication de la colonisation sud-américaine, et de dénouer ses embrouillis. Ses incessantes guerres civiles font toujours le scandale des paisibles bourgeois européens. Où donc, pourtant, l'homogénéité de la race s'est-elle mieux parfaite sur un aussi vaste continent ?

La Cordillière et ses nœuds est si bien la cause de cette apparente anarchie, que ses plates vallées orientales, dix fois plus étendues en surface, ont, à ses pieds, abrité le despotisme (Brésil impérial) et même la théocratie (Paraguay des Jésuites).

Mais, à l'Équateur, la République du Sacré-Cœur, de Garcia Moreno, ne pouvait être qu'une épisode.

Logiquement subdivisée, l'Amérique méridionale comprend, en effet, jusqu'à quatre groupements politiques qu'il n'est pas plus aisé de concilier que de contracter. Comment des zones intermédiaires, à peine nées, n'éprouveraient-elles point quelque peine à distinguer le noyau naturel de ralliement national ?

Car au système andien, le plus robuste, assurément, et pourtant si confusément défini à ses deux extrémités, il faut adjoindre le groupe brésilien, logé dans les rainures du massif oriental, et que l'uniforme orientation (1) de ce

(1) Cette orientation ne semble pas fortuite. Tous les fleuves brésiliens et guyanais vont se déverser dans la grande faille quasi circum-terrestre qui, après avoir déjeté à l'est le bourrelet andien, ménageant ainsi le plateau péruvo-bolivien autour du lac sacré de Titicaca, s'étale le long de la vallée de la Madeira jusqu'aux bouches des Amazones; creuse une douve atlantique dont on voit le puits de plus de 6.000 m. de profondeur, au sud-ouest des Iles du Cap-Vert (voyez *Planisphère physique*, de l'Atlas de Schrader), et que prolonge la Manche, le chenal franco-anglais, les pays-bus bataves, prussiens, baltiques, finlandais. Sa branche australe, moins facile à suivre à travers le Pacifique avec les cartes bathymétriques rudimentaires que nous possédons, mais que dessine néanmoins suffisamment la chaîne des fosses du Ranger (voir carte de l'*Océanie*, loc. cit., K. 51),

débouché de ses vallées ouvertes sur l'Europe agglomère naturellement en appareil fédératif. Enfin, le système se complète par les deux plaines, l'une équatoriale, l'autre tempérée que la plate-forme du Matto-Grasso soude ; c'est-à-dire le plan presque horizontal de l'Amazone et la mésopotamie de la Plata. Peut-être même conviendrait-il d'ajouter, en annexes, à cet appareil déjà si compliqué, le tétraèdre mexicain (†), les Antilles et la Fédération de l'Orénoque qui, de la Colombie au Tumuc-Humac, compose effectivement une autre grande unité géo-sociographique.

Où donc trouver ici le centre d'union géographique, noyau d'organicité sociale ?

Un coup-d'œil sur ces régions nous indique des frontières tirées, sur des milliers de kilomètres, au cordeau !

Cette perfection apparente d'ordre est un désordre manifeste.

Elle figure le jeu de diplomates mieux intentionnés que clairvoyants, c'est-à-dire l'artifice dénonciateur de l'impuissance. Le réel a des raisons que l'art ne comprend

de Belknap, d'Ammen, du Tuscarora, a incurvé le Nippon à l'est, comme il l'avait fait en Amérique du nœud bolivien ; puis, avant d'émerger, creuse la mer du Japon. Les deux arcs, l'occidental et l'oriental, se soudent par la région permienne, le défilé ouralien de l'Oufa, la steppe de Baraba, et ses auges lacustres (voyez carte 35 : *Asie physique*), par la vallée supérieure de l'Angara, le pli du Baïkal, la Selenga inférieure, le Chilok, la Chilka, l'Amour et l'Oussouri. C'est cette faille circumterrestre qui a permis au génie tenace des Russes de construire leur grand transsibérien.

Ce grand cercle de dislocation paraît tangent au  $\lambda = 55^\circ$ , par environ  $L = 60^\circ$  E. A ses trois points de rencontre, Bolivie, Oural, Nippon, avec les axes géosynclinaux déjà visibles à l'époque secondaire, il est normal à ces axes (Voir carte p. 11, in *Architecture du sol de la France*, par le Comte O. Barré).

J'ai parlé ailleurs (note de la page 95) d'une faille secondaire courant du lac de Neuseld à l'Océan Arctique. Nous retrouverons en Sibérie sa symétrique par rapport à l'Oural. Elle va du Baïkal, par l'Angara et l'Iénisséï se perdre dans les glaces du golfe de l'Ob et de la mer de Kara.

Il semble donc que l'Oural a été une charnière de dislocation physique. Il est probable que, dans l'avenir, il sera une charnière de dislocation politique. Il séparera l'Eurasie occidentale de l'Eurasie orientale, tout en les réunissant linguistiquement et ethniquement.

(4) Géologiquement *nordiste*, son relief et sa position le font *sudiste* : ou mieux, intermédiaire social entre les deux continents américains.

pas. Toutes ces frontières s'effaceront pour faire place aux confins naturels, fixés par des besoins économiques et militaires.

Dans la constitution normale de ce grand triangle méridional, il est vraisemblable que le Matto-Grosso formera le trait d'union de toutes les nationalités, liant le beau site de La Paz au beau port de Rio, comme Para à Buenos-Ayres-Montevideo. Étant donné l'impossibilité actuelle de prévoir la *capacité démographique*, la *démotocité* des sylves insalubres de l'Amazonie, et que *seul au monde le patient Chinois pourrait peut-être mettre en valeur* (1), il n'est pas même possible de déterminer la nationalité prépondérante. Toutefois, il paraît incontestable que la Montagne restera éternellement indépendante. Sociologiquement autant que physiquement, on prévoit la domination de la montagne sur la plaine ; elle l'enveloppe, la surplombe et la protège. Quoiqu'il en soit, l'union d'éléments cosmographiquement si nombreux et divers aura souvent recours, pour se maintenir, aux procédés artificiels des luttes et des contrats. Pour cimenter l'Union intérieure, il ne faudra peut-être rien moins que le danger cohérent d'une grande rivalité extérieure : par exemple, la concurrence vitale du système africain, le seul, en raison de la similitude du climat, à redouter sérieusement pour ce système amazonien.

(A suivre).

V.-E. PÉPIN.

(1) Déjà les nombreux forçats indo-chinois que notre Code trop égalitaire, impuissant à distinguer la morale tonkinoise de la morale française, expédie sans discernement, à la Guyane, s'échappent dans la brousse avec la plus grande facilité, dès les premiers jours de leur débarquement. Au contraire, les évadés d'origine européenne se rendent souvent, d'eux-mêmes, au pénitencier le plus voisin après quelques jours de souffrances. Ces rapides disparitions des « bagnards » jaunes sont instructives. Elles témoignent à coup sûr d'une entente facile des Jaunes avec les Rouges, et présagent ainsi le goût mutuel d'alliances économiques et conjugales : condition élémentaire d'une systématisation durable. Elles invitent, en outre, à prévoir l'exode dans un délai plus ou moins long, vers le pays natal, de ces condamnés nostalgiques. Leur facilité à se procurer de l'or natif, si abondant en Guyane française et même de l'argent monnayé, enterré par les Rouges, à qui il est inutile, rend aisé leur rapatriement. Il ne leur reste donc plus qu'à jouer en Indo-Chine le rôle de Jean Valjean.

## LA MALADIE CONTEMPORAINE

(6<sup>e</sup> article).

---

Les considérations précédentes sur la famille me conduisent naturellement à parler des Femmes, donc du *Féminisme* ; là encore la liberté et l'égalité mal comprises ont exercé leurs ravages ; je sais qu'il y a des distinctions à faire ; tout n'est pas à blâmer ; il y a une part de revendications qui sont les plus justes du monde ; le sort de la femme abandonnée, la tutelle qu'exerce encore sur elle le mari indigne, les autorisations dont elle a besoin pour ses affaires, son commerce, le placement de ses enfants, etc., etc., ne peuvent trop appeler l'attention.

Le travail des femmes présente aussi des iniquités criantes dans la répartition des salaires ; ainsi, à l'Exposition de 1900, on voyait dans la Section consacrée aux revendications du Féminisme, l'exemple très ingénieusement cité d'un *même travail* rémunéré de deux manières très différentes, suivant qu'il sortait de mains masculines ou de mains féminines ; c'était cependant là l'occasion ou jamais d'appliquer le fameux principe de l'égalité, *semble-t-il*, et c'est précisément ce qu'on ne fait pas, sous prétexte que *la femme a moins de besoins que l'homme*.

On ne voit pas du reste que les ouvriers se choquent d'une inégalité aussi scandaleuse, et tant qu'ils sont avantagés, cette inégalité ne leur déplaît point.

Je laisse de côté, car ils n'entrent pas dans mon sujet, ces exemples et bien d'autres analogues où les *plaintes féminines* sont tout ce qu'il y a de plus justifiées ; j'en dirai seulement ceci, c'est qu'ils sont très probablement la *vraie* raison des revendications politiques du beau sexe.

Dans l'état d'inorganisation où nous vivons, avec cette forme rudimentaire et grossière du suffrage universel, il

n'y a qu'une seule chance de se faire entendre, c'est d'entrer au Parlement par la force brutale du nombre, et, une fois entré, une seule manière d'avoir raison : toujours la loi du nombre.

Si l'on avait trouvé un mode convenable pour consulter les gens suivant leur compétence, et où chacun des intérêts légitimes eût pu se faire valoir, j'aime à croire que cette aspiration au vote n'aurait pas eu lieu, car il n'a rien de bien tentant en lui-même. Mais tout ce qu'on a trouvé jusqu'à présent, c'est de faire représenter les pauvres par les riches, les ouvriers par les patrons, les prolétaires par les bourgeois, et les femmes par les hommes ; c'est peut-être insuffisant dans un *Système dit représentatif* ; de là la révolte et l'appel à la force du nombre.

Cela étant dit, il n'en resterait pas moins extraordinaire d'introduire, pour apaiser le conflit électoral déjà existant et d'un vocabulaire si riche et si expressif, ce nouveau brandon de discorde, le vote des femmes.

Et à la Chambre, pour dénouer cet enchevêtrement de questions des plus épineuses, voire même des plus insolubles, que se posent nos Honorables, faire appel à quoi ? aux connaissances naturelles du sexe aimable ; cela ne semble-t-il pas d'une haute fantaisie ?

Mais il y a plus fort encore ; ce sont les attaques dirigées contre l'institution du mariage par certains apôtres du Féminisme, et surtout les motifs invoqués ; c'est comme *immoral* que le mariage a été battu en brèche par eux. Cette épithète est assez inattendue en pareille matière, n'est-il pas vrai ? Et pourquoi immoral ? c'est qu'il enchaîne la liberté de la femme.

Cela semble un défi au sens commun, car une étude impartiale du passé montre que cette institution a eu surtout pour but et pour effet l'intérêt de la femme, et j'entends par là non seulement son entretien, mais sa dignité ; la polygamie elle-même a été un bienfait pour elle à ces deux titres, en l'arrachant à la promiscuité primitive.

Dans toute une moitié du mouvement féministe au moins on sent ce souffle d'insurrection ; on veut le vote des

femmes, on veut l'abolition du mariage, on veut l'égalité des sexes en un mot, car l'égalité entraîne tout le reste.

Si le Féminisme est un mot relativement nouveau, la chose a des précédents assez nombreux dans l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ainsi, cette manière de rendre la femme libre, en l'arrachant à l'immoralité du mariage, remonte à la *réhabilitation de la chair* du Père Enfantin ; c'est lui qui a proclamé l'égalité complète des deux sexes, et qui a *affranchi* la femme..... en la remettant dans la *Communauté*.

Et entre l'Enfantinisme et le Féminisme actuel il y a eu encore l'*Évadisme*, religion fondée par le *Mapa* vers 1840 ; le principe de l'égalité est affirmé par le nom composé du Grand prêtre ou Dieu, où l'on remarque les premières syllabes de Mater et de Pater ; on remarque de même que Ève et Adam ont concouru également à la formation du nom de la religion ; et partout, malgré cette égalité, par un restant de galanterie chevaleresque sans doute, la préséance est aux syllabes féminines.

Cette religion n'a pas laissé que de se répandre, et même elle a inquiété un moment l'Église, puisqu'à la *requête* de l'archevêque de Paris, le *Mapa* a été appelé devant le juge d'instruction pour fournir des explications sur son culte ; mais il parut si convaincu et d'ailleurs si inoffensif qu'on jugea plus prudent de ne pas attirer sur lui l'attention publique par un procès en règle, et 1848 fit évanouir la poursuite et le culte comme par enchantement.

Cette égalité des sexes apparaît comme beaucoup plus absurde que l'égalité des hommes, quand on regarde les choses de sang-froid et sans parti pris. Cette dernière, quand on sait la comprendre et qu'on ne veut pas en faire une notion absolue, peut s'appuyer sur des arguments d'une très grande force ; mais l'Égalité des deux sexes ! car remarquez qu'on ne dit pas Équivalence ; l'équivalence peut se soutenir et a tout l'air d'avoir pour elle la vérité ; seulement il faut définir l'équivalence.

Les champions de l'égalité ne se préoccupent pas, paraît-il, de physiologie ; mais j'entends qu'on me dit : il



ne s'agit que d'égalité de droits, et alors la physiologie n'a rien à y voir ; je ne saurais partager cette opinion, et je trouve que la biologie est le fondement de la sociologie pour le droit aussi bien que pour tout le reste.

Je ne veux pas, bien entendu, me lancer ici dans la question générale de l'Égalité et la traiter *ex professo*, d'autant plus que là comme partout les avis différents oscillent entre deux pôles de nom contraire, c'est-à-dire vont depuis l'*Égalité absolue* jusqu'à l'*Inégalité foncière*.

Je ne m'occuperai pas de l'égalité des hommes, mais je dirai simplement que rien qu'en se soustrayant à la fascination de l'absolu, et en restant dans les limites du relatif, comme nous y engage Aug. Comte, on entrevoit une possibilité d'accord entre des opinions qui, au premier abord, semblent totalement s'exclure. Voici ce que je lis dans un auteur qui a passé de son temps pour un *Égalitaire farouche*, P.-J. Proudhon (1). « La Loi civile a pu, statuant « d'une manière générale, et sur l'hypothèse d'une *Égalité* « qui n'est pas dans la nature, mais que notre devoir est de « procurer (c'est moi qui souligne), la loi civile a pu, dis-je, « faire que tous les enfants d'un même père héritent de lui « par portions égales ».

Vous voyez que de ce point de vue tout se réduit à une question de morale et de justice. ....

Je ne veux m'occuper ici que de l'Égalité des deux sexes qui seule est dans mon sujet, et je crois qu'on peut présenter quelques considérations de bon sens, pouvant expliquer jusqu'à un certain point les divergences d'idées qui se sont produites.

Il faut, suivant moi, partir de l'*identité fondamentale de la nature humaine* ; ce principe reconnu, je crois, assez généralement, qui a été maintes fois formulé par Comte ; qui doit nous guider dans la comparaison des différents peuples et surtout nous préserver du mépris des races

(1) P.-J. PROUDHON. *La Guerre et la Paix*, 1861.

dites inférieures, peut servir aussi dans la comparaison des sexes.

Haeckel, si mes souvenirs sont exacts, en montrant que l'évolution intra-utérine reproduit la série animale, montre en même temps que la différenciation sexuelle n'existe pas dans les commencements de la gestation ; elle ne serait donc que secondaire ; et puis la femme étant la mère de l'homme, comment pourrait-il se faire qu'elle lui transmette une nature essentiellement différente de la sienne ?

Toujours est-il que dans l'ignorance biologique où nous sommes sur ce grand mystère, il nous est impossible de réfuter les partisans de l'égalité.

Pratiquement il est certain qu'il y a des Femmes-Hercules, contre lesquelles bon nombre d'hommes feront bien de ne pas essayer de lutter ; il est vrai que ces femmes sont *hom-masses* ; mais nous voyons d'autre part des Gymnasiarques-femmes, joignant la force à la souplesse et à l'agilité ; et, chose remarquable, sans détriment de la grâce de leur sexe.

On pourra objecter que ces remarques ne visent que la moindre inégalité des deux sexes, celle de la force physique, et que mentalement les différences sont bien plus grandes ; cette objection est extrêmement sérieuse ; cependant nous voyons que Stuart-Mill, dans la célèbre discussion qu'il eut avec Comte à ce sujet, n'était pas de cet avis ; il reconnaissait sans doute cette inégalité dans le Passé, mais il trouvait toutes sortes de raisons, plus ingénieuses que solides à mon sens, pour en rendre compte, et pensait qu'elle disparaîtrait dans l'avenir ; il est permis de croire que la pensée de la femme éminente, sous l'empire de laquelle il était à ce moment, fut pour quelque chose dans son appréciation.

Quoi qu'il en soit, et jusqu'à ce que l'Expérience, suprême éducatrice du genre humain, ait prononcé d'une manière irréfragable, il y a, je crois, dans les considérations biologiques ci-dessus énoncées, de quoi faire sentir que tout n'est pas absurde dans les prétentions à l'égalité ; il y a certainement égalité à certains points de vue, et j'en citerai moi-même un exemple d'importance capitale.

Les Partisans de l'inégalité ne sont pas embarrassés pour répondre : sans doute, disent-ils, la sexualité est nulle aux premiers instants, mais elle s'accuse à un certain moment ; à partir de ce moment elle subsiste et va s'accroissant de plus en plus ; elle se fait sentir déjà dans le contraste des allures du petit garçon et de la petite fille ; elle imprime son cachet à toutes les manifestations et au développement de toutes les facultés ; il y a en tout, chez la femme, une diminution d'énergie. Ce ne sont là, sans doute, que des différences *quantitatives*, mais qui jouent exactement le même rôle qu'une différence *qualitative*. Cette différence qui se prononce de plus en plus, dans la vie individuelle, jusqu'à la maturité, s'est prononcée aussi de plus en plus pendant le cours de la Civilisation ; les deux sexes diffèrent beaucoup moins à l'état sauvage que dans nos sociétés. Il n'y a donc, concluent-ils, dans les revendications du féminisme qu'une aberration des plus dangereuses pour la morale et la bonne harmonie des deux sexes.

Proudhon (1), avec sa franchise et sa netteté ordinaires, traitant le problème dans toute sa rigueur philosophique, constate, avec abondance de preuves à l'appui, l'infériorité de la femme à trois points de vue :

1<sup>o</sup> Force physique ; vigueur musculaire.

2<sup>o</sup> Force intellectuelle ; puissance d'abstraction et de généralisation.

3<sup>o</sup> Énergie de la volonté ; conscience ; sentiment de la justice.

Il lui reconnaît, par contre, une triple supériorité :

1<sup>o</sup> Pour la beauté et la grâce physiques.

3<sup>o</sup> Pour la grâce de l'esprit.

1<sup>o</sup> Pour l'aménité du caractère et la tendresse du cœur.

Ainsi donc, suivant lui, ou supérieure ou inférieure, jamais égale.

Pour lui, la femme est l'auxiliaire de l'homme, sa compagne, sa *complémentaire* ; elle est comme l'idéal de ce dont il est la réalité ; elle est la grâce et lui la force.

(1) P.-J. PROUDHON. *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*. Édition belge, 1860.

Il y a donc là une sorte d'équivalence.

J'ai rappelé le premier jugement de Comte sur la femme ; il est nettement pour l'infériorité, surtout *mentale*, et s'étonne que son contradicteur n'aperçoive pas une vérité aussi éclatante. Je sais qu'après 1845 il a modifié considérablement son appréciation totale, non pas qu'il ait abrogé, condamné son premier jugement, mais il lui en a superposé un autre qui en atténue les conséquences : il a proclamé la *Supériorité affective* de la femme et a trouvé dans ce dernier caractère les motifs du rôle qu'il lui attribue.

On voit donc que son appréciation totale ne diffère pas beaucoup de la précédente, et qu'encore là on trouve une sorte d'équivalence ; donc ce mot, à mon avis et d'après les deux autorités que je viens de citer, est celui qui exprime le mieux les rapports vrais de l'homme et de la femme ; il peut, je crois, satisfaire ce qu'il y a de légitime dans les prétentions de l'un et de l'autre sexe ; et pour moi il se complète par une dernière considération tout à fait prépondérante, basée sur cette identité fondamentale que j'ai invoquée en commençant.

Il faut respecter la nature humaine chez la femme *comme* chez l'homme ; c'est dans ce *comme* que git toute l'égalité ; l'homme doit respecter la dignité de la femme, et la femme la dignité de l'homme ; car, remarquez-le, ces deux dignités ne sont pas faites exactement l'une comme l'autre.

La femme qui s'humilie est touchante ; l'homme qui s'humilie est ridicule et même quelque chose de plus ; vous entendez à chaque instant dire à une femme : *Oh ! moi d'abord je ne suis pas brave* ; et pour peu qu'elle le dise avec un joli sourire et des dents blanches, vous trouvez ça charmant ; un peu plus, vous lui sauriez gré de la déclaration ; qu'un homme s'avise d'en dire autant, et, quelle que soit la beauté de son sourire, je doute que son aveu obtienne un succès semblable.

Il ne s'agit donc pas d'égalité de droits entre ces deux êtres dissémbles ; les droits réels sont basés sur des facultés, sur des conditions organiques qui ne sont pas les

mêmes ; mais il faut respecter les droits de la femme *autant* que les droits de l'homme.

Dans tout ce qui précède j'ai spéculé sur l'état normal, que nous entrevoyons seulement et dont nous sommes si éloignés ; dans cet état, la vraie condition de la femme, la seule pour ainsi dire, est d'être *épouse*, de diriger son ménage sous l'autorité de son mari, et de régner à son foyer mais sans gouverner, selon la formule trouvée par M. Thiers pour le régime constitutionnel.

Mais dans l'état d'inorganisation où nous nous agissons, la condition des femmes est souvent si misérable qu'on ne saurait leur en vouloir d'avoir cherché des solutions un peu excentriques ; on les épouse de moins en moins ; il faut pourtant bien qu'elles vivent ; il leur faut donc embrasser un métier, à peine de tomber dans le pire des métiers ; c'est ainsi qu'on les voit *médecins, avocats* ; la première de ces deux professions n'est en somme que le prolongement de celle de *sage-femme* ; pour ce qui est de la seconde, elles ont toujours passé pour avoir la langue au moins aussi bien pendue que l'homme ; donc....

On n'en a pas encore vu exerçant la profession de général en chef ou de premier président d'une Cour d'appel, et je ne me les représente pas bien dans ce rôle-là ; mais quand on les voit employées des postes et télégraphes, on n'a qu'à s'en louer ; elles remplissent ces fonctions avec plus de soin et d'exactitude que les hommes, et ne semblent pas éprouver le même besoin d'arriver un peu en retard, et de s'en aller un peu en avance ; et puis enfin, puisque les hommes ont envahi une foule de métiers qui leur convenaient particulièrement bien, celui de *demoiselles de magasin*, par exemple, et que les *tailleurs pour dames* ont remplacé les *habilleuses* d'autrefois, il faut bien qu'elles se réfugient quelque part.

Mais laissons la question de fonds pour un instant, et revenons aux ravages de l'*Égalitarisme*.

Croit-on que ce qui nous reste encore d'esprit chevaleresque résisterait à la proclamation de l'égalité des sexes ? On ne se gêne pas avec un égal ; dans l'état de nos mœurs, c'est *laisse-moi et je te laisserai*, ou bien *enlève-moi ou je t'enlève* ; c'est la lutte brutale ou l'indifférence complète ; mais les égards, la courtoisie, la politesse, *chapeau à la main*, il n'y faut plus songer. On ne protège que la personne qui réclame protection et qu'on croit faible ; c'est une duperie de se dévouer pour qui peut se passer de votre dévouement ; *défend-toi toi-même*.

Je ne répondrais pas que la logique féminine acceptât toutes ces déductions ; conquérir l'égalité, en attendant mieux, et conserver les égards lui semblerait peut-être une solution qui arrangerait tout ; et cela me remet en mémoire une définition de Larroumet : *la femme est un être charmant qui voudrait avoir les avantages de tout et les inconvénients de rien*.

Une chose à noter cependant, et qui éclaire tout un côté de la question, c'est que la Femme du Peuple ne revendique guère cette égalité, et que la Femme du Monde n'y insiste pas du tout ; la première suit en cela tout bonnement les lois de la nature, et la seconde aurait bien trop à perdre, en délaissant une si commode inégalité qui lui a procuré le règne et même le gouvernement.

Les revendications viennent donc surtout de déclassées et d'excentriques ; mais, malgré tout, dans la femme moderne on sent toujours cet esprit de révolte tout près de la surface, et qu'un rien fait affleurer ; une discussion, un dissentiment passager le fait apparaître ; et si le désaccord ne va pas encore trop souvent jusqu'au divorce légal, cependant il reste assez marqué beaucoup plus souvent pour rendre l'alliance précaire ; il y a divorce dans les esprits.

Ce divorce des esprits n'affecte pas seulement les couples désunis par le cœur ; il a été autrefois assez souvent le produit de la soi-disant instruction que nous donnions aux filles : un peu de cathéchisme et d'histoire sainte en tout et pour tout, avec une légère teinture d'arts d'agrément,

tant que les garçons étaient tant bien que mal frottés d'un peu de science ; si faible que fût cette couche scientifique, elle n'en formait pas moins une surface de séparation suffisante pour intercepter les communications intellectuelles.

On a bien senti la difficulté, et on a fait quoi ? on a fait des *lycéennes* et même des *Sevriennes* ; de Charybde on est tombé en Scylla ; car enfin épouser Agnès est assurément fort chanceux, mais épouser Philaminte ou Armande, c'est à faire frémir rien que d'y penser.

Il faut bien nous avouer une chose, c'est que pour l'éducation nous sommes toujours à côté de la vérité. Nos jeunes filles connaissent une foule de choses parfaitement inutiles, sans compter celles qu'elles ne devraient pas connaître, et elles ne savent presque rien des choses qu'elles devraient savoir pour les fonctions qu'elles ont à remplir ; l'éducation des jeunes hommes, quoique très défectueuse assurément, est cependant moins déplorable, à cause des nécessités du métier à apprendre ; forcément il s'est introduit là un peu de réalité.

Que faudrait-il au lieu de tout cela ?

Molière, dans sa comédie des *Femmes savantes*, a mis en scène un bon bourgeois, Chrysale, mari d'une *Précieuse* ; le pauvre homme peste contre la savantise de sa chère moitié et il décharge sa bile dans les vers suivants :

Il n'est pas bien honnête et pour beaucoup de causes  
Qu'une femme étudie et sache tant de choses.  
Former aux bonnes mœurs l'esprit de ses enfants,  
Faire aller son ménage, avoir l'œil sur ses gens,  
Et régler la dépense avec économie,  
Doit être son étude et sa philosophie.  
Nos pères, sur ce point, étaient gens biens sensés,  
Qui disaient qu'une femme en sait toujours assez,  
Quand la capacité de son esprit se hausse  
A connaître un pourpoint d'avec un haut-de-chausse.  
Les leurs ne lisaient pas, mais elles vivaient bien ;  
Leurs ménages étaient tout leur docte entretien ;  
Et leurs livres un dé, du fil et des aiguilles,  
Dont elles travaillaient au trousseau de leurs filles.

La boutade sur le *haut-de-chausse* nous fait rire par son

exagération même ; c'est la note comique du personnage ; mais le reste de ses réflexions trouveraient encore très bien leur application aujourd'hui.

Clitandre, l'amoureux, est moins exclusif ; il nous dit :

*Je consens qu'une femme ait des clartés de tout.*

Vu la différence des époques, nous pouvons être plus exigeants que lui, et demander au lieu de *consentir* : mais quelle excellente leçon de modestie il donne au sexe charmant, en ajoutant :

*Et j'aime que souvent, aux questions qu'on fait,  
Elle sache ignorer les choses qu'elle sait.*

Ce genre de femmes, astronomes et beaux-esprits, ne se trouve plus guère, je pense, mais je crains que le dé, le fil et les aiguilles ne soient quand même un peu délaissés ; non pas qu'on puisse dire avec certitude des anciennes Lycéennes qu'elles n'ont jamais tenu une aiguille, car pour les brevets, il faut passer un petit examen de couture ; les soins du Ménage seraient aussi, je le pense comme Chrysale, une excellente étude, mais on préfère généralement la confier aux femmes de chambre ; Chrysale se plaint aussi qu'on ne surveille pas assez son *rôt* ; les détails de la cuisine sont, je crois, aujourd'hui chez nous, très abandonnés aux cuisinières de profession ; ils ne sont pas tant dédaignés des jeunes filles Allemandes ; je sais bien qu'il y a chez nous quelque part des *Cours de cuisine*, mais ce n'est pas précisément cela qu'il faudrait, à moins de vouloir former des *cuisinières d'ambassade*....

Des Examens ! des Cours ! des Brevets ! nous ne sortons pas de là ; c'est l'Éducation domestique que je voudrais voir ; toutes les choses que je viens de signaler devraient s'apprendre à la Maison, c'est-à-dire par l'Exemple : la couture, la broderie, le tricot... que sais-je ? et l'art de faire une robe et de chiffonner un chapeau ; il faut que la jeune fille puisse au besoin se tirer d'affaire elle-même, sans l'aide d'un *tailleur*, de même qu'elle doit pouvoir se vêtir et mettre ses bottines sans l'aide d'une femme de chambre, et faire



tenir en équilibre l'édifice de sa chevelure sans l'aide d'un coiffeur ; il faut qu'elle se mette aux soins du ménage, et même à la cuisine, ne vous en déplaise ; car, si par hasard le couple futur se trouvait un jour abandonné à ses propres forces, il ne faut pas que Madame soit empêtrée et gauche pour faire sauter l'omelette dans la poêle et mettre la côtelette sur le gril.

Et ce n'est pas tout : n'est-il pas déplorable de constater la répugnance, l'ignorance crasse et la maladresse des jeunes filles à l'endroit des soins à donner aux enfants ? ignorance presque de *Principe*, et sous prétexte de pudeur, j'imagine ; comme si les enfants ne rentraient pas dans les attributions des femmes ! On en voit qui n'oseraient pas mettre une épingle à un maillot ; et pour d'autres soins... ? — Ah ! fi ! — Mais enfin... — Ah ! fi ! vous dis-je ; n'a-t-on pas des esclaves pour ces sortes de *besognes*... ? et puis, qu'arriverait-il de la belle robe de soie... ?

Je voudrais encore ajouter quelque chose qui se rattache du reste aux soins à donner à l'enfance ; ce sont les soins à donner aux malades, et la connaissance réelle, avec applications suivies, de quelques règles pratiques d'hygiène... C'est tout cela qui, dans toute famille, devrait faire la première occupation de la jeune fille et serait le pendant de l'apprentissage d'un métier par le jeune garçon.

Sur l'enseignement systématique, le Positivisme a des idées très arrêtées ; il faut que les deux sexes aient la même culture, avec des différences dans le *dosage* et dans les *moyens de vulgarisation*, bien entendu ; la femme normale n'étant pas destinée à cultiver les sciences, ni même à exercer des métiers industriels, n'a pas besoin de pénétrer aussi avant dans la connaissance de certains détails ; les grands enchainements doivent lui suffire dans une foule de cas ; ensuite il ne faut pas oublier que la femme n'a pas l'esprit *abstrait* ; de là une différence dans les procédés de transmission ; c'est là que l'art du professeur trouvera ample matière à s'exercer ; il devra lui parler *concret*, si

l'on peut s'exprimer de la sorte, c'est-à-dire s'adresser de préférence à son sentiment et à son imagination, employer le style figuré, donner des exemples, soutenir son attention...

Mais ce qu'il faut avant tout, je l'ai dit en commençant, c'est qu'il y ait le même genre de culture.

On est presque étonné d'avoir à exposer des choses si naturelles, à savoir qu'étant appelés à vivre ensemble, il faut que les deux sexes puissent s'entendre, c'est-à-dire possèdent un fonds suffisamment étendu d'idées communes ; que ce fonds d'idées communes indispensables ne peut avoir trait qu'au milieu physique qui va servir de théâtre à toutes leurs actions et où va se dérouler leur existence tout entière ; puis à ce monde de la Vie qui les entoure de toute part, puis enfin à la constitution de leur propre nature, d'où dérivent, à la lumière de tout ce qui précède, des règles de conduite qui s'imposent à tous.

Ces vérités, quoique bien évidentes, ont été le plus souvent méconnues et le sont encore ; de là un germe constant de divergences, et souvent une guerre sourde qui ne demande qu'un prétexte pour éclater au grand jour.

Ce prétexte est fourni généralement par la *tyrannie du mari*, et alors nous entendons les plaintes amères qu'exhale *la femme la plus malheureuse du monde* ; ça se termine ordinairement par la déroute complète du tyran qui est obligé d'en passer par ce que désire sa susceptible moitié :

*Ce que femme veut, Dieu le veut.*

Cette volonté s'était fait sentir dès avant la célébration du mariage, à cette heure bénie où tout est rose et où le futur tyran lui-même, probablement pour mieux cacher son jeu, ne fait voir qu'une préoccupation, qui est de complaire à sa victime.

Ainsi la femme ne subit qu'à contre-cœur l'obligation de faire précéder le mariage religieux du mariage civil, et comme c'est elle qui donne le ton dans ce qu'on appelle le *Monde*, elle allonge le plus qu'elle peut l'intervalle entre les deux cérémonies, pour bien marquer qu'à ses yeux la première en date n'est qu'une vaine formalité. Ici elle n'est pas

encore insurgée contre l'époux, c'est seulement contre la Révolution et le Code civil.

*Les femmes n'ont jamais aimé la République*, dit un des personnages du *Lion amoureux* de Ponsard ; cette observation est pleine de justesse, et il faut avouer du reste qu'à certains moments de notre histoire, on dirait que la République s'est ingéniée à obtenir un si beau résultat.

La Victime ne va pas toujours ni surtout du premier coup à la révolte déclarée ; mais, sous le souffle d'insurrection qui est dans l'air, certaines se nourrissent *in petto* de principes assez inquiétants ; ainsi nous avons vu récemment dans une pièce en vogue qui a fait courir tout Paris cet hiver, l'amie de l'héroïne lui exposer sa manière de voir sur *l'absolue disposition de sa personne* ; vous entendez bien qu'elle ne s'embarrasse ni d'engagements préables, ni de foi jurée, ni de l'écharpe de Monsieur le Maire ; l'absolu ne connaît pas de limites, et le Mari ne compte guère ; il n'y a pas à objecter que ce n'est qu'une pièce de théâtre, et que le but était de faire rire ; d'abord ce n'est point tant risible, et puis, pour n'être pas toujours formulé aussi *crument*, cela n'en est pas moins sous-entendu dans une foule de romans et dans toute une littérature soi-disant philosophique ; c'est toujours la Liberté absolue, le mariage immoral et l'affranchissement par la méthode du Père Enfantin.

Une autre théorie, un peu éparse en tous lieux, et dont j'ai recueilli les morceaux, pourrait se formuler ainsi en trois points, à la manière d'un syllogisme :

- 1° La femme a droit au bonheur ; parfaitement évident.
- 2° Le premier devoir du mari est de rendre sa femme heureuse ; encore parfaitement évident.
- 3° Si le mari manque à ce devoir, la femme *a bien le droit* de se pourvoir ailleurs.

Et on dit que la femme manque de logique !

Mais, dira-t-on, ce ne peut être la généralité qui raisonne de la sorte ; je l'espère bien, mais je rentre immédiatement dans le cas le plus général, en posant cette petite question : Pensez-vous qu'elles soient bien nombreuses, celles qui

acceptent, du fond du cœur et sans aucune restriction mentale, cet article de tous nos codes, sur lequel elles ont toutes juré : *la femme doit obéissance à son mari?*

Après ce résumé de l'action morale qu'a exercée l'esprit de révolte sur les femmes, si nous jetons un coup d'œil sur l'influence intellectuelle, nous la trouvons sensiblement la même que pour l'autre sexe ; malgré la culture Scientifique beaucoup plus répandue chez ce dernier, les idées générales n'y sont encore que métaphysiques ; donc ce pourrait être en somme un bénéfice pour les femmes d'avoir moins participé à ces idées ; mais la facilité déplorable à résoudre toutes les questions sans en connaître les éléments, est la même de chaque côté ; même infailibilité sur toute la ligne ; c'est là ce qu'il y a de plus apparent dans la soi-disant égalité des sexes.

C'est aussi le trait d'union entre toutes les femmes à quelque classe et à quelque religion qu'elles appartiennent ; chez une Catholique et une Protestante vous chercherez en vain une différence quelconque dans la manière de raisonner et de se conduire : elles pensent toutes aussi librement les unes que les autres, malgré les camps et malgré les bannières ; on sent que l'esprit révolutionnaire a passé par là.

Il n'entre pas du tout dans mon sujet de m'arrêter particulièrement sur l'état mental de l'autre sexe, parmi les gens du Monde ; du reste cela ne nous apprendrait rien au point de vue général, car dans ce milieu, le règne de la femme est incontesté, et c'est elle qui règle les opinions et les questions de morale, de même qu'elle fait le succès des modes, des romans, des sermons et des pièces de théâtre.

A quelles conclusions aboutira toute cette critique ? Car il faut conclure, et je ne connais pas de question plus intéressante que de savoir quel sort est réservé à toute une moitié du genre humain.

Si d'un regard nous embrassons tout le passé, nous voyons la femme dans les rôles les plus opposés, depuis celui de *bête de somme*, puis d'instrument de plaisir, jusqu'à celui de despote infiniment capricieux. Ce n'est rien de tout cela qu'il nous faut. Certains, croyant lui faire fête, veulent la reléguer dans l'insignifiance des babioles et des fanfreluches, ou bien en faire un *objet de luxe* ; d'autres essaient de la hisser en haut d'un piédestal ; c'est trop ou trop peu.

Elle devra se défier des éloges hyperboliques et intéressés ; beaucoup l'exaltent par devant, qui la dénigrent par derrière *entre hommes*, ou bien tout bonnement devant ses rivales ; toutes les flatteries qu'on lui prodigue et dont elle se montre si friande, ne peuvent que la tromper sur sa vraie destinée ; il y a matière à réflexions dans ce mot amer qui a été dit :

*La galanterie est une forme raffinée du mépris.*

Que la femme veuille bien consentir à n'être pas un homme, qu'elle se résolve à n'être ni Princesse ni Reine ni Déesse, qu'elle se contente d'être la Femme, c'est-à-dire une réserve immense de puissance affective, indispensable à la Morale, et encore très mal employée jusqu'à présent.

Son véritable rôle est plus grand, plus beau, plus noble cent fois que le vain idéal qu'on fait miroiter devant ses yeux : être la compagne de l'homme, son auxiliaire, sa collaboratrice ; soigner ses enfants sans fausse honte ; s'en trouver récompensée par leurs tendresses ; être leur première éducatrice en tous genres ; les suivre encore d'un œil attentif, quand l'enseignement systématique sera venu compléter l'initiation qu'elle aura été si heureuse de leur donner ; se sentir entourée de leur affection ; recueillir plus tard la vénération de ses petits enfants ; enfin être en tout temps le lien social entre les diverses familles ; quoi de plus élevé et de plus digne de notre admiration et de nos respects ?

(A suivre).

E. DE LACOMBE.

---

**ADRESSE**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ POSITIVISTE DE PARIS**

*Au Général André, Ministre de la Guerre.*

---

La Société Positiviste de Paris vient d'envoyer au Général André l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre,

Dans sa réunion hebdomadaire du 9 novembre, la *Société Positiviste*, sous le coup de la vive émotion causée par les incidents de la séance de la Chambre des députés de vendredi dernier, a décidé de vous apporter le témoignage de son indignation contre l'odieuse et lâche agression dont votre personne a été l'objet de la part d'un député nationaliste, et de vous assurer de sa profonde et respectueuse sympathie.

Elle estime, avec tous les républicains, qu'il est odieux de suppléer, par la violence, à la pauvreté des arguments, dans un pays où la tribune et la presse sont entièrement libres.

Elle estime, avec tous les honnêtes gens, qu'il est lâche de frapper, par derrière et à l'improviste, un adversaire politique, et de se sauver ensuite derrière des amis complaisants, afin d'éviter toute riposte.

L'abominable brutalité de vendredi dernier n'est d'ailleurs, à ses yeux, que le digne complément de l'écœurante campagne de calomnies systématiques dirigée contre votre vie publique et privée, par des ennemis sans scrupule. Elle prouve, mieux que n'importe quelle autre démonstration, toute l'importance des services que vous avez déjà rendus à la République, et que vous êtes susceptible de lui rendre encore.

Vous êtes, depuis 1870, le premier Ministre de la Guerre qui, véritablement soucieux de préserver la République des dangers de pronunciamientos qu'elle a courus aux époques inoubliables du 16 mai, du boulangisme et de l'antidreyfusisme, ait entrepris sérieusement de soustraire l'avancement des officiers aux influences occultes et jusque-là toutes-puissantes du cléricalisme, de doter l'armée nationale d'un corps d'officiers en harmonie d'idées et de sentiments avec elle, et d'éliminer de son sein les chefs factieux toujours prêts à manifester leur hostilité contre les institutions librement adoptées par le pays, depuis trente-quatre ans.

Pour vous assurer du loyalisme de ceux qui, sans y être obligés, aspirent à exercer des commandements dans l'armée nationale républicaine, vous avez cherché à vous entourer du plus grand nombre de renseignements possible, sous réserve de les contrôler, et vous n'avez pas commis la faute de vous en tenir aux seuls rapports d'officiers supérieurs dont plus d'un sont arrivés aux plus hauts grades par et pour l'Église.

Votre conduite a été celle d'un républicain prudent et avisé, et elle mérite, à juste titre, l'estime et la reconnaissance de tous ceux qui se souviennent des monstrueux abus de pouvoir du gouvernement réactionnaire et cléricale du 16 mai, des exploits de la bande boulangiste, des infamies commises au cours de l'affaire Dreyfus, de la scandaleuse apothéose du colonel Henry, de la carrière brisée du noble colonel Picquart, enfin de l'attentat contre le Président de la République sur le champ de courses d'Auteuil.

Nous saluons en vous, Monsieur le Ministre, le soldat républicain que vous êtes, et nous flétrissons les ennemis de la République qui prétendent étrangement manifester leur zèle pour l'armée en insultant et en frappant son chef.

(Signé) : *Le Directeur*,  
CHARLES JEANNOLLE.

*Le Secrétaire*,  
D<sup>r</sup> CONSTANT HILLEMAND.

(Extrait du journal L'Action, du 12 novembre 1904).

## NÉCROLOGIE

Au moment de mettre sous presse, nous avons la douleur d'apprendre la mort de l'Administrateur de la *Revue Occidentale*, M. Félix Brecville, décédé le 2 novembre à l'âge de 53 ans.

## AVERTISSEMENT

*MM. les souscripteurs au Subside positiviste sont instamment priés de vouloir bien effectuer dans le plus bref délai possible leurs versements correspondant à l'année courante, afin que les comptes puissent être établis le 31 décembre prochain.*

*Nous rappelons que les fonds doivent être adressés à M. Vaillant, trésorier du Subside positiviste, 10, rue Monsieur-le-Prince, à Paris.*

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06926 5661

